Arts et Spectacles

# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15009 7 F

JEUDI 29 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE


## Erythrée : naissance d'une nation

L'AFRIQUE compte désormais un cinquante-deuxième Etat. L'Erythrée, 3,5 millions d'habitants – dont un tiers en exil à l'étranger –, vient de faire une entrée en fanfare dans le concert des nations. « A compter d'aujourd'hui, l'Erythrée est un pays souverain », a affirmé le numéro un érythréen, Issayas Afeworki, mardi 27 avril, dans l'euphorie générale, à l'annonce des résultats du référendum des 23, 24 et 25 avril : 99,8 % des électeurs se sont prononcés pour l'indépendance de l'ancienne province éthiopienne.

Depuis près d'une semaine, les Erythréens chantent et dansent dans le moindre de leurs villages. Venant d'un continent où les guerres succèdent aux famines – et l'Erythrée n'a été épargnée ni par les unes ni par les autres –, la nouvelle n'est pas courante. Il faut dire que l'enthousiasme est proportionnel au prix exorbitant de la victoire : trente ans de guerre (1961-1991), plusieurs dizaines de milliers de morts.

LE coût de cette indépendance a été tel que l'unanimité de la population ne constitue en rien une surprise. Plus que la colonisation italienne (1890-1941), qui avait défini l'Erythrée comme entité politique indépendante de l'Ethiopie, la guerre contre les troupes de l'empereur Haïlé Sélassié, puis contre celles de Menguistu Haïlé Maryam, a forgé une nation, uni un peuple composite – mi-chrétienne, mi-musulmane, la population est constituée de neuf ethnies.

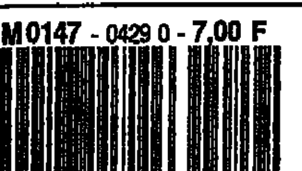
Depuis la prise d'Asmara, la capitale, en mai 1991, par les maquisards du Front patriotique de libération de l'Erythrée (FPLE), l'indépendance était acquise. Restait à la proclamer à la face du monde. La communauté internationale, placée devant le fait accompli, n'avait plus qu'à entériner la situation.

LA Voix des masses, la radio nationale érythréenne, s'est empressée d'annoncer, mardi, que l'Egypte, les Etats-Unis, l'Italie et le Soudan avaient déjà reconnu l'indépendance. L'aide internationale étant indispensable à la reconstruction du pays, les Erythréens sont manifestement avides de reconnaissance. Nul doute qu'ils n'obtiennent satisfaction, les réticences soulevées par la remise en cause des frontières ayant été balayées par la communauté internationale.

Pour la première fois, le principe de l'intangibilité des frontières africaines est mis en cause. A ceux qui invoqueraient ce précédent pour revendiquer la création d'un Etat, un argument imparable est d'ores et déjà opposé : l'Erythrée, telle qu'elle est définie, correspond à l'entité créée par la colonisation italienne. Ce sont les frontières héritées de la colonisation que l'on retrouve ; nulle part ailleurs, sur le continent, un cas similaire ne pourrait être invoqué.

Qui plus est, l'indépendance érythréenne résulte d'une séparation à l'amiable. D'ailleurs, une partie de la communauté de biens demeure. Faute de moyens, Asmara n'a pas encore créé sa propre monnaie. Et elle n'envisage de le faire que s'il s'avère impossible de créer une monnaie commune à l'Ethiopie et à l'Erythrée. Formellement, cette dernière se proclamera souveraine le 24 mai prochain, date anniversaire de la victoire. Mais les liens séculaires qui unissent les deux pays sur le plan économique et humain ne sont pas prêts de disparaître.


M 0147 - 0429 0 - 7,00 F

### En dépit des nouvelles sanctions

## Les Serbes poursuivent leurs projets de conquête

*Alors que les nouvelles sanctions contre la Yougoslavie entraient en vigueur mardi 27 avril, les Serbes ont lancé plusieurs attaques en Bosnie, dans la région de Bihac, où sont stationnés des « casques bleus » français et aux abords de Srebrenica. Les Occidentaux, qui se sont félicités de la mise en garde adressée mardi aux Serbes par M. Eltsine, hésitent toujours sur le recours à de nouvelles mesures de rétorsion.*

**ZAGREB**

*de notre correspondant*

Deux heures avant l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions contre Belgrade, mardi 27 avril au matin, les Serbes de Bosnie et de Croatie ont sans doute voulu montrer qu'il fallait prendre au sérieux les menaces qu'ils opposent aux nouvelles sanctions internationales. Peu avant l'aube, mardi matin, près de cent cinquante soldats des forces serbes de Croatie (celles de la « République » autoproclamée de Krajina), appuyés par une dizaine de chars et de l'artillerie, ont franchi la frontière avec la Bosnie. Venant « faire le travail » pour leurs « frères serbes » bosniaques, ils ont attaqué l'enclave de Bihac, le dernier réduit musulman en Bosnie occidentale, encerclé à l'est, depuis mai 1992, par les Serbes bosniaques, adossé à l'ouest aux zones serbes de Croatie très théoriquement « protégées » et « démilitarisées » par l'ONU.

Selon des sources militaires des unités françaises de l'ONU basées près de Bihac, contactées par téléphone, l'offensive contre le nord de la poche musulmane (qui abrite près de 300 000 personnes) est *« limitée »* et n'a fait « que » trois morts et trente blessés répertoriés dans la journée de mardi. Selon la FORPRONU basée à Zagreb, les forces serbes ont cependant effectué une percée de 6 kilomètres au nord de l'enclave, prenant trois villages (Gradina, Busaci et Radici), et en bombardant deux autres.

**JEAN-BAPTISTE NAUDET**


*Lire la suite page 3 ainsi que les articles de JAN KRAUZE et de SYLVIE KAUFFMANN*


## Hausse prochaine de la CSG

*Le gouvernement a arrêté son choix pour combler les déficits sociaux : il va recourir à une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) et à une hausse des recettes de poche (tabac, alcool, essence).*

Intervenant devant la commission des finances du Sénat, mardi 27 avril, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a estimé que pour combler les déficits sociaux la pire solution, dans la *« hiérarchie du détestable »*, serait de relever le taux des cotisations sociales puis d'augmenter la TVA.

Après bien des hésitations, le gouvernement va donc majorer la CSG – un point rapportant 38 milliards de francs – et augmenter les recettes de poche, comme les taxes sur les produits pétroliers, dont la hausse représentera une ponction d'une douzaine de milliards de francs.

Le gouvernement a pris cette décision malgré l'inconvénient que vont représenter ces prélèvements sur le pouvoir d'achat des Français.


*Lire page 15 l'article d'ALAIN VERNHOLES*


## Paroles de jeunes contre le sida

### Longtemps simples destinataires des messages de prévention, lycéens et étudiants prennent désormais l'initiative contre la maladie

Ce sont deux grands classeurs blancs, posés sur une table noire. A l'intérieur, de sages fiches de plastique. Chacune contient un projet de film sur le thème du sida, rédigé par un jeune de moins de vingt ans. Certains scénarios sont écrits d'une main malhabile, d'autres, très professionnels, tapés sur ordinateur, comportent la description de chaque plan. Tous révèlent les peurs et les angoisses d'une génération confrontée au sida, mais aussi sa capacité de réaction, d'humour et de dérision face à cette maladie qui, les multiples initiatives prises çà et là le prouvent, la concerne au premier chef.

Plus de deux cents scripts ont déjà été reçus par le Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS). Beaucoup sont encore attendus d'ici à la fin du mois de mai, date de clôture du concours « 3 000 scénarios contre un virus » (1).

Dracula est le héros d'une bonne dizaine de scripts. Drapé dans sa cape noire, le célèbre vampire observe d'un air gourmand une jeune fille endormie. Il s'approche à pas de loup, ouvre une large bouche. L'innocente ouvre un œil, prononce le mot sida. Tombe du ciel un préservatif. Puis une seringue. Le personnage inventé par Bram Stoker paraît fort démuni. Mais un ange veille, et lui fait parvenir deux fausses canines. Pour que la morale soit sauve, la blonde s'enfuit à toutes jambes.

Parmi les scénarios, il y a aussi le désespoir du malade, la solitude du séropositif, la grande roue du hasard qui peut s'arrêter sur la case du virus, la difficulté de parler du préservatif à l'être aimé, ou, plus compliqué encore, aux parents.

**MICHÈLE AULAGNON**


*Lire la suite dans « le Monde Education-Campus » page 13*


(1) Le concours lancé par le CRIPS donnera lieu au tournage de trente courts métrages parmi les soixante premiers prix.

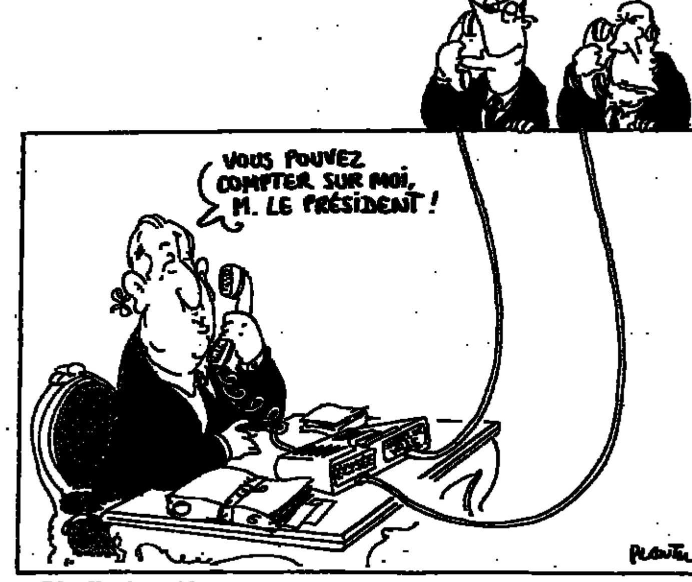
### Mme Veil engage le débat sur la ville, M. Chirac définit sa stratégie présidentielle

## Mêmes maux, mêmes remèdes

par Philippe Bernard

Il n'y aura pas d'avant et d'après avril 1993 en matière de politique de la ville. En lever de rideau de la nouvelle législature, les députés ont offert le spectacle surprenant de l'harmonie et de la continuité dans un domaine des plus controversés et des plus fantasmatiques, ces banlieues où vivent des millions de Français et qui révèlent les maux de la société tout entière. Ni anathème à l'égard de l'action des gouvernements passés, ni enthousiasme débordant pour le futur. La droite a entonné un discours que la gauche croyait de gauche. Comme si la gravité et l'énormité des défis à relever imposaient retenue, modestie et union nationale. *« Ce sont les principes mêmes de l'Etat républicain qui sont en jeu »*, a averti le premier ministre. A ceux qui redoutaient amalgames xénophobes et dérapages sécuritaires, les premiers orateurs du débat d'orientation sur la ville ont répondu par un refus de la polémique et une sérénité frisant la platitude. S'il n'ont pas débordé de leur sujet, ils n'ont guère livré d'idées bien nouvelles. Honnêtement, Mme Veil a fait remonter à 1978 (et non à 1981) les premières violences dans les cités et rendu hommage aux pionniers socialistes de la politique de la ville, MM. Schwartz, Dubedout et Bonnemaison, oubliant au passage le CDS Jacques Barrot, inventeur, dès 1977, des programmes Habitat et vie sociale.


*Lire la suite et l'article de JEAN-LOUIS SAUX et SYLVIA ZAPPI, page 8*


*Lire l'article d'OLIVIER BIFFAUD sur le conseil national du RPR et celui de THIERRY BRÉHIER, page 9*

### ARTS ◆ SPECTACLES

## Jacques Rivette tourne « Jeanne la Pucelle »

Après Dreyer, Bresson, Rosselini, Fleming, Preminger, Jacques Rivette, le réalisateur de *la Religieuse* et de *la Belle Noiseuse*, est à son tour séduit, passionné par Jeanne d'Arc. Qu'il suit de la gloire à la mort, en deux films distincts, *les Batailles* et *les Solitudes*, tournés simultanément, sur un scénario coécrit par Pascal Bonitzer et Christine Laurent. Pour ces films, une interprète exceptionnelle, évidente, inspirée : Sandrine Bonnaire.


*Lire l'article de JEAN-MICHEL FRODON, dans le supplément Arts et Spectacles, pages 25 à 34*




## Assouplissement israélien aux négociations sur le Proche-Orient

A la reprise des négociations de paix à Washington, mardi 27 avril, les Israéliens se sont abstenus d'annoncer les mesures immédiates d'apaisement qu'attendaient les Palestiniens. Mais ils ont fait connaître un assouplissement de leur position sur le fond de la discussion : l'avenir des territoires occupés.


*Lire page 4 l'article de MOUNA NAÏM ainsi que la fin de notre série « Israël face au péril vert » de PATRICE CLAUDE, page 5*


## La SNCF réduit ses frais de fonctionnement

Confrontée à une chute du trafic qui aggrave son déficit, la SNCF a annoncé, mercredi 28 avril, une réduction de ses frais de fonctionnement. Cela au moment où les ratés de son nouveau système de réservation informatisé Socrate l'obligent à s'interroger sur la cohérence de sa stratégie commerciale.


*Lire page 16 l'article d'ALAIN FAUJAS*


## Trois nouveaux partenaires pour Total

Serge [illegible] ...ident de Total [illegible] ...credi 28 [illegible] de trois nou[illegible] partenaires dans le capital de Total : la Cogema, la Lyonnaise des eaux-Dumez et la Société générale. La compagnie pétrolière en espère des gains tant financiers qu'industriels.


*page 15*

*Le sommaire complet se trouve page 24*



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $

# DÉBATS

Gauche

## Un projet pour le tiers-état

par Philippe Herzog

PARTOUT la crise frappe. Le besoin de transformations profondes de la société est énorme. Mais la classe politique n'est pas au rendez-vous. Le pouvoir des «élites» dirigeantes, leur coupure avec la société s'accompagnent d'une énorme difficulté à remettre en cause des conceptions inadéquates.

M. Balladur est un homme prudent. Des réformes se préparent. Nous serons attentifs et souhaitons le débat. Mais la politique déjà annoncée ne sort pas des schémas du libéralisme d'Etat. La social-démocratie paraît au bout du rouleau quand elle n'envisage que de petits amendements à des gestions que les peuples rejettent. Un peu de partage du travail et des intentions d'Europe sociale ne font pas un changement de politique. Chez les communistes, la culture d'opposition prédomine toujours sur celle de construction sociale. Quant aux écologistes, dont les apports sur le cadre de vie sont réels, ils n'offrent pas de politique globale nouvelle tout en prétendant en fournir une à eux seuls. Ce constat, beaucoup de Français le font. Il nous rend humbles. Que de travail à faire. Ma conviction est que les idées neuves, les comportements nouveaux, il appartient à la société elle-même, au tiers-état, de les forger. Avec ses organisations, mais aussi forcément en conflit avec elles, pour leur dépassement.

Travailler à un changement de politique suppose aujourd'hui d'agir pour un projet de société à la hauteur des défis. N'acceptons pas que les décideurs choisissent par consensus quelles sont les «bonnes» options. Je souhaite livrer mon travail à la critique. Je ne suis pas le seul. Nous avons tous besoin d'un choc des options.

La mondialisation de l'économie est une réalité criante. Mais la gauche au pouvoir en a fait un alibi. Des capitaux mondialisés suraccumulés circulent à une vitesse folle, dictent partout des conditions de rentabilité meurtrières, écrèment une faible part des ressources humaines et livrent les autres au chômage. On attendait, on attend de la «gauche» qu'elle rassemble ici, en Europe, et dans le monde, la force, la culture capables d'établir une maîtrise sociale du marché. L'Etat-providence, qui corrige les dégâts sociaux du marché, ça ne suffit plus du tout. Le rôle des salariés, la conception même des entreprises et de leur gestion doivent changer pour réduire systématiquement les coûts financiers et matériels, développer les capacités humaines, produire autrement.

Au cœur de la mondialisation, il y a la révolution informationnelle. Elle sollicite l'humanité à revoir en profondeur toutes ses conceptions de la modernité. L'objectivation de fonctions intellectuelles dans des moyens matériels appelle un développement historique des fonctions de recherche, formation, organisation, dans tous les domaines, depuis la production jusqu'à la politique. C'est la chance d'une civilisation du temps choisi, de nouveaux cycles de vie, de mutations et rotations des rôles sociaux, d'une génération du cadre naturel... Construire le plein emploi des capacités humaines, sans élitisme ni exclusions, est un but sociétal neuf.

Cela appelle un vaste partage non marchand des ressources et des coûts, une formidable coopération et non pas seulement une compétition.

Ce n'est pas là spéculation mais une culture d'efficacité nouvelle qui germe plus qu'on ne croit, et qui appelle des projets pratiques, une expérimentation. On ne trompera pas les gens à propos de l'emploi. On pourrait créer massivement des emplois marchands, non marchands et dans de nouvelles activités sociales utiles; on pourrait rendre les emplois efficaces, responsables d'autrui, capables de créer les ressources nécessaires. Pour cela, affrontons l'obstacle. La finance doit changer radicalement. Les entreprises doivent assumer des responsabilités et des solidarités sociales. Les opérateurs sur le marché international auront des devoirs, pas que des bénéfices. L'union économique et monétaire des Européens est à reconcevoir. Tout comme les concepts de coopération avec le Sud et l'Est, et cela d'urgence.

On parle d'un retour de l'Etat, d'une volonté politique pour l'Europe. Bien. Mais attention: cela ne doit pas se faire par une nouvelle aggravation de la coupure entre les «élites» et la société, entre les appareils européens et les peuples. Les carences du pouvoir dans la conduite de l'Etat et de l'Europe se traduisent souvent par l'alibi du «compromis». Mais les peuples rejettent les politiques résultant des compromis financiaro-étatiques établis en cercle fermé.

### Dépasser la démocratie par délégation

Certains parlent d'inventer une «démocratie sans frontières». Très bien. Mais ne voient-ils pas à quel point c'est la démocratie tout court, la démocratie par délégation qui est à dépasser? Non seulement les dirigeants doivent être rapprochés des citoyens mais plus encore, les compétences sont à partager. Les gens doivent pouvoir s'approprier l'information et participer aux décisions. En un mot, on doit viser une capacité d'autodirection de la société.

Des potentiels existent. Pour les mobiliser, des réformes institutionnelles visant un partage des pouvoirs sont nécessaires dans les entreprises, dans les bassins d'activité. On pourra relever, dans ces conditions, le défi de coopérations conflictuelles mais constructives entre dirigeants d'entreprises et salariés; et entre les populations et leur élus, quelle que soit leur sensibilité, de la localité à l'Europe et au-delà.

Pour moi, la future alternance politique au pouvoir ne devrait pas être simplement un «retour de la gauche», mais un rassemblement des Français pour un progrès de société et de coopération. Les partis cherchent leur renouvellement. Très bien. Ils ne réussiront pas seuls. Et tous les citoyens, engagés ou non dans un parti, ont droit à faire de la politique. On peut, on doit, nouer des liens de travail entre citoyens et politiques de différentes sensibilités. C'est pourquoi j'ai proposé de réunir, sinon des états généraux de la société, du moins un mouvement de discussion entre *«acteurs pour un projet de société»*.

Des citoyens, des acteurs sociaux auraient la possibilité d'élaborer des projets, dont ils seraient co-auteurs aves des militants politiques qui ne représenteraient pas leur organisation. Chacun pourra mettre son travail dans le débat. Chacun pourra s'enrichir de l'apport des autres, sans perdre son identité.

Des associations telles que Confrontations et des revues pourraient organiser cette initiative. Les études et propositions ne seraient pas seulement soumises à l'épreuve du débat public, on solliciterait les options des citoyens et leur expérience dans les principaux champs à défricher.

Nous voudrions éviter la confusion entre ce mouvement de travail sur projets et les ambitions politiques légitimes qui visent à renouveler les identités à gauche et à préparer des échéances électorales. Le travail de la société sur son projet ne doit pas être surdéterminé par les institutions. Notre initiative contribuerait au contraire à donner aux idées toute leur place dans les recompositions politiques, et à déverrouiller des débats trop souvent bloqués lors des élections. Nous voulons aider la société à élaborer elle-même beaucoup plus librement ses propres options.

**▶ Philippe Herzog est membre du bureau politique du Parti communiste français, responsable des questions économiques.**

Gouvernement

## Halte à la hausse des prélèvements obligatoires

par Laurent Dominati et François Sauvadet

LE premier ministre a choisi de tenir aux Français le langage de la vérité. Il a bien fait. Nous devons, nous aussi, tenir le langage de la vérité vis-à-vis des Français comme du premier ministre. Et la vérité nous oblige à dire que nous sommes défavorables à toute mesure fiscale ou parafiscale qui aura pour conséquence d'augmenter la ponction sur l'économie nationale que représentent les prélèvements obligatoires.

Nous sommes tout à fait conscients du caractère dramatique de la situation actuelle, aussi bien du point de vue financier que social. Et nous sommes prêts à soutenir une politique qui demande efforts et sacrifices aux Français. Mais nous pensons qu'il faut agir en priorité sur les causes qui sont à l'origine de cette situation.

Et pour nous la première priorité, c'est l'emploi. Parce que c'est la première des injustices, parce que c'est la première cause des déficits sociaux et, plus encore, de tous les déséquilibres qui frappent la société française. Or, depuis des années, les économistes les plus réputés, de notre Prix Nobel à notre actuel ministre de l'économie, les dirigeants des grandes entreprises qui délocalisent, ou encore les patrons des petites et moyennes entreprises, chacun constate que l'économie française est grevée par les prélèvements obligatoires.

Des grands pays industrialisés, la France a le record du taux des prélèvements obligatoires : plus de 43 % du PIB. Entre 30 et 37 % seulement pour nos principaux partenaires et concurrents! Il y a un lien indiscutable entre la capacité à créer des emplois et la ponction étatique et paraétatique sur les entreprises et les consommateurs. Si l'on admet que l'urgence est d'abord et avant tout l'emploi, alors il faut établir très rapidement un plan de baisse des prélèvements obligatoires.

Bien sûr, cela suppose que l'Etat, les collectivités publiques et la Sécurité sociale dépensent moins, mais surtout mieux, en se recentrant sur leur mission essentielle. Cela suppose qu'ils clarifient ce qui relève de la solidarité nationale et ce qui doit relever de la responsabilité personnelle. Là sont les sacrifices à faire pour les Français. Oui, ils doivent moins attendre systématiquement tout de l'Etat ou de la Sécurité sociale. L'urgence de la situation commande de dire clairement aux Français que les «acquis sociaux» ne sont plus financés et qu'il est nécessaire de faire des économies dans les prestations fournies afin de diminuer les taxes de toute nature qui pèsent sur notre économie et retrouver ainsi la chance de créer à nouveau des emplois.

Les Français sont prêts à entendre ce langage. Les acquis sociaux ne sont viables, à terme, que dans une économie qui fonctionne. Ce n'est plus le cas. Remettons d'abord de l'ordre dans le fonctionnement de l'économie afin de financer sainement la protection sociale, plutôt que, comme cela nous est proposé, de financer la protection sociale par une ponction supplémentaire sur l'économie.

Les Français, en mars dernier se sont prononcés pour une autre politique. Ils ont voulu une rupture. Ils sont conscients de l'impasse dans laquelle les a conduits une logique d'assistance généralisée. Ils sont conscients d'un changement d'époque et de la nécessité d'une transformation radicale des mentalités des citoyens et des pratiques des administrations publiques.

La nouvelle majorité est l'expression de ce changement. Nous pouvons demander de la patience. Nous devons au moins montrer que nous allons dans la bonne direction. Nous attendons du gouvernement qu'il examine en priorité une politique tendant à la baisse des prélèvements obligatoires, tout en sachant que cela imposera des choix difficiles. Nous proposons à nos collègues de nous rejoindre pour créer à l'Assemblée nationale un groupe d'études sur la baisse des prélèvements obligatoires et ainsi aider le gouvernement dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique.

**▶ Laurent Dominati et François Sauvadet, tous deux UDF-PR, ont été élus députés en mars dernier respectivement dans la 1re circonscription de Paris et la 4e de la Côte-d'Or.**

REVUES — FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Paris, ses banlieues et son maire

**Jacques Chirac a très bien su jouer du symbole de Paris, à la fois capitale historique de la France et ville de quartiers à l'atmosphère villageoise. Mais, comme les autres grandes cités, Paris ne peut plus vivre seule : elle doit tenir compte de l'internationalisation des modes de vie et de la confrontation avec ses banlieues.**

LORSQUE, en 1977, Jacques Chirac devint le premier maire de Paris, chacun comprit que cet as de la politique venait de réussir un coup de maître : à la tête de la plus grande commune de France, il serait le porte-parole naturel des élus locaux face au pouvoir central; premier magistrat de la capitale de la France, il recevrait les chefs d'Etat et aurait une stature internationale. Ainsi Jacques Chirac, député de la Corrèze et ancien premier ministre, a su jouer à merveille de l'ambiguïté très particulière de l'image de cette ville, composée d'autant de villages que de quartiers, mais aussi symbole de la France jacobine et foyer de la culture européenne.

Dans un numéro de la revue *Politix* consacré aux *«représentations de Paris»*, Florence Haegel analyse la façon dont Jacques Chirac, dans ses discours, ses actes officiels ou ses déplacements publics, a puisé dans le potentiel symbolique de Paris pour se façonner une légitimité historique d'homme d'Etat, sachant rester proche de la vie locale. *«Tout comme le maire de Paris devient le représentant de l'ensemble des maires de France, Paris condense les attributs d'une France rurale et villageoise et porte les emblèmes d'une histoire nationale.»* D'un côté, les inaugurations d'écoles, les visites de chantiers, l'arrivée du Tour de France ou la dégustation du beaujolais nouveau manifestent l'activité d'un homme de terrain enraciné dans la France profonde; de l'autre, la commémoration des origines de Lutèce, des barricades révolutionnaires (mais pas celles de la Commune, trop marquées à gauche...) ou du général de Gaulle au balcon de l'Hôtel de Ville permettent de célébrer une tradition de grandeur française, républicaine et gaulliste, correspondant au positionnement politique du chef du RPR.

### Les promoteurs et les «zonards»

Paris lieu de gloire et de pouvoir – *mais aussi* de fièvre et de misère. Le romancier et scénariste de bandes dessinées Pierre Christin, grand marcheur qui connaît Paris comme sa poche, analyse avec beaucoup de finesse les contradictions et les évolutions de ce monstre sacré, bouleversé par la rénovation et la spéculation immobilière. Paris multiple, proliférant, que chacun s'approprie à sa façon, selon son histoire, ses origines et son niveau social. Paris des énarques et des intellos, des promoteurs et des bureaucrates, des immigrés et des «zonards». S'amusant à repérer les nouveaux «lieux de pouvoir» d'une ville qui se dérobe, Christin les voit moins dans les bureaux que dans les restaurants pour repas d'affaires, dans ces grosses voitures avec air conditionné et radiotéléphone, où les hommes importants traitent leurs affaires à distance, en se jouant des embouteillages, ou... dans ces bureaux vides, attribués à des vedettes du business ou de la communication qui n'y viennent jamais parce qu'ils émargent dans d'innombrables activités. *«Ceux qui n'ont rien,* remarque Christin, *sont tout le temps en train de «zoner» dans Paris, et ceux qui ont tout disposent de plein d'endroits vides.»*

Paris des beaux quartiers et des sièges sociaux, Paris de la violence et du trafic... Ces deux univers qui se côtoient et se mélangent, lorsque, par exemple, les jeunes de la banlieue se déversent sur les Champs-Elysées ou dans le RER, finiront-ils par s'intégrer ou par s'affronter? Christin hésite sur la réponse. *«Pour moi, les deux visions cohabitent encore de façon fragile dans Paris et même largement dans ses banlieues. Ou bien on parvient à préserver un fonctionnement urbain digne de ce nom et le charme de la ville ne relèvera pas seulement du musée. Ou bien les choses se détraquent et l'on ira vers un univers apocalyptique de la littérature cyber-punk, où l'hyperviolence urbaine devient une sorte d'esthétique de la destruction. Parfois, je crains de ne pas savoir ce qui l'emportera.»*

### «Une «société de mobilité»

Dans Paris, comme dans beaucoup de grandes villes, existe une frange privilégiée de la population, dont l'univers familier est largement cosmopolite. Hommes d'affaires internationaux, artistes et intellectuels nourris de la même culture mondialiste *(«On y aime Woody Allen, les nourritures exotiques, le brassage multiculturel...»)*. Montfred Rommel, le maire de Stuttgart, interrogé dans le numéro de *l'Évènement européen* intitulé «Europe : espace ou territoire?», observe, lui aussi, cette tendance à l'uniformisation des grandes métropoles, où les équipements, les objets, les images, la consommation matérielle et culturelle deviennent interchangeables. Il ne croit pas pour autant que cette tendance aboutira à détruire la spécificité des grandes villes. *«J'ai la conviction que, à moins d'évoluer vers des «eurocités» uniformes, nos villes tendront à se singulariser les unes des autres, chacune s'employant à renforcer sa propre image, à se dessiner des contours bien reconnaissables.»*

Cet effort passe par une plus grande symbiose entre les grandes cités et leur environnement, la ville s'appuyant sur les communes rurales voisines pour offrir aux habitants une gamme variée de services, de paysages et de modes de vie. Cette diversité correspond à l'ouverture et à la mobilité de l'homme moderne, participant à des activités multiples sur des territoires différents. C'est ce que suggère le géographe Marcel Roncayolo, lorsqu'il dit que l'homme peut être le citoyen de plusieurs territoires. *«J'ai l'impression,* remarque-t-il, *que nous vivons plus aujourd'hui dans un monde de multiterritorialité – dans la résidence, dans le tourisme, dans l'information...» «C'est à cela,* ajoute-t-il, *qu'il faut réfléchir car nous n'avons pas encore les outils intellectuels qui permettraient de penser l'évolution que nous vivons, et qui est le passage d'une société ancrée à une société de mobilité.»*

De son côté, Claude Neuschwander, président d'un groupe de consultants spécialisés dans l'aménagement du territoire, plaide pour la constitution, au sein des régions, de *«réseaux de villes»* permettant de réunir les responsables locaux autour de *«projets stratégiques»* de développement. Cette dynamique, explique-t-il, *«permet d'atteindre, dans un grand nombre de domaines (et notamment ceux de l'économie et de la matière grise) un niveau de masse critique que, séparément, aucune des villes concernées ne pourrait connaître»*. Seule une politique de ce type, estime-t-il, permettra aux régions européennes d'affirmer leur poids spécifique et leur identité.

Paris, ville unique, accepterait-elle de s'associer avec d'autres – et en particulier avec ses voisines de l'Ile-de-France? Jusqu'à présent, toute tentative dans ce sens a été vaine. Et pourtant, corsetée dans son périphérique et menacée par ses banlieues, elle devra bien réfléchir à ses relations avec son environnement. Ce serait son intérêt, mais il n'est pas sûr que ce soit, pour le moment, celui de son maire...

**▶ *Politix*, nº 21, premier trimestre 1993, 70 F Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 44, rue du Four, 75006 Paris.**

**▶ *L'Evénement européen*, nº 21, février 1993, 90 F, Seuil.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry » [illegible]
Le Monde [illegible]
M. Jacques Lesourne, gérant.



Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

# La communauté internationale hésite sur les mesures qui pourraient suivre le blocus contre la Serbie

Au lendemain de l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions économiques contre la Serbie, les Occidentaux et la Russie réfléchissent et se concertent au sujet des autres mesures de rétorsion qui pourraient être envisagées pour faire entendre raison aux Serbes de Bosnie.

Le président américain en a débattu mardi 27 avril pendant plus de deux heures avec une vingtaine de dirigeants du Congrès, mais n'a pas encore pris sa décision. Cette décision, attendue dans les prochains jours, ne fera d'ailleurs pas forcément l'objet d'une annonce publique, a indiqué un des porte-parole de la Maison Blanche. *«Il y a eu beaucoup de discussions, sur les avantages et les inconvénients de presque toutes les options»*, a déclaré à la presse à sa sortie de la Maison Blanche Robert Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat. *«Le seul véritable consensus, (...) c'est que nous n'allons pas envoyer de troupes terrestres»*, a-t-il déclaré, en se prononçant personnellement en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes au profit des Musulmans (une *«option»* que récusent les Européens). M. Dole a estimé qu'une résolution sur un recours à des bombardements aériens serait sans doute approuvée par le Sénat, mais a déclaré avoir des doutes en ce qui concerne la position de la Chambre des représentants.

Le leader de la majorité démocrate du Sénat, George Mitchell, a rappelé pour sa part que M. Clinton était *«en consultation constante avec les alliés européens»* et que toute action entreprise serait multilatérale.

Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a de son côté de nouveau exposé les difficultés d'une intervention militaire. *«Je suis personnellement prêt à voir les Etats-Unis recourir à la force non seulement en Bosnie mais partout dans le monde,* a-t-il déclaré au Sénat, *mais quelques conditions très sévères doivent être remplies.»* Tout d'abord, *«l'objectif»* visé doit pouvoir être expliqué *«de façon claire et compréhensible au peuple américain»*. Ensuite, il doit exister *«une forte probabilité que cette utilisation de la force soit un succès»*. Troisièmement, les Etats-Unis doivent savoir ce qu'ils feront pour *«sortir d'une telle situation»*, et enfin, l'action entreprise doit avoir *«le soutien du peuple américain»*.

Plusieurs des critères évoqués par M. Christopher sont aussi parmi ceux retenus par le Pentagone. *«Frapper des chars disséminés dans le désert est une chose, frapper des pièces d'artillerie cachées à côté de granges, d'écoles et de centres municipaux est une autre chose»*, a déclaré mardi l'amiral David Jeremiah, numéro deux de l'état-major interarmes. Même prudence à Bruxelles où les chefs d'état-major des pays membres de l'OTAN (sauf la France) étaient réunis mardi. *«Pour l'amour de Dieu, définissez vos objectifs, c'est le premier principe de la guerre»*, a déclaré le maréchal Richard Vincent, président du comité militaire de l'OTAN. Il a indiqué que le comité ne pouvait de toute façon se lancer dans aucune planification préliminaire avant que la décision ne soit prise par l'ONU et les instances politiques de l'Alliance.

### «Tester la bonne foi de M. Milosevic»

L'un des présidents de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen, qui s'est entretenu mardi à Paris avec MM. Balladur et Juppé, a insisté sur l'élément nouveau que constitue à ses yeux la récente prise de position des dirigeants de Belgrade (MM. Milosevic et Cosic) appelant les Serbes de Bosnie à reconsidérer leur refus du plan de paix. Il faut, estime-t-il, que Slobodan Milosevic fasse de réelles pressions sur les Serbes bosniaques. Dans le même sens, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a déclaré qu'il fallait *«donner une chance à la politique des sanctions et tester la bonne foi du président Milosevic dans les jours à venir»*.

David Owen a souligné qu'il ne fallait pas recourir *«précipitamment»* aux raids aériens, qui ont la faveur des Américains, contre les forces serbes. *«Recourez à l'action militaire trop rapidement et vous mettrez gravement en danger toute l'opération humanitaire»*, a-t-il dit. *«Je ne pense pas qu'il soit possible pour les Américains d'agir par la voie aérienne tandis que les Européens agiraient par la voie terrestre»*, a déclaré David Owen. *«Je pense qu'il serait extrêmement important que les Etats-Unis contribuent aux opérations terrestres pour escorter des convois avec des «casques bleus» dans le cadre de l'effort humanitaire de la FORPRONU»*.

Enfin des diplomates occidentaux en poste à l'ONU ont évoqué l'idée de créer plusieurs «zones protégées» en Bosnie, où l'action humanitaire se poursuivrait et où les «casques bleus» pourraient être regroupés. – *(AFP, Reuter.)*

## La poursuite des projets de conquête

*Suite de la première page*

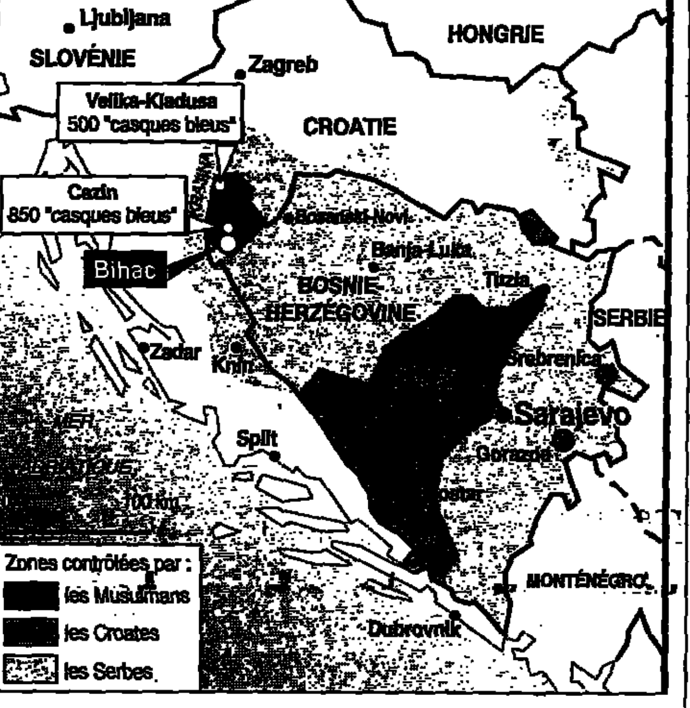
Deux heures avant l'entrée en Le général Lars-Eric Wahlgren, commandant de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, a ordonné à ses troupes de *«prévenir toute violation des droits de l'homme»* dans cette enclave, où s'entassent, sur un territoire de quelque 50 kilomètres de long sur 40 kilomètres de large, des dizaines de milliers de réfugiés musulmans victimes de la «purification ethnique» en Bosnie occidentale sous contrôle serbe.

Ce sont des troupes françaises (1 350 hommes au total), qui sont chargées, dans cette enclave, de protéger l'acheminement de l'aide humanitaire aux assiégés. Ces troupes sont les mieux armées de toutes les forces de l'ONU en Bosnie, avec près de 850 hommes d'un bataillon d'infanterie basés à Cazin, à 25 kilomètres au nord de Bihac, appuyés par 115 blindés, dont des chars légers Sagaie (avec des canons de 90) et des blindés VAB (canons de 20) et aussi des missiles antichars Milan et des mortiers de 81. Le régiment logistique français, de quelque 500 hommes, est stationné à la frontière croato-bosniaque, à Velika-Kladusa, à 35 kilomètres au nord de Cazin (et 60 kilomètres au nord de Bihac).

### La présence dissuasive des troupes françaises

Alors que les radios amateurs musulmans ont fait état d'attaques massives à l'artillerie sur Bihac, ces sources militaires ont démenti tout bombardement, tout du moins sur la ville, qui abrite près de 60 000 habitants. Les informations sur la situation militaire semblaient pour le moins contradictoires selon les sources occidentales interrogées. Selon leur nationalité, celles-ci apportent parfois, en minimisant ou en exagérant, de l'eau au moulin des positions «pro» ou «anti-intervention». Les Serbes paraissent en tout cas avoir réussi, à l'heure de l'application des nouvelles sanctions, à démontrer par la force qu'ils détenaient en otages des dizaines de milliers de Musulmans. Le message semblait d'autant plus clair que, selon Radio-Sarajevo, des forces serbes (venant notamment de Srebrenica «protégée» par des forces de l'ONU) auraient aussi attaqué Gorazde, l'une des dernières enclaves musulmanes, avec Zepa, à résister en Bosnie orientale, y tuant dix civils selon cette source.

Après avoir proclamé, samedi 24 avril à Bosanski-Novi, au bord de l'Una, l'unification de leurs «Parlements» en une «Assemblée populaire» commune, les Serbes de Bosnie et de Croatie illustrent donc sur le terrain leur détermination politique à réaliser la Grande Serbie. *«Si les sanctions sont appliquées, nous ferons l'unification dans les trois jours. Si l'Europe veut la guerre, elle l'aura»*, nous avait expliqué, à Bosanski Novi, M. Martinovic, conseiller politique à la «présidence de la République serbe de Krajina». Comme dans le cas de Srebrenica, l'agence Tanjug a présenté les affrontements comme une *«attaque musulmane»* à laquelle les forces serbes ont *«riposté»*, infligeant de *«lourdes pertes»* à l'ennemi.




Même si la prise de Bihac, qui abrite un important nœud ferroviaire (permettant de relier Banja-Luka à Knin, «capitales» des Serbes de Bosnie et de ceux de Croatie), serait un avantage stratégique, les experts militaires doutent que les forces serbes puissent rapidement venir à bout des quelque 300 000 habitants de l'enclave et de ses 10 000 à 20 000 combattants. Ceux-ci ne disposeraient que de *«couteaux de cuisine contre des tanks»* : un Kalachnikov pour deux ou trois hommes, *«deux canons rouillés»* et quelques vieux blindés immobilisés, selon des sources militaires occidentales. Mais la puissante présence des militaires français est dissuasive.

Plus discrètement, la bataille essentielle s'est poursuivie mardi autour du corridor serbe du nord de la Bosnie. Un «cordon ombilical» économique et militaire entre les «peuples serbes» qui permet de relier Belgrade à Knin (en Croatie), *via* Banja-Luka (en Bosnie), et que les Serbes ne veulent pas lâcher, contrairement à ce que leur demandait le plan Vance-Owen et malgré les pressions internationales.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## M. Eltsine proclame sa volonté d'agir de concert avec les Occidentaux

MOSCOU

*de notre correspondant*

*«La Russie ne protégera pas ceux qui s'opposent à la communauté internationale.»* Boris Eltsine a adressé mardi 27 avril ce qui ressemble à une ferme mise en garde aux *«nationalistes serbes et à tous les autres participants au conflit qui misent sur la force»*. Le président russe rappelle que dans une précédente déclaration, en date du 9 mars, il avait averti que *«toute partie qui n'accepterait pas le plan Vance-Owen dans son principe prendrait sur elle une lourde responsabilité»*. Le plan ayant été rejeté par les Serbes de Bosnie, la nouvelle déclaration de M. Eltsine, aussitôt saluée par le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, est donc logique. Il se trouve cependant qu'elle est publiée deux jours après le référendum russe, et il est tentant d'en conclure que M. Eltsine, conforté par son succès face aux *«conservateurs»*, a considéré qu'il pouvait désormais sans risque se rapprocher de la position occidentale.

Le texte de M. Eltsine reste cependant très prudent. En dépit de sa fermeté de ton, il reprend les diverses propositions émises récemment par Moscou et qui pour l'essentiel témoignent d'un désir de gagner du temps : rencontre des ministres des affaires étrangères des membres du Conseil de sécurité *«dans la zone du conflit»*, (Andreï Kozyrev, le ministre russe, avait parlé à un moment de Srebrenica ou de Sarajevo), mise en place d'observateurs sur les *«points chauds»* et les frontières, nouvelle convocation de la conférence de Londres, etc.

C'est au terme de cette longue énumération que M. Eltsine indique *«qu'il est temps de prendre des mesures décisives pour mettre un terme au conflit»*. Ce qui peut se comprendre comme un appel à accepter l'une de ces suggestions – généralement considérées comme dilatoires, – aussi bien que comme une invite à aller au-delà.

M. Eltsine insiste en tous cas sur un point : *«Dans les circonstances présentes, il est particulièrement nécessaire* [de maintenir] *l'unité tous les membres permanents du Conseil de sécurité, de la Communauté européenne, de tous les États épris de paix et des organisations internationales.»* La Russie veut, sur la question yougoslave, participer au «concert des nations». Mais elle signale aussi que les pays occidentaux ne doivent pas s'engager sur une voie où elle ne pourrait ou ne voudrait pas les suivre. Le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces de la CEI, avait récemment dénoncé dans la *Pravda* comme une *«absurdité»* l'idée d'une participation russe à une action de l'OTAN sur le terrain. Deux jours avant M. Eltsine, le ministre Andreï Kozyrev avait lui aussi souligné qu'il importait *«de rester ensemble et de ne rien faire de façon unilatérale»*.

La déclaration du président russe est donc suffisamment ambiguë pour que les Occidentaux puissent l'interpréter à leur convenance. En considérant que la Russie, quoi qu'il arrive, sera contrainte de suivre le mouvement. Ou en continuant à avancer *«l'alibi»* russe comme une raison supplémentaire de temporiser.

JAN KRAUZE

## John Major réaffirme que le traité de Maastricht ne pourrait s'appliquer en cas de «non» danois

Le premier ministre britannique John Major a réaffirmé mardi 27 avril aux Communes que le traité de Maastricht sur l'Union européenne ne pourrait pas entrer en vigueur en cas de vote négatif des Danois lors de leur deuxième référendum sur ce sujet le 18 mai.

M. Major répondait ainsi aux commentaires de presse attribuant le point de vue contraire au secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd. Ce dernier avait déclaré dimanche : *«Je ne dis pas que nous ne participerions pas à quelque arrangement ultérieur en cas de nouveau «non» danois au référendum.» «De toute évidence, nous ne pouvons pas dire que nous ne signerions aucun traité européen»*, avait-il ajouté.

M. Major a assuré que la position britannique n'avait pas évolué sur cette question et que M. Hurd n'avait *«rien dit de nouveau»*. Selon le premier ministre, M. Hurd a souligné quatre points. *«Un : nous ne nous attendons pas que les Danois votent «non». Deux : s'ils le faisaient, le traité de Maastricht ne pourrait pas entrer en vigueur parce qu'il nécessite la ratification des douze Etats membres. Trois : la procédure législative de ratification du traité ne pourrait pas continuer en Grande-Bretagne. Quatre : la Communauté européenne, ses douze membres, devraient entreprendre des consultations urgentes pour décider de la marche à suivre après cela»*. – *(AFP.)*

□ **ESPAGNE : attentats au Pays basque.** – Deux bombes ont explosé, mardi 27 avril en début de journée, au Pays basque espagnol, faisant sept blessés parmi les policiers. La première explosion a visé un bureau de la compagnie nationale Telefonica à Barracaldo, en Biscaye. Trois policiers ont été légèrement blessés par des bris de verre. Peu après, une autre bombe a explosé dans une banque de Bilbao. La bombe a blessé quatre policiers et a causé d'importants dégâts au bâtiment et à des véhicules garés dans le secteur. Dans les deux cas, la police avait été prévenue par téléphone et les bombes ont explosé alors que les policiers arrivaient sur les lieux. – *(AFP.)*

□ **Un diplomate allemand à la tête de la CSCE.** – Le diplomate allemand Wilhelm Hoynck a été nommé mardi 27 avril secrétaire général de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Actuellement ambassadeur de son pays auprès de la CSCE, il prendra son poste à Vienne le 15 mai. Il sera le premier secrétaire général permanent de la CSCE, à laquelle appartiennent tous les Etats européens, les Etats-Unis et le Canada. – *(Reuter.)*

Huit Albanais tués par les forces yougoslaves à la frontière

## Tirana confronté à l'hypothèque serbe

**Au moins huit jeunes Albanais ont été tués entre dimanche 25 et mardi 27 avril par des gardes-frontières alors qu'ils avaient pénétré de cent à trois cents mètres, à pied, en territoire serbe, a annoncé le ministère de l'intérieur à Tirana.**

La mort d'au moins huit jeunes Albanais – peut-être dix, selon des informations non confirmées de source officielle – tués par les gardes-frontières yougoslaves, alors que le pape Jean Paul II quittait à peine l'Albanie, d'où il venait de lancer un message de paix, illustre de manière dramatique l'hypothèque qui pèse sur les autorités de Tirana, lourdement handicapées par la situation explosive du Kosovo au nord et les incertitudes macédoniennes à l'est.

*«Ce geste barbare,* a déclaré mercredi 28 avril le porte-parole du président de la République, Genc Pollo qui y voit aussi une *«tentative d'intimidation»*, – *montre que la Yougoslavie ne respecte aucun accord international»*. La télévision albanaise a montré mardi des images des corps criblés de balles de ces jeunes gens qui, vraisemblablement plus intéressés par le vol de bétail ou la contrebande de cigarettes que par l'agitation politico-militaire du peuple kosovar, ont de toute évidence été tirés comme des lapins par les gardes serbes dans cette zone montagneuse où la frontière n'est pas toujours signalisée.

Le président Sali Berisha avait, dimanche soir, profité de la visite pontificale pour tirer une fois de plus le signal d'alarme sur les desseins expansionnistes de Slobodan Milosevic. *«Belgrade,* a-t-il averti, *attend le moment pour lancer un massacre de masse afin d'appliquer sa politique de purification ethnique et le déracinement* (des Albanais du Kosovo), *donnant le coup d'envoi d'une guerre balkanique»*.

### L'approche réaliste

L'Albanie serait en effet la première victime d'une éventuelle réalisation du scénario catastrophe, celui de l'extension de la violence au Kosovo, dont 90 % de la population, de souche albanaise, souffre quotidiennement des violations des droits de l'homme par le pouvoir serbe, et à la Macédoine, dont à peu près le tiers des habitants est également de souche albanaise. *«L'Albanie veut éviter le conflit,* dit M. Berisha. *Mais nous ne pourrons permettre la purification ethnique contre les Albanais sur leurs territoires.»*

Le président Berisha a jusqu'ici joué *«l'approche réaliste»*, assouplissant l'an dernier, au moins dans la formulation, l'attitude de Tirana à l'égard des revendications des Albanais du Kosovo vis-à-vis de Belgrade et reconnaissant officiellement, lundi 26 avril, la République de Macédoine, alors que, un mois plus tôt, il nous déclarait que cette reconnaissance *«dépendait de l'amélioration de la situation»* de la minorité albanaise en Macédoine.

Il a été conforté dans cette voie par la relative passivité des Albanais d'Albanie, plus préoccupés par leur propre survie que par les discriminations infligées à leurs frères du Kosovo ou de Macédoine.

Soucieux d'acquérir le soutien de l'opinion publique occidentale au moment où *«la communauté internationale montrait tant de faiblesse»*, selon les termes de M. Berisha, le pouvoir albanais avait organisé, en mars, un voyage de presse dans le nord du pays, à la frontière yougoslave, pour montrer précisément que, contrairement à Belgrade, Tirana ne procédait à aucune militarisation de cette zone. Il suffit d'ailleurs de voir l'état de délabrement des casernes albanaises pour comprendre qu'elle n'a guère de chances de rivaliser avec l'arsenal serbe.

### Délabrement des casernes

Mais, preuve de la très haute sensibilité du sujet à Tirana, le rédacteur en chef du journal d'opposition *Koha Jone*, Aleksander Frangaj, se trouve toujours assigné à résidence un mois après avoir écrit que des mouvements de chars avaient été observés vers le nord de l'Albanie dès le départ de ce groupe de journalistes.

Le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, est venu en mars apporter un soutien appuyé aux autorités de Tirana en forme d'avertissement à Belgrade, et les dirigeants turcs, engagés dans une étroite coopération avec l'Albanie, ont aussi promis leur soutien. Mais nul ne peut prédire aujourd'hui comment réagiraient l'Albanie et les Albanais en cas d'embrasement à leurs portes.

SYLVIE KAUFFMANN

# EUROPE

## ITALIE : un premier pas vers une mise en jugement

# Une commission du Sénat propose la levée de l'immunité parlementaire de Giulio Andreotti

**L'ancien président du conseil italien Giulio Andreotti a perdu une première bataille. Accusé par les juges de Palerme de *«collusion avec la Mafia»*, il n'a pu empêcher la commission compétente du Sénat de proposer la levée de son immunité parlementaire. Si l'assemblée plénière des sénateurs confirme, la semaine prochaine, cette décision, il devra s'expliquer devant un tribunal.**

**ROME**

*de notre correspondante*

Le sénateur à vie, Giulio Andreotti, a fait, mardi 27 avril un premier pas important vers le tribunal; l'Italie en a peut-être fait un, elle aussi, mais symbolique et vers le changement. En début d'après-midi, après deux heures de réunion intense et plusieurs semaines de débats, la commission du Sénat chargée de se prononcer sur le dossier a décidé par onze voix favorables, une contraire et dix abstentions (dont celle des sénateurs démocrates-chrétiens) de donner son feu vert à la levée de l'immunité parlementaire de celui qui fut sept fois président du conseil, et dont la longue carrière s'est souvent confondue avec l'histoire de la première République italienne.

Plus d'une vingtaine de fois déjà, M. Andreotti – «l'intouchable», «Belzebuth» pour les caricaturistes – avait fait l'objet de tentatives d'enquêtes, toutes classées sans suite. En ce sens, peut-être les temps ont-ils changé, à moins que le pays ne se sente plus mûr pour affronter la vérité. A cet égard, la séance à la Chambre des députés, jeudi, qui devrait débattre en dernier recours de la levée de l'immunité parlementaire de Bettino Craxi, ex-secrétaire du PSI, et ancien «intouchable» lui aussi, accusé de corruption et de violation de la loi sur le financement des partis, sera un premier test.

Dans le cas de M. Andreotti, ce sera au Sénat dans son ensemble d'en débattre et de trancher, sans doute assez vite, peut-être même dès le 6 mai, choisissant d'envoyer, ou non, le sénateur à vie devant les tribunaux pour répondre de l'accusation la plus grave et la plus folle à la fois : association de type mafieu. Accusation très lourde, non dépourvue d'ailleurs de contradictions ou d'invraisemblances dans le récit, mais portée par près d'une dizaine de «repentis» de la Mafia, dont les plus fiables jusqu'ici, comme Tommaso Buscetta qui «collabore» depuis 1984, ou Francesco Marino Mannoia, l'ex-chimiste de génie du trafic de l'héroïne, «repenti» depuis 1989, ou encore par cette recrue toute fraîche, ce Baldassare Di Maggio, ex-chauffeur du «boss» Toto Riina, qu'il a contribué à faire arrêter, et qui a raconté l'épisode le plus incroyable, celui du «baiser» rituel entre Riina et Andreotti, dans un discret appartement sicilien.

### «Je n'ai pas peur de la vérité»

A la sortie de la séance, le président de la commission, Giovanni Pellegrino (PDS), expliquant les raisons de ce vote, déclarait : *«C'est une décision de bon sens. Le pays a besoin de sérénité, et non de se partager en parti de l'innocence et parti de la culpabilité. Nous espérons que cela permettra à M. Andreotti de faire la lumière totale sur son cas.»* Le principal intéressé, lui, fortement touché, semble-t-il, avant d'aller s'enfermer chez lui en famille, faisait part de son incompréhension et de son amertume : *«Il y a quelque chose d'effrayant dans toute cette invraisemblable affaire,* disait-il. *C'est qu'aucun de mes collègues sénateurs, aucun de mes ennemis n'a clairement affirmé tenir pour authentiques les soi-disant preuves apportées, y compris les plus ridicules comme ce «baiser» ou la transformation d'un office religieux en rencontre mafieuse.»* (*Le Monde* du 22 avril). Et M. Andreotti, qui a par ailleurs dénoncé une nouvelle fois *«les pressions et les machinations»* dont il est l'objet, de conclure : *«S'ils veulent faire mon procès, au moins qu'ils le fassent très vite. Je n'ai pas peur de la vérité et je ferai tout pour dénoncer cette mascarade.»*

L'ex-président du Conseil, qui dimanche dernier a été l'objet de longs applaudissements à l'église où il se rend régulièrement, est en tout cas devenu, au fil des jours, une espèce de héros pervers ou persécuté, selon les cas, de roman noir populaire qui, en ces temps de grisaille politique, déchaîne passions et curiosités, y compris les plus morbides. Sa rubrique «Bloc-notes», tenue avec l'humour accéré dont il ne s'est jamais départi, dans le magazine l'*Europeo* n'a jamais été aussi suivie, et citée. Cette semaine, on peut y lire le récit de *«l'explosion de colère intérieure»* qui l'a secoué lorsqu'il a appris les premières *«attaques indignes»* portées contre lui, il y a un mois, ainsi que la réflexion qu'il en a immédiatement tirée : *«La partitocratie a été mise, non au banc des accusés, mais sur la chaise électrique! Est-ce de moi, ou du système tout entier que l'on cherche à se défaire?»* Conclusion : *«J'ai appris que l'homme ne peut vivre seulement de politique... Dans le passé quelqu'un m'a demandé le secret de ma grande capacité de travail. J'ai répondu quatre heures de sommeil profond réparateur. Aujourd'hui ce n'est plus le cas : j'ai perdu le sommeil.»*

MARIE-CLAUDE DECAMPS

□ **Mario Segni refuse un portefeuille.** – Chargé lundi 26 avril de former un gouvernement, Carlo Azeglio Ciampi a essuyé, mardi, un refus de participer au gouvernement de Mario Segni, ex-démocrate chrétien et instigateur des référendums victorieux du 18 avril. Favori de l'opinion pour diriger un gouvernement transitoire conduisant l'Italie à des élections législatives anticipées, Mario Segni n'avait pu obtenir ce poste du président Oscar Luigi Scalfaro en raison de l'hostilité de la Démocratie chrétienne. – *(Reuter.)*

## RUSSIE : Les suites du référendum du 25 avril

# La bataille entre Boris Eltsine et le Congrès va maintenant tourner autour de la nouvelle Constitution

**MOSCOU**

*de notre envoyé spécial*

Contrairement à son habitude et à son tempérament, Boris Eltsine semble prendre tout son temps pour tirer les conséquences du référendum du dimanche 25 avril. Mise à part, en effet, une déclaration sur l'ex-Yougoslavie *(voir page 3)*, le président russe n'a encore rien dit qui puisse laisser entrevoir la stratégie qu'il compte désormais appliquer pour poursuivre la transformation des structures politiques et économiques du pays. Fort du soutien, honorable, qu'il a reçu de l'électorat, le chef de l'Etat doit maintenant décider de sa politique par rapport à un Congrès qui a, certes, subi une défaite incontestable, mais est loin d'avoir été mis hors de combat.

Pour le moment, c'est dans l'entourage du président que l'on s'agite le plus. D'un côté, les «durs», comme Guennadi Bourboulis, qui souhaitent une épreuve de force directe avec le Congrès, et les responsables de plusieurs mouvements réformateurs qui appellent ouvertement à des «purges» : démission des ministres les plus conservateurs, mise à l'écart du gouverneur de la Banque centrale...

De l'autre, des hommes plus modérés, comme le vice-premier ministre Sergueï Chakhraï, croient encore possible une collaboration avec le Congrès et appellent celui-ci à tirer les conséquences du vote de dimanche. En annulant, par exemple, toutes les décisions prises ces derniers mois et visant à ralentir ou à contrecarrer les réformes économiques en cours.

### Le silence des «centristes»

Même M. Chakhraï considère toutefois que le Congrès a désormais perdu toute légitimité au point de ne plus être habilité à adopter une nouvelle Constitution. Or, c'est sur ce terrain que la bataille va maintenant se livrer. Un projet, qui donne des pouvoirs considérables au président, va être envoyé dès jeudi aux responsables des régions, qui auront donc connaissance des intentions présidentielles avant les députés . Ce qui pourrait confirmer que M. Boris Eltsine caresse l'intention de se passer purement et simplement du Congrès pour faire adopter son projet de Constitution, avant de faire éventuellement ratifier ensuite ce texte par un nouveau référendum. Une solution, qui aurait le mérite de l'efficacité, mais une valeur juridique douteuse.

A moins de chercher, une fois encore, un compromis avec le Congrès et de pousser celui-ci soit à se dissoudre lui-même, ce qui entraînerait des élections législatives anticipées, soit à adopter un projet de Constitution amendé. Le silence, remarqué, des responsables du groupe «centriste», le plus important, pourrait donner un certain poids à cette dernière hypothèse. Après tout, ces députés du «marais», qui, initialement, avaient soutenu Boris Eltsine, pourraient revenir à de meilleurs sentiments à l'égard du président, compte tenu des résultats du référendum.

Bref, Boris Eltsine a marqué un essai qu'il lui reste à transformer. L'histoire récente a montré que ce n'était pas toujours dans cet exercice qu'il se montrait le meilleur.

JOSÉ-ALAIN FRALON

# PROCHE-ORIENT

## La reprise des négociations de paix à Washington

# Les Israéliens font miroiter des concessions en faveur des Palestiniens

**Après une interruption de quatre mois, les négociations bilatérales israélo-arabes ont repris, mardi 27 avril, à Washington. Cette neuvième session du processus de paix engagé en octobre 1991 à Madrid, est la première placée sous les auspices de la nouvelle administration démocrate américaine. Mardi aussi, à Genève, a repris la troisième session du groupe de travail «multilatéral» sur la question de l'eau au Proche-Orient, à laquelle participent une quarantaine de pays dont treize pays arabes, à l'exception de la Syrie et du Liban.**

**WASHINGTON**

*de notre envoyée spéciale*

Les Palestiniens auraient voulu pouvoir annoncer, dès mardi soir, que les choses s'étaient un peu débloquées. Mais il n'en fut rien. Ils auraient notamment souhaité entendre Israël annoncer le retour d'un certain nombre des quelque quatre cents Palestiniens expulsés vers le Liban et la levée – au moins partielle – du «bouclage» des territoires occupés.

*«Mes propos sont très conciliants, mais vous ne pouvez pas imaginer combien nous sommes frustrés. Nous avons les nerfs solides et nous sommes venus pour donner la preuve de notre bonne volonté, mais nous ne pourrons pas assumer la responsabilité d'un processus de paix qui n'est pas prometteur.»* Haïdar Abdel Chafi, le chef de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël, ne pouvait pas être plus clair. Les Palestiniens, a-t-il dit, à l'issue d'une réunion de plus de trois heures avec son vis-à-vis israélien, Amnon Rubinstein, attendent toujours des *«réponses à des questions, relatives notamment aux déportés palestiniens et aux colonies de peuplement, surtout dans le territoire de Gaza».* Il a ajouté : *«Nous voulons tester les intentions du gouvernement israélien. Nous ne sommes pas encore à bout de patience. Mais les réponses doivent être données demain, après- demain, le plus rapidement possible.»* M. Abdel Chafi était visiblement déçu.

Et pourtant les pourparlers entre Israéliens et Palestiniens semblaient commencer sous de bons auspices. Au moment même où MM. Abdel Chafi et Rubinstein se rencontraient au département d'Etat, le porte-parole des négociateurs israéliens, Yossi Gal, faisait, en effet, une série d'annonces intéressantes. Un peu comme pour attirer les Palestiniens dans une discussion sur le fond des choses, plutôt que d'accorder des mesures – au demeurant rejetées par une bonne partie de la population israélienne – qui ne seraient, aux yeux de l'Etat juif, que des sédatifs et non pas un remède.

### Le pouvoir de l'«autogouvernement»

Israël est prêt, a dit Yossi Gal, une fois qu'un accord sera conclu sur le statut intérimaire des territoires de Cisjordanie et de Gaza, à opérer *«un transfert d'autorité aux Palestiniens leur conférant tous les pouvoirs et responsabilités de l'actuelle administration civile israélienne».* Il a précisé que *«le transfert d'une grande part de ces responsabilités pourrait même avoir lieu avant la conclusion des négociations sur la période intérimaire»*, l'Etat juif ne gardant sous sa propre autorité que *«les questions relatives à l'ensemble de la sécurité et aux Israéliens vivant dans les territoires».*

Et, non content d'énoncer, lors d'une conférence de presse, ces principes généraux, M. Gal a délibérément énuméré les domaines dont Israël est disposé à *«discuter»* concernant le pouvoir de *«l'autogouvernement»* palestinien : l'éducation, la santé, les questions religieuses, économiques, des droits de l'homme, d'infrastructures, la création d'une police – autant de domaines déjà proposés par le gouvernement de droite de M. Shamir, – mais surtout, et c'est cela qui est nouveau, les questions de l'eau, de la terre, des affaires budgétaires. Au mois de novembre dernier, le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, avait proposé que les colonies juives restent sous juridiction israélienne et que les localités arabes soient administrées par les Palestiniens, les «terres d'Etat» non exploitées ou qui se trouvent entre les deux devant être administrées conjointement.

### Sur la corde raide

En lâchant du lest sur des questions fondamentales, le gouvernement d'Itzhak Rabin, contrairement à celui qui l'a précédé, sous-entend qu'il est disposé à accepter que l'autonomie palestinienne s'exerce sur la terre et non pas seulement sur les personnes. Ce qui constitue un bon début dans la perspective de la deuxième phase des pourparlers qui portera sur le statut permanent des territoires et qui devrait commencer trois ans après l'entrée en fonction de l'«autogouvernement» palestinien.

Pour que nul ne s'y trompe, M. Gal a précisé que les deux étapes de la négociation étaient *«étroitement liées»*, la deuxième devant se dérouler *«sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU»*, c'est-à-dire selon le principe de l'échange de la terre contre la paix. Le porte-parole israélien a, en outre, souligné que *«toutes les options demeureraient ouvertes pour la deuxième phase des négociations».* Si les Palestiniens devaient faire une lecture optimiste de ce dernier propos, ils y verraient la porte ouverte à l'éventualité de la création d'un Etat palestinien. Or c'est là leur objectif proclamé, et c'est un objectif qu'Israël a, jusqu'alors, toujours exclu.

Selon des diplomates arabes, cette définition des contours de la période transitoire dans les territoires occupés faisait partie de l'accord conclu entre Israéliens et Palestiniens pour la reprise des négociations de Washington. Reste à savoir toutefois si l'Etat juif a rempli tous ses engagements à ce sujet. Dès lors, on peut légitimement se demander pourquoi Israël, tout en affichant une telle disponibilité pour l'avenir, semble toujours hésiter à faire immédiatement des gestes qui lui coûteraient moins cher et qui réconforteraient, en revanche, des négociateurs palestiniens travaillant, aujourd'hui, sur la corde raide.

La situation dans les territoires occupés, isolés depuis la fin du mois de mars, se détériore, en effet, de jour en jour. Cinquante-cinq Palestiniens ont été blessés, mardi, dans la seule bande de Gaza, tandis qu'une grève générale a paralysé l'ensemble des territoires occupés, à l'appel des organisations hostiles aux pourparlers de paix. Certains négociateurs ont même reçu des menaces directes. Ce mécontentement populaire répond à un processus de paix pratiquement stérile jusqu'à présent. Ce mécontentement, auquel le bannissement, au mois de décembre dernier, de plus de quatre cents Palestiniens a servi de détonateur, requiert des mesures immédiates d'apaisement.

Les Palestiniens affirment avoir reçu d'Israël l'engagement que de telles mesures – dont le retour d'une trentaine de Palestiniens bannis entre 1967 et 1987 – seraient annoncées dès le début de la négociation. C'était pour obtenir cela qu'ils avaient demandé et obtenu un report d'une semaine de la date initialement prévue pour la reprise des négociations de Washington. Mardi soir, ils voulaient encore espérer que l'annonce de telles décisions par Israël n'était que partie remise.

Ce qui est évident, en tout cas, c'est que l'affaire palestinienne a pratiquement occulté les négociations que l'Etat juif mène parallèlement avec la Syrie, le Liban et la Jordanie. En somme, elle est revenue au premier plan du processus de paix. Il n'est pour s'en convaincre que de mesurer la part accordée par M. Gal aux négociations avec ces trois pays, et surtout avec Damas, alors même que la presse israélienne avait laissé entendre, au cours des derniers mois, qu'un accord sur le Golan était presque imminent. Si M. Gal a jugé que la discussion avec les Syriens s'était déroulée dans *«une bonne atmosphère»*, son compte-rendu de la réunion n'en a pas moins révélé que les pourparlers étaient au point mort, Damas demandant un retrait total du Golan, et Israël exigeant de savoir quelle acception les Syriens donnaient au mot paix.

Cette impression a été confirmée par le chef de la délégation syrienne, Moaffaq AlAllaf : *«Nous n'avons perçu aucun changement dans la position israélienne qui permette un progrès»*, a-t-il dit. Rien de bien nouveau non plus concernant les Jordaniens, que M. Gal n'a pas hésité à qualifier d'*«amis»* – ce dont les intéressés se seraient bien passé – alors que la discussion avec les Libanais a été, selon lui, *«très positive».*

### Le sens de l'urgence

La nouvelle administration américaine, quant à elle, a fait preuve de suffisamment de doigté pour contenter tout le monde. Pour définir le rôle qu'il entend jouer dans la négociation, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a joué sur une gamme de concepts imprécis, allant de ceux de *«courtier»* et de *«partenaire»* à celui d'*«intermédiaire»*. Il a ainsi réussi, sans se mettre à dos les Israéliens hostiles à toute immixtion extérieure, à satisfaire les Arabes qui craignaient qu'une administration démocrate n'adopte spontanément les vues israéliennes.

Dans un geste spectaculaire, M. Christopher a reçu ensemble tous les chefs de délégation après que le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaire du Proche-Orient, Edward Djeredjian, se fut longuement entretenu avec les principaux négociateurs palestiniens, dirigés, pour la première fois, par le désormais chef en titre de toutes les délégations palestiniennes aux négociations bilatérales et multilatérales de paix avec l'Etat juif, Fayçal Husseini. *«L'essentiel, pour nous, est de nous concentrer sur la substance des négociations et non sur les questions de procédure»*, a dit M. Christopher à ses hôtes. Il faut que les négociateurs *«aient un sens aigu de l'urgence et de l'intensité des pourparlers»*, avait-il souligné quelques heures plus tôt devant une sous-commission du Sénat américain. *«L'Histoire nous a appris que les occasions de paix au Proche-Orient sont rares et qu'elles sont malheureusement trop souvent fugaces.»*

Aussi, pour ne pas manquer l'occasion qui s'offre aujourd'hui, M. Christopher voudrait que les pourparlers s'organisent suivant un nouveau rythme. Plus de sessions, mais une négociation continue, même si elle devait être marquée par des pauses. Outre qu'elle n'est pas très claire, l'idée, quoique déjà approuvée par Israël, est rejetée, pour le moment du moins, par la Syrie, qui estime que le calendrier des sessions demeure une carte aux mains des négociateurs.

MOUNA NAIM

□ **Deux militaires sanctionnés pour avoir harcelé une Palestinienne.** – Le tribunal militaire de Gaza a, mardi 27 avril, suspendu un sous-lieutenant de ses fonctions et condamné un soldat à 56 jours de cachot pour avoir harcelé sexuellement une Palestinienne, lors d'une opération de ratissage, dans la bande de Gaza. Le sous-lieutenant a été condamné, en outre, à deux semaines de travaux d'utilité publique dans un hôpital. – *(AFP.)*

## EN BREF

□ **AFGHANISTAN : blocus de Kaboul.** – Le blocus de Kaboul, entrepris le 25 avril par les forces du premier ministre en titre Gulbuddin Hekmatyar, en conflit avec le président Burhanuddin Rabbani, commence à faire sentir ses effets sur la population de la capitale afghane. Les prix des denrées essentielles se sont envolés sur les marchés. Le Hezb, faction intégriste de M. Hekmatyar, entend, par cette action, protester contre le refus du chef de l'Etat de négocier la composition d'un nouveau gouvernement. Le conflit porte notamment sur le sort du général Massoud, qui serait relégué de la défense au poste de vice-premier ministre. – *(AFP.)*



□ **BIRMANIE : la dissidente Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, décidée à poursuivre la lutte.** – La dirigeante de l'opposition birmane et prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis 1989, est toujours aussi déterminée à poursuivre son combat pour la démocratie, a indiqué son mari, dans un communiqué rendu public, mardi 27 avril, à Bangkok. l'universitaire britannique Michael Aris, qui vit à Oxford, a été autorisé à rendre visite à sa femme par la junte militaire birmane il y a une dizaine de jours. – *(AFP.)*

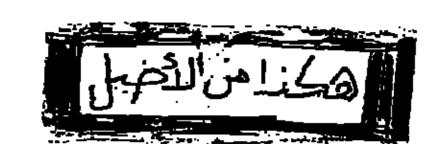
□ **INDE : l'armée a donné l'assaut à un quartier général de la police occupé par des grévistes à Srinagar.** – L'armée indienne a, mercredi 28 avril, donné l'assaut à un quartier général de la police à Srinagar, capitale du Cachemire, occupé depuis la veille par 3 000 policiers en grève. Elle n'a rencontré aucune résistance. Les protestataires, pour la plupart musulmans, étaient en grève depuis cinq jours après la mort suspecte d'un des leurs entre les mains de l'armée. Une rébellion de groupes musulmans indépendantistes, qui a éclaté début 1990, a déjà fait plus de 10 000 morts au Cachemire. – *(Reuter.)*

□ **IRAK : les Etats-Unis souhaitent une commission d'enquête sur les «crimes» du régime de Bagdad.** – Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a annoncé, mardi 27 avril, que les Etats-Unis allaient demander au Conseil de sécurité des Nations unies d'envisager la création d'une *«commission d'enquête sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide»*, perpétrés par le régime irakien. M. Christopher, qui rencontrait, à Washington, les dirigeants de l'opposition irakienne, a indiqué que l'objectif de ses interlocuteurs était *«un Irak territorialement uni, démocratique et en paix avec ses voisins».* – *(AFP.)*

□ **Des Irakiens auraient cherché à assassiner George Bush au Koweït.** – Un *«réseau de sabotage»* irakien avait l'intention d'assassiner l'ancien président George Bush, lors de sa visite, le mois dernier, au Koweït, a affirmé, mardi 27 avril, le ministre de la défense de l'émirat. Dans une déclaration à la presse, il a précisé que les forces de sûreté de l'Etat ont arrêté *«quatorze personnes sur les dix-sept membres du réseau, dont un kamikaze»* qui, selon ses aveux, *«devait faire exploser, à l'approche de l'ancien président, des charges qu'il portait sur lui».* – *(AFP.)*

□ **Formation d'un nouveau «gouvernement» kurde.** – Le «premier ministre» du Kurdistan irakien, Abdoullah Rassoul, a présenté, lundi 26 avril, la liste de son «gouvernement». Sa nomination intervient six semaines après la démission du premier «chef de gouvernement» kurde, nommé après les élections législatives du mois de mai 1992, Fouad Massoum, qui avait estimé avoir *«terminé sa mission».* Membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Rassoul a confirmé ses priorités, *«le redressement de l'économie»* et la *«reconstruction»* du Kurdistan. L'UPK de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani se partagent à égalité les dix-sept postes de ce gouvernement qui n'est reconnu ni par le régime de Bagdad, ni par la communauté internationale. – *(AFP.)*





# PROCHE-ORIENT

# Israël face au « péril vert »

## II. – *Une course contre la montre*

**Nous terminons aujourd'hui notre série en deux volets sur la résistance islamique dans les territoires occupés. Inconnu il y a cinq ans, le mouvement Hamas, en *« guerre sainte »* contre Israël (*le Monde* du 28 avril), se pose en rival de l'OLP de Yasser Arafat, notamment dans la bande de Gaza.**

*JÉRUSALEM*

*de notre correspondant*

Les sources de financement du Hamas sont très diversifiées. Aucun « banquier » étranger ne peut prétendre contrôler le mouvement de la résistance islamique Hamas. Téhéran – qui, selon Ehud Yaari, spécialiste des affaires arabes, *« leur a alloué 30 millions de dollars de subsides pour 1993 »* – pas plus que les autres. Car les institutions islamiques d'Arabie saoudite et des Emirats donnent aussi, plus ou moins généreusement.

Même le Koweït, dont les dirigeants ont loué le silence des cheikhs du Hamas pendant la guerre du Golfe, quand l'OLP prenait fait et cause pour Saddam Hussein, ferme les yeux sur le flot d'aides « privées » qui coule vers les mosquées de Gaza. Enfin, il y a la diaspora palestinienne des Etats-Unis et d'Europe, qui possède souvent des maisons ou des commerces dans les territoires occupés, et qui, par sympathie ou pour avoir la paix, alloue régulièrement de jolis magots aux « barbus ».

Tout cela s'ajoute aux fonds récoltés tous les vendredis dans les sept à huit cents mosquées des territoires. Les Palestiniens de l'intérieur sont pauvres, donc généreux. *« Un vendredi ordinaire,* se vantera devant nous Cheikh Nazir Al Luqah, l'un des prédicateurs les plus populaires de Gaza, *on récolte autour de 4 000 shekels »* (environ 8 000 francs). Certes, Cheikh Al Luqah, formé en Egypte et expulsé de ce pays comme beaucoup de Palestiniens après l'assassinat d'Anouar El Sadate en 1981, trône à la tête de la plus grande et de la plus moderne des mosquées du territoire : trois étages de pierre blanche achetés à un marchand juif d'Ashkelon et élevés il y a trois ans, en pleine Intifada.

La mosquée Bilal de Tal Sultan, dans le camp de réfugiés de Rafah, peut accueillir six mille pèlerins. Quand on sait que le Hamas et ses affidés contrôlent la grande majorité des deux cents et quelque lieux de culte de Gaza et une part grandissante des minarets de Cisjordanie, on imagine l'ampleur des sommes collectées chaque semaine. Ils sont si riches, remarque Zyad Abou-Amar, enseignant à l'université de Bir Zeit et auteur d'un livre de référence sur les Frères musulmans, que, la semaine dernière encore, le « bloc des étudiants islamiques » de la faculté – naguère haut lieu du nationalisme laïc – a offert, contre une licence de 350 000 francs par an, de prendre en main le restau U et la gestion du dortoir des filles pour soulager les finances catastrophiques de Bir Zeit.

### Bonnes œuvres

Universités islamiques (Gaza, Hébron), facultés et collèges techniques ordinaires, chambres de commerce – dont les plus riches à Hébron et Ramallah –, hôpitaux, associations professionnelles, syndicats de travailleurs – dont le plus prospère, celui des employés palestiniens de l'UNRWA, l'agence des Nations unies qui gère l'aide aux réfugiés, clubs sportifs, dispensaires, associations charitables, etc. –, le courant islamique dans les territoires a pris le temps de tisser sa toile, et il est en train d'expulser l'OLP de ses bastions traditionnels. La centrale, contrainte par les événements d'islamiser quelque peu son discours, en est réduite à essayer de monter, notamment dans la ville de Gaza, ses propres associations charitables. Pour tenter de canaliser au moins une partie des flux financiers.

Car les comités de gestion de la *zakat*, la dîme islamique que tout bon musulman doit verser, à concurrence de 2,5 % de ses fonds liquides, sont, eux aussi, tombés, pour une bonne part, sous la coupe des fondamentalistes. Or, ils drainent beaucoup d'argent, ces comités charitables. *« Pour la seule année dernière,* nous révélait le président du comité *zaqat* de Hébron, *nous avons dépensé plus de 1 million de dollars en bonnes œuvres pour les pauvres. »* Et les nouveaux islamistes, contrairement à d'autres, ont une réputation de probité à toute épreuve.

Discipline et organisation. Ce sont aussi les premières qualités reconnues par tous leurs adversaires aux *« soldats de l'islam »* (1), les commandos Al Qassam. Ils savent se mouvoir, se tenir à l'écart des indics et des collabos. *« Ils savent aussi,* selon notre expert anonyme du contre-terrorisme, *recommander leur âme à Allah et mourir pour leur cause. »* Sur les murs des mosquées, des plus pouilleuses aux plus chics, les appels à la lutte et les photos de « martyrs », kamikazes en keffieh tombés pour « la cause » au nom d'Ezzedine Al Qassam, sont nettement plus nombreux que les autres.




*« Même si le Fath de Yasser Arafat conduit toujours le plus grand nombre d'actions contre nous,* confiait encore le grand patron des renseignements militaires, *ses attaques sont moins impressionnantes, moins efficaces et donc moins meurtrières. »* Et le général Saguy ajoutait : *« Les attaques revendiquées par les groupes Al Qassam sont marquées par l'utilisation intensive des armes à feu, par la cruauté et la volonté de faire le plus grand nombre de victimes. »*

### Un danger surestimé ?

Leur efficacité et leur popularité, estime Jean-François Legrain, l'un des meilleurs experts occidentaux de la lutte palestinienne, *« sont comparables à celles du Jihad islamique dans les années 86-87 »*. Aujourd'hui divisé en quatre ou cinq factions distinctes, le Jihad ne s'est jamais remis de la grande vague des répressions israéliennes qui s'était abattue sur ses dirigeants – expulsés – et ses combattants – tués ou emprisonnés.

Même s'ils effectuent encore parfois telle ou telle opération spectaculaire, les groupes du Jihad, considérés comme de simples cartes iraniennes ou syriennes dans le jeu compliqué des territoires occupés, ont quasiment disparu du terrain en 1988. La grande différence avec les réseaux Al Qassam, explique le chercheur français du CNRS, basé en Jordanie, est que ceux-là, s'ils sont issus, comme le Jihad, de la mouvance internationale des Frères musulmans, *« s'appuient sur une véritable organisation politique et sur un authentique mouvement de masse »*.

*« Pendant qu'ils prient, ils ne font pas de politique »*, disait jadis Moshe Dayan. Grave erreur. Mais dans les années 70 et au début des années 80, c'est l'OLP et ses feddayins plus ou moins laïcs qui occupaient le terrain de la lutte nationaliste. Les services israéliens, qui avaient fort à faire et qui voyaient d'un bon œil l'émergence d'un mouvement opposé aux fidèles de Yasser Arafat, avaient ordre de laisser les frères prêcheurs psalmodier tranquillement leurs sourates et s'occuper de leurs mosquées. Leur principal objectif, après tout, n'était pas à l'époque la libération de la Palestine mais la réislamisation des masses. On a le temps de voir venir, pensait-on à Jérusalem.

Aujourd'hui, la grande vague de renaissance islamique a bel et bien atteint les rivages de Palestine. Et après l'avoir trop longtemps négligé, Israël est peut-être passé à l'autre extrême, qui consiste à surestimer le danger, à voir partout la manifestation du « péril vert ». Pas un jour ne passe sans que les médias locaux ne fassent la part belle aux mystérieux *« terroristes du Hamas »*, responsables de tout ou presque, à l'exception des dérèglements météorologiques.

L'ordre de priorité des Frères, pourtant, n'a pas fondamentalement changé. Et s'ils avaient à choisir entre continuer la lutte armée pour la Palestine et sauvegarder l'islam dans les territoires, les « barbus » de Gaza et d'ailleurs se replieraient sans doute sur leur tapis de prières. *« L'homme est faible, seul Allah est grand »*, nous disait cheikh Nazir Al Luqah.

Il n'empêche que la guerre contre l'occupation n'apparaît plus du tout aux prédicateurs des Frères comme une simple option. C'est une *daawa*, plus qu'un devoir, une « mission divine » pour tout bon musulman palestinien. Bien qu'ils prospèrent sur le même terreau d'ignorance et de pauvreté, c'est ce qui différencie le Hamas des mouvements fondamentalistes d'Algérie ou d'Egypte : privé d'Etat, il a, lui, endossé la quasi-totalité du discours nationaliste. A l'exception de la cohabitation, acceptable pour l'OLP, de deux Etats séparés, un juif et un arabe, sur la terre de Palestine.

### Rage et « désespoir »

Bien sûr, il serait faux de prétendre que le coup de massue que lui a asséné Israël, au mois de décembre dernier, n'a été qu'un coup d'épée dans l'eau. Autant, sinon plus que l'expulsion des *« quatre cents de décembre »* vers le sud du Liban – laquelle, hormis quelques cadres politiques connus, n'a concerné, pour l'essentiel, que des sympathisants sans envergure –, la grande rafle qui l'a précédée et qui a frappé plus d'un millier de militants et d'activistes toujours à l'ombre, a porté, comme dit le général Saguy, *« un coup sévère à l'infrastructure »* du mouvement.

Seulement voilà. *« Les activistes armés courent toujours et l'on ne saura que dans un second temps si, coupés du niveau politique de leur organisation, les terroristes seront plus faciles à capturer. »* En attendant, non seulement l'opération expulsion a constitué un formidable coup de pub pour les intéressés ; elle a également légitimé, aux yeux de tous, un mouvement qui avait encore des difficultés à se faire accepter. *« Depuis l'expulsion,* reconnaît un cadre du Fath à Hébron, principal bastion du Hamas en Cisjordanie, *leur popularité a décuplé et leur capacité à récolter des fonds auprès de nos compatriotes est dix fois supérieure à la nôtre. »*

Les commandos Ezzedine Al Qassam et leurs maîtres du Mouvement de la résistance islamique sont-ils tout simplement en train de détrôner le Fath et l'OLP ? Pour l'instant, après les escarmouches meurtrières de l'été dernier, à Gaza, c'est le cessez-le-feu entre les deux rivaux. Mais personne ne s'aviserait de parier sur la longévité de cette trêve. *« Si Itzhak Rabin tient rapidement ses promesses et s'il y a des résultats concrets aux négociations de Washington,* nous dira Jaber Faddah, membre de la délégation des négociateurs, *alors vous verrez le soutien populaire de l'OLP remonter. »* La disgrâce a en tout cas commencé.

Pour lui, *« même s'il y a d'autres causes – pauvreté et ignorance surtout –, la montée en puissance des extrémistes islamiques illustre avant tout la rage et le désespoir des masses palestiniennes. Ces gens ont perdu la foi dans la paix »*. Il suffirait de la leur rendre et les chances de règlement négocié seraient sauvées. En d'autres termes, c'est une véritable course contre la montre qui est engagée, et l'Etat juif, qui ne veut pas, pour l'instant, donner l'impression d'entrer dans une guerre sans merci contre l'islam – après tout, huit cent mille Palestiniens essentiellement musulmans sont également citoyens d'Israël – serait bien inspiré d'en prendre conscience.

Il y a longtemps, écrit Jean-François Legrain, dans l'un de ses ouvrages (2), *« que les Frères musulmans sont convaincus de l'inévitable échec des initiatives diplomatiques de l'OLP, qui buteront sur « la vilenie juive » et la lâcheté arabe »*. Longtemps que les fondamentalistes attendent leur heure, sachant qu'à un moment ou un autre, le peuple se trouvera avec l'islam comme seule et unique solution alternative, politique, idéologique et militaire. Cette heure a-t-elle sonné ?

Quoi qu'il arrive, et même si, d'après M. Faddah, *« la libération de la Palestine, de la mer Méditerranée au fleuve Jourdain, est beaucoup plus pour le Hamas un slogan religieux qu'un objectif politique concret »*, nombreux sont les spécialistes qui estiment que les « barbus », désormais bien enracinés, *« font partie du paysage politique palestinien »*. Il faudra plus qu'un vague accord intérimaire d'autonomie limitée pour les contenir à l'ombre de leurs minarets.

**PATRICE CLAUDE**

(1) Tel est le titre d'un document filmé de 55 minutes que vient de leur consacrer une petite maison indépendante de production palestinienne nommée Al-Quds Television.

(2) Dans *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, sous la direction de Gilles Kepel et Jeanne Richard (Seuil).

**FIN**

**Le Monde**

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat *directeur de la rédaction*
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
*(adjoints au directeur de la rédaction)*

Yves Agnès
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
*(directeur des relations internationales)*

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

# AFRIQUE

SOUDAN : alors que des négociations entre Khartoum et la rébellion reprennent

## Le gouvernement tire parti des divisions des sudistes

**Dès l'ouverture de nouveaux pourparlers de paix, mardi 27 avril, à Abuja, au Nigéria, le gouvernement soudanais et les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang ont accepté d'inscrire à l'ordre du jour les questions de religion et de fédéralisme. Les précédentes discussions avaient buté sur le refus des autorités de Khartoum d'évoquer ces sujets. D'autre part, l'ambassadeur des Etats-Unis au Soudan a appelé, lundi, les belligérants à mettre fin immédiatement aux combats afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. De son côté, la CEE tente d'obtenir l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU pour accélérer la distribution de secours aux régions affectées par la guerre civile.**

AYOD

*de notre envoyé spécial*

Sombre présage que le chant des oiseaux à Ayod : c'est le seul bruit que l'on entend. De part et d'autre de la piste d'atterrissage, mangée par les herbes, des dizaines de cases et trois petites églises incendiées, le campement des Nations unies et son entrepôt pillés jusqu'au dernier sac de grain, l'école saccagée, des puits empoisonnés. Et l'odeur de la mort : des corps en décomposition en bordure du village, civils et militaires mêlés.

Ce n'était ni un raid punitif de l'armée soudanaise ni une razzia de tribus arabes du Nord, comme il y en a eu tant à la fin des années 80. Non, le sac de Ayod est l'œuvre des troupes de John Garang, fondateur, en 1983, de l'APLS . Elles ont investi la place, le 2 avril dernier, dispersant dans la brousse les vingt mille villageois qui subsistaient grâce au pont aérien lancé par Life Line Soudan (OMS).

Ayod a été reprise, le 11 avril, par les hommes de Riek Machar – un commandant de l'APLS qui a fait dissidence au mois d'août 1991. Ils disent avoir *« repoussé l'ennemi dinka jusqu'aux frontières du pays nouère »*, 40 kilomètres plus au sud. Sur les murs lépreux de l'école, des graffitis éloquents : *« Les Nouères seront éliminés, cette année, par ordre de notre chef John Garang. »* L'antagonisme tribal dinka-nouère a refait surface avec l'éclatement, au mois d'août 1991, de l'APLS, censée unifier les sudistes (en majorité animistes et chrétiens) face à la junte islamique au pouvoir à Khartoum.

Le gouvernement de Khartoum n'a pas tardé à tirer parti des divisions des sudistes. Après son offensive de la saison sèche 1992, il ne lui reste plus qu'à s'emparer des dernières villes tenues par John Garang sur la frontière. Une pénurie de carburant l'empêche, pour le moment, de parachever ses succès de l'an dernier, bien plus que le cessez-le-feu qu'il a décrété en signe de bonne volonté avant les pourparlers d'Abuja.

Mais, comme le dit cyniquement un membre de l'ambassade soudanaise à Nairobi : *« Pourquoi faire la guerre quand d'autres la font à notre place ? »* En effet, le colonel Garang semble déterminé à écraser ses frères ennemis dans leur propre fief. Après s'être retiré de Ayod, le 11 avril, il s'est emparé de Yuai cinq jours plus tard, et menace sérieusement Watt. S'il y entre, la route lui sera ouverte sur l'arrière-pays nouère, c'est-à-dire Akobo, puis Nassir, le quartier général des dissidents.

### *Le « triangle de la faim »*

Des négociations de paix se sont ouvertes, mardi 27 avril, à Abuja au Nigéria. John Garang veut s'y présenter comme le principal, sinon l'unique, représentant de la rébellion sudiste. Après avoir déclaré un cessez-le-feu unilatéral, le 17 mars dernier, à l'adresse de l'armée soudanaise, il s'est lancé à l'assaut du pays nouère, et de ses opposants. Ces derniers ont été rejoints, entre-temps, par un autre commandant nouère, William Nyuon, puis par Kerubino Bol, co-fondateur dinka de l'APLS. Le mois dernier, ils ont créé l'APLS unifiée et défient gravement l'autorité de John Garang.

Celui-ci a toujours le soutien de l'opposition politique à Khartoum, irritée par les visées séparatistes de l'APLS unifiée, qui réclame l'autodétermination pour les Soudanais du Sud. L'offensive de l'APLS-Garang risque de faire autant de victimes et de personnes déplacées que les agressions nouères. Déjà, Kongor, Ayod, et Waat forment ce qu'on appelle aujourd'hui *« le triangle de la faim »*.

Dans cette région, rendue exsangue par dix ans de guerre contre le pouvoir central, la moitié des 220 000 habitants ont fui. Les autres survivent dans la brousse, privés de récolte et de cheptel. Le commandant Elijah Hon assure qu'à une ou deux heures de marche d'ici, en pleine brousse, *« la faim et les maladies emportent vingt à trente personnes chaque jour »*. Ici, les gens meurent cachés, inaccessibles, dispersés. Pas de rassemblement de milliers de villageois faméliques, comme sur ces images de Somalie qui ont fait le tour du monde. Signe de désolation : l'absence de bétail, qui est la ressource essentielle des pasteurs dinkas et nouères.

La perte d'une, ou même de plusieurs récoltes, n'est rien, comparée à celle d'un troupeau. *« Plutôt que de famine générale, il est plus exact de parler de poches de malnutrition, souvent très grave*, explique Philippe Winter, membre de Save the Children Fund. *Mais, il y a surtout un terrible dénuement. Les gens ont tout perdu, leur bétail mais aussi leurs champs, leur matériel de pêche, les possibilités de commerce et d'échange, et enfin les rares dispensaires et les écoles de brousse. »*

D'après les estimations de l'ONU, plus de la moitié des trois millions et demi de Soudanais du Sud sont menacés de famine. On ne s'attend pas, pour le moment, à revoir l'hécatombe de 1988 – près de 250 000 morts – car, si les causes sont identiques, elles n'ont pas la même ampleur, et les organisations humanitaires sont prêtes, aujourd'hui, à intervenir. Après avoir été paralysées pendant plusieurs mois par les autorités soudanaises, elles reprennent prudemment leurs activités depuis l'accord du 5 décembre 1992.

### *Vols humanitaires éclair*

Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la sécurité est une préoccupation constante. Les expatriés se replient, chaque soir, avec le dernier avion sur la base humanitaire de Lokichokio, au Kenya. Là, on perçoit vite, au travers des discussions, la crainte qu'inspirent les hommes de John Garang, fortement soupçonnés d'avoir tué, l'an dernier, quatre des leurs. Et c'est encore eux qui ont failli tuer Jean-François Darcq, du Programme alimentaire mondial (PAM), lorsqu'ils ont pris Kongor, le 26 mars. La rumeur, dans les milieux humanitaires, accuse le commandant Kouol Manyang, un proche de John Garang, d'être l'auteur de ces exactions.

Aujourd'hui, un responsable de l'OMS se rend à Ayod pour la première fois depuis trois semaines afin de voir si les vols humanitaires peuvent reprendre. Soudain, les explosions sourdes de tirs de mortiers, à environ 10 kilomètres plus au sud. *« Ce n'est rien »*, s'empresse de dire le commandant Elijah, déjà inquiet de voir les Nations unies cesser les secours si la zone est jugée encore trop dangereuse.

*« La situation reste précaire mais il leur faut des vivres*, conclut le chef de la sécurité de l'OMS. *Nous allons organiser des vols éclair. »* Un Buffalo est justement en train de décharger 5 tonnes de farine américaine. Dix minutes avant de reprendre l'air.

JEAN HÉLÈNE

□ **ZAÏRE : un ministre du gouvernement Tshisekedi a été enlevé.** – Pierre Lumbi, ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Etienne Tshisekedi, a été enlevé, lundi 26 avril, par des hommes en uniforme. Lors de perquisitions dans les résidences de plusieurs ministres de ce gouvernement, il y a deux semaines, M$^{me}$ Lumbi avait été emmenée par des militaires qui l'avaient relâchée vingt-quatre heures plus tard. Un membre du Haut Conseil de la République (HCR, assemblée provisoire) et un responsable d'une organisation humanitaire ont également été enlevés lundi à leurs domiciles par des membres des services de sécurité. Le gouvernement Tshisekedi est reconnu par la communauté internationale mais pas par le président Mobutu, qui a nommé un autre cabinet dirigé par Faustin Birindwa. – *(AFP.)*

NIGÉRIA : conférence panafricaine sur l'esclavage

## *Une « croisade pour les réparations »*

**Le traumatisme historique de l'esclavage, dont furent victimes des dizaines de millions de Noirs, est-il la cause directe des difficultés dans lesquelles se débat aujourd'hui le continent africain ? Les Occidentaux et les Arabes, qui ont pratiqué la traite pendant des siècles, doivent-ils des réparations morales et matérielles à l'Afrique pour ce « crime imprescriptible » contre l'humanité ? Telles sont les questions débattues à la conférence panafricaine sur les « réparations » qui se tient du 27 au 29 avril à Abuja.**

LAGOS

*(correspondance)*

Des représentants de gouvernements africains, des membres du *« Black Caucus »* au Congrès américain, des parlementaires noirs britanniques, des personnalités de la diaspora africaine en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que de nombreux universitaires et chercheurs participent à la conférence d'Abuja, la première de cette ampleur sur un thème d'ores et déjà voué à la controverse.

C'est le milliardaire nigérian Moshood Abiola, un Musulman originaire du pays Yorouba, région particulièrement touchée par la traite, qui a lancé, il y a deux ans, la « croisade pour les réparations », en utilisant son propre groupe de presse et ses multiples contacts dans le monde des affaires, notamment aux Etats-Unis. Portée à bout de bras par le Nigéria, la cause est devenue *« africaine »* avec le vote d'une résolution au sommet de l'OUA à Abuja, en juin 1991.

Au sommet suivant, à Dakar, un « groupe d'éminentes personnalités sur les réparations » a été créé, où l'on retrouve l'ancien président de l'UNESCO, Mahatar M'Bow, la chanteuse Myriam Makeba, Grâce Samora-Machel (la veuve de l'ancien président mozambicain), l'ancien président du Cap-Vert, Aristides Pereira, l'économiste Samir Amin et Ali Mazrui, auteur de nombreux essais socio-politiques sur l'Afrique. Il s'agit d'une *« bataille de longue haleine »*, a souligné le chef de l'Etat nigérian, le général Ibrahim Babangida, en recevant, en septembre 1992, plusieurs de ces personnalités. Mais elle est *« aussi importante que la lutte contre le colonialisme »* et pourrait devenir *« un thème unificateur pour les Africains sur le continent et dans la dispora »* en mal de cause commune lorsque l'apartheid aura disparu en Afrique du sud.

### *Réarmement moral*

La campagne sur les réparations ne fait pourtant pas l'unanimité. *« C'est une vaste plaisanterie »*, écrit un ancien ministre nigérian du pétrole, Tam David-West, dans le quotidien de Lagos, le *Guardian*. Selon lui, *« ce sont les Afro-Américains qui devraient nous demander réparation »* pour les avoir *« vendus comme des marchandises »*, explique-t-il, en faisant allusion au rôle joué par certains potentats d'Afrique de l'Ouest impliqués dans la traite des Noirs.

M. Abiola estime, pour sa part, que la perte infligée au continent se chiffre en *« milliards de milliards »*, auprès desquels *« les 300 milliards de dollars de la dette africaine ne sont que de la petite monnaie »*. L'effacement global de la dette des pays africains, assorti d'*« excuses »* des pays occidentaux et arabes impliqués dans l'esclavage, serait donc l'objectif ultime d'une campagne encore balbutiante que ses promoteurs espèrent mener un jour *« jusque dans l'enceinte des Nations unies »*.

Conçue comme une entreprise de réarmement moral et comme le moyen de constituer un lobby pour soutenir des revendications économiques, la « croisade des réparations » s'annonce difficile. Les pays occidentaux lui opposent pour le moment une fin de non-recevoir, comme l'a montré la réaction plutôt sèche de Douglas Hurd, secrétaire britannique au Foreign Office, interrogé à ce sujet lors de sa visite à Abuja en janvier. Seuls les pays arabes ont accepté du bout des lèvres de discuter collectivement avec le « groupe d'éminentes personnalités » par le biais de leurs ambassadeurs au Nigéria.

MICHÈLE MARINGUES



BIBLIOGRAPHIE

## *Le refus des « idées toutes faites »*

**NI DIEU NI DIABLE**

*de Michel Jobert.*
*Conversations*
*avec Jean-Louis Remilleux,*
*Albin Michel, 410 p., 130 F.*

Auteur prolifique d'essais, romans, Mémoires, articles ou chroniques radiodiffusées, Michel Jobert avait conservé dans un coin de sa tête et au fil de ses agendas suffisamment d'inédit pour bâtir, en discutant avec notre confrère Jean-Louis Remilleux, un assez gros ouvrage donnant souvent le sentiment du neuf.

Cette sorte d'autobiographie « parlée », aussi bien personnelle que professionnelle, est le premier ouvrage de l'ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand prenant en enfilade toute l'existence du petit pied-noir du bled marocain jusqu'à la « mouche du coche » actuelle en passant par le cabinet de Mendès France, l'Afrique noire coloniale et la *« résistance aux prétentions excessives des Etats-Unis pour affermir leur tutelle sur l'Europe »*.

Car cet homme qui n'est pas *« yanquiphobe »* – son essai *les Américains* (1987) le prouve amplement – et qui est l'époux heureux d'une Américaine restera, avec de Gaulle, le responsable français le plus intransigeant face à la *« puissance abusive »* de Washington. *Ni Dieu ni diable*, entre l'histoire des urines de Pompidou malade détournées par les « plombiers » de la CIA et les tête-à-tête homériques avec M. Kissinger, permet de mieux comprendre le *« jobertisme »* ; une théorie de la souveraineté nationale qui, en aucun domaine, ne s'embarrasse d'enjolivements : *« La politique arabe de la France, c'était une politique des intérêts français en pays arabes ! »*

Quant à la francophonie, autre thème cher à M. Jobert, il constate crûment que M. Mitterrand *« a nommé des commissions, des comités, des délégués et qu'il ne s'est rien passé »*. M. Balladur, dans sa relation sur mai 68, citait *« l'humour malicieux »* de son ancien collègue chez Pompidou. Le futur premier ministre vantait aussi le refus constant de Michel Jobert d'*« adhérer aux idées toutes faites »*. C'est ce qui se vérifie presque à chaque page dans *Ni Dieu ni diable*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

ANGOLA : selon le ministre ivoirien des affaires étrangères

## Jonas Savimbi aurait accepté le principe d'un cessez-le-feu

Le *« principe d'un cessez-le-feu »* entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) est *« absolument acquis »*, a affirmé Jonas Savimbi dans une déclaration diffusée, mardi 27 avril, à Abidjan par la télévision ivoirienne. Le ministre ivoirien des Affaires étrangères, Amara Essy, qui s'est entretenu avec le président José Eduardo Dos Santos et M. Savimbi, a précisé que les deux parties angolaises étaient *« sur le point d'accepter le document »*, mis au point à Abidjan sous l'égide de l'ONU, *« pour un cessez-le-feu définitif »*.

La mission-éclair effectuée lundi en Angola par M. Essy, pour rencontrer les dirigeants des deux parties au conflit, a, selon le porte-parole de la délégation de l'ONU aux pourparlers d'Abidjan, eu des *« résultats très encourageants »*. Au terme d'une séance de discussions, mardi après-midi à Abidjan, Joao Albuquerque, a également indiqué que les deux délégations reprendraient, mercredi, l'examen du projet de « protocole d'accord » élaboré par les observateurs de la troïka (Etats-Unis, Portugal, Russie) garante des accords de paix signés le 31 mai 1991 au Portugal. Il a estimé que le *« squelette »* d'un nouvel accord était maintenant en place mais qu'il restait à *« mettre de la viande autour »*.

D'autre part, le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné, mardi, l'agression commise par les rebelles de l'UNITA contre un avion du programme alimentaire mondial (PAM), près de Luena, dans l'est du pays (*le Monde* du 28 avril). *« Les membres du Conseil condamnent vivement cet acte indigne et hostile contre un avion civil qui sape les efforts engagés par la communauté internationale pour fournir une aide humanitaire à la population angolaise »*, a déclaré Jamsheed Marker, le président du Conseil de sécurité.

Vorgan, la radio de l'UNITA, a reconnu qu'un missile lancé par les rebelles qui assiègent Luena, avait touché lundi un Antonov-12 de l'ONU. L'appareil avait été contraint de se poser en catastrophe, avant de prendre feu. Les membres de l'équipage russe avaient été grièvement blessés par l'explosion de mines lorsqu'ils avaient abandonné l'avion. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **LIBÉRIA : Charles Taylor demande une réunion de toutes les parties au conflit.** – Charles Taylor, chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), a demandé à l'ONU de convoquer une réunion de toutes les parties libériennes au conflit, afin qu'elles *« aplanissent leurs divergences »*, a annoncé, mardi 27 avril, la radio du FNPL. Cette demande, selon la radio, a été transmise, le 21 avril, au représentant spécial des Nations unies pour le Libéria, M. Trevor Gordon-Somers. – *(AFP.)*

# AMÉRIQUES

## MEXIQUE : nervosité du pouvoir à l'approche d'importantes échéances

# Le climat politique se dégrade dans plusieurs Etats

**Le climat politique s'est dégradé au cours des dernières semaines au Mexique, confirmant la nervosité du pouvoir à l'approche de l'élection présidentielle. La lutte pour la succession de M. Salinas, auquel la Constitution interdit un second mandat, bat son plein en coulisses. Bertrand de La Grange, qui s'est installé à Mexico, y consacre son premier article en tant que correspondant du *Monde* au Mexique.**

MEXICO

*de notre correspondant*

Les élections du 18 avril pour désigner le gouverneur et le Parlement local dans le petit Etat de San-Luis-Potosi, dans le centre du Mexique, n'ont pas apaisé la révolte des électeurs qui avaient obtenu l'annulation du scrutin précédent, en août 1991, marqué par une *« fraude électorale »* en faveur des candidats officiels. Une foule importante est descendue, samedi 24 avril, dans les rues de la capitale de l'Etat pour protester contre les *« nombreuses irrégularités »* qui, selon l'opposition, ont permis aux candidats du pouvoir de remporter tous les postes en jeu sans exception.

Pendant que les regards étaient tournés vers San-Luis-Potosi, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929) montait un coup de force à l'autre bout du pays, modifiant la Constitution du Yucatan pour reporter de dix-huit mois les élections prévues le 28 novembre. Selon l'opposition, qui a aussitôt entrepris de mobiliser ses partisans, cette décision révèle un sentiment de *« panique »* au sein du PRI à l'approche d'un scrutin très difficile. Un référendum improvisé dimanche à l'initiative du Parti d'action nationale (PAN, conservateur) a prouvé qu'un pourcentage important de la population locale était opposé au report des élections.

Simultanément, un autre front s'ouvrait dans le Guerrero, célèbre pour les plages d'Acapulco mais aussi pour sa tradition violente. Dans les années 70, un mouvement de guérilla fut impitoyablement écrasé par les autorités sous la direction du gouverneur Ruben Figueroa, dont le fils – même nom et poigne identique – vient d'être élu à son tour gouverneur dans des conditions qualifiées de *« totalement frauduleuses »* par l'opposition (le taux d'abstention, supérieur à 75 %, aurait facilité la manipulation du vote). Certains militants du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), qui a une forte présence dans cet Etat, parlent de nouveau de prendre les armes, tandis que d'autres encerclent le siège du gouvernement local dans la capitale, Chilpancingo.

### Le Yucatan et le pape

Habitués à gagner toutes les élections depuis plus d'un demi-siècle grâce au contrôle des ressources de l'Etat et à la fraude, les dirigeants du PRI ont du mal à se faire à l'idée que les temps ont changé. La ratification du traité de libre-échange signé l'an passé avec les Etats-Unis et le Canada, auquel tient beaucoup le président Carlos Salinas, dépend pourtant en partie de la démocratisation du système politique mexicain. Le PRI a déjà cédé le pouvoir dans trois Etats (sur trente et un) au profit du PAN, mais ne semble pas disposé à accepter d'autres défaites, surtout à l'approche des élections générales (août 1994).

Pour les dirigeants du PAN, il ne fait aucun doute que le PRI veut éviter un nouvel échec électoral au Yucatan, où les conservateurs ont déjà remporté les mairies de Mérida, la capitale, et de quatre autres municipalités de cet Etat qui vit – mal – du tourisme archéologique. La visite du pape Jean-Paul II le 10 août prochain contribuera sans doute à renforcer encore davantage le PAN, considéré comme le parti le plus proche de l'Eglise catholique.

Le sénateur Porfirio Munoz-Ledo (PRD) soupçonne le président Salinas d'avoir *« lancé un ballon d'essai »* avec l'affaire du Yucatan. *« Et si demain Salinas annonçait une réforme de la Constitution fédérale pour se maintenir à la tête du pays un ou deux ans de plus ? »* Cette hypothèse, qualifiée de *« très préoccupante »* par l'opposition est reprise par un commentateur du quotidien *El Financiero* – un des rares journaux non contrôlés par le pouvoir – qui écrit que le président de la République pourrait utiliser, par exemple, le prétexte du report de la ratification du traité de libre-échange pour repousser les élections générales.

Quoi qu'il en soit, le PRI se prépare déjà à la grande bataille électorale d'août 1994. Ne voulant rien laisser au hasard, M. Salinas a resserré son emprise sur le PRI, contredisant son engagement en faveur d'une plus grande indépendance de ce parti à l'égard du gouvernement. C'est ainsi qu'il a obligé, le mois dernier, le président du PRI, Genaro Borrego, à démissionner pour laisser la place à Fernando Ortyz. Choqués par le recours au traditionnel *« dedazo »* (désignation au lieu d'élection) officiellement en voie de disparition, certains militants du PRI croient que M. Borrego paie ainsi l'erreur politique commise par M. Salinas, lorsqu'il convoqua en février les plus riches hommes d'affaires du pays pour leur demander de collaborer, à hauteur de 25 millions de dollars chacun, à la prochaine campagne électorale du PRI.

On note quelques indices de rébellion et de démoralisation au sein de la formation officielle qui, traditionnellement, faisait allégeance au président de la République en échange de victoires «garanties» aux diverses élections. Soumis à une très forte pression populaire et soucieux de ne pas compliquer les relations avec les Etats-Unis – deux phénomènes récents –, M. Salinas s'est vu contraint de reconnaître certaines victoires de l'opposition, en particulier celle des conservateurs, ou de nommer des gouverneurs intérimaires en attendant de résoudre les conflits électoraux dans plusieurs Etats. Cela a contribué à aggraver le malaise au sein du PRI.

BERTRAND DE LA GRANGE

## ÉTATS-UNIS

# La Maison Blanche tente d'atténuer la portée des propos pessimistes du directeur du budget

La Maison Blanche a tenté tant bien que mal, mardi 27 avril, d'atténuer la portée des propos très pessimistes du directeur du Budget, Leon Panetta, sur les chances de Bill Clinton de voir son programme voté par le Congrès.

M. Panetta, dont les déclarations, faites lundi lors d'un déjeuner de presse, étaient mardi en première page de plusieurs journaux américains, avait affirmé que le programme d'aide à la Russie et certaines parties du programme économique de M. Clinton étaient sérieusement menacés d'être rejetés par le Congrès et que l'Accord de libre échange en Amérique du Nord (ALENA) était *« mort »* pour l'instant.

*« Il a la réputation d'être sincère »*, a commenté une porte-parole de M. Clinton, Dee Dee Myers, qui a répété à satiété ce thème : *« C'est un type très direct »*, *« respecté à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration »*. M. Panetta, selon elle, n'a fait qu'exprimer une évidence, à savoir que la tâche de l'administration s'annonce difficile. *« Ce qu'il dit, c'est que cela ne va pas être facile, mais nous allons nous battre avec acharnement »* pour atteindre les objectifs que s'est fixés M. Clinton, a-t-elle ajouté.

Mme Myers a toutefois évité de répondre à la question principale, à savoir : le président partage-t-il les vues très sombres de son directeur du Budget ?

George Stephanopoulos, principal porte-parole de M. Clinton, a reconnu de son côté qu'il était impensable de faire voter par le Congrès le programme d'aide à la Russie de 1,8 milliard de dollars, promis par les Etats-Unis il y a deux semaines à Tokyo, avant que le Congrès n'étudie un plan de création d'emplois aux Etats-Unis mêmes. – *(AFP.)*

□ **Un Américain sur sept parle chez lui une langue étrangère.** – Un Américain sur sept parle à la maison une langue autre que l'anglais, selon une étude du Bureau du recensement publié mardi 27 avril. Quelque 32 millions d'Américains utilisent d'une façon régulière leur langue d'origine en famille, selon l'étude. Plus de 8,6 millions de Californiens, près de 4 millions de Texans, 3,9 millions d'habitants de l'Etat de New-York et 2 millions de Floridiens ne parlent pas anglais chez eux. L'espagnol est parlé par 17,3 millions de personnes et le français par 1,7 million, notamment en Louisiane, dans le Maine, le New-Hampshire et le Vermont. Viennent ensuite l'allemand (1,5 million), l'italien (1,3 million) et le chinois (1,2 million), qui a enregistré une progression de 97,7 % entre 1980 et 1990. – *(AFP.)*

□ **BRÉSIL : résultats définitifs du référendum.** – La république a obtenu 66,1 % des voix (contre 10,2 % pour la restauration de la monarchie) et 56,4 % des votants se sont prononcés pour le maintien d'un régime présidentiel (contre 24,7 % pour un système parlementaire), d'après les résultats officiels du référendum publiés mardi 27 avril. La république présidentielle est donc sortie confortée de la consultation du 21 avril, et seul un léger toilettage constitutionnel est prévu en octobre. – *(Reuter.)*

□ **COSTA-RICA : les preneurs d'otages de la Cour suprême sont d'anciens policiers** – Le commando de quatre personnes qui détient depuis lundi vingt-trois otages, dont dix-huit juges de la Cour suprême, est dirigé par les frères Fallas, tous deux anciens membres de la police judiciaire, a indiqué le ministre costaricien de l'intérieur Luis Fishman, mardi 27 avril. Le commando avait réclamé une rançon de 20 millions de dollars, rabaissée par la suite à 8 millions de dollars, et fixé un ultimatum, qui fut ensuite repoussé. Il réclame le libre passage vers un pays non précisé d'Amérique latine et l'élargissement de trafiquants de drogue colombiens détenus au Costa-Rica. Le commando a libéré mardi pour raisons de santé un des dix-neuf juges de la Cour suprême qu'il retenait. – *(AFP, Reuter.)*

□ **NICARAGUA : le général Humberto Ortega démissionnera en 1995.** – Le chef de l'armée du Nicaragua, le général Humberto Ortega – frère de l'ancien président sandiniste Daniel Ortega – démissionnera en novembre 1995, soit un an avant l'élection présidentielle, a déclaré, mardi 27 avril, Claudia Paniagua, porte-parole du ministère des affaires étrangères. L'état-major a de son côté indiqué qu'un projet de loi, préparé par l'armée et par le gouvernement de la présidente Violeta Chamorro, prévoira un mandat de cinq ans pour le chef de l'armée et définira les conditions du départ d'Humberto Ortega, réclamé par d'influents membres du Congrès des Etats-Unis. – *(Reuter.)*

□ **Rectificatif.** – Dans l'article consacré aux sectes des Etats-Unis, après le drame de Wako (*le Monde* du 21 avril), une erreur de transmission nous a fait écrire que le fondamentalisme américain *« prétend qu'Adam et Eve ont bien existé, que Jésus-Christ est né d'une vierge, qu'il est mort et ressuscité... »*. Il fallait lire *« proclame »* et non *« prétend »*.

## A TRAVERS LE MONDE

### BANGLADESH

*Amnesty International dénonce des violations des droits de l'homme*

Dans un rapport rendu public, mercredi 28 avril, Amnesty International dénonce de *« graves violations »* des droits de l'homme commises au Bangladesh. Malgré des *« mesures positives prises par le gouvernement ces dernières années, il n'y a pas eu d'améliorations sensibles dans la situation des droits de l'homme »*. L'organisation fait état d'exécutions sommaires, notamment d'opposants politiques, par les forces de sécurité ou avec la complicité de la police. Elle dénonce aussi l'augmentation du nombre des exécutions capitales, qui se sont élevées à quatre en 1992. En outre, 114 personnes attendent leur exécution, selon Amnesty, qui se dit préoccupée par l'extension du nombre de crimes passibles de la peine capitale. L'organisation fait aussi état de tortures et de viols commis par des policiers ou des militaires, qui ont entraîné la mort de dix-sept personnes en 1992.

### POLOGNE

*Une enquête est ouverte sur le rôle du général Jaruzelski dans la répression de 1970*

La justice militaire polonaise a ouvert une enquête sur le rôle du général Jaruzelski, alors ministre de la défense, dans la répression des émeutes de la Baltique en 1970, lorsque l'armée avait ouvert le feu sur les ouvriers, tuant plusieurs dizaines de personnes, a rapporté mardi 27 avril l'agence PAP.

Le procureur de Gdynia, l'un des ports où avaient eu lieu ces émeutes, a accusé le général Jaruzelski de *« participation à l'organisation d'actions visant à écraser des manifestations populaires »*. L'ancien numéro un polonais fait déjà l'objet d'une enquête parlementaire sur l'instauration de l'état de guerre en 1981, et de poursuites judiciaires sur la destruction de documents du Politburo. – *(Reuter, AFP.)*










# POLITIQUE

## Les travaux de l'Assemblée nationale

# Le gouvernement souhaite une politique de la ville « plus simple et plus souple »

**En engageant, mardi 27 avril, à l'Assemblée nationale, le débat d'orientation sur la ville, Simone Veil, ministre d'Etat chargé des affaires sociales, de la santé et de la ville, a indiqué de quelle manière elle entendait *« remettre de l'ordre dans la politique de la ville »*. Le gouvernement souhaite une simplification des procédures, la création d'un fonds unique d'intervention, l'accroissement de la présence de l'Etat et la participation des acteurs de terrain. Mme Veil a confirmé qu'elle avait obtenu le « dégel » de 110 millions de francs de crédits, bloqués par le gouvernement précédent, pour soutenir des actions nouvelles dans les quartiers. Elle a annoncé le maintien des opérations « Prévention-Eté » et « Ecole ouverte » et indiqué qu'elle espérait mobiliser deux mille appelés du contingent supplémentaire pour renforcer *« la présence d'adultes autour des écoles »* et les faire participer au *« soutien des structures d'animation et de développement économique »*.**

**Auparavant, le premier ministre, Edouard Balladur, avait défini d'un mot ces nouvelles orientations : *« La politique de la ville que ce gouvernement appelle de ses vœux doit être à la fois plus simple et plus souple. »***

**Dans le débat, qui devait s'achever mercredi 28 avril et pour lequel cinquante-quatre députés sont inscrits, les premiers orateurs se sont attachés à éviter toute polémique sur ce sujet sensible.**

Comme pour mieux en souligner l'importance, le premier ministre, Edouard Balladur, a tenu à introduire lui-même le débat sur la politique de la ville. *« Trois Français sur quatre habitent dans les villes et près d'un sur trois dans les banlieues*, a souligné d'emblée M. Balladur. *Une telle concentration urbaine est, en elle-même, un facteur de grand déséquilibre pour notre société. »* Quand se surajoutent à cette concentration des phénomènes cumulatifs tels que la surpopulation, la dégradation de l'habitat, le chômage ou, selon la formule de M. Balladur, *« la coexistence de communautés aux traditions différentes »*, il arrive que certains quartiers deviennent *« des zones de non-droit »*. Et c'est particulièrement cet aspect de la crise urbaine que le premier ministre a choisi de traiter dans son discours. *« Ce sont les principes mêmes de l'Etat républicain qui sont en cause dans cette affaire, qu'il s'agisse de la cohésion sociale de la nation, de l'autorité de l'Etat ou de l'application des mêmes règles de droit pour tous »*, a affirmé M. Balladur. Or, pour le premier ministre, les objectifs de la politique de la ville demeurent *« peu clairs et mal définis »*. Celle-ci ne fait l'objet d'*« aucun véritable dispositif d'évaluation »*, alors qu'elle représente un coût annuel d'environ 7 milliards de francs. Elle souffre, enfin, de *« la multiplicité des autorités »* et d'une *« superposition de procédures complexes »*. C'est pourquoi le premier ministre souhaite que la politique de la ville devienne *« plus simple et plus souple »*.

*« Le gouvernement attend de ce débat d'orientation qu'il permette de dégager des propositions concrètes »*, a précisé Edouard Balladur en avançant lui-même une série de pistes de réflexions : comment éviter que *« trop souvent, l'Etat se borne à relayer les initiatives locales »* ? Comment éviter la dispersion des sources de financement ? Comment permettre aux fonctionnaires d'agir de façon plus efficace et coordonnée ? Comment donner des responsabilités plus importantes aux représentants de l'Etat ? *« L'autorité de l'Etat est aujourd'hui gravement mise en cause*, a insisté le chef du gouvernement. *Nous ne remédierons à cette situation que si la politique de déconcentration est renforcée. »*

### Mme Veil : « Gardons-nous de tout amalgame »

Puis, c'est sur un ton étudié de maîtresse d'école que Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a véritablement amorcé le débat. Elle a tout d'abord dessiné un tableau de la situation des quartiers : une *« grande diversité des situations d'une ville à une autre, d'un quartier à un autre qu'il faut toujours avoir à l'esprit »*. Elle a ainsi prévenu : *« Gardons-nous donc de tout amalgame tendant à mettre seulement les problèmes sur le compte d'une immigration mal maîtrisée, sur le compte des jeunes générations, sur le compte de tel ou tel bouc émissaire. Ce serait à la fois injuste et indigne. »*

Dressant ensuite un premier bilan personnel de la politique de la ville, Mme Veil a souhaité rendre hommage *« à tous ceux, élus, associations, qui, sur le terrain, ont façonné ou utilisé les outils »* de cette politique. Mais constatant que *« les problèmes subsistent »*, le ministre d'Etat a pointé les carences de la politique suivie depuis 1977, qui se sont traduites par une tendance à ignorer *« la vie quotidienne des habitants »*. En premier lieu, elle lui a reproché de *« n'avoir pas su se fixer des objectifs, de n'avoir pas su appréhender, dès le départ, les problèmes dans leur globalité »*. Selon elle, la politique de la ville *« s'est enlisée dans une approche catégorielle, parcellaire, alors que la vie d'un jeune dans la cité dépend de l'harmonie de sa famille, des conditions de logement, de l'accès aux soins, de l'éducation et des possibilités de loisirs »*. Par manque de définition des domaines d'intervention, *« on a assisté à un véritable foisonnement de procédures contractuelles, qui se sont empilées les unes sur les autres, sans réelle synergie, ce qui a plutôt généré l'opacité et la confusion »*.

Après ce sévère constat, le ministre de la ville, animée par une volonté de *« remettre de l'ordre dans la politique de la ville »*, a énuméré les orientations du gouvernement : *« simplification des procédures »*, en les rassemblant *« dans un protocole unique d'engagement entre l'Etat et les collectivités locales »* ; globalisation des moyens au sein d'*« un fond unique d'intervention »* ; accroissement de la présence de l'Etat sur le terrain ; et *« participation responsable de tous les acteurs de terrain »*. Inscrivant son action dans la durée et la continuité – *« c'est en années qu'il faut pouvoir compter »*, – Mme Veil a précisé les domaines d'intervention de l'Etat. Tout d'abord la sécurité : il s'agit ni plus ni moins de *« punir les délinquants »*, de *« prévenir la délinquance »* et de *« secourir les personnes victimes des actes de délinquance »*. La présence de la police dans ces quartiers doit donc être *« renforcée »* et l'îlotage *« développé. »*

Saluant les efforts des policiers, le ministre a rappelé son attachement à l'affectation *« des agents les plus compétents là où les tâches sont les plus difficiles »*. Même souci dans le domaine éducatif où le ministre a assuré que des *« moyens sensiblement accrus »* seront mobilisés pour *« renforcer des mesures prioritaires »* : *« affecter dans ces quartiers en difficulté les chefs d'établissement les plus compétents et les enseignants les plus expérimentés et les plus motivés, lutter contre l'absentéisme scolaire, accroître les mesures de soutien scolaire, renforcer la présence des adultes dans les établissements »*. Une volonté, soutenue par des applaudissements nourris sur les bancs de la majorité, qui appelait des mesures concrètes.

Mme Veil a ainsi énoncé les demandes qu'elle a faites à ses collègues du gouvernement. Au ministre de la défense, elle a proposé d'étudier *« la possibilité de mobiliser dans les meilleurs délais deux mille appelés du contingent supplémentaires »* pour *« assurer le renforcement de la présence d'adultes autour des écoles »*, et participer au *« soutien des structures d'animation de rue, d'animation sportive et de développement économique des quartiers »*. Au garde des sceaux elle a demandé de prévoir *« l'éloignement provisoire des jeunes délinquants »*, provoquant ainsi une vive satisfaction des députés de la majorité. Au ministre du logement, enfin, elle a signifié qu'elle souhaitait rapidement *« des mesures en faveur des sans-abri »*.

Mme Veil a précisé qu'elle avait obtenu, pour sa part, le *« dégel des 110 millions de francs de crédits décidé par le gouvernement précédent »* pour soutenir des actions nouvelles dans les quartiers. Prenant le relais de M. Balladur, le ministre a rappelé la nécessité d'une implantation des services publics, en indiquant qu'elle avait *« demandé aux préfets de veiller à ce qu'aucune décision conduisant à réduire ou à supprimer des services publics d'Etat ne soit prise dans ces quartiers »*.

Le ministre d'Etat a enfin annoncé le maintien *« des opérations « Prévention-Eté » et « Ecole ouverte »*. Simone Veil avait ainsi, en une trentaine de minutes, défini ce qu'elle nomme *« une politique ambitieuse, réaliste, humaine de la ville »*. Appelant les députés au *« sérieux »* et à la *« dignité dans le débat »*, elle a conclu son discours par cette note patriotique : *« Il y va aussi du visage de la France, notre France. »*

Premier orateur inscrit, Gilles de Robien (UDFC, Somme) met tout de suite en garde le gouvernement : le débat ne doit pas être *« un interlude pour occuper la représentation nationale »* avant le dépôt des premiers textes législatifs, car *« il y a urgence d'assistance à personnes en danger »*. Pour M. de Robien, qui est aussi maire d'Amiens, le constat est connu, il est temps de passer aux actes. Le porte-parole du groupe UDFC a ainsi proposé un *« plan Marshall »* pour la ville, échelonné sur dix ans, qui serait financé par un grand emprunt national. Résolument décentralisateur, il a demandé qu'il soit mis fin à *« l'extension anarchique de l'Ile-de-France »*, en encourageant le gouvernement à entreprendre des *« délocalisations audacieuses »*. Sur le plan fiscal, M. de Robien a pointé certaines inégalités criantes entre communes riches et communes pauvres : *« Est-il normal que le taux de la taxe professionnelle de Neuilly-sur-Seine soit de 2,89 %, alors qu'il est de 16,87 % à Mantes-la-Jolie ? »*

Le député de la Somme a encore réclamé un élargissement des compétences en matière de sécurité pour les maires et encouragé les magistrats à *« sortir des palais de justice de centre-ville pour s'installer dans les centres sociaux culturels »*. Enfin se démarquant de l'un de ses collègues de la majorité, Pierre Cardo (RPR, Yvelines), qui, peu après son élection, avait souhaité la suppression des allocations familiales pour les parents qui ne *« tiennent »* pas leurs enfants, M. de Robien s'est déclaré *« favorable à des allocations spéciales pour les parents dont les enfants suivent des études surveillées ou font preuve d'assiduité »*.

Intervenant comme porte-parole du groupe socialiste, Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), président de l'association Maires, villes et banlieues de France, a rappelé au ministre d'Etat qu'elle n'allait *« pas engager une politique de la ville en partant de rien »*. *« Depuis de nombreuses années*, a-t-il précisé, *nous sommes un certain nombre sur tous les bancs de cette assemblée qui, faisant fi de notre appartenance politique, avons su nous retrouver dans nos associations d'élus pour essayer de mettre en commun notre savoir-faire, et nous avons souvent réussi »*.

Le député de Loire-Atlantique a souhaité *« préciser la réalité des choses »* en citant quelques chiffres : sur les 6 000 quartiers des agglomérations urbaines, *« environ 543 posent des problèmes »*, dont *« une centaine ont de graves difficultés et sur cette centaine, trente sont en situation de grave désespérance. Cela veut dire tout de même que 5 500 quartiers ne vont pas si mal »*. Soulignant le rôle décisif de l'Etat, sans lequel *« on ne peut pas demander aux collectivités locales d'être de plus en plus impliquées »*, il a demandé le *« lancement rapide des contrats de ville »* articulés avec les contrats de plan et la création d'*« établissements publics forts »*, tels que ceux qui existent pour les villes nouvelles. M. Floch s'est enfin interrogé sur le rapprochement du ministère de la ville avec celui des affaires sociales et de la santé : *« Est-ce que cela veut dire la ville ne relève que d'un traitement social ? »*

### M. Raoult (RPR) : écrire un nouveau chapitre

Pour Jean-Claude Gayssot (PC, Seine-Saint-Denis), il faut *« s'attaquer aux causes profondes »* de la crise de la ville, pour laquelle *« tous les gouvernements précédents »*, d'avant et d'après 1981, ont *« une part de responsabilité considérable »*. Mais à défaut de pouvoir espérer un *« changement réel de politique »*, le porte-parole du groupe communiste a demandé, pour enrayer la ségrégation sociale, que toutes les villes aient *« une obligation de construire un parc suffisant de logements sociaux »*. Il a revendiqué le remboursement de la TVA pour les organismes HLM, la baisse des taux des prêts à la construction et le relèvement à 1 % de la cotisation patronale. Sur le plan de la sécurité, *« c'est une véritable dissuasion démocratique face à la violence qu'il faut instaurer »*, a affirmé M. Gayssot.

Principal orateur du groupe RPR, Eric Raoult (Seine- SaintDenis) a reproché au gouvernement précédent d'avoir *« oublié qu'avant de rénover le bâti, il fallait d'abord valoriser les hommes et les femmes qui y vivent. »* La politique de la ville a ainsi *« souffert d'un déficit humain, d'une incapacité à écouter, à évaluer, à se remettre en question, à reconnaître les impasses et, plus grave, à innover »*. *« Voulant penser en spécialistes, vos prédécesseurs ont oublié d'agir en praticiens »*, a-t-il ajouté, déclenchant une vive protestation de Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), ancien secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation. Se voulant rassurant, le député RPR a expliqué que son parti ne voulait pas *« déchirer les pages, mais écrire un nouveau chapitre, en tenant compte des acquis et des expériences »*. Il a donc appelé le gouvernement à mettre en œuvre *« rapidement, fermement, intelligemment »*, trois priorités : *« l'autorité, l'activité et l'identité »*.

M. Raoult a souhaité un *« retour de l'Etat et du maire dans leur autorité »*, seuls *« vrais patrons de la politique urbaine »*. Pour éviter la dérive et la relégation, le député de Seine-Saint-Denis a réclamé une *« réhabilitation urbaine, mais aussi humaine »* qui passe notamment par le parrainage et le tutorat : *« Un cartable rempli, donné chez nous, est aussi généreux qu'un sac de riz porté chez les autres devant les caméras. »* En matière d'emploi, Eric Raoult a suggéré une *« exonération de la taxe professionnelle et des impôts fonciers pendant dix ans »* pour les entreprises s'installant dans des quartiers défavorisés, la mise en place d'*« un guichet unique pour toutes les formalités administratives »*, la *« création d'établissements publics administratifs chargés d'offrir des prestations de service »*, et l'instauration d'une *« prime à l'aménagement de la ville pour chaque emploi créé »*. Dans une envolée finale aux accents très gaulliens, M. Raoult a assuré que la politique de la ville sera *« le grand défi de la reconquête de notre espace national, d'une France unie qui restera un creuset unique et original : la nation française »*.

JEAN-LOUIS SAUX et SYLVIA ZAPPI

□ **SOS-Racisme estime que Mme Veil *« a su résister à toutes les pressions »*.** – SOS-Racisme a estimé, mardi 27 avril, dans un communiqué, que Simone Veil *« a su résister à tous les amalgames, à tous les raccourcis et à toutes les pressions en en appelant au pragmatisme et à l'efficacité, en affirmant que l'Etat ne peut rien sans les associations et la consultation des habitants »*. SOS-Racisme souhaite *« que l'on passe rapidement du stade du débat à celui de l'action »*.

## Un débat sérieux et ouvert

Simone Veil, à la fin de son discours, avait souhaité *« sérieux et dignité »* pour ce débat consacré à la ville. A la fin de la première journée, elle pouvait s'estimer satisfaite. Mises à part quelques timides manifestations à l'évocation de certaines mesures répressives, le ton était à la conciliation. Les premiers porte-parole de la majorité ont su éviter de développer un réquisitoire trop simpliste contre la politique de la ville suivie jusqu'alors. Ils se sont également gardés d'agiter les épouvantails habituels de l'idéologie sécuritaire. En retour, les députés de l'opposition se sont montrés ouverts aux infléchissements proposés par Mme Veil. Tout juste certains d'entre eux se sont-ils pris à regretter que le ministère de la ville ne soit pas un ministère à part entière.

Cela ne relève sans doute pas du hasard. Parmi la cinquantaine de députés qui ont tenu à s'exprimer sur ce chapitre de la vie quotidienne, la plupart, quelle que soit leur appartenance politique, sont des hommes et des femmes de terrain, maires ou conseillers municipaux d'agglomérations urbaines. Ils savent de quoi ils parlent. Comme l'a dit l'un d'eux, André Santini, député UDF-PSD des Hauts-de-Seine et maire d'Issy-les-Moulineaux, *« il y a aujourd'hui plusieurs milliers de ministres de la ville, qui œuvrent sans moyens, aux prises avec des institutions disparates, des procédures lourdes et complexes »*.

C'est du reste dans un bel élan collectif que ces députés ont réclamé, tout à la fois, un renforcement des moyens consacrés par l'Etat aux quartiers *« difficiles »* et une revalorisation du rôle et des compétences du maire. Une exigence qui sera peut-être difficile à satisfaire pour le nouveau gouvernement.

J.-L. S. ET S. Z.

# Mêmes maux, mêmes remèdes

*Suite de la première page*

Refusant de *« jeter l'anathème sur l'ensemble de la population d'un quartier ou sur telle ou telle catégorie parce que ce serait à la fois injuste et indigne »*, le ministre de la ville a été entendu : Gilles de Robien, maire PR d'Amiens, s'est incliné devant les habitants des quartiers « DSQ » (développement social des quartiers) qui *« inventent un nouveau type de citoyenneté »* et Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, autrefois connu pour ses envolées sécuritaires, a appelé les Français à parrainer *« un jeune Youssef ou une petite Yasmina »*. Patrick Braouezec, élu communiste refondateur de Seine-Saint-Denis, se trouvait même des *« points communs »* avec André Santini, maire UDF d'Issy-les-Moulineaux.

### Le pouvoir des maires

Sous ce déluge de bons sentiments entrecoupés de quelques poncifs à propos de ces pauvres banlieues, on sentait l'impatience grandir parmi les nouveaux députés de base, confrontés aux violences et aux exaspérations. Il est d'ailleurs peu probable que la seconde journée de débats, qui doit permettre à ces élus d'exprimer leurs doléances, laisse la même impression de calme et de modération. Mais, pour une fois, on a débattu à froid de questions qui, jusqu'à présent n'avaient mobilisé le monde politique qu'à la suite de drames, à Vaulx-en-Velin, Mantes-la-Jolie ou ailleurs. Hors de toute réaction émotionnelle, les véritables questions politiques sur la ville ont pu être posées : comment mieux utiliser les fonds affectés au « retissage » social des banlieues, y attirer des activités, des emplois, multiplier et éparpiller les logements sociaux, clarifier le rôle de l'Etat et des collectivités locales, redonner aux habitants le goût de la citoyenneté ? Les pistes tracées sont à la fois vagues et ambitieuses. Répondant au souhait de M. Balladur d'une *« utilisation plus efficace des deniers publics »*, Mme Veil a annoncé une *« globalisation des moyens d'intervention »* au sein d'un *« fonds unique »*. Cette mesure ne constitue que la poursuite du mouvement de simplification entamé depuis la création, en 1990, du ministère de la ville. De dix-sept lignes budgétaires en 1991 pour les actions « villes », on est passé à six lignes cette année, gérées pour une part par les services du premier ministre (prévention de la délinquance), et pour une autre par le ministère de l'équipement.

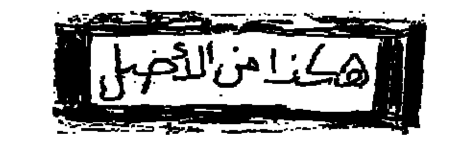
Ces crédits consacrés aux service publics de proximité, à la réhabilitation des cités, à la prévention de la délinquance et au soutien aux associations, rassemblent 3 des 7 milliards de francs du budget consacré à la ville, les 4 milliards restants étant constitués par les crédits spécifiques des autres ministères (intérieur pour l'îlotage, éducation nationale pour les ZEP, justice pour les maisons de justice). La *« globalisation »* annoncée par Mme Veil permettrait de doter le ministère de la ville d'un budget propre susceptible d'une discussion parlementaire cohérente. Elle suppose une redistribution, toujours problématique, des crédits et donc des prérogatives ministériels.

Quant à l'unification des procédures de financement des actions locales, elle correspond au mouvement déjà largement amorcé de négociation de 165 « contrats de ville » entre l'Etat et les maires. Cette nouvelle formule, qui englobe la totalité du tissu urbain, banlieues et centre inclus, et tous les aspects économiques, architecturaux, sociaux et civiques, est appelée à se généraliser au cours du XIe Plan. L'annonce de la nomination de trente sous-préfets chargés de la solidarité et de la ville, correspond en fait au doublement des effectifs des actuels sous-préfets à la ville. Si l'annonce du « dégel » des modestes 110 millions de francs pour la ville bloqués par le précédent gouvernement est de bon augure, aucune assurance n'a été donnée sur la poursuite et l'accentuation de l'effort financier. Il n'y aurait donc rien de très nouveau sous le soleil des banlieues.

Seule la discrète annonce par Mme Veil de la mise à l'étude, avec le garde des sceaux, de *« mesures permettant, dans le respect des droits de l'enfant, l'éloignement provisoire des jeunes délinquants »* a pu un instant faire dresser l'oreille aux élus soucieux de débarrasser les cités des quelques éléments qui peuvent semer des graines de violence. Les parquets seraient ainsi incités à placer d'une manière plus systématique des mineurs délinquants dans des foyers éloignés de leur domicile. Ces décisions, qui peuvent être aussi prises par le juge des enfants ou le juge d'instruction, viendraient, comme c'est déjà parfois le cas aujourd'hui, en substitution à l'incarcération.

Oubliant ses attaques contre la politique socialiste de la ville, son hostilité d'hier à la loi d'orientation de M. Delebarre, aux dispositions sur le logement des plus défavorisés (loi Besson) et à la loi de solidarité financière entre communes riches et pauvres, la nouvelle majorité s'apprête à utiliser les mêmes remèdes, après quelques remaniements. Le débat véritablement neuf amorcé mardi concerne le pouvoir respectif des maires et de l'Etat. Beaucoup d'entre eux, aujourd'hui élus députés, réclament de nouvelles prérogatives en matière d'attribution et de construction de logements sociaux, de détaxation des implantations d'activités dans les quartiers difficiles, de démocratie locale. En tant que maires confrontés aux réalités du terrain, ils estiment être le mieux à même d'agir efficacement et veulent être reconnus en « vrais patrons » de la politique de la ville, au risque de renforcer certaines inégalités. Reste à savoir quelle marge de manœuvre l'Etat, dont l'intervention massive n'est plus guère contestée, sera prêt à leur octroyer.

PHILIPPE BERNARD



# POLITIQUE

## Le conseil national du RPR et l'échéance présidentielle

# M. Chirac : «Nous devons nous préparer à remporter ensemble dans deux ans la victoire majeure»

**Sous la présidence de Jacques Chirac et en présence du premier ministre, Edouard Balladur, le RPR a réuni, pour la première fois depuis les élections législatives, mardi 27 avril à Paris, son conseil national qui est le «parlement» du mouvement. Plus que l'affirmation d'un soutien naturel au gouvernement et à son chef, cette «réunion de famille» a été l'occasion pour les orateurs, et particulièrement pour le maire de Paris, d'appeler les militants au maintien de la mobilisation en vue de l'élection présidentielle.**

Les «compagnons», aime à répéter Jacques Chirac, chassent en bande. Il leur arrive de s'écarter momentanément de la meute, voire de braconner en solitaire, mais au moment décisif les loups se retrouvent pour fondre sur leur proie. Observateur délicat des mœurs politiques, Edouard Balladur a eu tout le loisir, mardi 27 avril, au cours de la réunion du «parlement» du mouvement dont il est membre, de «savourer» cette maxime chiraquienne. Réuni pour la première fois depuis l'écrasante victoire de la droite aux législatives qui a donné *«la majorité de la majorité»* au RPR, ce conseil national ne pouvait que se transformer en «fête de famille» tout entière consacrée à son président dont c'était également la première intervention publique depuis un mois. Et vingt-quatre ans après le départ du général de Gaulle de l'Elysée, les orateurs n'ont eu de cesse de rappeler que l'essentiel, dès aujourd'hui, est de faire gagner M. Chirac à l'élection présidentielle, mère de tous les scrutins.

Ainsi, Alain Juppé a non seulement rendu hommage à *«l'artisan numéro un»* du succès des législatives mais, en plus, il a souligné que *«désormais toute l'action* [du RPR] *est tendue vers une date : 1995»*. Le secrétaire général a bien sûr parlé de la mobilisation de la force militante, de la préparation des prochaines échéances et du *«soutien sans état d'âme»* de l'action du gouvernement et de M. Balladur mais il a surtout insisté, sans s'attarder sur le sujet, sur *«la raison d'être»* du mouvement : *«aider Jacques Chirac»* qui *«incarne l'espérance»*. Son adjoint et porte-parole, Jean-Louis Debré, n'a pas dit autre chose en déclarant, en substance, que l'étape Balladur ne servirait à rien si l'étape suivante de l'élection présidentielle n'était pas gagnée. Pour la bonne forme, le secrétaire général ajoint a implicitement souligné, en parlant notamment de *«oui, mais»*, que le RPR ne ferait pas de giscardisme dans son soutien au chef du gouvernement.

Après avoir analysé les données majeures du résultat des élections – *«la sanction sans appel dont les socialistes ont fait l'objet»*, *«la modestie du score des écologistes»*, *«la stagnation de l'extrême droite»* et *«le succès de l'UPF»* – M. Chirac a fixé *«trois missions»* à la nouvelle majorité. L'ancien premier ministre a appelé à *«un appui sans faille»* au *«meilleur chef de gouvernement possible pour engager le redressement de la France»*, tout en demandant à la *«majorité d'être fidèle aux engagements pris lors de la campagne»*, et il a prôné l'union de cette majorité dont il affirme qu'il sera un *«gardien particulièrement vigilant»*. *«Aucune ambition ne peut justifier le moindre accroc à cette exigence d'union»*, a précisé M. Chirac en écartant, par avance, *«le spectacle de querelles subalternes et dérisoires»* qui, après la brillante victoire législative risqueraient de *«compromettre l'élection présidentielle* [...], *clé de voûte du système politique»*.

Expliquant le succès de l'UPF, M. Chirac a dit : *«Nous n'avons pas gagné seulement parce que les autres ont perdu. Nous avons gagné parce que nous avons su incarner l'esprit de réforme.» «Lors des élections législatives*, a-t-il poursuivi, *nos concitoyens ont fait un véritable acte de confiance, un acte qui nous oblige pour l'avenir. Il s'agit maintenant de s'en montrer dignes.»* Selon lui, les leçons du dernier scrutin tiennnent en quelques mots : *«Vérité, sens du bien public, rigueur, pragmatisme, modération, cohérence et détermination.»* Et le premier des devoirs qu'il assigne aux militants du RPR est de ne pas s'endormir, mais, au contraire, *«tendre la main»* et *«être tolérants»*.

Il coulait donc de source que M. Chirac lançât l'appel central en conclusion de son intervention : *«A peine avez-vous posé le baluchon de la dernière campagne que je vous convie à le reprendre pour approfondir nos racines et nous préparer à remporter ensemble, dans deux ans, la victoire majeure.»*

### M. Séguin : créer les conditions du renouveau

Alors que différents votes étaient alors organisés pour, notamment, renouveler le bureau politique, plusieurs orateurs se sont exprimés. L'intervention de Philippe Séguin a retenu, plus que d'autres, l'attention de l'auditoire, en évoquant l'ambiguïté de la période actuelle de transition. Parfois suspecté, à l'intérieur même de son mouvement, de miser sur une absence de réussite de M. Balladur, le nouveau président de l'Assemblée nationale a affirmé : *«Il n'y a pas d'avenir pour nos idées, pour les ambitions que nous nourrissons pour la France qui puisse reposer sur un échec du gouvernement.»* Pour autant, et précisant probablement le rôle de chacun, M. Séguin a ajouté : *«Les circonstances institutionnelles et politiques qui s'imposent à nous étant ce qu'elles sont, nous ne pouvons espérer, dans la période qui s'ouvre, assurer le renouveau. Mais nous devons nous fixer pour objectif de créer les conditions du renouveau.»* C'est pourquoi il a souhaité que M. Chirac soit le prochain président de la République car *«il saura conduire la France sur les chemins du renouveau»*.

Pour sa part, son ancien complice du référendum, Charles Pasqua, a rappelé que *«le devoir»* du RPR est de *«redonner l'espérance aux Français»*, c'est-à-dire, *«conduire la politique pour laquelle nous avons été élus»*. Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire a lancé : *«Il ne doit pas y avoir de rupture entre le mouvement et le gouvernement. Nous sommes tous engagés dans la même action de redressement au service du pays.»*

Assurant la conclusion de la réunion, le premier ministre a affirmé qu'il avait *«la ferme intention»* d'*«appliquer scrupuleusement»* le projet RPR-UDF, soulignant à dessein qu'il n'avait *«nul besoin d'y être incité particulièrement»*. M. Balladur s'est livré à une défense et illustration de l'action engagée *«depuis un mois»*. Il a évoqué pour cela la baisse des taux d'intérêt, le dialogue social renoué et la préparation du collectif budgétaire. *«Nous sommes allés vite, nous continuerons. Tout n'est pas fait en quatre semaines mais beaucoup est déjà commencé»*, a dit le chef du gouvernement dans ce qui ressemblait à s'y méprendre à une plaidoirie. *«Je n'ai pas l'intention de confondre la vitesse et l'agitation, je vous donne rendez-vous dans trois mois et vous le verrez alors, l'essentiel de ce que nous avons promis aux Français aura été mis en œuvre»*, a lancé M. Balladur.

Après avoir indiqué à son auditoire qu'il n'était pas au gouvernement pour *«satisfaire une idéologie»*, M. Balladur a fait le serment de consacrer *«toutes* [ses] *forces à empêcher la situation de la France de se détériorer encore davantage»*. *«Dans bien des domaines le gouvernement issu de ces élections est celui de la dernière chance, je souhaite que tous nous en prenions conscience»*, a-t-il encore dit, multipliant ainsi implicitement les appels à la prudence et à la patience à ceux qui ne seraient pas assez fortement dotés de ses vertus.

Se raccrochant à son mot fétiche, le chef du gouvernement a indiqué, enfin, que *«la réforme doit inspirer l'action du gouvernement»* et que les néogaullistes n'ont *«rien à craindre d'un dialogue large et régulier»*. Cela le conduira donc à *«dire la vérité sur l'action du gouvernement, fût-elle même impopulaire»*. *«Vous le savez, le temps des décisions difficiles est proche, il va falloir l'affronter sans crainte»*, a prévenu M. Balladur.

OLIVIER BIFFAUD

---

La rencontre d'Edouard Balladur et du secrétaire général du PCF

## M. Marchais est hostile à l'augmentation de la CSG

Le secrétaire général du Parti communiste, Georges Marchais, accompagné des présidents des groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, Alain Bocquet et Hélène Luc, a été reçu, mardi 27 avril, pendant une heure et dix minutes, par le premier ministre. A sa sortie de l'hôtel Matignon, il a affirmé : *«Cette rencontre nous renforce dans notre attitude d'opposition.»*

Il faut *«faire échec»*, a expliqué M. Marchais, à l'augmentation de la CSG et des impôts indirects, aux privatisations et à la réforme du code de la nationalité. La délégation communiste a toutefois fait deux propositions à Edouard Balladur : l'organisation, au Parlement, d'un grand débat sur les solutions à apporter aux problèmes de l'emploi et, sur le plan international, la réunion d'une conférence, à l'initiative de l'Europe, sur la sécurité et le développement de l'ex-Yougoslavie.

---

□ **Le mouvement Refondations prépare ses assises nationales.** – Deux ans après son lancement, à l'initiative d'une trentaine de personnalités issues de la *«gauche critique»*, dont l'ancien ministre communiste Charles Fiterman, le mouvement Refondations a décidé de réunir, à l'automne prochain, des assises nationales sur le thème du changement du travail et de la politique de l'emploi. Réunis le 24 avril en assemblée générale, à Paris, les groupes locaux de Refondations ont également tiré la leçon des dernières élections législatives en constatant que les candidats soutenus par le mouvement n'avaient pas pu *«créer le sursaut»* qu'ils espéraient. Refondations, précise la déclaration finale publiée à l'issue de cette assemblée, doit *«être un espace de dialogue et de coopération entre sensibilités politiques différentes et jouer un rôle de catalyseur sur des problèmes concrets»*.

□ **Le Syndicat de la magistrature s'inquiète des contrôles d'identité à caractère préventif.** – Dans un communiqué publié mardi 27 avril, le Syndicat de la magistrature (SM) s'inquiète du projet du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, de légaliser les contrôles d'identité préventifs. Le SM souligne que les dispositions préconisées par M. Pasqua *«n'ont pas d'autre vocation que de permettre aux forces de l'ordre de contrôler tous ceux qui ont une «allure» d'étranger»* et visent à réintroduire le *«délit de faciès»*. Estimant que le cadre juridique actuel *«n'offre pas les garanties que l'on peut attendre d'une démocratie»*, le SM redoute également que cette réforme *«ait des conséquences dramatiques sur la vie des quartiers et des banlieues et fasse obstacle à la politique d'intégration que Simone Veil se propose de mener»*.

---

## Le nouveau bureau politique

A l'occasion de la réunion de son conseil national, mardi 27 avril à Paris, le RPR a confirmé Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, au poste de secrétaire général du mouvement par 517 voix contre 23 et 9 bulletins nuls pour 549 votants, il s'est donné un nouveau trésorier – Jacques Oudin, sénateur de Vendée, remplace Jacques Boyon qui a été élu président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale – et il a ratifié la liste unique des trente membres de son bureau politique parmi lesquels figurent les douze autres ministres RPR (*le Monde* du 28 avril).

Les trente élus au «BP» sont les suivants : Michèle Alliot-Marie, Patrick Balkany, Claude Barate, Michel Barnier, Jean Besson, Franck Borotra, Alain Carignon, Jean-Yves Chamard, Philippe Dechartre, Alain Devaquet, Xavier Dugoin, François Fillon, Robert Galley, Michel Giraud, Yves Guéna, Olivier Guichard, Elisabeth Hubert, Gabriel Kaspereit, Lucette Michaux-Chevry, Robert Pandraud, Charles Pasqua, Dominique Perben, Etienne Pinte, Robert Poujade, Roger Romani, Michel Roussin, Nicolas Sarkozy, Jean Tibéri, Jacques Toubon, Jacques Vernier.

Conformément aux statuts du RPR, le président, Jacques Chirac, le secrétaire général, les anciens premiers ministres RPR, Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, les présidents des groupes parlementaires, Bernard Pons, Josselin de Rohan et Christian de La Malène, sont membres de droit de cette instance. Il a été décidé que le premier ministre en exercice, Edouard Balladur, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, et le président de l'Association des maires de France, Jean-Paul Delevoye, y siégeront èsqualités. Maurice Schumann, sénateur du Nord, en devient membre d'honneur.

Enfin, le secrétaire général adjoint, Jean-Louis Debré, et le trésorier assistent aux réunions du «BP», que quittent Christiane Papon, Michel Aurillac et Jacques Kosciusko-Morizet.

---

## L'aveu

par Thierry Bréhier

LA bonne éducation consiste, aussi, à camoufler les évidences. Edouard Balladur est de ceux qui s'efforcent d'appliquer ce sage principe dans la vie publique. Jacques Chirac, manifestement, préfère le réserver à la sphère privée. Le message du conseil national du RPR est, en effet, on ne peut plus clair : la seule vraie mission confiée par la majorité de la majorité au premier ministre – c'est-à-dire par ceux qui ont permis son installation à l'hôtel Matignon – est de permettre l'entrée du maire de Paris à l'Elysée.

Pour en douter, il fallait refuser d'ôter ses œillères et surtout oublier qu'Edouard Balladur avait fort mal vécu que nombre de ses «compagnons» lui fassent porter la responsabilité de l'échec de la première cohabitation. Il en avait été l'inventeur, mais non le metteur en œuvre. Aujourd'hui, il veut démontrer que sa stratégie cohabitationniste, s'il a la pleine maîtrise de la tactique quotidienne, peut aboutir au succès. Mais le résultat recherché est toujours le même : permettre à la droite pompidolienne de remporter la seule élection qui compte sous la Ve République : la présidentielle. Et puisque Jacques Chirac est le porte-drapeau de cette droite-là, Edouard Balladur met son action à son service.

Pour réussir, une totale confiance entre les deux hommes est aussi indispensable qu'un total accord sur la stratégie et la tactique. Or l'ouverture, de fait, par Jacques Chirac de la campagne présidentielle montre que cet accord n'est pas total . Instruit par la première cohabitation, et conformément à son tempérament, Edouard Balladur use de deux vertus qui ne sont pas celles des militants du RPR, ni de leur président : la patience et la prudence. Il y a sept ans, la droite chiraquienne avait voulu agir vite pour dire aux électeurs : nous avons réussi à Matignon, donc vous pouvez nous confier l'Elysée. Aujourd'hui, le premier ministre a compris qu'un tel «challenge» n'était pas jouable. Il préfère promettre pour plus tard, annoncer des améliorations, engager des réformes, dont il prévient qu'elles n'auront d'effets qu'à long terme. D'où le choix de lois quinquennales plutôt que d'ordonnances... Il souhaite être jugé, il demande que «son» candidat à la présidentielle soit apprécié, non pas sur des faits, mais sur un programme précis qui aura, c'est vrai, commencé à être mis en œuvre.

### L'UDF en porte à faux

Cette tactique implique de résister aux impatiences de la base électorale de la majorité. C'est bien là la principale difficulté que pourrait rencontrer le chef du gouvernement. Sa mauvaise humeur, perceptible lors de la réunion du «parlement» du RPR, montrait qu'il percevait le hiatus entre les désirs de ses «compagnons» et ses propres choix. D'autant que Jacques Chirac ne lui a pas, quoi qu'il ait pu en dire, facilité la tâche. Pour parvenir à ses fins, Edouard Balladur a besoin de calmer le jeu politique, donc de mettre apparemment entre parenthèses pendant de longs mois la campagne présidentielle. Il en a, d'ailleurs, donné la stricte consigne à ses ministres : pas question qu'elle ne commence avant le vote du budget pour 1995, c'est-à-dire avant la fin décembre 1994. Le président de son propre parti vient de lui désobéir.

Cette ouverture précipitée risque de mettre l'accent sur un échec rencontré par Edouard Balladur lors de la composition de son gouvernement. Il avait souhaité que ses ministres ne soient pas, en même temps, dirigeants de partis. La volonté d'Alain Juppé et de Jacques Chirac l'a empêché d'y parvenir. Comment le ministre des affaires étrangères va-t-il faire maintenant pour concilier sa responsabilité partisane d'organiser la campagne de son président et sa mission de chef de la diplomatie d'un gouvernement qui n'a, comme ambition officiellement, que de redresser la situation de la France ? Cet écart du RPR ne va-t-il pas fournir un prétexte au secrétaire général de l'UDF et ministre de l'éducation nationale (François Bayrou), au président du CDS et ministre de la justice (Pierre Méhaignerie) pour faire prévaloir les intérêts de leur propre parti sur la solidarité gouvernementale ?

L'aveu chiraquien met ainsi à mal un autre point fort de la stratégie balladurienne : associer totalement l'UDF à l'action gouvernementale pour l'empêcher de pratiquer, comme de 1986 à 1988, le soutien critique. Pour que les giscardiens, les centristes et les léotardiens acceptent de jouer ce jeu, il fallait qu'ils puissent croire, ou qu'ils puissent faire semblant de croire, que le gouvernement n'agissait que dans l'intérêt de toute la droite, et non pas dans celui d'une seule de ses composantes. En «mangeant le morceau», Jacques Chirac rend très inconfortable la position des ministres UDF. Pierre Méhaignerie ne s'y est pas trompé : dès mercredi matin, au micro de France Inter, il a fait remarquer que la droite ne pouvait *«mener qu'un combat à la fois»* et qu'il était de *«d'intérêt de tous»* de respecter la consigne du premier ministre de ne pas ouvrir la campagne avant le début de 1995.

L'impossibilité du maire de Paris de rester quelques mois simple spectateur de l'action gouvernementale d'une majorité qu'il a largement contribué à conduire au pouvoir risque ainsi de rallumer une «guerre des chefs», dont la mise sous le boisseau était déjà un acquis que l'électorat de droite portait au crédit du premier ministre. De toutes les cohabitations qu'il a à gérer, celle avec Jacques Chirac est probablement pour Edouard Balladur la plus délicate.

---

Un projet qui inquiète l'UDF

# Le gouvernement n'a pas renoncé à réformer le mode de scrutin pour les élections européennes

**Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, a confirmé, mardi 27 avril, que le gouvernement étudie actuellement un projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes, qui passerait par sa régionalisation. Ce projet inquiète l'UDF, qui souhaite le maintien en 1994 d'un scrutin national.**

Edouard Balladur l'avait expressément annoncé. *«Vous aurez à vous interroger sur le mode de scrutin pour l'élection au Parlement européen afin de rapprocher davantage les citoyens des élus»*, avait-il indiqué, le 15 avril, lors de sa déclaration de politique générale devant le Sénat. Si le premier ministre n'avait donné aucune précision sur le contenu de cette réforme, il était clair que l'idée du gouvernement était de régionaliser l'actuel mode de scrutin en vertu duquel les quatre-vingt-un représentants français au Parlement européen sont élus à la proportionnelle sur une liste nationale.

L'affaire avait alors commencé à émouvoir l'UDF, favorable à une telle réforme sur le fond mais hostile à sa mise en œuvre immédiate, tandis que le RPR se ralliait aux intentions gouvernementales. Les arrière-pensées tactiques dans la perspective des prochaines élections européennes de juin 1994 commençaient à l'évidence à empoisonner les relations entre le RPR et l'UDF. Aussi le fait que Edouard Balladur ait passé sous silence ce projet de réforme lorsqu'il a exposé, le 22 avril, les grands lignes de son programme législatif devant la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a-t-il pu laisser penser que le gouvernement cherchait à temporiser.

En annonçant, mardi 27 avril, devant la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, que le gouvernement classait une telle réforme parmi les *«priorités»* de sa politique européenne, Alain Lamassoure vient de relancer le débat. Le ministre délégué aux affaires européennes a confirmé que Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, *«préparait»* ce projet de réforme qui serait applicable dès le prochain scrutin de 1994. *«Rien n'est exclu»*, a-t-il précisé à propos des différentes options qui s'offrent au gouvernement en matière de découpage des circonscriptions, indiquant toutefois que son inclination personnelle le conduisait à privilégier les régions actuelles plutôt que le regroupement des régions. M. Lamassoure a certes invoqué la nécessité d'un *«consensus»* et introduit bien des nuances dans son propos – *«on verra quelle est la position des uns et des autres, on verra si on peut avancer»* – mais la remise à l'ordre du jour de cette réforme n'en a pas moins inquiété ses amis de l'UDF.

Lors du déjeuner hebdomadaire des chefs de la majorité autour de M. Balladur, Valéry Giscard d'Estaing a renouvelé son hostilité au projet. Dominique Baudis, président exécutif du CDS et porte-parole de l'UDF, a qualifié de *«salutaire»* une telle réforme tout en émettant des réserves sur son *«calendrier»*. *«Tout le monde pourrait s'accorder sur une réforme si c'était pour une application à l'échéance suivante»*, a-t-il ajouté, précisant que *«voter une réforme du mode de scrutin quelques mois avant pose toujours problème»*.

Pour sa part, Jacques Barrot, vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est inquiété que *«le débat sur l'Europe ne soit lui-même un peu rabougri du fait de l'éclatement excessif du scrutin»*. L'insistance mise par M. Lamassoure à affirmer qu'en matière de politique européenne *«la continuité l'emportera sur le changement»* et que le gouvernement veillera *«à la bonne application des traités existants, notamment l'Acte unique»* suffira-t-elle à rassurer l'UDF ? Le dossier européen, en tout cas, n'a pas fini de semer le trouble au sein de la majorité.

F. B.

# SOCIÉTÉ

**JUSTICE**

Sauf décision contraire du garde des sceaux

## Franck Terrier, directeur des affaires criminelles serait nommé avocat général à Versailles

**La commission consultative du parquet, présidée par le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, a rendu, mardi 27 avril, un avis favorable au sujet de la nomination de Franck Terrier, le directeur des affaires criminelles et des grâces, au poste d'avocat général à la cour d'appel de Versailles. Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, avait retiré sa délégation de signature à M. Terrier, mercredi 21 avril, à la suite d'un incident concernant la transmission d'un dossier (*le Monde* du 23 avril).**

Depuis le retrait, il y a une semaine, de sa délégation de signature au directeur des affaires criminelles et des grâces, Franck Terrier, les principaux acteurs du monde judiciaire attendaient la réunion de la commission consultative du parquet. Composée pour moitié de représentants élus par les magistrats et de représentants de la chancellerie (1), cette commission présidée par Pierre Truche était chargée, comme c'est son rôle, d'émettre un avis sur la nomination de M. Terrier comme avocat général à la cour d'appel de Versailles. Au terme d'une réunion qui s'est tenue, mardi 27 avril, à la chancellerie, la commission a finalement choisi de rendre un avis favorable. Sauf décision contraire du ministre de la justice, qui peut, au regard des textes, passer outre l'avis de la commission, M. Terrier devrait donc prochainement rejoindre le parquet général de Versailles.

Son départ de la chancellerie a tout d'un symbole. Nommé directeur des affaires criminelles et des grâces par Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux, en 1990, Franck Terrier avait suscité une petite tempête en mai 1992 en se rendant en pleine affaire Toshiba dans le bureau du ministre de la ville, Bernard Tapie, alors que celui-ci craignait d'être inculpé par le juge Edith Boizette. Depuis plus de trois ans, il coordonnait l'action publique menée par les parquets généraux de France, et donc, à ce titre, la gestion contestée des «affaires» par les socialistes.

### *Un saut de carrière trop important*

Franck Terrier avait accédé à ce poste au terme d'une carrière exceptionnellement rapide. Entré dans la magistrature en 1978 comme juge d'instruction au Havre, il avait passé quelques mois au parquet de Paris avant de rejoindre en 1982 la chancellerie, puis, en 1986, le secrétariat général du parquet général de la Cour de cassation, alors dirigé par Pierre Arpaillange. En 1989, lorsque M. Arpaillange avait été nommé garde des sceaux, M. Terrier avait rejoint le cabinet en tant que conseiller technique avant d'être nommé un an plus tard directeur des affaires criminelles et des grâces. Il accédait ainsi à quarante ans à l'un des postes les plus prestigieux et les plus exposés de la magistrature.

En donnant son feu vert à la nomination de Franck Terrier à Versailles, la commission consultative du parquet conclut un feuilleton à rebondissements commencé au mois de février. Pressentant l'avenir difficile du directeur des affaires criminelles et des grâces au lendemain des élections, le garde des sceaux, Michel Vauzelle, avait proposé, il y a deux mois, de le nommer procureur de la République à Créteil. Ce projet avait été très mal accueilli par l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Estimant que la nomination de M. Terrier à la tête d'un des plus grands parquets de France constituait un saut de carrière trop important, ces organisations avaient souligné à plusieurs reprises que le directeur des affaires criminelles et des grâces était vingt-neuvième sur trente dans la liste des candidats à ce poste classés par ordre d'ancienneté. Au début du mois de mars, la commission consultative du parquet avait finalement mis fin aux espoirs de Franck Terrier en rendant un avis défavorable sur sa nomination. Plutôt que d'accéder à ses nouvelles fonctions au beau milieu des polémiques, Franck Terrier avait alors préféré se retirer.

Depuis cette date, et malgré le changement de gouvernement, Franck Terrier était donc resté à la tête de la direction des affaires criminelles et des grâces. Sa position demeurait néanmoins fragile puisque en dépit de sa compétence et de son autorité, Franck Terrier symbolisait la politique d'action publique des gouvernements précédents. Un incident a finalement suffi à provoquer la crise : accusant le directeur des affaires criminelles et des grâces d'avoir transmis avec retard à son cabinet le dossier des réquisitions prises par le parquet général de Rennes au sujet de Georgina Dufoix, Pierre Méhaignerie lui avait retiré sa délégation de signature. Si le garde des sceaux ne passe pas outre l'avis de la commission consultative du parquet, Franck Terrier, ce que les textes lui permettent, qui a affirmé dans un communiqué diffusé à l'Agence France-Presse *«n'avoir jamais commis d'actes de déloyauté»*, rejoindra donc prochainement le parquet général de Versailles.

**ANNE CHEMIN**

(1) Instituée par la loi organique sur le statut de la magistrature de 1992, la commission consultative du parquet est chargée, depuis le début de l'année, de donner un avis sur toutes les propositions de nominations qui concernent le parquet, à l'exception de celles qui concernent les procureurs généraux. Cet avis est consultatif.

**MÉDECINE**

Le débat sur la pilule abortive

## Des actionnaires demandent à Hoechst d'empêcher la vente du RU-486

Le groupe chimique allemand Hoechst a été invité, mardi 27 avril, par plusieurs de ses actionnaires à s'opposer à la commercialisation, notamment aux Etats-Unis, de la pilule abortive RU-486 développée par sa filiale française Roussel-Uclaf (*le Monde* du 27 avril). Le président du directoire Wolfgang Hilger, pourtant considéré comme un farouche opposant de l'avortement, a refusé de leur donner pleine satisfaction, en évoquant *«l'extraordinaire difficulté»* de la situation. Lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, à laquelle participaient plus de 3 000 personnes, plusieurs intervenants ont demandé à M. Hilger de s'opposer aux tests cliniques qui doivent commencer aux Etats-Unis. Il est *«difficile pour une compagnie étrangère»* de s'opposer à une décision présidentielle et à la loi, a affirmé celui-ci. La quantité de RU-486 nécessaire aux expérimentations aux Etats-Unis sera livrée, a-t-il dit. Mais il a assuré que le produit ne sera pas mis en vente s'il n'est pas établi de manière indubitable qu'il n'y aura pas d'abus. La comtesse Stauffenberg, brandissant devant l'assemblée une pilule abortive qu'elle a affirmé s'être procurée sur le marché noir, a dénoncé *«le jeu du pouvoir, de l'argent et de la mort»* que constituent à ses yeux les tractations en vue de l'introduction de cette pilule. – *(AFP.)*

## *Voyageurs sans vaccins*

**Une étude originale, présentée lors de la troisième conférence internationale de médecine des voyages, organisée du 25 au 29 avril à Paris, conclut que moins de 8 % des voyageurs français qui se rendent en Afrique noire et en Guyane sont correctement protégés contre les principales maladies infectieuses sévissant dans ces régions. Le constat est d'autant plus inquiétant que ces vaccinations font l'objet d'obligations nationales et internationales et qu'une telle carence met gravement en danger les personnes concernées.**

L'équipe dirigée par le docteur Alain Fish (centre hospitalier intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges, Val-de-Marne) a enquêté durant un an auprès de 5 355 voyageurs à destination du Sénégal, du Cameroun et de la Guyane française (1). Les interrogatoires individuels ont été effectués par le même médecin, dans les salles d'embarquement de vols tirés au sort pour des raisons de méthodologie statistique. 9 % seulement des personnes ont refusé de répondre au questionnaire qui leur était proposé. Les voyageurs concernés, presque autant de femmes (47 %) que d'hommes (53 %), avaient, en moyenne, trente-cinq ans. Trois sur quatre étaient français ou ressortissants de la CEE. Dans 11 % des cas, le pays de la destination correspondait au pays de résidence.

Les taux de vaccination constatés sont les suivants : tétanos (83,5 %), poliomyélite (66,5 %), typhoïde (19,4 %) méningite A et C (5,3 %), fièvre jaune (90,8 %), hépatite B (19,1 %). *«Résultats tout à fait déplorables,* explique le docteur Fish, *en particulier pour les ressortissants français. Moins de 8 % des voyageurs sont correctement vaccinés contre la fièvre jaune, le tétanos, la poliomyélite, l'hépatite B et la fièvre typhoïde. Dans ce groupe de voyageurs bien vaccinés, les Nord-Américains sont cinq fois plus nombreux que les Français. Malgré l'obligation administrative internationale (règlement sanitaire international, Organisation mondiale de la santé) et nationale (direction générale de la santé), 10 % des voyageurs seront exposés au risque de fièvre jaune. Ce taux est encore plus élevé pour les voyageurs français se rendant en Guyane française : 14 %.»*

Le constat est tout aussi accablant pour ce qui est de l'hépatite virale de type B, contre laquelle moins de 30 % des sujets jeunes sont vaccinés, ou de la méningite (type SAEC) contre laquelle plus de 80 % des enfants, adolescents et adultes jeunes ne sont pas protégés alors même qu'ils se rendent en pleine zone à haut risque de contamination. Les voyageurs âgés (dont le nombre est en pleine expansion par le «tourisme du troisième âge») sont aussi peu prémunis contre le tétanos et la poliomyélite que les personnes du même âge qui ne voyagent pas, et ce en dépit des réalités épidémiologiques de leurs zones de destination.

*«Personne n'est capable de dire aujourd'hui,* commente le docteur Fish, *combien de voyageurs tropicaux, au départ de France, partant avec les vaccins nécessaires ou recommandés. Un immense effort reste à faire pour assurer ce minimum de protection, pourtant simple, que constitue la vaccination des voyageurs tropicaux. Rien ne se fera sans l'active collaboration des agences de voyages et des tour-opérateurs français.»*

**JEAN-YVES NAU**

(1) *Epidemiological study of the immunization of 5 355 tropical travellers departing from Paris-Orly airport. France.* Ce travail est signé de spécialistes du groupe d'études épidémiologiques et prophylactiques de Villeneuve-Saint-Georges, du service médical Aéroports de Paris et du ministère de la santé.

**DÉFENSE**

Après la mise en garde de la CIA à propos du Salon du Bourget

## Des espions français sur la sellette

**Le commissaire général du Salon du Bourget, Serge Dassault, a qualifié, mardi 27 avril, de *«ridicules»* les accusations de la CIA qui a dénoncé le fait que l'exposition aérospatiale de juin prochain serait le lieu des activités d'espionnage des services de renseignement français (*le Monde* du 28 avril). *«Il n'y a pas plus de raison qu'il y ait de l'espionnage au Bourget,* a expliqué M. Dassault, *qu'au Salon britannique de Farnborough. Je ne vois pas ce que craignent les Américains. C'est un argument* a posteriori *pour justifier leur désir de ne pas venir au Bourget.»* Les avions militaires américains – à l'exception d'un F-16 présenté par l'armée de l'air d'un pays client des Etats-Unis – ne participeront pas aux démonstrations en vol, contrairement au Salon de 1991.**

Les milieux du renseignement en France s'interrogent sur le sens de l'attaque dont ils sont l'objet actuellement de la part de leurs homologues américains. Ils privilégient cependant deux hypothèses. De deux choses l'une, en effet, de leur point de vue. Ou il s'agit, prétendent-ils, plus d'une querelle franco-française que d'un malentendu franco-américain, à partir de documents anciens. Ou bien, laissent-ils entendre, c'est, de la part des services américains, un acte caractérisé de déclaration de guerre commerciale, qui consiste à chercher à discréditer l'industrie française auprès de sa clientèle.

En janvier 1990, William Webster, «patron» de la CIA, et Claude Silberzahn, «patron» de la DGSE, passaient en quelque sorte un marché aux termes duquel les deux services enterraient la hache de guerre. Depuis des décennies, dès la période du gaullisme comme avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, les agents français et américains se faisaient la guerre de part et d'autre de l'Atlantique, s'espionnant mutuellement et tentant aussi de se prémunir contre les intrusions de l'autre. Tantôt, des Américains – curieux – se faisaient surprendre alors qu'ils s'intéressaient de trop près à des usines relevant du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) travaillant, dans le sud-est de la France, au profit de la force de dissuasion. Tantôt, des Français – maladroits – étaient pris la main dans le sac pour s'être trop approchés de Texas Instrument ou d'IBM.

L'accord Webster-Silberzahn a abouti à un engagement réciproque : chaque «camp» promettait de cesser les actions de renseignement offensif. A l'exception de la parution du livre *Friendly Spy* (*le Monde* daté 7-8 mars), dont les révélations n'ont pas été prises au sérieux parce qu'elles dataient, rien ne permet de croire que la CIA et la DGSE n'aient pas tenu parole sur l'abandon de leurs opérations agressives.

### *Des «textes bidouillés»*

Pourtant, la querelle vient de rebondir avec la mise en garde de la CIA incitant les industriels américains à éviter d'exposer au Bourget, s'ils ne veulent pas voir leurs secrets tomber dans les mains de leurs concurrents français par DGSE interposée. A l'appui de cette recommandation, les sociétés d'armement concernées font état de *«textes bidouillés»*, comme on dit dans les services de renseignement pour évoquer des documents qui mêlent le vrai, le vraisemblable, le faux et le fabriqué. Les informations qu'ils rapportent, et dont quelques-unes émanent bien de la DGSE, sont anciennes et déjà obsolètes puisqu'elles peuvent être datées avec précision et que leur origine – l'institution française qui les avaient réclamées pour son propre compte – peut être identifiée avec certitude.

Il est possible que, dans la bataille qu'elle livre pour obtenir du Congrès américain le budget jugé nécessaire par elle et pour justifier ses nouvelles missions d'espionnage et de contre-espionnage économique, la CIA ait besoin de produire des preuves de l'ingérence de la DGSE aux Etats-Unis. Face à l'administration Clinton à la Maison Blanche et face à leur nouvel état-major dirigé par James Woolsey, des agents de la CIA ressentiraient la nécessité de remettre sur la place publique des accusations jugées dépassées par la DGSE.

Mais, au terme d'une rapide enquête, les milieux du renseignement français se disent persuadés que le *«montage»* américain n'est peut-être pas la piste qu'il faut privilégier. D'où une autre explication, qui tendrait, à mots couverts, à accréditer la thèse d'une intrigue franco-française ourdie contre l'équipe actuelle à la tête de la DGSE. La parution, aux Etats-Unis, de la plupart des articles de presse sur cette affaire a coïncidé avec le changement de majorité en France. Comme si, en «ressortant» de vieux dossiers, on avait cherché à rappeler au souvenir du nouveau gouvernement les manigances d'un service dont la direction, en place depuis le second mandat présidentiel de François Mitterrand, est montrée du doigt pour les imprudences ou les erreurs qu'on lui attribue.

Certes, le monde du renseignement est plein de ces «coups tordus» ou de ces chausse-trapes dont la logique, qui vient de très loin et qui s'avance masquée, échappe à une «lecture» courante. Cependant, en l'état actuel, aucun indice sérieux ne vient étayer cet argumentation d'une tentative – interne à la France – de *«déstabilisation»* de la DGSE, pour reprendre une expression avancée par un responsable. Tous les spécialistes du renseignement ont en commun de vouloir aller au-delà des apparences, quitte à élaborer des théories si raffinées ou si complexes qu'elles en deviennent véritablement tarabiscotées.

Il serait plus simple et peut-être plus réaliste d'estimer que les manipulations des services américains visent d'abord, en suspectant ou en dépréciant la place commerciale qu'est le Salon du Bourget, à déconsidérer une corporation – l'industrie française de l'armement – qui est la seule à tenir tête aux Etats-Unis sur les marchés étrangers, comme en témoignent les ventes de Mirage à Taïwan ou de chars Leclerc aux Emirats.

**JACQUES ISNARD**

**FAITS DIVERS**

A Grigny (Essonne)

## Violents incidents après l'arrestation d'un forcené

De violents incidents ont éclaté, dans la nuit du mardi 27 avril au mercredi 28, à Grigny (Essonne), où des groupes de jeunes ont harcelé les policiers de 22 heures à 2 heures du matin, dans le quartier de la Grande-Borne. Cinq personnes ont été légèrement blessées. Les échauffourées ont commencé à la suite de l'arrestation d'un homme âgé de trente et un ans qui s'était retranché dans son appartement après avoir ouvert le feu, en pleine rue, pour une raison inconnue, sur deux jeunes gens. Ceux-ci ont été légèrement blessés.

Armé d'un fusil et d'un revolver, le forcené avait continué de tirer d'une fenêtre de son appartement, avant d'être atteint d'une balle dans le ventre lors de l'intervention de la police. Il a été évacué en ambulance, vers minuit, sous la protection d'un escadron de gendarmes mobiles.

Des dizaines de jeunes gens – près de deux cents d'après la préfecture de l'Essonne – s'étaient rassemblés au pied de l'immeuble, un petit bâtiment de trois étages, pour se *«faire justice»*. Une compagnie de CRS, appelée en renfort, a dû faire usage de gaz lacrymogènes pour repousser les manifestants. Après avoir lancé des bouteilles et des pierres sur les policiers, certains jeunes ont détruit des Abribus et des cabines téléphoniques à coups de barres de fer. D'autres ont saccagé et pillé un bureau de tabac. Le poste de police du quartier a subi, lui aussi, d'importants dégâts. Plusieurs véhicules en stationnement ont été endommagés. *«On ne pensait pas à une telle explosion de violence»*, a indiqué Claude Aufort, adjointe socialiste au maire communiste de Grigny, Maurice Vasquez. *«Quand les jours rallongent,* a-t-elle expliqué, *les jeunes sont forcément plus longtemps dehors.»* Selon la préfecture de l'Essonne, le quartier de la Grande-Borne est *«l'un des plus sensibles de France»*.

Quoique invoquant la légitime défense

## Le meurtrier d'un jeune cambrioleur est écroué à Périgueux

**PÉRIGUEUX**

*de notre correspondant*

Un jeune homme de vingt et un ans, Vincent Dussolier, a été écroué mardi 27 avril, à la maison d'arrêt de Périgueux (Dordogne), après avoir été mis en examen pour homicide volontaire. Dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 avril, il avait mortellement blessé un cambrioleur de dix-sept ans, à la maison de ses parents, à Vieux-Mareuil, également en Dordogne.

La victime avait été placée par un juge des enfants au centre du Rocher de Guyenne, qui accueille des jeunes délinquants et des mineurs. Entre autres outils de prévention, ce centre utilise un restaurant d'application qui a recours à des stagiaires, où travaillait depuis un an l'adolescent tué dimanche soir. Celui-ci n'en était pas à sa première fugue. Le domicile des Dussolier est distant de quelques dizaines de mètres du centre.

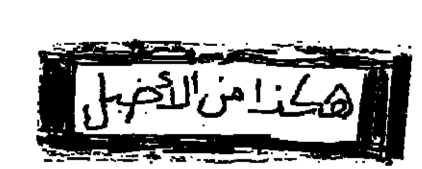
Réveillés par des bruits suspects en pleine nuit, Vincent Dussolier et son père ont saisi leurs fusils après s'être aperçu que les volets d'une porte-fenêtre étaient ouverts et le carreau recouvert d'un adhésif. Muni de son arme de calibre 16, Vincent Dussolier est alors sorti. Il a surpris l'adolescent au moment où celui-ci s'affairait à hauteur de la fenêtre de la salle de bains. Il affirme avoir tiré un coup de feu en l'air, mais le voleur, loin de s'enfuir, se serait approché avec une batte de base-ball à la main, retrouvée plus tard sur les lieux. Se sentant menacé, Vincent Dussolier n'aurait eu d'autre ressource que d'ouvrir le feu dans sa direction.

A Vieux-Mareuil, la thèse de la légitime défense, invoquée par la famille Dussolier, reçoit l'assentiment de la majorité de la population. A tort ou à raison, on impute au pensionnaire du Rocher de Guyenne les vols et les larcins commis dans la région. N'a-t-on pas trouvé dans sa poche les clés d'une autre habitation qu'il avait tenté de cambrioler la veille du drame?

Ce ras-le-bol de l'opinion locale a-t-il eu une influence sur l'attitude du parquet de Périgueux? Au vu des premières dépositions, celui-ci n'avait pas requis de mandat de dépôt. Le juge d'instruction, Isabelle Delaquys, souhaitait pour sa part une mise en détention, de façon à vérifier certains des propos de Vincent Dussolier, sans qu'il puisse entrer en contact avec son père et ses voisins. Amené à arbitrer, le juge délégué, Pierre Valleix, s'est prononcé pour l'incarcération provisoire dans l'attente des résultats de l'autopsie pratiquée mardi 27 à Limoges.

Les premiers éléments de l'autopsie contrediraient la version de Vincent Dussolier. La victime aurait été touchée par deux projectiles. Le premier l'aurait atteint à l'épaule, alors qu'elle se trouvait de profil. Le second, mortel, aurait pénétré à hauteur du sternum. Vincent Dussolier était-il vraiment en état de légitime défense? Une question à laquelle devra répondre la prochaine reconstitution organisée par le magistrat instructeur.

**DOMINIQUE RICHARD**



# SOCIÉTÉ

*Dans un dossier sur la pauvreté*

## Le Secours catholique dénonce la « fracture » de la société française

Il y a treize ans, le mot pauvreté s'accompagnait de celui de précarité. Sept ans plus tard, en 1987, un adjectif lui était accolé : la grande pauvreté devenait un fait. Aujourd'hui, le Secours catholique parle de *« fracture »* en décrivant, dans un dossier intitulé « Egalités, France de demain », rendu public mardi 27 avril, la société française, qui compte cinq millions de personnes démunies. Cinq au moins, car la Communauté européenne, qui estime que la pauvreté commence quand le revenu des individus est inférieur à la moitié du revenu moyen national, avance le chiffre de 8 millions.

L'association s'inquiète de l'aggravation du chômage qui rejette un nombre croissant de familles (souvent monoparentales) et de jeunes, en marge de la société. Le dossier envoyé au président de la République et aux ministres concernés, donné personnellement au ministre des affaires sociales de la santé et de la ville, Mme Veil, rassemble des témoignages et dresse un état des lieux de la pauvreté : des tranches de vie chahutées où la perte de l'emploi (ou l'impossibilité d'en trouver un) entraîne celle du logement et provoque une inexorable descente aux enfers. Des récits d'angoisse et de lassitude après des années de galère, ponctuées de stages ou de contrats débouchant trop souvent sur des impasses. Les appels vont tous dans le même sens : au-delà des aides, c'est l'emploi qui est fondamental. L'emploi et le logement.

### *Complexité inefficacité des aides*

Le Secours catholique constate que la moitié des personnes qui viennent dans ses permanences lui ont été adressées par des services sociaux. Signe de confiance, mais aussi d'impuissance des structures sociales : *« Personne ne saurait nier l'intense développement des mesures sociales de ces dernières années,* soulignent les responsables de l'organisation, *mais les associations de lutte contre l'exclusion ont du mal à dominer un sentiment de piétinement. »* Le Secours catholique estime que la complexité du système des aides nuit à leur efficacité. Il déplore l'établissement de critères de plus en plus discriminants (pour les contrats emploi-solidarité, les allocations aux chômeurs de longue durée, etc.), ainsi que la multiplicité des prestations et des institutions.

Pour ressouder cette société fragmentée, le Secours catholique estime qu'il faudrait *« redonner à la société un sens collectif »*, abandonner la logique des statuts intermédiaires qui *« renforcent dans la tête des gens l'impression que ce ne sont pas de vrais emplois (...), fabriquer de l'échange là où il n'y a que de la dépendance »*. Les responsables de l'association proposent que l'on revoie les politiques sociales pour qu'elles touchent mieux les plus défavorisés, en particulier dans le domaine de la santé (hôpital et protection maternelle infantile) et du logement. Ils suggèrent la mise en place de « comités d'usagers » pour améliorer le fonctionnement des institutions. Pour eux enfin, l'Etat, qui *« a perdu un peu de sa participation directe sur le terrain, avec la décentralisation, doit rester le garant de la solidarité »*, et le préfet devrait utiliser plus souvent les pouvoirs qui lui sont donnés, notamment en matière de logement.

**CHRISTIANE CHOMBEAU**

***► Secours catholique, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 43-20-14-14.***

## POLICE

□ **Pierre Ottavi est nommé directeur des services actifs et de la Sécurité Publique à la préfecture de police de Paris.** – Pierre Ottavi, directeur départemental de la police nationale des Bouches-du-Rhône, a été nommé directeur des services actifs de police et de la sécurité publique, à la préfecture de police de Paris. Le décret officialisant la nomination de M. Ottavi a été publié mercredi 28 avril, au Journal officiel. M. Ottavi succède à ce poste à Jean-Claude Riquois, admis, à sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 20 avril 1993. Pierre Ottavi sera l'un des principaux collaborateurs de M. Philippe Massoni qui doit prendre ses fonctions de préfet de police de Paris, vendredi 30 avril.

# *Les alchimistes de la peau*

## Un colloque vient de traiter des métamorphoses de la peau. L'homme et l'animal n'en finissent pas d'entretenir des rapports épidermiques troublants

**MILLAU**

*de notre envoyée spéciale*

*Les mots n'ont pas le même sens, selon qu'ils s'adressent à l'homme ou à l'animal.* Une peau animale bien tannée, donc bien nourrie, signifie qu'elle conservera pour toujours son *éternel éclat*. Faire compliment à *quelqu'un sur sa peau tannée revient* à le traiter de « vieille peau » ou de « pomme *ridée* ». *L'élasticité* de la peau est due à la présence du collagène, *une fibre qui se* rompt avec l'âge. Chez l'animal comme *chez l'homme. L'agneau* à la peau divinement *lisse doit être aujourd'hui recherché, au-delà* du Larzac, dans le monde entier.

Les Inuits tannent le *renne* avec de la cervelle, parfait reconstituant de la fibre collagène. *Tout* le monde *n'a pas*, en effet, de l'écorce de chêne à *portée de main : le tan*, un des tout premiers tanins végétaux. Aux côtés duquel coexistait l'huile. Depuis le dix-neuvième siècle, les tanins minéraux sont apparus, dont le chrome, utilisé avec de l'alun, du potassium, mais aussi du jaune d'œuf et de la farine, qui sert de liant. Cette mixture, c'est Victor Guibert qui l'a introduite, en 1934, à Millau.

Le tannage commence avec le travail de la rivière, quand l'ouvrier foule aux pieds la bête encore sanguinolente. Jacques Liron, chimiste et mégissier, parle de transmutation, de métamorphose, de colorants de synthèse qui autorisent des variations infinies. Car après le tannage vient la teinture qui imprègne la peau jusqu'au cœur, et non pas en surface.

### *« L'œuvre au blanc »*

Michel Indergand, chromatologue, évoque *« l'œuvre au blanc »* des tanneurs, les illustrations des livres d'alchimie ; l'art du teinturier *qui modèle la matière avec la couleur* ; les pierres précieuses *mélangées* aux couleurs dans la fabrication des vitraux au Moyen *Age* ; le peintre Titien, qui mettait du sang dans sa palette quand il peignait la peau humaine. La sorcellerie n'est jamais loin.

Faust non plus. Ses émules contemporains étaient présents. Un chirurgien plasticien, Alain de Ricard, montre, images à l'appui, qu'il faut du courage et un rejet viscéral de la peau ridée pour entreprendre une opération de rajeunissement. Le dermatologue Didier Guerrero fait comprendre qu'une barrière quasi infranchissable existe entre l'épiderme et le derme profond. Et que tout le collagène contenu dans les crèmes de beauté, faute de pénétrer, ne peut agir véritablement. Ou si peu.

Des *esthéticiennes* et des *maquilleuses* sont venues nous convaincre que l'artificiel avait la capacité de tromper la nature. Et on a fait semblant de les croire. Marie-Josée Sched-Fabre, originaire d'une autre ville de tanneurs, Graulhet, n'a pas d'autre credo, elle, que l'artificiel. La fabrique familiale qu'elle dirige a choisi de transformer le veau en autruche, le mouton en crocodile. Imitations en tout genre. Les Millevois, persuadés, à l'inverse, que leur avenir réside dans l'excellence et la pureté, lui vendent les peaux qu'ils jugent imparfaites. Gaspard Durrieman, de la maison Hermès, qui se fournit à Millau, relance la mystique de la perfection, la nécessité d'exigence envers l'invisible, citant un sellier qui avait l'habitude de dire : *« Dieu est caché dans les détails. »*

### *Tatouage et métissage*

Depuis que l'homme existe, il a eu l'obsession de changer sa peau, de la peindre, de la scarifier, de la distendre. Françoise Borel, philosophe, tient l'ahurissant catalogue – des tribus primitives aux tribus punks – de l'inscription cutanée comme signe d'appartenance sociale. Bruno, maître-tatoueur à Pigalle, sait les secrets du désir de métamorphose. Le tatouage sert à attirer sur l'individu des puissances bénéfiques, à exprimer une personnalité, une émotion. Les demandes de tatouages, selon lui, deviendraient moins intéressantes. Peu d'apocalypses, de monde en fusion, de dragons enroulés autour de la colonne vertébrale. On apprend cependant qu'un tatoueur digne de ce nom collabore avec le paramédical. Il dissimule une taie à l'œil, des cicatrices, redessine des sourcils, des aréoles de seins.

Peau noire, peau blanche, peau rouge ou jaune. On se rappelle le reportage sur ces Sénégalaises prêtes à tout pour se blanchir avec des produits toxiques. Jean-Luc Bonniol, anthrop[illegible]gue, raconte les stratégies de mari[illegible]ge [illegible] Noirs des Caraïbes et des *Afro-Américains* pour tenter de *« franchir la ligne »* ([illegible] « color bar ») ; les lois de la génétique du métissage ; la mémoire collective qui empêche toute possibilité d'intégration.

Les tanneurs, artisans au savoir admiré, notables de la ville, savent paradoxalement ce qu'est l'exclusion : leurs ancêtres étaient mis au ban de la société parce qu'ils avaient commerce avec la puanteur et la mort. Aujourd'hui encore, au Japon, le mégissier est un paria. Un Millavois, en voyage d'affaires à Tokyo, vient d'en faire l'expérience : présenté comme tanneur au cours d'un banquet, personne ne lui adressa la parole...

**DOMINIQUE FRETARD**

**► Ce colloque s'est tenu du 16 au 18 avril à Millau (Aveyron), à l'initiative de la Maison de la peau et du gant, sous la direction d'Elisabeth Baillon, qui vient de publier *la Peau, métamorphoses d'une matière touchante*, aux Editions du Rouergue, 200 p., 148 F.**

## ENVIRONNEMENT

*L'aménagement de la Loire*

## Le conseil régional du Centre reprend ses versements à l'EPALA

**ORLÉANS**

*de notre correspondant*

Avant le débat sur l'aménagement de la Loire, qui était inscrit à l'ordre du jour de la session du conseil régional du Centre à Orléans, le 26 avril, les écologistes de l'association Nature-Centre ont adressé aux élus régionaux une éprouvette contenant un extrait du bouchon vaseux de la Loire (1). Cet envoi, soigneusement emballé, était accompagné d'une lettre où les écologistes expliquaient qu'ils souhaitaient leur *« montrer concrètement les effets sur le milieu de l'actuelle politique de gestion de l'eau, celle que se propose de poursuivre l'EPALA et que nous dénonçons »*. Les écologistes, on le sait, critiquent vivement l'EPALA, Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents, que préside Jean Royer, député non inscrit d'Indre-et-Loire et maire de Tours, et son programme de construction de barrages.

Le conseil régional, qui organisait son premier grand débat sur la Loire, au cours duquel partisans et adversaires des barrages se sont affrontés, a reconnu, après avoir adopté un amendement des élus socialistes, qu'*« à ce jour personne n'est en mesure de prouver scientifiquement que les barrages apporteront une sécurité absolue aux populations concernées »*.

Le conseil régional, qui avait suspendu sa dotation à l'EPALA, il y a quelques mois, a décidé de reprendre le versement de ses crédits, mais en surveillant désormais leur utilisation et leur destination.

Les écologistes de Nature-Centre appellent en outre les habitants de la région du Haut-Allier à dire non au barrage de Naussac 2, dont l'enquête publique est ouverte jusqu'au 19 mai. Cet ouvrage, qui doit être édifié par l'EPALA, a pour but de turbiner l'eau de l'Allier pour remplir le barrage de Naussac 1, situé à proximité, dont le coefficient de remplissage est insuffisant.

**RÉGIS GUYOTAT**

(1) Accumulation de sédiments dans l'estuaire due à la rencontre des marées et du fleuve. Ce bouchon, autrefois situé en aval de Nantes, remonte maintenant en amont.

Le Monde

# EDUCATION • CAMPUS

## L'université Humboldt panse ses plaies

*Trois ans après la chute du mur, l'université la plus prestigieuse de l'ex-Allemagne de l'Est tente de se refaire une virginité*

CE sont toujours les mêmes lettres d'or sur marbre brun qui dominent le hall monumental de l'université : *« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes façons, mais l'essentiel est de le transformer. »*

Du haut de l'escalier d'honneur, Karl Marx s'adresse toujours au visiteur qui franchit le grand portail de l'université Humboldt de l'ex-Berlin-Est. Une université qui tente, trois ans après la chute du mur, de s'adapter à la nouvelle situation de l'Allemagne. Et qui, pour cela, doit affronter son passé.

Fondée en 1810 par le savant Wilhelm von Humboldt, l'université berlinoise a servi longtemps de figure de proue de la formation classique. Située dans la partie soviétique de Berlin, elle devient, après la seconde guerre mondiale, la deuxième université de RDA après celle de Leipzig. Sa réputation dans le monde socialiste la place même au premier rang : c'est à Humboldt qu'est formée l'élite du pays.

### Un travail d'épuration

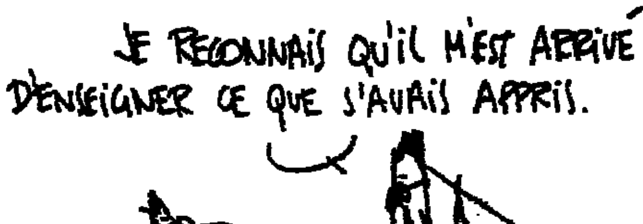
Après l'unification des deux Allemagnes, en octobre 1990, l'université est contrainte de réformer non seulement l'organisation et le programme des études, mais aussi son personnel enseignant. Mais contrairement à d'autres établissements de l'ex-RDA qui licencient purement et simplement leur ancien personnel, elle opte pour une réforme *« de l'intérieur »*. Avec deux objectifs essentiels : éliminer les collaborateurs de l'ancienne Sécurité d'Etat, la Stasi, et mettre en place un corps enseignant moins pléthorique mais capable de fournir aux étudiants des formations égales à celles de l'Ouest.

L'université s'est donc dotée de plusieurs comités, chargés d'évaluer la qualification scientifique et l'intégrité de chaque professeur ainsi que les besoins des différentes unités d'enseignement. C'est Joachim Gauck qui a été chargé officiellement de l'examen des archives de la Stasi (*le Monde* du 5 décembre 1991). Mais le processus est loin d'être achevé. Il n'y a que quelques facultés qui ont déjà terminé leur travail d'épuration, la faculté de droit et celle d'histoire, notamment. Cent trente professeurs accusés de collaboration ont déjà dû quitter leurs postes. D'autres attendent leur lettre de licenciement pour avoir, par exemple, renvoyé des étudiants pour des motifs politiques. Depuis 1990, cent seize professeurs ont été embauchés dont la moitié venaient de l'ancienne République fédérale. Conformément au plan du sénateur du Lord chargé de l'éducation et de la science, Manfred Erhardt, l'université Humboldt pourrait à terme accueillir à parts égales des enseignants venant de l'Est et de l'Ouest.

A la faculté d'histoire, jugée idéologiquement trop attachée à l'ancien régime, les choses n'en sont pas là. Des seize professeurs embauchés depuis 1990, quatre seulement sont originaires de l'ex-RDA. Et la quasi-totalité du corps enseignant de Humboldt a été jugée insuffisamment qualifiée, trop étroitement spécialisée et trop marquée par l'idéologie socialiste. Trois enseignants ont été accusés d'avoir collaboré avec la Stasi, six anciens professeurs d'histoire seulement ont trouvé grâce aux yeux des évaluateurs.

Au sein de la communauté universitaire, le sentiment de colonisation de l'Est par l'Ouest est vivement ressenti. Et la presse allemande s'en fait régulièrement l'écho.

*« A l'Est, il était presque impossible de trouver des scientifiques satisfaisant aux deux aspects : une bonne qualification et un passé politique net »*, affirme Stefan Wolle, un jeune enseignant d'histoire venu de l'Académie des sciences de Berlin-Est. Etudiant, M. Wolle a été renvoyé de la faculté pour raison politique. Il a travaillé ensuite en usine pendant une année pour, finalement, obtenir la permission d'achever ses études à l'université. Mais il n'a jamais pu enseigner. Il a enfin trouvé sa place à l'académie des sciences de Berlin-Est, réputée plus ouverte aux opposants. La faculté d'histoire lui a ouvert ses portes après l'unification.






Les hommes comme Stefan Wolle ne pardonnent pas : *« Un professeur qui, il y a deux ans seulement, militait pour la victoire du socialisme et qui maintenant proclame celle du capitalisme n'est pas digne de foi et ne peut plus être historien »*, dit-il. Son ancien camarade d'études Detlef Nakath, lui, n'a pas réussi à passer le filtre des comités d'évaluation. Historien spécialisé dans l'histoire contemporaine de la RDA, il attend son licenciement et ne peut plus enseigner. *« Est-ce qu'il aurait fallu licencier tous les spécialistes du vingtième siècle ? »* interroge-t-il d'un ton résigné. *« Nous ne disposions pas des mêmes sources que nos collègues à l'Ouest. Et il y avait beaucoup de choses dont nous n'avions pas connaissance. »*

### Sous la pression des étudiants

C'est surtout sous la pression d'anciens étudiants qu'on a commencé, durant l'hiver 1990, soit un an après la chute du mur, à découvrir le passé de la faculté. Ceux-ci rompaient le silence et accusaient publiquement les responsables universitaires de la répression politique dont ils avaient souffert. Certains avaient été condamnés à des peines de prison pour avoir simplement brocardé le régime. D'autres avaient été renvoyés pour avoir manifesté contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du bloc soviétique en 1968. Avec d'autres collègues, Stephan Wolle travaille aujourd'hui dans un comité d'historiens qui veut mettre au jour les injustices commises à la faculté au nom du socialisme. L'université a commencé à réhabiliter les victimes. Mais pour ceux qui ont vu leur carrière ruinée, que valent des excuses formulées vingt ans après les faits ? Mechthild Günther, par exemple, a été condamnée à deux ans et huit mois de prison en 1972 pour avoir séjourné à Bucarest à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne. Elle n'a jamais pu terminer ses études et travaille aujourd'hui comme secrétaire à l'office de M. Gauck, chargé d'examiner les archives de la Stasi.

Le comportement des étudiants eux-mêmes traduit le fossé qui sépare encore les deux Allemagnes. Wolfgang Hardtwig, professeur d'histoire venu de l'Ouest qui enseigne à l'université depuis décembre 1991, a connu deux générations d'étudiants très différentes : ceux qui ont passé leur baccalauréat sous l'ancien régime et ceux qui ont commencé leurs études après 1990. *« Les premiers sont encore marqués par les structures anciennes, ils sont plutôt timides, peu sûrs d'eux-mêmes. Ils ne se plaignent jamais et ne s'expriment que si on les interroge,* raconte-t-il. *Les plus jeunes se sentent plus libres et n'ont pas peur des discussions. »*

Faut-il oublier le passé ou bien réclamer des comptes aux responsables de l'ancien régime ? A travers les questions qu'elle soulève, l'université Humboldt reflète en miniature toute la société de l'ex-RDA où certains – une minorité ? – auraient préféré affronter le passé dans un Etat indépendant, hors de l'influence de l'Ouest. C'est la conviction de M. Wolle qui, bien qu'appréciant son ancien camarade d'études M. Nakath, juge sa présence comme historien à la faculté intolérable. *« Le mur entre l'Est et l'Ouest restera jusqu'au moment où nous allons mourir ensemble »*, dit-il.

SILKE GRAEFINGHOFF

## L'école dans la ville

Le débat d'orientation sur la politique de la ville qui s'est ouvert, mardi 27 avril, à l'Assemblée devrait obliger la nouvelle majorité et, en son sein, le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, à se prononcer sur le sort des 544 zones d'éducation prioritaires (ZEP). Définie en 1990 pour une période de trois ans, la carte des ZEP aurait dû, logiquement, être remodelée pour la rentrée 1993. Mais pressé par le temps et plutôt mal à l'aise avec ce dossier, Jack Lang avait préféré annoncer, en décembre 1992, qu'il en différait l'examen.

Comme ultime contribution de la gauche à ce qui fut, à partir de 1982, une des ses actions-symboles en matière d'éducation, Jack Lang avait confié à l'ancien recteur de Nancy-Metz, Claude Mesliand, un énième rapport sur les ZEP. Mais on n'y trouve guère qu'une série de recommandations assez vagues sur la nécessité de mieux circonscrire l'effort, notamment budgétaire, sur les établissements difficiles, de l'inscrire dans la durée et de fournir aux recteurs et aux équipes de terrain des critères et des outils pour comparer leurs situations et le produit de leurs efforts.

### Mobilisation inégale

Or on connaît parfaitement – et depuis de nombreuses années – les maux dont souffrent les ZEP : absence, voire inexistence, de coordination, dérive vers l'assistanat social ou l'action culturelle, stigmatisation des difficultés, mobilisation trop inégale des enseignants impliqués, absence, enfin, de pilotage national.

Car les ZEP – et c'est sans doute ce qui les rend aussi fragiles – induisent des mouvements contradictoires. Elles réclament une large déconcentration de l'initiative et du financement, mais aussi un suivi rigoureux dans un cadre national pour éviter l'effet ghetto et les projets-alibis ; une ouverture plus grande de l'école et en même temps un centrage plus rigoureux encore qu'ailleurs sur les objectifs scolaires ; des enseignants compétents, volontaires et mieux payés, mais à qui l'on promet – pour les attirer dans les zones difficiles – qu'ils pourront en partir plus rapidement s'ils tentent l'aventure.

L'articulation tardive, en mai 1989, de ce dispositif propre à l'éducation nationale avec le développement social des quartiers (DSQ) puis la politique de la ville ont sécrété d'autres effets pervers. Il y a un danger, en effet, à trop brouiller les cartes, à englober l'action de l'école dans le flou d'un « partenariat » tous azimuts, fût-il animé des meilleures intentions du monde, à mélanger tous les niveaux, scolaires, sociaux, culturels, voire sanitaires. Le danger est d'autant plus grand que les collèges « sensibles » sont de plus en plus nombreux (dans les trois académies parisiennes, 60 % d'entre eux échappent d'ailleurs au dispositif ZEP) et plus forte la tentation d'un discours sécuritaire sur la « violence à l'école ».

CHRISTINE GARIN

## Voiron-upon-Avon

*Plusieurs établissements de l'Isère veulent faire des activités culturelles un outil d'intégration scolaire et sociale*

GRENOBLE

*de notre bureau régional*

« MÊME *si Shakespeare a écrit ça il y a plus de trois siècles, les thèmes sont très actuels ; finalement, l'espèce humaine n'a pas beaucoup évolué. »* Jean-Claude, Gilbert et José ne se sont pas ennuyés une seconde durant la représentation du *Roi Lear* à laquelle ils viennent d'assister avec leurs camarades du lycée professionnel La Sure de Voiron (Isère). Leur réflexion pourrait paraître banale dans une classe littéraire, elle devient précieuse dans la bouche de ces candidats au bac professionnel, option « définition de produits industriels ». Ce n'est pas l'une des moindres satisfactions d'André Roux, leur professeur de français, que d'avoir éveillé leur curiosité.

Ce dernier trouve dans la tenue d'un atelier interétablissements, animé par une compagnie grenobloise, le Théâtre du réel, l'occasion de *« faire surgir des capacités enfouies. Car le théâtre, c'est la vie, l'ouverture, l'acceptation de la différence. Il peut faire sauter les blocages, en fin de compte favoriser l'insertion scolaire »*. Ainsi chaque jeudi, une trentaine d'adolescents issus d'un lycée professionnel, d'un lycée technique et d'un lycée d'enseignement général oublient-ils leurs différences scolaires ou sociales.

Est-ce le fait du hasard ? A Voiron, André Roux n'est pas seul dans son cas. *« L'immersion dans un bain culturel permet d'assurer une fonction éducative. Il ne s'agit pas de former des Prix de Rome »*, estime Jean-Luc Idray, professeur de musique au collège La Garenne, qui dirige l'atelier de pratique musicale. Au lycée Edouard-Herriot, Véronique Vanier, professeur agrégée de géographie, et Maryse Creux, professeur d'éducation physique, animent un atelier de danse, persuadées que *« la rencontre avec la création retentit sur l'ouverture personnelle de ces élèves, souvent issus d'un milieu semi-rural, et coupés du message culturel »*.

Inévitable dans le microcosme voironnais, la rencontre entre ces enseignants passionnés ne pouvait que déboucher sur une initiative commune. En mai 1992, un projet signé de cinq établissements, proposant un jumelage avec la maison de la culture de Grenoble, et des collaborations avec d'autres salles régionales, a ainsi été soumis conjointement au rectorat de l'académie de Grenoble et à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) (1). *« C'est un projet presque idéal. Interétablissements, interdisciplinaire, créant une dynamique de fond avec les professionnels, il correspond tout à fait à notre souhait de voir se modifier en profondeur les relations entre des univers différents. La réserve d'une enveloppe de 150 000 francs témoigne de notre soutien »*, commente Anne Charmasson, chargée de mission à la DRAC. Mais la véritable impulsion de départ dépend du rectorat, qui tarde à se prononcer sur les conditions posées au lancement du projet, quelques décharges horaires et la création d'un demi-poste de coordinateur. En effet, sous leur apparence modeste, ces exigences n'en sont pas moins difficiles à satisfaire. Il n'est pas interdit de penser que, si la brèche était ouverte, d'autres établissements s'y engouffreraient sans délai. Le risque demeure toutefois de voir la lassitude l'emporter sur l'enthousiasme.

ELISABETH DEVAL

(1) Lycée professionnel La Sure, lycée technique Ferdinand-Buisson, lycée d'enseignement général Edouard-Herriot, collège La Garenne, lycée agricole La Martelière.

## Lycéens et étudiants s'emparent de la prévention

# Paroles de jeunes contre le sida

*Suite de la première page*

Il y a la volonté de Cathy, dix-huit ans, de *« mettre la main à la pâte de la campagne de prévention contre le sida »*, le rêve d'Orianne, élève en classe de seconde qui voudrait devenir médecin, et les explications de Bertrand, un Rémois qui participe *« en partie parce qu'il y a des places de cinéma à gagner et en partie parce que c'est une bonne cause »*. Et aussi Jean-Marc, qui, du haut de ses quatorze ans, imagine Moïse au sommet d'une montagne, entendant les dix commandements et recevant sur la tête un préservatif avec un *« Tiens, tu en auras besoin »* en guise d'ultime conseil.

*« Jusque-là, les jeunes n'étaient que les destinataires d'une information sur les modes de transmission du virus ; une cible en termes de marketing*, explique le docteur Didier Jayle, directeur du CRIPS. *Aujourd'hui, ils ont envie de s'exprimer et deviennent acteurs. Avec ce concours de scénarios, organisé avec Médecins du monde et l'Association de prévention du sida, nous encourageons cette stratégie participative. L'objectif est bien entendu d'agir sur les comportements en les impliquant dans une action de prévention. »* La démarche du CRIPS n'est pas isolée, car les organismes chargés de la prévention, tout comme les pouvoirs publics, ne pouvaient ignorer plus longtemps les multiples initiatives prises par les jeunes, notamment ceux qui sont scolarisés. Plutôt que de les laisser s'exprimer dans l'ombre, ils ont choisi de les encourager, voire de les canaliser.

Ainsi le ministère de l'éducation nationale a-t-il interpellé les lycéens à l'automne sur le thème : *« Si vous n'aviez que trente secondes pour parler du sida, que diriez-vous ? »*. Encadrés par des enseignants, des médecins scolaires ou des infirmières, neuf mille lycéens se sont engagés. Entre ceux qui *« refusent d'être la génération sida »*, ceux qui considèrent qu'*« à notre époque, sans capote, t'écopes »*, et les légalistes qui annoncent sur le ton doucereux des messages d'aéroport que *« le vol à destination du septième ciel risque d'être perturbé par un cyclone. Les passagers sont priés de se présenter munis de leur passeport pour la vie, le préservatif, sixième sens pour le septième ciel »*, les paroles fusent, avec des mots à eux, loin des discours d'adultes et des interrogations métaphysiques sur la question de savoir s'il est opportun ou déplacé d'installer des distributeurs de préservatifs dans les lycées.

### Un thème omniprésent

Car les jeunes se sont approprié le sujet du sida, ce qu'ils n'ont jamais fait avec la sécurité routière ou les méfaits du tabac, deux thèmes pourtant abordés dans la scolarité. L'analyse des journaux de lycéens et d'étudiants est à ce sujet particulièrement éclairante. Le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) situe l'apparition de ce sujet dans les publications à l'année 1987, au lendemain du mouvement de 1986. L'objectif est alors de dénoncer les idées fausses sur les modes de transmission du virus et d'apporter quelques conseils élémentaires de prévention. Le sida s'installe dans les colonnes comme la drogue quelques années auparavant. Son traitement s'étoffe, s'oriente vers une approche moins technique et plus humaine.

Les « fanzines » adoptent une démarche digne de *Pif Gadget*, offrant à leurs lecteurs des préservatifs, souvent collés, parfois agrafés !

Mais le sida est rapidement utilisé par les jeunes, comme par l'ensemble de la population d'ailleurs, comme un tremplin. De sujet, il devient prétexte. On aborde le thème de la sexualité, de la première fois, de l'homosexualité, des partenaires successifs, de la solitude aussi. Les plus jeunes révèlent leurs angoisses face à un domaine qu'ils maîtrisent mal et sur lequel, visiblement, ils réclament des informations complémentaires. Ainsi les collégiens tentent-ils de synthétiser des articles scientifiques. Beaucoup se lancent dans des historiques de la maladie et des préservatifs : *« La capote a été inventée en 850 avant Jésus-Christ, elle a beaucoup évolué depuis... »*, peut-on lire dans une publication.




### « Sublimée dans les études »

Le cru 1993 marque un tournant. Le ministère de l'éducation nationale, en encourageant l'installation de distributeurs de préservatifs dans les établissements du second degré, a déclenché un phénomène à multiples détentes. Entre les réactions de quelques parents d'élèves indignés, le malaise de certains proviseurs qui proposent de *« sublimer dans les études »* et le refus de l'Eglise catholique, s'intercale le discours des jeunes qui refusent catégoriquement de se taire sur ce sujet. Globalement favorables à l'installation des distributeurs, ils revendiquent davantage le droit à la parole que la seule accessibilité aux préservatifs.

Le fameux « distributeur » était présent dans la quasi-totalité des publications diffusées, les 16 et 17 avril au festival Scoop en stock de la presse des jeunes à Poitiers. Représenté en couverture, évoqué dans les articles, il démontre que les rédacteurs de journaux de lycéens souhaitent être considérés comme des sujets potentiellement actifs. Toutes les enquêtes de terrain le prouvaient déjà. Ainsi, une étude réalisée en avril 1991 dans l'académie de Grenoble concluait que 54 % des garçons et 47 % des filles avaient déjà eu des rapports sexuels (2). Dans leurs journaux, les lycéens ne réclament pas des distributeurs en raison de leurs besoins, mais plutôt pour ce qu'ils représentent, preuves qu'il existe une vie à l'école, dans l'école, en dehors des heures de cours.

Les lycéens multiplient les sondages : pour ou contre le distributeur ? Ils interrogent les élèves, les parents, les grands-parents même, qui se révèlent parfois plus favorables que leurs enfants. Les jeunes ne sont pas dupes pour autant. Nombreux sont ceux qui reconnaissent que le distributeur ne saurait remplacer l'information et la prévention. Et encore moins l'amour. Ainsi, dans *le Cafteur* : *« La machine à capotes a bien des avantages, elle empêche la propagation de l'ennemi public numéro un : le sida. Mais le préservatif peut-il préserver de l'amour ? Le comportement suscité par cette vulgaire boîte de ferraille n'est qu'une simple démarche de consommateur. »*

Ce sujet de discussion et d'interrogation est aussi un thème de mobilisation. On ne compte plus les soirées d'étudiants placées sous le signe de la lutte contre le sida. Durant son passage au ministère de l'éducation nationale, le conseiller médical de Jack Lang, le professeur Jouannet, a reçu une multitude de lettres de jeunes invitant le ministre ou un de ses représentants à se rendre dans tel ou tel établissement à l'occasion de journées d'information, de conférences ou de manifestations sportives organisées sur ce thème. Le bureau des actions de santé de l'action sociale croule sous les demandes des élèves voulant qui imprimer une affiche, qui faire fabriquer un pin's, un porte-clé... La nouvelle convention signée en mars par le ministère avec l'Association française de lutte contre le sida (AFLS) accorde à cet organisme la difficile tâche de trier parmi tous ces projets. *« La lutte contre le sida est devenue une carte de visite »*, explique un fonctionnaire du ministère.

### Un foisonnement d'initiatives

Elle est aussi un moyen d'exister dans le milieu étudiant ou lycéen. A Toulon, Emmanuel Kherad, président de la Fondation nationale des étudiants contre le sida dont l'implantation est essentiellement toulonnaise, est connu de l'ensemble des étudiants de l'université du Var. A tel point que la paternité de l'opération « Café branché », qui consiste à offrir un préservatif à chaque boisson commandée à la cafétéria du campus de la Garde, lui avait été attribuée. En fait, c'est le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) qui l'avait organisée. La fondation des étudiants avait, elle, mis sur pied une journée d'information et de prévention sur la fac. Elle milite, comme beaucoup d'autres, pour une diminution du prix du préservatif.

Le dynamisme des jeunes peut parfois soulever des montagnes. Elles sont quatre, élèves en classe de première au lycée Janson-de-Sailly, dans le seizième arrondissement de Paris. Seize ans, le même jean, et la même volonté de *« faire quelque chose »* après que leur professeur de biologie leur a parlé du sida. A force d'entêtement, elles ont réuni, pour une conférence-débat qui doit se tenir le 29 avril, un plateau étonnant : Françoise Héritier-Augé, Michèle Barzach, Jacques Leibovitch... *« Nous les avons eus à l'usure »*, explique en souriant Marine. Une collecte pour la recherche a été organisée, 20 000 francs ont déjà été récoltés. *« Nous sommes quand même dans un environnement très privilégié »*, modère Deborah. Et le dialogue s'est dénoué, avec les lycéens comme avec les parents : *« On a enfin abordé le sujet à la maison »*, raconte Laurence. Mais il faut savoir manœuvrer. Le projet d'affiche – un panneau de signalisation représentant un point d'exclamation, le point étant signifié par un préservatif enroulé – a été refusé par l'administration. *« Finalement on a mis un petit ange avec un arc et une flèche*, rigole Alice. *Là, c'est passé sans problème. »*

MICHÈLE AULAGNON

(2) Enquête réalisée par l'association PROMST (projet régional d'observation des maladies sexuellement transmissibles) auprès de 2 143 élèves d'établissements publics du second degré.

# L'éducation nationale en première ligne

*« Outre la lutte contre la drogue, il faut vraiment accorder au sida une priorité »*, a déclaré dimanche 25 avril Simone Veil, sur TF 1. La volonté du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville s'inscrit dans la logique de ce qui a été entrepris par le gouvernement précédent. Reste à savoir si les établissements scolaires seront utilisés comme des vecteurs d'une politique de prévention. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, ne s'est pas encore exprimé sur le sujet.

Son prédécesseur avait fait de la lutte contre le sida l'un des fers de lance de son action. Alors ministre de l'éducation nationale et de la culture, Jack Lang estimait que l'Etat avait une *« responsabilité sociale en ce domaine »* et qu'il ne faudrait pas que *« les jeunes [nous] reprochent un jour de ne pas avoir pris les mesures qui s'imposent »*.

La grande majorité des intervenants dans la prévention du sida au député-maire de Blois reconnaissent ce mérite. L'une des associations les plus virulentes, Act-up, nuance toutefois cette analyse : *« Il y a eu une évolution dans l'éducation nationale sous la direction de Jack Lang*, indique ainsi Mathieu Duplay, vice-président d'Act-up Paris. *Cependant, nous revendiquons toujours la mise en place d'un programme d'information et de prévention systématique dans les établissements scolaires et universitaires. Reste à savoir si nous serons entendus. Le silence de la plate-forme UDF-RPR sur le sida ne nous incline pas à l'optimisme. »*

### Le droit à l'éducation pour tous

La mesure la plus symbolique prise sous Jack Lang a été d'inciter les proviseurs à installer des distributeurs de préservatifs dans les établissements publics du second degré. La circulaire du 26 juin 1992 n'est pourtant qu'un des éléments d'une stratégie plus large de sensibilisation des adolescents. Un document du ministère destiné aux chefs d'établissement, publié en février 1993, précise en effet que *« cette mesure ne peut être suffisante et ne doit pas conduire au relâchement de l'effort éducatif »*. L'installation des distributeurs a pour objectif, selon ce document, d'amener une utilisation plus fréquente de ce moyen de protection, au moment où les campagnes de prévention ont réussi à améliorer l'image du préservatif. Environ 500 distributeurs sont aujourd'hui en service, sur les 2 500 lycées publics, indique-t-on dans les services du ministère.

Alors que l'adoption du texte sur les distributeurs a déclenché une polémique, le deuxième volet de la politique mise en œuvre n'a pas rencontré la moindre opposition. La circulaire concernant l'accueil des enfants porteurs du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), rendue publique le 29 juin 1992, a fait au contraire l'unanimité. Elle pose un principe simple : le droit à l'éducation s'applique à tous, aux enfants porteurs du VIH comme aux autres.

L'adoption d'un cadre spécifique pour l'accueil des élèves séropositifs ou malades du sida a été discutée sous le ministère de Lionel Jospin. On aurait pu se contenter en effet de compléter les textes réglementant l'accueil des enfants atteints de maladies chroniques ou de handicaps. Finalement, une circulaire distincte a été rédigée. Car la nouveauté de cette épidémie, les craintes suscitées par son caractère transmissible, ont paru nécessiter un traitement particulier.

Enfin, juste avant son départ de la Rue de Grenelle, Jack Lang a signé, ainsi que Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, une convention avec l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) qui est chargée, durant trois années, de renforcer l'éducation à la santé et plus particulièrement la prévention du sida au sein de l'éducation nationale. Elle doit notamment réfléchir avec la direction des écoles à la mise en place d'une action dès l'école élémentaire. De plus, l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) est chargée d'une enquête sur les comportements sexuels des jeunes, dont les résultats devraient être rendus publics en janvier 1994. L'INSERM a pour sa part la responsabilité d'une étude sur la santé des adolescents. Ces travaux devraient permettre de mieux cerner les besoins des jeunes en matière d'information et de prévention.

M. A.

# Concilier l'inconciliable

TOULON

de notre envoyée spéciale

Le maigre carré d'herbe paraît presque incongru dans la cour goudronnée. Il est d'ailleurs délaissé par les élèves du lycée technique de Rouvière à Toulon (Var), qui se massent à l'heure de la récréation à l'ombre des bâtiments modernes. Contre, tout contre, se dressent les immeubles de la cité des œillets. Depuis quelques mois, un mur encercle l'établissement scolaire. Les habitants de la cité doivent désormais contourner le lycée. Auparavant, le chemin le plus court entre deux points étant une droite, il n'était pas rare de croiser une ménagère qui revenait du centre commercial voisin précédée de son Caddie.

Le lycée technique est peut-être physiquement clos, mais la vie s'y engouffre. L'établissement accueille 1 200 jeunes entre 15 et 20 ans, dont certains suivent des formations après le baccalauréat. 180 d'entre eux, dont 20 filles, sont hébergés à l'internat. Sur le dossier du sida, l'équipe pédagogique a adopté une démarche pragmatique : pas question d'en faire trop, ni de rester inertes.

Au mois d'avril, le proviseur a accueilli des étudiants de l'université voisine venus informer les jeunes sur le sida. Un stand a été monté dans la cour, avec distribution de brochures et de préservatifs. Les élèves s'approchent, en groupe. *« Nous sommes tous concernés et pas vraiment informés par la télévision*, raconte cette jeune fille. *Le plus difficile est désormais d'en parler, même entre nous. Ici, les relations sont un peu particulières, il y a une fille pour quarante garçons ! »*

Un élève déplore l'absence de distributeur de préservatifs. M. Roger Vairon, le chef d'établissement, s'est pourtant interrogé ; une séance du conseil d'administration a même été consacrée à ce sujet au mois de septembre. *« Il n'y a jamais eu de demande formelle de la part des élèves. Nous avons donc décidé, avec les représentants des parents, de ne pas aller au-devant de leurs besoins*, explique-t-il. *Si, un jour, ils nous en réclament un, nous en discuterons à nouveau. »*

Ici, pas d'attitude tranchée ni de positions morales, simplement le désir de s'adapter. Il reste néanmoins des interdits. Laurent, dix-sept ans ans, élève en classe de première, s'est *« fait piquer »* dans l'établissement avec sa petite amie. Sanction immédiate : huit jours de renvoi de l'internat. Au lycée technique de Rouvière, comme ailleurs, on tente de concilier l'inconciliable et on nage en plein paradoxe. Peut-on prétendre en effet conduire une politique de prévention sur un sujet touchant d'aussi près à la sexualité des élèves, dont certains sont majeurs, et en même temps leur refuser *de facto* tout droit en la matière ?

M. A.

# EDUCATION ♦ CAMPUS

## SOURCES

## La pédagogie expliquée aux maîtres

A l'instar des étudiants, les enseignants ne dédaignent plus les manuels. Les éditeurs scolaires se lancent à la conquête de ce nouveau public, de plus en plus nombreux et confronté à des difficultés croissantes dans l'exercice de son métier. A la rentrée 1991, les éditions Hachette ont lancé une nouvelle collection intitulée « Pédagogie pour demain », riche déjà d'une trentaine de titres, répartis dans sept séries différentes.

Premier sujet d'étonnement : pour peu qu'on soigne la présentation, qu'on ne dédaigne pas proposer des ouvrages pratiques où tout est fait pour faciliter la lecture et que l'on s'approche au plus près des préoccupations quotidiennes des maîtres, la pédagogie se vend bien. Les deux best-sellers de la collection sont, pour le moment, *la Pédagogie différenciée*, de Halina Przesmycki (préface d'André de Peretti) et *le Projet d'établissement*, de Jean-Pierre Obin et Françoise Cros. Deux sujets qui donnent bien le ton de la collection. Comme l'explique Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale et directeur de la série « Nouvelles approches », destinée aux enseignants du second degré, où sont publiés ces deux ouvrages, *« il s'agit de partir des préoccupations de l'enseignant de base qui lit peu d'ouvrages de pédagogie mais qui se pose néanmoins des questions sur sa pratique professionnelle. De lui parler la langue qu'il parle, d'essayer d'élargir sa réflexion tout en lui apportant une aide pour comprendre les mutations du système éducatif »*. En préparation dans cette série : l'enseignement en classes hétérogènes, les modules en première, l'enseignement en Europe et les nouvelles pédagogies.

La série « Références » propose des ouvrages de vulgarisation universitaire sur des thèmes de réflexion générale. Parmi les sept titres parus, citons *le Métier d'élève*, de René La Borderie, et *Agir pour la réussite scolaire*, de Daniel Pasquier. Enfin, les ouvrages réunis sous le label « Didactiques » s'attachent aux contenus d'enseignement du premier et du second degré et proposent des instruments de diagnostic et de réflexion sur l'enseignement du français, de l'orthographe et de la lecture, des mathématiques et de la géographie.

Pour l'ensemble de la collection, les auteurs sont issus du terrain, enseignants ou chefs d'établissement, et souvent impliqués dans la formation des maîtres. Multipliant encadrés, sommaires, chapeaux et index, la maquette permet une lecture non linéaire et très pratique.

Ch. G

**Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs.** La longue enquête que Bernard Charlot, professeur de sciences de l'éducation à Paris-VIII, et son équipe ont menée pendant plusieurs années auprès de collégiens de Saint-Denis, de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) et de Massy et Palaiseau (Essonne) est publiée aux éditions Armand Colin. Ces jeunes, dont beaucoup sont issus de l'immigration et d'origine populaire, racontent leur histoire scolaire, parlent de leur rapport au savoir, aux enseignants, aux parents. Une lecture en positif, à mille lieux du carcan des théories du handicap socioculturel.

**► Armand Colin, collection « Formation des enseignants », 232 pages, 58 francs.**

**Ainsi change l'école.** La revue *Autrement* explore *« l'éternel chantier des novateurs »*, sous-titre du dernier numéro de la série « Mutations » consacrée à l'école. Changer l'école, innover, bousculer les pesanteurs et les certitudes n'est plus un luxe aujourd'hui. C'est une nécessité vitale pour accroître la réussite des élèves et accompagner les mutations du système.

**► *Autrement* nº 136, mars 1993, 110 francs.**

*POINT DE VUE*

## L'historien et les falsificateurs

par Christophe Charle, Bernard Delpal, Jean-Dominique Durand, Régis Ladous, Henri Morsel, Claude Prudhomme

QUE peut faire la communauté universitaire face aux prises de position négationnistes d'un de ses membres ? L'actualité récente a remis sur le devant de la scène l'*« affaire »* provoquée par un enseignant en sciences économiques de Lyon-III qui tendait à nier les chambres à gaz sous la forme d'une interrogation faussement naïve. L'annonce que ce dernier allait reprendre ses cours, après avoir été suspendu par décision du conseil de discipline de l'université, a réveillé les inquiétudes et suscité de vives protestations. Confrontés directement à cette situation, à la fois comme enseignants à Lyon-III et spécialistes d'histoire contemporaine, nous voudrions exposer quelques réflexions qui dépassent à notre sens le cadre de cette seule affaire et celui d'une université isolée.

Notre première réaction, en avril 1990, avait été de marquer clairement notre réprobation par une déclaration courte destinée en priorité aux étudiants. Aussi nécessaire qu'il fût, le rappel de l'entreprise d'élimination physique des juifs par le nazisme ne pouvait cependant pas constituer une réponse suffisante. Les initiatives convergentes de collègues de toutes les facultés conduisirent à la création d'une association placée symboliquement sous le patronage de René Cassin. Plus qu'un essai de réhabilitation de Lyon-III aux yeux de l'opinion publique, cette initiative entendait réunir les enseignants autour des *« principes essentiels qui constituent les bases de leur indépendance et les fondements de leur déontologie »*. La « charte » de l'association met l'accent sur la responsabilité de la communauté universitaire à l'égard de la société et sur la nécessité de ne pas confondre la liberté de recherche et d'expression, évidemment fondamentale, avec la manipulation des faits à des fins idéologiques et la subordination de l'université à des objectifs politiques.

Ces premiers résultats acquis, nous n'avions pas la naïveté de croire les problèmes réglés. D'abord sur la forme : comment sanctionner des prises de position scientifiquement aberrantes sans donner le sentiment de les condamner pour délit d'opinion ? Le recours à la justice constitue une solution insuffisante dès lors que les négationnistes ont l'habileté de focaliser le débat sur la contestation de faits particuliers (de détail) et se gardent de toute affirmation raciste ou antisémite explicite, qui tomberait sous le coup de la loi. Ainsi que l'a écrit Madeleine Rebérioux *« la loi est de l'ordre du nominatif. Elle ne saurait dire le vrai* [en Histoire] *»*.

*Dire le vrai en histoire...* Nous sommes bien là au cœur du problème. La nature de notre discipline la rend particulièrement fragile et l'expose plus que d'autres à des manipulations, au moins pour quatre raisons. La compétence en matière historique semble d'abord la chose la mieux partagée du monde puisque tout un chacun peut se proclamer historien. L'universitaire lyonnais mis en cause n'est pas plus historien que beaucoup d'autres négationnistes pour lesquels le champ historique constitue en réalité un champ de manœuvre idéologique.

### Champ de manœuvre idéologique

En deuxième lieu, la médiatisation des débats donne inévitablement l'avantage à ceux qui nient en trois phrases expéditives face à ceux qui démontrent en quinze pages argumentées, à ceux qui jouent la nouveauté provocatrice et l'*« effet d'annonce »* face à ceux qui démontent patiemment les falsifications. En troisième lieu, l'écriture de l'histoire, parce qu'elle conditionne la mémoire collective, constitue un enjeu prioritaire pour tout mouvement qui ambitionne la gestion des esprits.

Enfin, la vérité historique est toujours relative à l'historien qui la construit et aux traces du passé qu'il retrouve, ce que d'aucuns transforment immédiatement et abusivement en adage du type *« vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà »*... Des cercles à prétention intellectuelle se sont d'ailleurs spécialisés dans la dénonciation du caractère mythique, au sens du fabriqué, du discours historique, pour promouvoir leur propre mythologie (celle des sources indo-européennes de la pensée occidentale) et procéder à la relecture d'un passé fantasmé.

Face à ces mises en cause, il n'existe pas de réponse unique. S'il est vain de vouloir réglementer le titre d'histoiren, s'il est peu réaliste d'attendre des moyens de communication qu'ils apportent un minimum de discernement dans leur emploi du substantif « historien », la communauté universitaire doit au moins se montrer vigilante dans la délivrance de doctorats. Elle doit aussi s'appliquer à elle-même les exigences imposées à ceux qui postulent un diplôme, ne pas laisser croire que la compétence et la notoriété acquises dans un domaine confèrent *ipso facto* l'aptitude à juger de tout. Cela n'interdit pas l'engagement dans la cité, à condition d'opérer un partage net entre une enquête rigoureusement documentée, un essai ou une prise de position personnelle.

A cet égard, la procédure suivie par la commission Touvier constitue une référence exemplaire. Entreprise collective, veillant à rassembler des historiens de sensibilités différentes, elle a mené son enquête en pratiquant la confrontation permanente des travaux de ses membres. Loin de prétendre imposer une vérité officielle, elle a rassemblé des témoignages, mis en évidence des faits vérifiés, établi des relations entre eux, proposé une interprétation qui distinguait soigneusement le certain du probable. En somme, elle a fourni un état des connaissances et les éléments nécessaires au jugement de chacun sans pour autant se substituer au juge ou au législateur.

### Des faits irréductibles

Mais la question la plus délicate reste bien celle de la manière de répondre aux falsificateurs de l'histoire. Cet effort nous semble nécessaire car les jeunes générations, nos étudiants d'abord, ne comprendraient pas notre silence. Mais à condition de hiérarchiser les questions et d'établir clairement les acquis historiques et les questions en débat. A une démarche qui part de points particuliers pour jeter le soupçon, par cercles concentriques, sur les moyens, puis l'ampleur, enfin la réalité du génocide, nous devons opposer une démarche qui réponde à la provocation par :

1) La responsabilité. Une déontologie s'impose à tout enseignant. Elle lui interdit de dire n'importe quoi et de porter la suspicion sur des réalités humaines tragiques sous prétexte de jouer avec les mots ou les idées.

2) L'affirmation vigoureuse que l'histoire est une spécialité. Comme telle, elle exige un apprentissage et l'acceptation de soumettre ses travaux à la critique de la communauté scientifique.

3) La fidélité à une méthode. L'hypercritique négationniste peut s'appliquer à tout objet historique et a permis de nier jusqu'à l'existence de Napoléon. Or il existe des faits irréductibles à une quelconque subjectivité historique. Ainsi le génocide des juifs a été établi par des statistiques (macabres), qui varient selon le mode de calcul de 4,5 à 6 millions, le chiffre le mieux argumenté étant actuellement celui proposé par Paul Hilberg dans *la Destruction des juifs d'Europe*, soit 5 457 500 victimes. De même, l'existence des camps d'extermination repose sur des témoignages écrits et oraux et une multitude de documents convergents et irréfutables, aussi bien les mouvements des trains que la production de Zyklon B. Enfin, les entreprises d'extermination menées par le nazisme ont pour fondement un projet ouvertement raciste, exposé dans un corpus de textes et de discours solidement établi, qui se traduit dans la mise en place du système concentrationnaire, puis l'élimination des malades mentaux, des juifs, des Tziganes et des Slaves.

Si ces affirmations sont rejetées, sous prétexte de doute systématique, tout débat contradictoire devient inutile. Si elles sont acceptées, le nombre précis de juifs morts, la cause exacte de leur décès (par assassinat direct ou indirect, mort lente ou expéditive), le fonctionnement précis des chambres à gaz, les divergences des témoignages sur des aspects particuliers, la date de la décision de mettre en œuvre l'extermination, toutes ces interrogations apparaissent pour ce qu'elles sont, dérisoires au regard de la tragédie vécue par les victimes, liées à l'inévitable part d'incertitude de toute recherche aux yeux des historiens.

*Mais elles ne doivent pas engendrer la confusion des plans ni occulter les débats de fond qui concernent les historiens et tous les citoyens : comment et pourquoi cela a-t-il été possible ? Qui a aujourd'hui intérêt à banaliser l'entreprise nazie et à inscrire la mort de millions d'êtres humains au chapitre des pertes inévitables, comme si le nazisme pouvait se traduire dans un bilan comptable en partie double ?*

**► Christophe Charle, Bernard Delpal, Jean-Dominique Durand, Régis Ladous, Henri Morsel et Claude Prudhomme sont professeurs d'histoire contemporaine à l'université Lyon-III.**

## COURRIER

### *Publicité gratuite*

Dans un article intitulé « Le photocopillage tue le livre » (*le Monde* du 8 avril), François Gèze demande aux intellectuels de prendre en compte des *« considérations triviales »*. Car ces intellectuels oublieraient, selon lui, qu'il faut un support matériel aux œuvres de l'esprit. S'il faut entrer dans des considérations triviales, je voudrais dire que les enseignants font de la publicité pour bien des livres, or la publicité se paie, et souvent fort cher.

Avant donc de remettre (un peu plus) en question la gratuité de l'enseignement, je pense que l'on devrait évaluer financièrement le montant de cette publicité actuellement gratuite pour les éditeurs (je ne parle pas des manuels, pour lesquels les éditeurs *« offrent »* aux enseignants des manuels en spécimen, ou, parce que ce serait encore trop *« donner »*, à prix réduit). Ensuite, on leur demanderait de payer à l'éducation nationale le montant estimé de cette publicité gratuite, à ces éditeurs à qui on va donner 11 francs par élève ou par étudiant. Est-il si sûr que ce montant estimé serait inférieur à 11 francs ? Surtout avec l'augmentation souhaitée du taux de scolarisation des jeunes ?

Bref, l'argument matériel de M. Gèze ne me paraît pas globalement sérieux, même si on peut reconnaître que certains éditeurs subissent, eux, plutôt une contre-publicité... pour des raisons diverses, dont effectivement la générosité de certains enseignants avec les productions de leur propre esprit.

SYLVIE COIRAULT
*professeur de philosophie, Le Kremlin-Bicêtre*

### *Le bac et l'Abitur*

Nous avons lu avec intérêt les différents articles parus dans *le Monde* du 25 mars, consacrés aux cursus intégrés et doubles diplômes français-allemands. Nous avons cependant été surpris de ne rien trouver sur les lycées internationaux ni sur les diplômes délivrés aux élèves scolarisés en section internationale allemande.

Nous nous permettons de porter à votre connaissance les faits suivants. Les lycées de Saint-Germain-en-Laye, Sèvres, Ferney-Voltaire, Strasbourg présentent chaque année des élèves au baccalauréat à option internationale allemande. Ils obtiennent à la fois le baccalauréat français dans la série choisie (A, B, C, D actuellement) et l'Abitur allemand. La validation se fait sur la partie allemande et la partie française. Un *Ministerialrat* participe au jury du baccalauréat français. Conformément à la délibération, il établit le diplôme allemand en transcrivant l'ensemble de notes françaises (notation de 1 à 20) dans le système de notation allemand (notation de 1 à 6).

Au lycée international des Pontonniers de Strasbourg, le baccalauréat à option internationale allemande avec délivrance de l'Abitur existe depuis 1987. Les diplômes ont été délivrés à 5 élèves en 1987 ; 9 élèves en 1988 ; 7 élèves en 1989 ; 15 élèves en 1990 ; 15 élèves en 1991 ; 8 élèves en 1992. Cette année, il y a 17 candidats. Au vu des résultats actuels, nous pouvons espérer 16 reçus.

N. LAFON ET M. FOUQUET
*proviseurs du lycée international de Strasbourg et du lycée de Ferney-Voltaire*



## REPÈRES

**COMMUNICATION.** L'Association des responsables communication de l'enseignement supérieur (ARCES) vient de publier son nouvel annuaire 1993. En quelques années, celle-ci s'est imposée comme le réseau des professionnels de la communication des universités et des grandes écoles et regroupe désormais 170 adhérents, représentant 61 universités, 73 écoles d'ingénieurs et 31 écoles de commerce.

► ARCES, tél. : 40-51-90-20.

**ÉTUDIANTS.** 1 676 000 étudiants sont inscrits dans les principales filières du supérieur en 1992, soit 88 000 de plus qu'en 1991. Selon une enquête publiée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, pour les rentrées 1993 et 1994 une moindre progression des effectifs est prévisible en raison du creux des naissances de 1973 à 1975. Le nombre d'étudiants devrait ainsi augmenter de 75 000 en 1993 et de près de 57 000 en 1994, principalement en second cycle universitaire.

En première année d'enseignement supérieur, même si la proportion de bacheliers poursuivant leurs études s'élève, la croissance du flux d'entrée devrait être nettement ralentie : 5 700 étudiants supplémentaires sont attendus à la rentrée 1993 (soit une progression de 1,3 % contre 3 % l'année précédente. On comptera 900 entrants de moins en 1994. Seuls les IUT devraient échapper à cette tendance avec une croissance annuelle d'environ 10 %. Les sections de techniciens supérieurs (STS) continueront à enregistrer un net reflux des bacheliers technologiques et les flux d'entrée en classe préparatoire devraient peu augmenter. Enfin, on prévoit que les premiers cycles universitaires accueilleront 1 700 étudiants de moins en 1993 et 5 400 de moins en 1994.

**INGÉNIEURS.** Après la création d'un cycle préparatoire original (*le Monde* du 8 avril), les trois instituts polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse, qui forment quelque 2 200 ingénieurs par an, ont décidé de renforcer leur coopération dans de nombreux domaines. C'est notamment le cas en matière de relations internationales, où une représentation commune, à Bruxelles, devrait être mise en place et une plaquette commune réalisée pour les partenaires étrangers. Dans le domaine de la formation, sont prévus la multiplication des échanges d'étudiants entre instituts nationaux polytechniques (INP), la coordination des demandes d'habilitation pour les nouveaux diplômes de recherche technologique et la création d'un nouveau diplôme de hautes études technologiques. Enfin, les trois établissements réfléchissent à une meilleure répartition de leurs rôles respectifs et envisagent de demander au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche d'être sites-pilotes pour l'expérimentation de nouveaux modes de gestion des établissements d'enseignement supérieur.

**INSERTION.** Les jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP obtenus par l'apprentissage s'en sortent plutôt mieux sur le marché de l'emploi que ceux qui proviennent d'un lycée professionnel. C'est ce qui ressort d'une enquête publiée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale portant sur les diplômés de 1990.

Sept mois après l'obtention d'un CAP ou d'un BEP par l'apprentissage, ils étaient respectivement 58,6 % et 65,3 % à occuper un emploi salarié, alors que ce n'était le cas que pour 44,3 % (CAP) et 46,2 % (BEP) des anciens élèves des lycées professionnels. Ces derniers étaient nettement plus souvent bénéficiaires de « mesures jeunes » : les travaux d'utilité collective (TUC) et les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) accueillaient, par exemple, quatre fois plus d'anciens lycéens que d'apprentis et plus encore pour les filles qui sont, dans tous les cas et dans toutes les spécialités, les grandes perdantes. Toutes origines confondues, entre 20 % et 26 % de ces jeunes étaient au chômage.

Les spécialités industrielles offrent davantage de perspectives d'emploi que les formations tertiaires. Dans le tertiaire, la coiffure et toutes les formations ayant trait aux soins corporels sont marquées par un fort taux de chômage tant après le lycée professionnel qu'après un apprentissage. En revanche, dans l'hôtellerie-restauration, où l'apprentissage est traditionnellement bien implanté, le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens apprentis (18,8 %) que pour les anciens élèves de lycée professionnel (LP) (25,5 %).

es falsificateurs



# ÉCONOMIE

## BILLET

### La CSG financera les déficits

**L'affaire est maintenant entendue. Après beaucoup de consultations, après bien des hésitations, beaucoup d'études et de contre-études, MM. Balladur, Sarkozy et Alphandéry ont arrêté leur choix : c'est la CSG (contribution sociale généralisée) qui comblera pour l'essentiel le déficit des comptes de la Sécurité sociale. Un déficit que l'on peut estimer à 60 milliards de francs cette année en flux et à une centaine de milliards de francs en cumulé. Si rien n'avait été décidé, le trou annuel de la Sécurité sociale aurait atteint 80 milliards de francs l'année prochaine et le stock de la dette se serait accru en conséquence. C'est pour stopper cette inquiétante dégradation que, dans la hiérarchie des urgences, M. Balladur avait placé le rétablissement des équilibres sociaux au premier rang de ses préoccupations.**

**Devant la commission des finances du Sénat, M. Alphandéry, ministre de l'économie, a implicitement confirmé, mardi 27 avril, la décision, prise en fait pendant le week-end, en répondant à Jean Arthuis, rapporteur général, que, pour remédier aux différents déficits, il estimait dans la *«hiérarchie du détestable»* que la pire solution serait de relever le taux des cotisations sociales puis d'augmenter la TVA. Dans ces conditions, avait-il indiqué aux sénateurs, une hausse des recettes de poche (tabac, alcool, essence) et un relèvement de la CSG lui semblaient la seule solution possible malgré le gros inconvénient que représentait un prélèvement sur le pouvoir d'achat des Français dans un contexte de consommation déprimé.**

**Malgré la publication par le cabinet du ministre de l'économie d'un communiqué assurant qu'aucune décision définitive n'avait encore été prise concernant la CSG, le choix du gouvernement est bel et bien arrêté. Et ce choix est aussi courageux que lourd de conséquences et de risques : l'augmentation d'un point de la CSG va prélever 38 milliards de francs d'impôts directs supplémentaires par an au rythme de 3 milliards par mois, à un moment où les entreprises suppriment des emplois et ont commencé de ralentir sensiblement les augmentations de salaires. Le risque d'une aggravation de la récession est évident, les familles risquant de réduire davantage leurs achats. Cela d'autant plus que la hausse des taxes sur les produits pétroliers va être importante et représentera elle aussi une ponction d'une douzaine de milliards de francs.**

**Le gouvernement est convaincu que le risque vaut d'être pris, ne serait-ce que parce que le choix n'existe pas vraiment. Laisser les déficits sociaux s'accroître ébranlerait la confiance : en France les entreprises continueraient d'attendre l'arme au pied sans investir, à l'étranger les marchés pourraient s'inquiéter et les taux à long terme remonter.**

**ALAIN VERNHOLES**

□ **M. Espieu (CNPF) est élu président de l'ARRCO.** – Pour la deuxième fois, dans le cadre de l'alternance paritaire, Yves Espieu, représentant du CNPF, a été élu le 23 avril président de l'ARRCO, l'association des régimes de retraite complémentaire des salariés. Il remplace pour deux ans Antoine Faesch (FO), qui est régulièrement, depuis 1975, le président désigné au titre des représentants de salariés.

Au conseil européen de Luxembourg

## La France a recherché un assouplissement de la réforme de la politique agricole commune

**Les Douze, qui étaient réunis en conseil agricole lundi 26 et mardi 27 avril à Luxembourg, ont une préoccupation majeure : faire en sorte que la réforme de la politique agricole commune (PAC), approuvée voici un an, suscite, maintenant qu'elle est mise en œuvre, aussi peu de réactions négatives que possible du monde paysan. Les ministres de l'agriculture se sont efforcés d'obtenir une série d'aménagements dont l'objet est de rendre la nouvelle réglementation d'un usage plus simple et surtout d'atténuer les contraintes qu'elle impose aux agriculteurs.**

BRUXELLES
(Communautés européennes)

*de notre correspondant*

S'ils ne sont pas parvenus encore à conclure, c'est que la somme des retouches demandées aurait alourdi la facture de la réforme au-delà de ce que certains Etats estiment raisonnable et, surtout, aurait risqué d'en compromettre les objectifs, à savoir une meilleure maîtrise de la production. L'exercice est rendu difficile par la perspective peu riante que représente pour les paysans le pré-accord agricole conclu par la Commission européenne avec les Etats-Unis en novembre 1992 dans le cadre du GATT. C'est particulièrement vrai pour Jean Puech, le ministre français, qui doit échapper aux blocages résultant des surenchères de la période électorale.

C'est habile, mais rien ne dit que les organisations professionnelles seront convaincues. La démarche consiste à aborder séparément les dossiers du contentieux agricole. S'agissant de l'Uruguay Round, M. Puech manifeste apparemment une grande fermeté : *«Le pré-accord de Washington, qui imposerait aux agriculteurs des sacrifices allant bien au-delà de la PAC, est inacceptable pour la France, et ce ne sont pas des détails qui pourraient nous faire changer de position.»*

Il pourrait en aller différemment pour le chapitre spécifique du pré-accord CEE-Etats-Unis portant sur la limitation de la production d'oléagineux dans la CEE. M. Puech n'a pas voulu en parler le 27 avril, mais il semble bien que cet arrangement, considéré en son temps comme raisonnable y compris par la profession, pourra être avalisé le moment venu par Paris. Surtout si les Etats-Unis veulent bien le compléter par une clause de révision qui donnerait à la CEE la garantie qu'elle pourra, à l'avenir, si elle l'estime opportun, développer sa production de biocarburants (à partir notamment de colza planté sur les surfaces mises en jachères).

### *L'élevage de qualité défavorisé*

Mais, comme on l'explique à Paris, *«il y a un ordre des facteurs»*, autrement dit le gouvernement concentre maintenant son attention sur les modalités de la réforme, comme le fit M. Soisson. M. Puech, qui affirme vouloir pratiquer une *«politique de mouvement constructive»*, a esquissé une ouverture : *«Si notre position sur la réforme trouve un écho favorable, cela favorisera les choses au cours des mois à venir.»*

La France n'est pas favorable à la baisse de 5 % du prix d'intervention du beurre proposé par la Commission. Elle constate que certaines restrictions (limitation du poids des carcasses) aux achats d'intervention de viande bovine défavorisent l'élevage de qualité. Elle fait valoir qu'on peut, sans risque de surproduction, accroître les quotas laitiers en montagne et plaide la cause des producteurs de moutons. Mais sa demande prioritaire (partagée par d'autres pays) paraît plus problématique : augmenter l'indemnité versée aux agriculteurs pour compenser la perte de revenu résultant de l'obligation de mettre en jachères 15 % de l'exploitation. *«Avec la prime actuellement prévue, qui ne couvre pas les frais fixes, les gens ne vont pas mettre une partie de leurs surfaces cultivables en jachère et l'objectif de la réforme ne sera pas atteint»*, a expliqué M. Puech. René Steichen, commissaire à l'agriculture, est très réticent à l'égard de tout assouplissement des disciplines concernant la jachère.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour des raisons financières et industrielles

## La Cogema, la Lyonnaise des eaux et la Société générale entrent dans le capital de Total

**Serge Tchuruk, PDG de Total, a présenté, mercredi 28 avril, son projet de faire entrer trois nouveaux partenaires dans le capital de son entreprise : la Cogema, la Lyonnaise des eaux-Dumez et la Société générale. En s'alliant avec Total, la Cogema fait d'une pierre deux coups. Elle amorce sa privatisation tout en agrandissant considérablement son domaine minier. A l'inverse, Total escompte des gains tant financiers qu'industriels de ses trois nouveaux partenaires.**

A compter du 2 juin, Total devrait compter trois nouveaux actionnaires dans la composition de son «noyau stable». A cette date, il proposera à l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires une augmentation de capital de 4,07 milliards de francs, réservée à la Cogema, à Lyonnaise des eaux-Dumez et à la Société générale. A l'issue de cette opération, le noyau stable passera de 15 % à 25 %. Les trois nouveaux compléteront le tour de table des actionnaires actuels, à savoir l'Etat pour 5 % en direct, les AGF (Assurances générales de France) pour 4 %, le GAN (Groupe des assurances nationales) pour 2 %, et le Crédit lyonnais pour 4 %. Le reste des titres est placé à l'étranger (35 %) et à la Bourse de Paris.

Pour les trois nouveaux partenaires, l'opération se fait par échange croisé de participation. Pour deux d'entre eux, la Cogema et la Lyonnaise des eaux, l'opération financière se double d'une opération stratégique au plan industriel.

### *M. Syrota : un «bon placement»*

La Cogema, société chargée de la production de combustible nucléaire, jusqu'à présent contrôléeà 100 % par le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), entre pour 4,3 % dans le capital de Total. Symétriquement, Total prend une participation de 10,8 % dans le capital de Cogema. Par ailleurs, le groupe pétrolier cède son secteur uranium à Cogema, pour un montant de 1 milliard de francs environ. Pour Alain Madec, directeur financier de Total, cette opération permet à son groupe d'être présent sur l'ensemble de la filière du combustible nucléaire, tout en en confiant les opérations au *«premier opérateur mondial»*.

Pour Jean Syrota, PDG de la Cogema, il s'agit d'un premier pas vers une privatisation partielle, désirée depuis longtemps. En outre, l'acquisition des domaines miniers de Total devrait lui permettre de dégager des économies d'échelle, surtout au Canada et aux Etats-Unis, où plusieurs domaines de Total sont géographiquement voisins de ceux de la Cogema. Elle le mettra également en position de force face au principal opérateur canadien. Le rapprochement avec Total pourrait aussi bénéficier au pôle ingénierie de la Cogema. L'opération a également un intérêt financier : *«La Cogema doit réaliser des provisions pour le démantèlement des centrales nucléaires qui devrait intervenir vers les années 2020. A cet égard, Total est un bon placement»*, estime M. Syrota.

Deuxième nouveau partenaire industriel de Total, la Lyonnaise des eaux-Dumez entre pour environ 1 % au capital de Total. Symétriquement, Total entre dans le pôle énergie-chaleur de la Lyonnaise en prenant une participation de 20 % dans le capital d'Ufiner-Cofreth, société cotée. Le pétrolier, qui est aussi un important producteur de gaz, ayant des ambitions dans la production d'électricité (il construit une centrale au gaz à cycle combiné en Italie), s'allie ainsi avec un important distributeur d'énergie. Ufinor-Cofreth contrôle en particulier la CPCU (Compagnie parisienne de chauffage urbain).

Avec la Société générale, l'accord est purement financier. La banque entre pour environ 2 % au capital de Total, qui prend également une participation de 1 % au capital de la Société générale.

A. K.



Tandis que les pays de l'Est se félicitent du dynamisme du président de la BERD

## Jacques Attali est placé sous surveillance

**La deuxième assemblée générale annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a pris fin mardi 27 avril à Londres. Les attaques contre les dépenses d'installation et de fonctionnement engagées par son président, Jacques Attali (qui reste sous la surveillance des pays actionnaires), ont plus retenu l'attention que les tâches de cet organisme chargé d'aider les pays d'Europe de l'Est dans leur transition vers l'économie de marché.**

LONDRES

*de notre correspondant*

Sans doute, si les choses en restent là, réalisera-t-on, *«dans quelques mois, la relativité de tout cela»*, comme le souligne Jacques Attali. *«Tout cela»*, c'est l'«affaire» des finances de la BERD, qui a eu tendance ces derniers temps à retenir davantage l'attention que la mission de cette institution financière chargée de guider les pays de l'Europe de l'Est vers l'économie de marché et la démocratie. A l'occasion de cette assemblée annuelle, qui a rassemblé plus de 2 000 délégués et un aréopage de ministres des finances, les remarques acerbes et les conseils appuyés sur la meilleure façon de gérer l'argent des contribuables se sont multipliés.

*«Certaines critiques étaient exactes, d'autres étaient injustes»*, a estimé M. Attali. Le premier ministre britannique, John Major, ainsi que le ministre allemand des finances, Theo Waigel, ont eu recours au procédé très britannique de l'*understatement* (la litote), estimant que M. Attali a d'ores et déjà tiré la leçon des remontrances dont il a été l'objet. D'autres, comme Roger Altman, secrétaire adjoint américain au Trésor, n'ont pas hésité à dénoncer les *«dépenses extravagantes»* de la banque, laquelle a pâti, selon lui, d'une *«perte de confiance»*. Le représentant du gouvernement canadien, John McDermid, a souhaité que la BERD donne l'exemple en matière d'*«efficacité et de probité financière»*, et le ministre suédois des finances, Anne Wibble, a souligné que *«le temps des grands desseins»* devait s'achever.

Mardi, le ton était cependant à l'apaisement. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier britannique, a estimé qu'il n'était pas nécessaire de s'appesantir sur *«tout cela»*, dès lors que la Banque européenne s'est engagée à mettre en œuvre, *«rapidement et vigoureusement»*, les changements annoncés pour mieux contrôler ses coûts. M. Attali a retenu cette *«priorité opérationnelle»* : *«Un contrôle renforcé sur nos dépenses budgétaires et une plus grande transparence : c'est un souci légitime. J'y veillerai avec la plus grande rigueur.»* Les mesures prises *«seront appliquées sans faillir»*. Le comité d'audit nommé à cette fin prendra acte, notamment, *«des erreurs qui ont pu être commises»*, et un nouveau directeur du budget (fonction que cumulait jusque là Pierre Pissaloux avec celle de chef de cabinet de M. Attali) sera nommé.

C'est donc dans quelque temps que l'on saura si M. Attali dispose de la confiance sans réserve des actionnaires de la banque. D'ici là, le président de la BERD restera *«sous surveillance»*, notamment de la part du principal actionnaire, les Etats-Unis (10 % du capital). Au-delà des aspects budgétaires, M. Attali a cependant des raisons d'être satisfait des commentaires, dans l'ensemble plutôt élogieux, émanant des délégués des pays qui bénéficient de l'intervention de la BERD : la plupart ont rendu hommage à l'action de la banque et à l'indéniable dynamisme de son président. Celui-ci n'a donc plus l'intention de renoncer à ses fonctions, (du moins tant que son *«bébé»* ne peut *«marcher seul»*), comme il en avait le désir il y a huit mois.

LAURENT ZECCHINI

# ÉCONOMIE

## ÉNERGIE

Selon un rapport de l'AIE

### La consommation énergétique des pays de l'OCDE augmentera de 30 % d'ici à 2010

D'ici à l'an 2010, en pariant sur des prix du pétrole de l'ordre de 30 dollars le baril (1), la consommation énergétique des pays de l'OCDE sera de 30 % supérieure à son niveau de 1990, selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publiées mercredi 28 avril à Paris. Celle de pétrole augmentera de son côté de près de 20 %, de sorte que, faute d'une évolution similaire de la production (elle est condamnée à chuter fortement aux Etats-Unis), les importations pétrolières des pays de l'OCDE devraient croître de quelque 9 millions de barils-jour. Un chiffre élevé qui aura pour contrepartie d'accroître la dépendance des pays industrialisés à l'égard de la région du Golfe. Selon les calculs de l'AIE, le Proche-Orient et le Venezuela – pays aux ressources d'hydrocarbures encore largement inexploitées – fourniront à eux seuls *«près de la moitié du pétrole consommé en 2010 par les pays de l'OCDE»*. Des prix du pétrole plus bas, parce qu'ils décourageraient la recherche d'hydrocarbures, ne feraient bien sûr qu'accentuer le phénomène. Cette dépendance accrue s'explique *a contrario* par les piètres résultats attendus de l'ex-Union soviétique. Les prévisionnistes de l'AIE tablent en effet sur la poursuite du déclin de la production dans l'ancienne URSS. Entamé en 1988, il se poursuivra jusqu'au milieu des années 90. Ce n'est qu'ensuite qu'une inversion de la tendance devrait commencer à se manifester. Amélioration au demeurant timide : l'AIE table sur une production de pétrole brut à peine supérieure à 10 millions de barils-jour à l'horizon 2010. Donc toujours inférieure à son niveau de la fin des années 80.

Cela dit, les chiffres les plus instructifs de l'AIE concernent les pays regroupés au sein de la rubrique «reste du monde» (ils n'appartiennent ni à l'OCDE ni à l'ex-bloc socialiste). Ce groupe, composé d'une majorité de pays en développement, devrait voir sa consommation énergétique (et celle de pétrole) doubler d'ici à l'an 2010 *«à cause de la croissance démographique et de* [son] *activité économique»*.

Le rapport de l'agence pronostique également pour l'ensemble du monde un accroissement de la part de marché du gaz et une moindre croissance de l'énergie nucléaire.

(1) *Il s'agit de dollars constants (valeur 1993).*

Souhaitant que l'augmentation s'applique au gaz et au charbon

### Les pétroliers s'inquiètent d'une hausse de la taxe sur les carburants

Le projet du gouvernement d'augmenter – d'une vingtaine de centimes par litre, dit-on – le prix des carburants «à la pompe» pour réduire les déficits sociaux n'enchante pas les compagnies pétrolières. Mais, si la hausse est jugée inéluctable, les pétroliers souhaitent qu'elle soit équitable. Pour le président de l'Union française des industries pétrolières (UFIP), Bernard Calvet, qui devait présenter, mardi 27 avril, le bilan 1992 de l'industrie française du pétrole, l'accroissement de la fiscalité au lieu de ne toucher que les produits pétroliers, qui sont déjà les sources d'énergie les plus taxées, devrait ainsi s'appliquer à *«l'ensemble des énergies importées»*, donc inclure le gaz et le charbon. *«Si le gaz naturel était taxé comme l'est le fioul domestique, il coûterait 20 % plus cher»*, observe M. Calvet.

Autre crainte du président du «syndicat» des pétroliers : que, pour ne pas mécontenter les transporteurs routiers, le gouvernement choisisse de faire peser l'accroissement des taxes sur le supercarburant davantage que sur le gazole. Or, l'outil de raffinage français n'est pas en mesure de répondre à une hausse de la demande de gazole, dont les importations seraient condamnées à croître tandis que la France est déjà excédentaire en supercarburant.

## TRANSPORTS

La chute du trafic aggravant son déficit

### La SNCF réduit ses frais de fonctionnement de 500 millions de francs

**Jacques Fournier, président de la SNCF, a annoncé, mercredi 28 avril, des mesures pour faire face au recul des recettes au cours du premier trimestre, qui représente, en francs constants, – 2,4 % pour les voyageurs et – 14,3 % pour les marchandises par rapport à la période correspondante de 1992. Il est prévu de réduire de 500 millions de francs les frais généraux, de 200 millions le programme d'investissements et de 700 personnes les effectifs de l'entreprise. Afin de stimuler la demande, la SNCF lance pour l'été des tarifs réduits Joker sur 200 relations et affecte 500 agents supplémentaires pour l'amélioration du service à la clientèle.**

### *Socrate, la ciguë et le marketing*

Le système de réservation informatisé Socrate, acheté 1,3 milliard de francs à la compagnie aérienne American Airlines, et destiné à optimiser les recettes de la SNCF, finira bien par fonctionner convenablement (*le Monde* du 13 mars et du 2 avril). Dans un mois ou dans six, les informaticiens auront mis fin à ses hoquets qui l'empêchent de délivrer des billets pour certaines gares, ou à certains tarifs réduits, ou pour des allers avec arrêts en cours de route. Fascinés par les performances du «Big Brother» venu du transport aérien, ils avaient simplement oublié que le train est infiniment plus compliqué que l'avion parce qu'il achemine plus de voyageurs, qu'il s'arrête en route, et qu'il est autrement fréquent !

Il y a eu quelque présomption chez les techniciens qui ont ignoré les difficultés de mise en service et les dépassements budgétaires d'un autre système de réservation, Amadeus, conçu par Air France, Iberia et Lufthansa.

Ils ont surtout commis le péché mignon des cheminots : l'absence de communication. En 1986-1987, la SNCF avait été paralysée par cinq semaines de grève, une sorte de mai 68 à l'échelle de l'entreprise, qui avait mis en lumière l'archaïsme des relations sociales et l'inexistence du dialogue interne. Avec Socrate, la SNCF récidive dans l'autisme, mais vis-à-vis de l'extérieur. Lançant sans information ni pédagogie un système fragile et complexe, que ses pairs ont de surcroît l'imprudence de présenter comme le fin du fin pour faire payer le maximum aux usagers, la Société nationale ne peut s'étonner de la colère qu'elle inspire en ce moment à la France voyageuse, toutes catégories sociales et toutes origines géographiques confondues.

#### Embrouillamini tarifaire

Déjà exaspérés par les fermetures de gares et de guichets, par la réforme des bagages et des vélos accompagnés, les clients de la SNCF et leurs élus vivent Socrate comme une goutte de belle taille qui fait déborder un vase déjà copieusement empli : la réservation obligatoire sur les TGV vécue comme une hausse tarifaire déguisée, les abonnements augmentés de 40 % ou 50 % sans préavis, le contingentement qui réserve certains jours les places aux usagers sans réduction ou qui effectuent le trajet le plus long, la dégradation des conditions de voyage sur les lignes secondaires, l'embrouillamini des règles tarifaires qui donnent une impression d'arnaque institutionnalisée, la «pénalisation» des relations entre les contrôleurs (qu'un adepte de la méthode Coué a baptisé agents commerciaux) et les clients, l'abandon du service public, etc.

Socrate aidant, la SNCF semble s'acharner à rendre compliqué, pénible et culpabilisant le voyage en train. Un comble quand on sait que le choix d'un mode de transport est déterminé en premier par le prix et en second par la simplicité de son usage !

Mais certains cheminots succombent à une autre de leurs vieilles tentations : travailler comme s'ils étaient seuls au monde. Tout à l'ardente obligation d'équilibrer les comptes de l'entreprise et de tirer grand profit de la merveille économique, sociale et technologique qu'est le TGV, ils ont cru qu'ils pouvaient damer le pion à l'avion pour avoir dérobé, en 1983, à Air Inter la moitié de ses passagers entre Paris et Lyon. Ils ont oublié que les aéroports sont propres, qu'on s'y douche à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, que les hôtesses n'y sont pas rogues, et qu'elles cherchent et trouvent les tarifs les plus avantageux pour le voyageur, qu'il en coûte à un couple moins de 200 francs supplémentaires pour se rendre en un peu plus d'une heure de Paris à Marseille en avion plutôt qu'en train, etc.

Les apprentis sorciers du rail se sont trompés de concurrent et au pire moment. Car c'est à partir de 1988-1989, quand le contre-choc pétrolier a rendu la voiture de plus en plus économique et attractive, qu'ils ont inventé les niveaux de réservation selon la fréquentation des TGV et les suppléments grande vitesse qu'ils n'avaient pas imaginés (officiellement) pour le TGV Sud-Est. Alors, imaginons un couple avec deux enfants, désireux de revenir à Paris depuis la côte par le TGV Atlantique. La fin des vacances scolaires ne leur permet guère de modifier la date de leur retour. L'affluence fait dire à l'ordinateur que les seules places disponibles se trouvent en première classe. Au prix de 2 300 à 2 600 francs le voyage, quelle famille restera fidèle au train ?

On ne peut accuser Socrate de tous les maux, et en tous cas pas de la chute de 15 % du fret ferroviaire qui pâtit de la récession économique et de la concurrence des routiers. Mais la Société nationale pourrait bien réaliser en 1993 un déficit de 4,5 à 5 milliards de francs après une perte de 3 milliards l'an dernier. Le recul de son trafic passagers s'inscrit sur une pente de 5 %. Elle doit donc s'interroger d'urgence sur la cohérence de sa stratégie commerciale et sur son marketing. Elle serait bien inspirée d'éviter l'emploi de potions paralysantes, de ciguës qui lui aliènent des Français. Ces derniers sont pourtant plein d'estime pour elle, et pas seulement par nostalgie pour le temps de l'escarbille et de la vapeur. Mieux qu'aucune autre société ferroviaire, mis à part les chemins de fer suisses, elle a su résister techniquement et financièrement aux assauts de la concurrence. Encore lui faut-il demeurer à l'écoute de son marché, de ses clients.

ALAIN FAUJAS



## CONJONCTURE

Le ministre de l'économie réaffirme une de ses priorités

### Edmond Alphandéry veut développer l'épargne longue

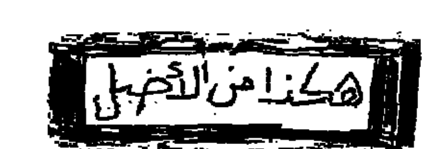
Intervenant lors du Congrès mondial des caisses d'épargne qui se tient à Paris du 27 au 29 avril, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a indiqué qu'il avait *«le souci de mettre en place des mécanismes pour conforter l'épargne longue»*. La semaine passée, le ministre de l'économie avait déjà déclaré devant la commission des finances de l'Assemblée nationale que la réorientation de l'épargne vers les placements à long terme amorcée par la baisse des taux courts serait accélérée par des mesures fiscales.

Pour M. Alphandéry, un renforcement de la capacité d'épargne, *«de sa durée, de sa composition et de sa plasticité»* est une condition indispensable pour obtenir une croissance noninflationniste. C'est notamment l'épargne investie en actions qui permet aux entreprises de traverser des périodes délicates. Le ministre compte en particulier sur les intermédiaires financiers *«qui ont le devoir de concourir en priorité à la diversification des placements et à l'orientation de l'épargne vers le secteur productif»*.

## EN BREF

□ **Sopalin : les forces de l'ordre ont fait évacuer l'usine de Sotteville-lès-Rouen.** – Dans l'usine Kimberly-Clark-Sopalin, à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), occupée à l'appel de la CGT, les forces de l'ordre sont intervenues mercredi 28 avril à 6 heures du matin pour procéder à l'évacuation. L'opération, qui a mobilisé 260 hommes, dont deux compagnies de CRS, s'est terminée sans incident. Les 70 grévistes ont quitté les lieux. Une ordonnance du tribunal des référés de Rouen du 1er mars, confirmée par la cour d'appel le 21 avril, demandait la fin de cette occupation.

□ **Le numéro deux de la Bundesbank est opposé à des arrangements exclusifs avec la Banque de France.** – Dans une interview aux *Echos* du 28 avril, Hans Tietmeyer, numéro deux de la Bundesbank, se déclare favorable à *«l'établissement de relations étroites»* entre la Banque de France et la «Buba», mais il ne souhaite pas *«d'arrangements exclusifs»*. Le probable futur numéro un de la Bundesbank se dit par ailleurs *«opposé»* à tout assouplissement des critères de convergence économique prévus par le traité de Maastricht.



ÉTRANGER

Une dizaine de milliards de francs de recettes attendue

# Le Maroc veut utiliser l'argent des privatisations pour financer des programmes sociaux

**Décidé à privatiser ses entreprises publiques, le Maroc s'efforce d'intéresser les investisseurs étrangers à l'opération. Après une tournée dans les principales capitales européennes, qui l'a conduit à Paris les 26 et 27 avril, le ministre marocain du *commerce, de l'industrie et de la privatisation*, Zine Zahidi, devait aller présenter son programme aux États-Unis et dans les pays du Golfe**

Six mois après le lancement d'une timide première opération de privatisation – celle d'une firme agroalimentaire – les choses sérieuses commencent pour les pouvoirs publics marocains. D'ici à la fin de 1995, 112 sociétés, soit un peu moins de la moitié des entreprises à participation d'Etat, devront avoir quitté le giron du secteur public. De ce désengagement, qui concerne 35 000 salariés, l'Etat espère retirer une dizaine de milliards de francs (l'évaluation de la valeur des entreprises par une commission *ad hoc* n'est pas achevée). *« L'argent récupéré ira en priorité à l'éducation, la santé, le logement social. Et une petite partie sera réservée au financement des infrastructures du pays »*, a expliqué, lors de son passage à Paris, les 26 et 27 avril, le ministre Zine Zahidi, chargé de mener à bien le programme.

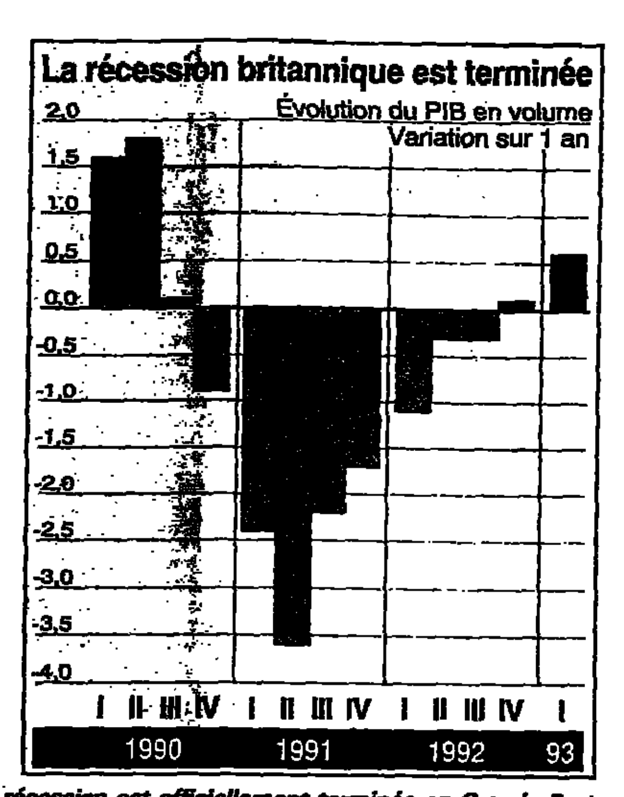
Le secteur public marocain (15 % du produit intérieur brut et 5 % des effectifs du secteur industriel et commercial) a beau ne pas avoir la taille de son voisin algérien, sa privatisation partielle n'est pas une mince affaire. Manque d'expérience des responsables marocains, législation complexe, pesanteur administrative se sont conjugués jusqu'ici pour ralentir le projet. Résultat, trois ans après la publication des décrets royaux sur la privatisation, celle-ci ne concerne, outre la Soders, qu'une demi-douzaine d'entreprises de taille modeste : deux hôtels, une usine de confection de quelques centaines de salariés, une ancienne coopérative laitière... Même si la plus importante cimenterie du pays vient s'ajouter prochainement à la liste, le bilan est pour le moins mitigé. Les adjudications se sont conclues à des conditions financières parfois décevantes pour l'Etat marocain. Et, surtout, nombre d'entreprises mises sur le marché fin 1992 n'ont toujours pas trouvé preneur.

Cette lenteur à conclure explique que le ministre du commerce, de l'industrie et de la privatisation se soit adjoint les services de deux banques conseils, la BNDE (Banque nationale de développement économique) et Lazard Frères.

Parallèlement, M. Zahidi, entouré d'une petite équipe de collaborateurs, a pris son bâton de pèlerin pour aller prêcher à l'étranger les vertus du programme marocain de privatisation. Après Madrid et Londres, Paris a eu droit à sa visite en début de semaine. Viendront ensuite Milan et Francfort. Puis, au cours des prochaines semaines, les Etats-Unis et les pays du Golfe.

Les syndicats et l'opinion publique, assure M. Zahidi, sont *« favorables »* aux privatisations, *« Car elles se feront sans licenciements et, dans certains cas, il est prévu de réserver une partie du capital aux salariés »*. De ces bonnes dispositions, le gouvernement entend tirer un profit supplémentaire. Une fois le programme actuel de privatisation mené à bien, il n'exclut pas de céder au secteur privé les entreprises publiques détentrices d'un monopole – comme la distribution électrique. *« A terme, tout est privatisable »*, assure M. Zahidi.

MOUNA EL BANNA
et JEAN-PIERRE TUQUOI




*La récession est officiellement terminée en Grande-Bretagne avec la croissance de 0,2 % du PIB (produit intérieur brut) au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 1992. Déjà, au quatrième trimestre 1992, le PIB avait augmenté. Si l'on exclut la production pétrolière très variable d'un trimestre à l'autre, la croissance au premier trimestre a atteint 0,6 % par rapport au quatrième trimestre 1992, ce qui correspond à un rythme annuel de 2,4 %.*

Malgré l'opposition de Washington

# Le FMI préconise l'allocation de nouveaux droits de tirage spéciaux

**Avant la réunion, le 30 avril, du comité intérimaire, l'instance dirigeante du Fonds monétaire international, le directeur général du FMI, Michel Camdessus, s'est prononcé, mardi 27 avril, en faveur d'une nouvelle allocation de DTS (droits de tirage spéciaux), la monnaie émise par le FMI. Cette allocation est le seul moyen, selon M. Camdessus, de renforcer les réserves de change de nombreux pays membres de l'institution internationale. Le secrétaire adjoint américain au Trésor pour les affaires internationales, Lawrence Summers, s'est déclaré immédiatement opposé à cette idée. A propos de la rencontre des ministres des finances des sept principaux pays industriels (G7), jeudi 29 avril, M. Summers a déclaré qu'une *« volatilité excessive* [sur les marchés des changes] *est contre-productive pour la croissance »*. Le yen s'échange actuellement à ses plus hauts niveaux historiques vis-à-vis du dollar.**

WASHINGTON

*de notre envoyée spéciale*

Au moment de leur création en 1970, a rappelé M. Camdessus, les droits de tirage spéciaux étaient censés devenir le principal instrument de réserve des pays membres. Or ils ne représentent plus aujourd'hui que 2 % des réserves de change mondiales, alors même que les caisses de nombreux Etats sont pratiquement vides : sans réserves de change, il est difficile pour un pays de conserver une monnaie stable ou de financer ses importations. Et les trent-neuf nouveaux membres du FMI – principalement, à l'exception de la Suisse, des pays issus de l'ex-bloc communiste – ne détiennent pas un seul DTS, puisque la dernière allocation du Fonds remonte à 1981. *« Il y a aujourd'hui une répartition inégale de cet instrument extrêmement précieux »*, a déclaré M. Camdessus.

### *Stimuler l'activité*

Les Etats-Unis se sont oppposés depuis plusieurs années à une telle opération, faisant valoir qu'une allocation de DTS augmente les liquidités en circulation, et risque d'alimenter l'inflation. Or, de l'avis de tous, même de celui des principales banques centrales, les tensions inflationnistes sont aujourd'hui très faibles. Pour autant, Washington n'a pas changé d'avis et, lors de sa conférence de presse du 27 avril, Laurence Summers s'est borné à déclarer que *« le FMI dispose de ressources suffisantes pour faire face aux besoins »*, notamment, pour ce qui est de la Russie, grâce à l'aide multilatérale comptabilisée lors du sommet des sept principaux pays industriels à la mi-avril à Tokyo.

Pourtant, selon M. Camdessus, c'est en ce moment que les ministres des finances ont les moyens de *« donner une nouvelle impulsion à la croissance hésitante »*. Presque partout, des initiatives sont prises pour stimuler l'activité (mesures fiscales au Japon, baisse des taux d'intérêt en Europe, encouragements à l'emploi aux Etats-Unis), tandis que le monde en développement bénéficie d'une croissance rapide (+5,1 % annuellement en 1993 et 1994 selon les prévisions du FMI). Selon une récente étude de la Banque mondiale, si la reprise économique des pays industriels se confirme et que le monde en développement mène des politiques économiques vigoureuses, celui-ci obtiendra un taux de croissance annuel de 4,7 % en moyenne au cours de la prochaine décennie, et même 5,3 % si l'Europe centrale et orientale n'est pas prise en compte.

L'opportunité d'une allocation de DTS au bénéfice des cent soixant-dix-sept membres du FMI sera au menu du comité intérimaire du FMI, vendredi 30 avril, de même que le renforcement de la « surveillance » des politiques de change, l'une des missions essentielles du Fonds.

FRANÇOISE LAZARE

INDUSTRIE

Selon Henri Martre, président du GIFAS

# La reprise dans l'aéronautique n'aura pas lieu « avant 1995 »

L'industrie aéronautique et spatiale française souffre de trois maux : la crise économique mondiale, la dérégulation du trafic aérien qui plombe les comptes des compagnies aériennes et la détente Est-Ouest qui diminue les budgets militaires et spatiaux. Henri Martre, président du GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales) a annoncé une baisse du chiffre d'affaires consolidé de 4 % en volume et de 1,5 % en valeur à 101,4 milliards de francs en 1992, contre 105,5 milliards de francs en 1991.

C'est la première fois depuis trente ans que le chiffre d'affaires des deux cents entreprises membres du GIFAS baisse en valeur. Le bout du tunnel n'est pas encore atteint, car Henri Martre ne prévoit pas de *« sortie de crise avant 1995 »* pour l'ensemble du secteur. Les perspectives pour 1993 et 1994 restent très dures. La profession s'attend à une nouvelle baisse du chiffre d'affaires de l'ordre de 10 %, voire de 20 % pour les motoristes. En termes d'effectifs, la baisse est aussi significative (– 7 %), le nombre des personnes employées étant tombé de 118 300 en 1991 à 111 600 en 1992. Toutefois *« des sureffectifs seront maintenus grâce à des mesures de chômage partiel »*, a déclaré Henri Martre, même si à terme ils doivent chuter autour de 102 000 à 103 000 salariés.

*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*

# COMMUNICATION

Affichant un résultat en baisse malgré la bonne santé de ses titres

## Le groupe Les Echos confirme qu'il est candidat au rachat du groupe Expansion

En dépit d'un environnement économique difficile et des incertitudes liées tant aux nouvelles lois sur la publicité (lois Evin et Sapin) qu'aux évolutions techniques qui font de la presse un secteur fragilisé, le groupe Les Echos (filiale à 100 % du groupe britannique Pearson) estime avoir bien tiré son épingle du jeu en 1992. Tous ses titres progressent en diffusion ou en audience, notamment le quotidien économique *les Echos*, qui atteint 117 668 exemplaires diffusés, dont 94 253 payants (+ 4,16 %). En ajoutant le mensuel *Enjeux-les Echos*, qui a remplacé *Dynasteurs* en mars 1992 et les autres activités (lettres, conférences...), la branche économique et financière du groupe réalise un chiffre d'affaires de 403 millions de francs, en légère progression. La branche de presse médicale (avec le quotidien *Panorama* et divers périodiques ou éditions) est restée stable avec 129 millions de francs. Le groupe a donc pu compenser la chute de ses recettes de publicité (– 6,5 %) par ses ventes, maintenir son effectif (388 personnes) et une marge acceptable. Son résultat d'exploitation, toutefois, est en baisse, passant de 56 millions à 36 millions. Mais c'est parce que, estime le directeur général du groupe, Gilles Brochen, *« nous croyons à la qualité et avons investi »* : lancement d'*Enjeux*, salle de routage pour offrir un meilleur service, etc. Avec une trésorerie confortable, le groupe s'estime aussi en mesure de s'étendre. Il confirme qu'il a fait une proposition de reprise au groupe Expansion même si Gilles Brochen refuse d'en dire plus. Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du Groupe Expansion, nous a indiqué qu'il ne souhaitait pas commenter cette information.

M. C. I.

## Le CSA donne son accord à la reprise du réseau Fun par la CLT

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a donné son accord, mardi 27 avril, à la reprise par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) de 34 % du capital du réseau Fun Radio (*le Monde* du 24 avril). La CLT deviendrait opérateur, le solde du capital restant aux mains du groupe Hersant. Le montant de la transaction serait compris entre 200 et 250 millions de francs.

Par ailleurs, la CLT a souscrit pour un montant non rendu public un certain nombre d'obligations convertibles en actions. La conversion de ces obligations par la CLT est soumise à l'approbation préalable du conseil. Dans un communiqué, le CSA précise qu'il a *« conditionné »* son agrément *« à l'engagement de la CLT de réduire sa participation de 35,7 % dans la radio M40* (réseau FM né de la fusion de Maxximum et de Métropolys) *à 25 % maximum »*.

Au dernier sondage Médiamétrie, portant sur le premier trimestre 93, l'audience cumulée de Fun était passée de 5,2 % à 5 %.

□ **Télé Monte-Carlo ouvre son capital aux producteurs de « Dorothée ».** – La Monégasque des Ondes, filiale de la Générale des Eaux et exploitante de Télé Monte-Carlo, a ouvert son capital, à hauteur de 20 %, à AB Productions, société productrice de « Dorothée » et du feuilleton *Hélène et les garçons*. Claude Berda, PDG de AB Productions, aurait la possibilité de prendre jusqu'à 34 % du capital de la Monégasque des Ondes. Des discussions avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion sont toujours en cours tandis que celles qui étaient menées avec le groupe marocain ONA (Omnium Nord Africain) ont cessé.

□ **Journée internationale de la liberté de la presse.** – La troisième Journée internationale de la liberté de la presse, organisée pour sensibiliser le grand public aux atteintes à la liberté d'expression et d'information et pour faire pression sur les gouvernements qui violent ce droit, aura lieu le lundi 3 mai. Diverses manifestations d'origine professionnelle auront lieu ce jour-là, et notamment l'inauguration, à 18 h 30, à l'Arche de la Défense à Paris, d'une exposition « Médias et démocratie ».

## Radio Péricard

Si l'on en juge par le tapage médiatique que provoque, depuis le changement de majorité parlementaire, le président de la nouvelle commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, la France, en ce moment, n'a pas d'autre chat à fouetter que le patron du secteur public de la télévision. Il ne se passe pas un jour, ou presque, sans que Michel Péricard saisisse le premier micro à sa portée pour clouer au pilori le président-directeur général de France 2 et France 3, coupable à ses yeux de tous les laxismes.

C'est ainsi que, mardi soir 27 avril, invité sur RTL pour la seconde fois en vingt-quatre heures, le député RPR des Yvelines a accusé Hervé Bourges de plagier le contenu des programmes de TF 1 pour de vulgaires raisons commerciales, autrement dit de sacrifier l'intérêt général, et par la même occasion celui de la Nation, au culte de l'Audimat – indigne du sacerdoce des chaînes publiques. Il en a voulu pour preuve, notamment, que *« France 2 diffuse cinq jeux alors qu'il n'y en a que quatre sur TF 1 »* et que *« chaque jour, entre 18 heures et 20 heures il y a aujourd'hui deux séries françaises sur TF 1 et trois séries américaines sur France 2 et France 3 »*.

Pour ne pas faire mentir le titre de cette émission (« Controverse »), le président du groupe socialiste du Sénat, Claude Estier, a bien essayé de lui porter la contradiction mais il ne faisait guère le poids devant cet ancien homme de l'art qui a multiplié les interrogations réquisitoriales : *« Où sont les grandes émissions historiques ? Où sont les grandes émissions scientifiques ? Où sont les émissions de découverte de la France et du monde ? »* Il y en a bien quelques-unes mais pour M. Péricard la cause est entendue depuis longtemps : M. Bourges *« devra rendre des comptes »* parce que... *« trop, c'est trop »*. En effet.

A. R.

## 1er mai : les services ouverts ou fermés

**Presse** : pas de quotidiens.

**Bureaux de poste** : ils seront fermés, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

**Banques** : elles seront fermées.

**RATP** : service réduit des dimanches et jours fériés.

**Grands magasins** : ils seront fermés.

**Assurance-maladie** : les centres et services de la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 30 avril, à 17 heures, au mardi 4 mai, à 8 h 30.

**Allocations familiales** : les services d'accueil des centres de gestion de la caisse d'allocations familiales du 18, rue Viala (15e) et du 101, rue Nationale (13e) seront fermés au public du jeudi soir 29 avril au lundi matin 3 mai, aux heures habituelles ; le centre du 67, avenue Jean-Jaurès (19e) sera fermé du vendredi soir 30 avril au mardi matin 4 mai, aux heures habituelles.

**Assurance vieillesse** : les points d'accueil retraite et les bureaux seront fermés du vendredi soir 30 avril au lundi matin 3 mai, aux heures habituelles.

**Archives nationales** : les salles de lecture des Archives nationales, le CARAN et le Musée de l'histoire de France seront fermés.

**Bibliothèque nationale** : les salles de lecture seront fermées ainsi que le Musée des médailles (fermeture annuelle du 18 avril au 3 mai).

**Hôtel national des Invalides** : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Plans-Reliefs, Armée, Dôme royal et l'église Saint-Louis seront fermés.

**Institut de France** : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chaalis (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

**Musées** : *A Paris*, seront ouverts : le Musée des arts et traditions populaires, le Musée Hébert, le Musée Henner, le Musée Picasso.

Le Centre Georges-Pompidou, le Palais de la découverte et la Cité des sciences seront fermés.

*En région parisienne*, seront ouverts le Musée des granges de Port-Royal (Magny-les-Hameaux) et le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget.

*En province*, le Musée de la préhistoire, aux Eyzies de Tayac, sera ouvert.

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 29 AVRIL

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

« En une heure, deux fort vieilles maisons à Paris. Les maisons de Nicolas Flamel (1407) et de la rue Volta », 11 heures, 2, rue aux Ours (Paris autrefois).

« Le Père-Lachaise selon l'humeur du conférencier », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« L'Opéra de Charles Garnier et Napoléon III », 11 h 15, hall d'entrée, à droite, devant la statue de Haendel (Approche de l'art).

« Jardins et hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant le 6, boulevard du Palais (C. Merle).

« Les plus beaux hôtels du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel d'Angoulême », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Romann).

« La grande épopée des héros et des dieux : les théâtres de l'Inde », 14 h 30, Musée Kwok-On, 41, rue des Francs-Bourgeois (Le Cavalier bleu).

« Notre-Dame de Paris : le triomphe de la rose », 14 h 30, au pied de la façade (Le Cavalier bleu).

« Autour de la manufacture des Gobelins, l'ancien lit de la Bièvre. Hommes célèbres et vieilles demeures », 14 h 30, devant la mairie, place d'Italie (Paris capitale historique).

« Sites pittoresques et insolites du cinquième arrondissement », 14 h 30, sortie métro Odéon, devant la statue de Danton (S. Rojon-Kern).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes au nouveau Drouot », 14 h 30 et 16 h 30, sortie métro Richelieu-Drouot, en face du Crédit du Nord (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller). « Appartements rocaille de l'hôtel Soubise », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Sauvegarde du Paris historique).

« Le printemps des génies », 14 h 30, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (M.-G. Leblanc).

« L'île Saint-Louis », 14 h 45, 1, rue Saint-Louis en l'île (Tourisme culturel).

« Les nouvelles salles de peinture française du Louvre : le dix-huitième siècle » (Nombre limité. Inscription au 45-51-36-65), 15 heures, 2, place du Palais-Royal (D. Bouchard).

« Exposition Gerveix », 15 h 15, entrée de l'exposition, 23, rue de Sévigné (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Matisse : la joie de vivre dans la lumière », par S. Saint-Girons (Perspective et lumière).

Salle Chaillot Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Edmond Rostand, ou une vie en vers » (Paris et son histoire).

Institut catholique (salle B 07), 21, rue d'Assas, 18 h 30 : « La stratégie de la communication pendant la campagne présidentielle américaine », par J.-P. Teyssier (Les Grandes Conférences de Paris).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe des cultures », par M. Cazeaux (Maison de l'Europe).

Mairie (salle des mariages), 6, place Gambetta, 18 h 30 : « L'ancien théâtre de Belleville », par J.-M. Durand (Association d'histoire et d'archéologie du vingtième arrondissement).

146, rue Raymond-Losserand, 20 h 30 : « L'énurésie et le bégaiement », par D. Varma. Entrée libre. (Soleil d'or).

هكذا من الأصل







# IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



## appartements ventes

**2e arrdt**

BOURSE A SAISIR
Studio, cuis. équipée, s. de bains, belle surface. 2 fenêtres. 590 000 F. TEL. :44-53-05-07

**3e arrdt**

ARTS et MÉTIERS
4e ét. 75 m² orig., état nf. 1 800 000 F – 45-31-51-10.

**CAMPAGNE**
A PARIS
**STYLE LOFT**
SEJ. 2 CHBRES, 180 m² + JARDINET - Impeccable. 42-74-76-81

**5e arrdt**

CENSIER EXCEPTIONNEL
CHARMANT DUPLEX 2 P., 40 m², poutres. 790 000 F PARTENA – 40-07-86-50

CLAUDE-BERNARD. Beau 2 P. Cft. Excel. état. Calme. Vue dég. 950 000 F. 43-25-97-16

**6e arrdt**

**SAINT-SÉVERIN**
Imm. XVIIIe siècle, 3e asc. Beau volume, liv.-room, 4 ch., cuis., éq., 2 bns. Excell. état. Park.. poss. 3 900 000 F. AGT BASTILLE 42-78-10-20

**7e arrdt**

AVENUE SEGUR, 3 P. Balc., VUE DEGAGEE, calme, bonne distribution. Px 1 700 000 F - CASSIL RIVE GAUCHE - 45-66-43-43

RARE A SAISIR
CHAMP-DE-MARS/INVALIDES
Beau 3 P., Imm. pierre de t., 3e étg. asc., balc., park. 1 700 000 F - 48-74-46-12

**RUE BAC, 3-4 P.,**
très clair, tt confort. 2 200 000 F - CASSIL RIVE GAUCHE - 45-66-43-43

**8e arrdt**

8e RUE LA BOETIE
BEAU STUDIO, cuis. équipée, s. de bains, clair, calme. A SAISIR 550 000 F. CASSIL - 45-66-43-43

HORS DU COMMUN
**AV. MONTAIGNE**
Liv. dble + chbre + terrasse. ét. élevé. Dble expo. Vue panoramique. Décor raffiné. Possibilité parking. VERNANGE. 44-18-60-93

**11e arrdt**

BASTILLE-NATION
Beaux imm. rénovés, asc.
**STUDIOS, 2, 3, 4 P**
et duplex, ref. à neuf, cuis. éq., double vitrage, depuis 390 000 F. 47-46-12-12.

**12e arrdt**

Me NATION, 160 m² non conventionnel, sauna, cheminée, calme, soleil. 3 600 000 F - 45-46-28-25

**14e arrdt**

EDGAR-QUINET
Neuf; 5 pièces. 141 m² + terrasse 107 m², 6 200 000 F + parking.

**J.N. 40-89-00-00.**

**15e arrdt**

CONVENTION. 3 P. 65 m² Bel Imm. pierre de taille. 1 300 000 F. 42-79-88-76

Me Convention. Versailles Dans imm. p. de t. 1er vue sur square, 3/4 P. 70 m², cuis., s. de bns aménag. État neuf. Carte interph. Poss. parking. Px 1 700 000. T. 43-20-79-20, après 20 h : 45-33-59-98

Me FALGUIERE, BEAU 2 P., bel immeuble, clair, vue dégagée. 1 270 000 F. CASSIL RIVE GAUCHE - Tél. : 45-66-43-43

PASTEUR. R. Mizon. Bel imm. P. de t. Gd 4 P. Dble séj., 2 chb., asc., tout conft. Px 2 640 000. 45-67-01-22

**16e arrdt**

Part. vd Auteuil, beau 3 pces. 1er étage, jardin, cuisine équipée, cheminée, 1 700 000 F. Tél. : 45-27-02-76.

PDT-KENNEDY. 170 m² Vue exceptionnelle 5 900 000 F. 42-29-02-10

**17e arrdt**

PORTE MAILLOT face Palais des congrès, studio 36 m² stand. 7e asc., cave, park., gardien 1 400 000 F. Tél. : (1) 40-69-01-57.

Près PARC MONCEAU
4/5 P + terrasse 180 m². Dernier ét., vue π Paris, asc., direct, appt, 2 park, 4 950 000 F. 42-62-77-77.

Rue Sauffroy, 2 P., 42 m². 595 000 F. Étage élevé, es/asc., calme, clair Immo. Marcadet. 42-51-51-51

**18e arrdt**

38 m², 530 000 F Me Jules-Joffrin, imm. 1930 Immo. Marcadet. 42-51-51-51

A vendre, de particulier à particulier, Paris 18e, beau studio, 30 m², cuisine aménagée, salle de bains, wc, cave. Tél. : 49-60-80-81.

IMM. NEUF DISPONIBLE
**20 à 23 000 M2**
3 et 4 pces, terr. et balc., ét. él., ANOR, 42-71-23-30.

**MONTMARTRE**
Cimetière – Maison de ville sur voie privée, 250 m², plein sud. 4 420 000 F Tél. : 42-29-44-81.

**19e arrdt**

RUE REBEVAL, 3-4 P., 85 m², vue Sacré-Cœur, park. 1 390 000 F - 45-31-51-10

**20e arrdt**

GAMBETTA, Imm. ancien, studio cft. prêt à l'habitat. 340 000 F - CIP 43-49-20-20

GAMBETTA, p.-de-t. 1900, ravalé, dble liv., 2 chb., balc., asc. s/verdure, 1 375 000 F. CIP – 43-49-20-20.

**77 Seine-et-Marne**

OZOIR (77)
35 mn gare de l'Est, + connex. RER Val-de-Fontenay, prox. EURO DISNEY, clubs hippiques et golfs, part. vend 136 m2 habit., terrain 693 m2, séjour 50 m2, cheminée, 3 gdes chbres étage. PRIX : 1 175 000 F Tél. : (1) 60-02-98-45 (rép.)

**92 Hauts-de-Seine**

BOULOGNE, Me Billancourt, 2 pces, 43 m². Cave, 660 000 F SOMOGER : 46-21-15-63.

BOULOGNE-PONT DE SEVRES
Élégant, moderne. Living + 2 ch. + petit jardin. SACRIFIÉ. 1 780 000 F – 45-04-60-95.

BOULOGNE PTE ST-CLOUD
Standing, studio 31 m². Balcon, cave, park., 600 000 F. SOMOGER : 46-21-15-63.

MONTROUGE
**1 300 000**
IPM – 47-46-12-12.

NOGENT RER
Neuf, 2 pces, 48 m2 + balc. Sud-Ouest, 917 000 F + park.

**J. N. 40-89-00-00.**

**OCCUPÉ VINCENNES**
5 P. 105 m², r.-de-ch. + jard. 75 m². 1 100 000 F. Rapport 48 000 F/an. Libre fin 1997. 42-60-30-15

**Province**

TOULON. Prox. plage Vue rade. Appt 80 m² + balc. + loggia + cave. Px 430 000 F. T. 94-93-46-73

## appartements achats

**EMBASSY-SERVICE**
43, av. Marceau, 75116 Paris. rech. 40 à 100 m2 QUARTIERS RÉSIDENTIELS
**(1) 47-20-40-03.**

Recherche 2 à 4 p. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, PAIE COMPT. chez notaire 48-73-48-07 même le soir.

Recherche 2 à 4 pces. Paris. Préfère rive gauche. Paie comptant chez notaire. 48-73-35-43, même le soir.

## FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS – ILE-DE-FRANCE

FNAIM

*Ventes*

15e, porte de la Plaine immeuble récent, studio 24 m² avec loggia, 7e étage, ascenseur, 420 000 F. Agence centrale porte d'Orléans, 45-39-47-78

92 Fontenay-aux-Roses. Immeuble standing neuf, 3 pièces, 70 m², excellent état, cuisine équipée, 2 parkings. frais réduits. 1 180 000 F Agence centrale porte d'Orléans, 45-39-47-78

**13e limite 5e**
EXCEPTIONNEL
Duplex derniers ét. Superbe 155 m², terrasse 220 m². Parfaitement aménagé 2 park. Frais réduits. 7 500 000 F. FONCIA 45-44-55-50

**Quai Gds-Augustins**
Studio vue Seine, 2e ét. asc. 750 000 F, LIGA 44-07-13-13

Me Botzaris
Coquet 2 P., cuis., bains, wc, 36 m², (4e ét.), bon imm. Px : 535 000 F. Tél. : 42-93-78-02, (h. bur.) au 40-34-72-52

**Termes Acacias**
P. de taille, 4 P., 2e asc. 2 980 000 F. Liga 44-07-13-13

PANTHÉON, bel imm. XVIIIe, gd studio, s/verdure, calme charme, 680 000 F. 43-25-97-16

*Achats*

Rech. URGENT 100 à 120 m². Paris. Préfér., 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e. Paie compt. chez notaire. 48-73-48-07

*Locations*

NEUILLY-PERRONNET, ds hameau., Gr. liv. + ch., style maison, beau jard. privé, park., 11 500 net, 42-29-52-98

PARIS NATION, 2 P. 47 m², salle de bains, WC, chauffage central individuel au gaz. Loyer 4 856,00 mens. + chauff. Tél. gérant : 39-14-99-10

XVe, SUD, 7e asc. ss/vis-à-vis, 4 P., 90 m², 2 bs, park. 9 000 net. 42-29-52-98

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER
**3615 FNAIM**

**94 Val-de-Marne**

A VENDRE VITRY-MAIRIE
Part. vend 4 pces, 95 m2 7e ét., asc., imm. récent, calme s/jardin, cave, parkings. Quartier pleine rénov. Proch. ttes commod. Prix : 980 000 F. 21 h/23 h, au 46-80-82-38 de 10 h à 19 h.

## maisons de campagne

Part. vend maison normande, 119 m2, cuisine, bureau, salle de bains, salle à manger, salon terrain 2 000 m2. Située 20 km avant Honfleur. Prix : 950 000 F. Tél. : 32-41-57-88 (rép.).

## villas

EN NORMANDIE
Très belle maison, 4 pces, sur terrain 880 m2 env., bord de mer. Micro climat face île de Jersey, à partir de 420 000 F. Finan. poss. Madame RENAUD, 41 bd, Exelmans, Paris. 46-51-29-77 de 9 h à 12 h.

## locations non meublées demandes

**Province**

**EMBASSY SERVICE**
43, av. Marceau, 75116 Paris recherche APPTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS GESTION POSSIBLE
**(1) 47-20-30-05.**

## locations meublées offres

**Paris**

Caulaincourt, Beau 3 P., 6 500 F. CC. + honoraires. Immo. Marcadet 42-51-51-51

**Région parisienne**

BOULOGNE SUD. 45-04-60-95 Lumineux living, 2 chbres, jard. Courte durée, 9 800 F ch. c.

Neuilly-Perronnet ds hameau. Gr. liv. + ch, style maison - beau jard. privé - park. - 11 500 net. 42-29-52-98

## locations meublées demandes

**Paris**

**PARIS PROMO**
25, avenue Hoche – 75008 PARIS pour clients de haut niveau appartements grande qualité en meublé et en vide. Tél. : 45-63-25-60. Fax : 45-61-10-20.

## locations non meublées offres

**Paris**

14e ALÉSIA, studio tt cft, kitch. équipée, asc., 3 500 F. toutes charges comprises. CASSIL RIVE GAUCHE. Tél. 45-66-43-43

15e BD GRENELLE, 3 pces, 75 m2, 6e ét., p.-de-t., 2 balc., 7 200 F – 40-07-86-50

7e LA TOUR MAUBOURG 4 pces. 5e ét. Vue Invalides. Balc. standing. 12 000 F. PARTENA – 40-07-86-50

ALÉSIA, proche métro, 3 pces, tt cft + cave Loyer 6 000 F charges compr. CASSIL RIVE GAUCHE Tél. 45-66-43-43

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
15e Bir-Hakeim, beau 3 pces, 72 m2, 6e ét. balc., 7 200 F
16e EGL D'AUTEUIL, 4 pces, 100 m2, p.-de-t., balc., 10 000 F
PASSY, 5-6 pces, 140 m2 Terrasse 20 m2, combles, 15 000 F
17e AV. NIEL, 4-5 pces, 145 m2, p.-de-t., balc., 15 000 F
PARTENA - 40-07-86-50.

PASSY BEAU 2 P
168 m², 4e ét., refait à neuf Prix intéressant pr institutionnel TÉL. : (1) 42-88-21-03.

15e Me FALGUIÈRE 3 P Imm. pierre de taille. Très clair. Bonne distribution cave. Loyer 6 050 CC CASSIL RIVE GAUCHE. 45-66-43-43.

PARIS NATION, 2 pièces, 47 m², salle de bains, WC, chauff. central individ. au gaz Loyer 4 856 F + chauffage Tél. gérant 39-14-99-10

PASSY superbe 2 P 75 m² stand. soleil 8 000 F. PARTENA. 40-07-86-50.

## pavillons

**A SAISIR**
60 mn Paris direct gare SNCF MONTARGIS SUD
Mais. caractère rust. habit. de ste, sal. séj., cheminée, cuis., 4 chbres, 2 bns, WC, TERRAIN 2 300 m²
**prix 490 000 F**
Créd. personnalisé Tél. 24 h/24 (16) 38-85-22-92

**MAROLLES-EN-BRIE**
VAL-DE-MARNE
Villa 7 pièces sur 900 m² terrain Rez-de-ch., séjour dble cathédrale, cheminée 2 chambres, salle de bains, cuis. équipée, wc, buanderie 1er ét. : 2 chbres, s.-de-bns, dressing Garage 2 voitures, terrasse 200 m² Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre
Prix : 1 500 000 F.
Après 19 h 45-98-12-78

Me ALÉSIA. Petit pavillon, 2 étages. Calme. Jardin. 1 850 000 F. 45-40-56-91

## immobilier information

**VOUS VENDEZ**
un appartement avec ou sans confort adressez-vous à un professionnel
**FNAIM**
Immo Marcadet 42-51-51-51

## immeubles immeubles

Mise en vente d'un immeuble libre de toute occupation
95, rue du Cherche-Midi à PARIS-6e
Propriétaire :
Caisse d'Allocation Familiales de Paris
9, rue Saint-Charles - PARIS-15e
Renseignements et retrait des dossiers
Tél. : 45-71-21-82 ou 45-71-35-32
Dépôt des propositions :
d'ici au 11 juin 1993 - 17 heures

A 3 km du périphérique
CACHAN, CENTRE-VILLE
Imm 1989, 2e ét. ascenseur. Env. 210 m² + 4 P. s/sol priv Divisible en 3 lots, loc. poss. Rens. à REPRIC 60-63-47-63

## châteaux

GARD. 20 km mer, 600 m² + dép. S/3,8 ha. Calme. Vue. (16) 67-69-18-19, 8 h-22 h.

# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

| Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges |
|---|---|---|
| **PARIS** | | |
| **2e ARRONDISSEMENT** | | |
| 2 PIÈCES 62 m², 5e étage droite | 5, rue Volnay GCI – 40-16-28-71 Honoraires de rédaction | 6 622 + 1 215,55 328,66 |
| 5 PIÈCES 138 m², 5e étage | 48, rue Montmartre SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Commission | 13 000 + 1 505 9 360 |
| **7e ARRONDISSEMENT** | | |
| 4 PIÈCES 123 m², 5e ét. droite | 12, place Joffre GCI – 40-16-28-70 Honoraires d'actes | 14 708 + 1 720 571 |
| **8e ARRONDISSEMENT** | | |
| 4 PIÈCES 105 m², 5e étage | 27, rue Daru PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission | 13 000 + 1 300 9 251 |
| 5 PIÈCES 144 m² dont 3 chbres 3e étage | 66, bd Malesherbes GCI – 40-16-28-69 Frais d'actes | 17 500 + 1 838 655 |
| **9e ARRONDISSEMENT** | | |
| 3 PIÈCES 70 m² + balcon 5e étage, parking | 15, rue Ballu CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location | 5 500 + 1 800 4 230 |
| 4 PIÈCES 102 m², 3e étage | 21, rue Condorcet PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission | 8 550 + 885 6 085 |
| **11e ARRONDISSEMENT** | | |
| 4 PIÈCES 99 m², 5e étage parking | 5, rue Faidherbe PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission | 10 300 + 780 7 330 |
| **13e ARRONDISSEMENT** | | |
| STUDIO 35 m² + balcon cuis. équipée, 1er ét. | 67, bd Auguste-Blanqui CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location | 2 480 + 700 2 056 |
| **14e ARRONDISSEMENT** | | |
| 4 PIÈCES 101 m², 3e étage parking | 16, place Brancusi SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Commission | 10 550 + 1 330 7 596 |
| 4 PIÈCES 78 m², 1er étage gardien | 3, villa Brune LOCARE – 40-61-66-00 Commission agence | 6 100 + 1 310 5 288 |
| **15e ARRONDISSEMENT** | | |
| STUDIO 35 m², 1er étage cuisine équipée | 17-19, rue Bausset CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location | 3 000 + 600 2 430 |
| 4 PIÈCES 98 m², 6e étage parking | 2, passage Duguesclin PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission | 10 900 + 1 600 7 757 |
| **16e ARRONDISSEMENT** | | |
| 4 PIÈCES 102 m², 3e étage | 4, rue Nungesser-et-Coli AGIFRANCE – 46-05-88-81 Frais de commission | 10 350 + 1 692 7 365,06 |
| **17e ARRONDISSEMENT** | | |
| 3 PIÈCES 83 m², 5e étage | 9, rue des Dardanelles GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes | 8 856 + 1 351,40 395,68 |
| **SEINE-ET-MARNE** | | |
| 4 PIÈCES 80 m², rez-de-ch. parking | NOISIEL 18, av. P.-Mendes-France AGIFRANCE – 49-03-43-05 Frais de commission | 4 134 + 1 033 3 236 |
| **YVELINES** | | |
| 3 PIÈCES 68 m², 5e étage parking | POISSY 5, av. des Ursulines AGIFRANCE – 49-03-43-05 Frais de commission | 3 447 + 1 073 2 820,82 |
| **HAUTS-DE-SEINE** | | |
| 3 PIÈCES 63 m², terr. 21 m² 16e étage, park. | ASNIÈRES 42, rue de l'Alma SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Commission | 5 060 + 1 196,50 3 643 |
| 2 PIÈCES 63 m², 2e étage parking | BOULOGNE 22, rue de Silly AGIFRANCE – 46-03-61-83 Frais de commission | 4 785 + 1 094 3 745,51 |
| 3 PIÈCES 78 m², refait neuf immeuble récent bon standing, park. 1 cave | NEUILLY-SUR-SEINE 34-36, bd Victor-Hugo SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Commission | 8 631 + 1 228 6 214 |
| 4 PIÈCES 111 m², 3e étage | NEUILLY-SUR-SEINE 5-7, avenue Sainte-Foy PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission | 11 326 + 1 500 8 080 |
| 4 PIÈCES 90 m², 4e étage parking | SAINT-CLOUD 6, square Sainte-Clothilde PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission | 7 275 + 875 5 177 |
| **94 VAL-DE-MARNE** | | |
| 2 PIÈCES 55 m², rez-de-ch. | CRÉTEIL 107, av. Michel-Bizot CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location | 4 050 + 416 3 186 |

*CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE*

PHENIX GESTION















# VIE DES ENTREPRISES

En déclarant irrecevable l'OPA de l'allemand Gehe sur l'OCP

## La cour d'appel de Paris désavoue le Conseil des Bourses de valeur

**La cour d'appel de Paris a annulé, mardi 27 avril, la décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) déclarant recevable le projet d'offre publique d'achat (OPA) lancé par le répartiteur allemand sur l'Office commercial pharmaceutique (OCP). Cette annulation, la première en droit boursier, constitue un revers pour le CBV, qui, le 22 mars, avait déjà refusé de revenir sur le feu vert donné à l'OPA de l'allemand Gehe, stipulant seulement lors de ce refus qu'une éventuelle contre-offre devrait bénéficier des mêmes conditions que celles accordées à Gehe (*le Monde* du 25 mars).**

Décidément, le feuilleton boursier autour du contrôle de l'Office commercial pharmaceutique (OCP) n'en finit pas de rebondir. Lundi 26 avril, Pierre Bourely, nouveau PDG et premier actionnaire de l'OCP, déposait avec l'aide de la Cooper (Coopération pharmaceutique française), de l'américain Bergen Brunswig, de quelques laboratoires et de deux banques, un projet de contre-OPA auprès des autorités boursières (*le Monde* du 28 avril). Ce projet était destiné à contrer l'OPA (offre publique d'achat) amicale lancée par le répartiteur allemand Gehe sur son homologue français. Jusque-là, rien que de très normal...

Mais mardi 27 avril, la Cour de Paris, saisie par un actionnaire minoritaire (les Mutuelles du Mans) a créé la surprise en annulant la décision du CBV. Alors que le parti de la contre-OPA pensait, au mieux, obtenir les mêmes conditions que celles proposées à l'offre allemande (l'ouverture des commandites en cas du succès de l'offre), la Cour a déclaré la première OPA irrecevable. Elle s'est notamment fondée sur le fait que le CBV avait méconnu les dispositions de la COB (Commission des opérations de Bourse) sur l'égalité de traitement des détenteurs de titre : *« La compétition que peut impliquer une offre publique s'effectue par le libre jeu des offres et de leurs surenchères. »*

Si la Cour n'a pas contesté la légalité de la structure juridique, elle estime dans ses conclusions que *« le dispositif mis en place ne saurait pour autant, sans violer la réglementation boursière, donner aux associés des deux sociétés, (...) la faculté discrétionnaire de concéder à tel compétiteur de leur choix un avantage déterminant par avance le succès de son offre publique en faussant le jeu des offres et surenchères. »*

Le groupe Gehe, qui s'est déclaré surpris de la décision de la Cour, aura toujours la possibilité de surenchérir sur l'offre. Mais pour l'instant, il ne reste que le projet de contre-offre de la Cooper sur lequel le CBV devrait statuer aujourd'hui.

F. Bn

Après la célébration de leur mariage

## DASA et Fokker veulent former avec Aérospatiale et Alenia un pôle aéronautique européen

LA HAYE

*de notre correspondant*

A l'occasion de la signature, mardi 27 avril, à La Haye, du contrat formalisant l'acquisition de 51 % du capital du néerlandais Fokker par Deutsche Aerospace (DASA), les présidents des deux sociétés ont exprimé l'ambition de *« restructurer l'industrie aéronautique européenne »*. Dans cet esprit, Jürgen Schrempp, pour DASA, et Erik-Jan Nederkoorn, pour Fokker, ont présenté leur mariage comme la première pierre d'un pôle européen des avionneurs que devraient rejoindre Aérospatiale (France) et Alenia (Italie).

*« L'idée est qu'ils deviennent actionnaires du holding »* créé pour gérer la participation dans Fokker, a affirmé le président de DASA, précisant que des discussions allaient s'engager sur le calendrier de ce rapprochement, ainsi que sur son *« concept industriel »*. Louis Gallois, président d'Aérospatiale, a immédiatemment répondu qu'il *« prendra sa décision en fonction de l'intérêt »* du consortium ATR (Avions de transport régional).

Pour le président de Fokker, *« les compagnies aériennes ont perdu au cours des trois dernières années l'argent – 11 milliards de dollars – qu'elles avaient gagné dans la décennie précédente, et les constructeurs d'avions en subissent les conséquences. Le temps des constructeurs nationaux est fini »*. Les Européens, qui ont tous des difficultés doivent unir leurs potentiels technologique, industriel et commercial pour tirer leur épingle d'un jeu qui s'est mondialisé et dont *« les Japonais et autres concurrents asiatiques »* ne vont pas tarder à se mêler.

Fokker vient juste de boucler son plan de réorganisation. La direction et les syndicats se sont mis d'accord sur le licenciement d'ici à la fin de l'année de 1 395 salariés. Ce chiffre est inférieur de 394 unités à celui prévu dans le plan de restructuration présenté en mars (*le Monde* du 27 mars). Mais l'ampleur de la réorganisation, condition préalable à l'arrivée de DASA, n'en a pas moins été confirmée : 2 118 personnes, soit 17 % des effectifs, vont devoir quitter Fokker.

Les syndicats ont simplement négocié des sacrifices qui vont permettre un dégraissage plus doux dans la forme mais tout aussi radical sur le fond (réduction du temps de travail hebdomadaire de 38 à 36 heures, accélération du départ des salariés de plus de 55 ans, augmentation du travail partagé). La restructuration se traduit aussi par le blocage des salaires jusqu'au 1er janvier 1995 ainsi que par la suppression, d'ici à cette date, de certaines gratifications.

CHRISTIAN CHARTIER

Elu président des armateurs

## M. Bolloré réclame des allègements de charges sociales pour les transporteurs maritimes

Vincent Bolloré, président du groupe Bolloré Technologies, a été élu, lundi 26 avril, président du Comité central des armateurs de France (CCAF) en remplacement de Gilles Bouthillier. Cette élection confirme l'importance de ce groupe alors qu'il y a deux ans son président, en prenant à l'arraché le contrôle du groupe Delmas-Vieljeux, s'était attiré des inimitiés dans le milieu des armateurs français.

Le nouveau président du CCAF a déclaré devant Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des tranports et du tourisme, que les armateurs n'attendaient rien d'autre du gouvernement que *« l'égalité de concurrence avec nos principaux voisins européens. Il ne s'agit pas de demandes exorbitantes »*. Parmi les mesures urgentes, M. Bolloré a cité la fiscalisation des charges sociales et la modification du système de financement des navires en permettant, par des allègements fiscaux, aux particuliers de prendre des parts dans les bateaux.

Le ministre, après avoir salué le « courage » des ministres précédents qui ont fait voter la réforme des dockers, s'est déclaré favorable à une baisse des charges sociales, car le transport maritime français *« est un des secteurs le plus touché par la déréglementation internationale et le dumping social »*.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### RÉSULTATS

□ **Sibille (papier) : perte nette de 32 millions de francs en 1992.** – Le groupe papetier Sibille a enregistré en 1992 une sévère dégradation de son résultat, avec une perte nette (part du groupe) de 32 millions de francs contre un bénéfice de 18 millions en 1991. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a stagné en 1992, s'établissant à 3,039 milliards de francs contre 3,019 milliards de francs en 1991.

□ **Groupe du Louvre : baisse du bénéfice net consolidé à 102 millions de francs en 1992.** – La Société du Louvre-Groupe du Louvre (famille Taittinger) a enregistré en 1992 un bénéfice net consolidé *part du groupe de 102,1 millions* de francs, contre 166,9 millions en 1991. Le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 28,7 % à 4,27 milliards de francs. Mais il comprend les chiffres d'affaires réalisés par ELM Leblanc et la compagnie des Cristalleries de Baccarat, entrés dans le périmètre de consolidation respectivement en avril 1991 et en janvier 1992. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires augmente de 9,75 %. Le dividende net par action sera de 25,20 francs (37,80 francs avec avoir fiscal), en hausse de 5 %.

□ **Pochet : résultat net consolidé en hausse de 21,4 %.** – La firme Pochet (flaconnage de luxe) a dégagé en 1992 un résultat net consolidé de 160,8 millions de francs, en hausse de 21,4 % par rapport à 1991 (132,5 millions de francs). Le chiffre d'affaires consolidé est passé de 927,4 millions de francs en 1991 à 1,107 milliard de francs en 1992, soit une hausse de 19,4 %. A périmètre constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 17,9 %. Pochet prévoit pour 1993 *« une croissance plus modérée »* en raison de la *« poursuite du climat d'incertitudes économiques et de morosité générale »*.

### ACQUISITIONS

□ ***Guillin (emballages alimentaires) absorbe Gattini.*** – Le groupe Guillin (600 salariés), spécialisé dans l'emballage thermoformé pour l'industrie agroalimentaire, a acquis la totalité de la société vauclusienne Gattini, numéro un français de l'emballage souple personnalisé pour fruits et légumes. Gattini (120 salariés) a réalisé en 1992 un *chiffre d'affaires de 74 millions de* francs pour un résultat net de 5 %. Implanté dans le Doubs, le groupe Guillin, qui avait pris l'an passé le contrôle de la société italienne Nespak (160 salariés), a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 403 millions de francs pour un résultat net de 26,2 millions de francs.

□ ***Bowater (emballage) achète l'américain Tower Packaging.*** – Le groupe britannique de papier-carton et d'emballage Bowater va acheter pour 105 millions de dollars (567 millions de francs) la société américaine d'emballages à usage médical Tower Packaging. Le propriétaire de Tower Packaging, le groupe Baxter Healthcare Corporation, va recevoir 65 millions de dollars lorsque la transaction deviendra effective le 30 avril, et 10 millions par an pendant les quatre années suivantes. Tower a perdu 2,6 millions de dollars en 1992, mais Bowater compte sur un rétablissement de sa rentabilité dès cette année. Ses actifs nets s'élevaient à environ 27 millions de dollars à la fin de 1992.

### MANAGEMENT

□ **SmithKline Beecham (pharmacie) changera d'état-major en 1994.** – Le président et le directeur général du groupe pharmaceutique anglo-américain SmithKline Beecham partiront à la retraite en avril 1994. Henry Wendt, cinquante-neuf ans, sera remplacé au poste de président par Sir Peter Walters, actuel président de Midland Bank et ancien dirigeant de British Petroleum (BP). Il est membre du conseil d'administration de SB depuis 1989. Jan Leschly, qui dirige la division pharmaceutique du groupe depuis 1990, succèdera à M. Robert Bauman, soixante-deux ans, en tant que directeur général. MM. Wendt et Bauman avaient été les architectes de la fusion réussie de SmithKline Beckman et de Beecham en 1989. Le groupe a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires en hausse de 11 % à 5,22 milliards de livres (43,8 milliards de francs).

### INVESTISSEMENT

□ ***Apple renforce sa présence au Mexique et sur les marchés fédéraux américains.*** – Le fabricant d'ordinateurs américain Apple a annoncé, mardi 27 avril, la création d'un département chargé spécialement de commercialiser ses produits au Mexique, Apple Computer Mexico, ainsi qu'un accord avec une société spécialisée dans les marchés fédéraux américains. Apple souligne dans un communiqué le *« développement rapide du marché des micro-ordinateurs »* au Mexique, qui devrait atteindre 1 milliard de dollars en 1993, soit une hausse de 29 % sur l'an dernier. Ce marché, le plus prometteur en Amérique latine, devrait augmenter de 25 % d'ici la fin de 1995, estime Apple. En outre, Apple a conclu un accord avec la société Government Technology Services Inc. (GTSI) aux termes duquel GTSI vendra la gamme complète de produits Apple aux agences fédérales et à leurs principaux fournisseurs. GTSI est le premier revendeur américain de micro-ordinateurs, de logiciels et de produits en réseau.

### COÛTS

□ **Chrysler constitue une provision exceptionnelle au premier trimestre 1993.** – Chrysler Corp., troisième constructeur automobile américain, a annoncé récemment la constitution d'une provision exceptionnelle de 4,7 milliards de dollars (26 milliards de francs) au premier trimestre pour couvrir les coûts de couverture médicale des futurs retraités du groupe. Cette charge entraînera une perte nette après impôt pour le premier trimestre et pour l'ensemble de l'exercice 1993 mais n'affectera pas la distribution des dividendes, a indiqué Chrysler. Après ce provisionnement, la couverture médicale de ses salariés retraités lui coûtera 240 millions de dollars/an après impôt. Chrysler avait été le seul constructeur automobile à annoncer un bénéfice en 1992 (723 millions de dollars). General Motors et Ford avaient accusé des pertes en 1992 mais après constitution de provision record : 21,8 milliards de dollars pour GM et 7,5 milliards de dollars pour Ford.





# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS, 28 avril ⬆ Progression modérée

Pour la deuxième séance consécutive, la Bourse de Paris était orientée à la hausse, mercredi 28 avril. En progression de 0,36 % au début des transactions, l'indice CAC 40 gagnait, deux heures plus tard, 0,22 %. A la mi-séance, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 0,16 % à 1 930,43 points. La veille, l'indice parisien avait testé à la baisse la barre des 1 900 points, sans parvenir à la franchir. Il avait alors rebondi pour terminer en hausse de 0,83 %.

Après les déclarations du président de la Bundesbank, mardi 27 avril, qui laissait entendre que la gravité de la récession en Allemagne rendait nécessaire d'accélérer le rythme de la baisse des taux directeurs, la banque centrale allemande a effectué mercredi une prise en pension au taux de 7,76 %-7,86 % contre 8,08-8,10 % la semaine dernière. Cette baisse très nette (les anticipations tablaient sur un taux de 7,80-7,90 %) est de bon augure pour les taux d'intérêt, estimaient les opérateurs. Si ce taux n'est pas un des taux directeurs de la Bundesbank, il a toujours été considéré comme un test avant un éventuel assouplissement monétaire.

Mais « baisse des taux ou non, le marché estime que la hausse des impôts annulera les effets positifs de la détente monétaire, et il a fait une croix sur l'année 1993 », précisait un analyste. « Les résultats des sociétés pour 1993 devraient être encore plus mauvais que prévu », ajoutait-il.

L'opération annoncée mercredi 28 avril sur Total est bien accueillie par le marché. Le groupe pétrolier a annoncé une augmentation de capital de 4,07 milliards de francs réservée à Cogema, Lyonnaise des eaux-Dumez et Société générale ainsi que des échanges de participations d'envergure avec ces trois partenaires. « La cession des activités uranium à la Cogema est un point positif. La vente d'actifs stratégiques va dans le sens d'une privatisation totale de la société pétrolière », estimait un analyste.

## NEW-YORK, 27 avril ⬆ Rebond

Wall Street a retrouvé un peu d'allant mardi 27 avril, à la suite notamment de l'annonce d'une hausse inattendue de l'indice de confiance des consommateurs en avril, après trois mois consécutifs de baisse, et à la publication de résultats de sociétés encourageants. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes est repassé au-dessus du seuil de 3 400 points pour terminer à 3 415,93, en hausse de 17,56 points (+ 0,52 %). Quelque 283 millions de titres ont été échangés. La progression a touché surtout les valeurs vedettes, et sur l'ensemble du marché le nombre de titres en hausse a à peine dépassé les valeurs en baisse : 950 contre 934.

La confiance des consommateurs américains dans les perspectives de l'économie s'est établie en avril à 67,7 % contre 63,2 % en mars, alors que les experts tablaient sur une légère baisse de cet indice.

Parmi les valeurs des sociétés ayant annoncé leurs résultats financiers au 1er trimestre, Procter and Gamble a gagné 1-1/8 à 48-7/8 dollars, après la publication d'un bénéfice net de 518 millions de dollars, et USX a progressé de 1-1/2 à 42-3/4 dollars après l'annonce d'une bénéfice net de 50 millions de dollars.

| VALEURS | Cours du 26 avril | Cours de 27 avril |
|---|---|---|
| Alcoa | 65 3/8 | 65 3/4 |
| ATT | 58 | 58 7/8 |
| Boeing | 37 3/8 | 37 7/8 |
| Chase Manhattan Bank | 30 1/8 | 30 5/8 |
| Du Pont de Nemours | 52 7/8 | 52 3/8 |
| Eastman Kodak | 53 3/8 | 52 3/8 |
| Exxon | 64 5/8 | 65 3/8 |
| Ford | 51 1/8 | 52 5/8 |
| General Electric | 92 | 92 1/2 |
| General Motors | 39 5/8 | 40 3/8 |
| Goodyear | 73 7/8 | 74 3/8 |
| IBM | 48 3/8 | 48 3/8 |
| ITT | 78 5/8 | 81 |
| Mobil Oil | 68 1/4 | 67 3/4 |
| Pfizer | 63 7/8 | 67 3/4 |
| Schlumberger | 63 1/8 | 62 1/2 |
| Texaco | 62 1/8 | 62 3/4 |
| UAL Corp. ex-Allegis | 139 3/8 | 146 1/2 |
| Union Carbide | 20 1/4 | 20 3/8 |
| United Tech. | 49 1/8 | 48 |
| Westinghouse | 14 7/8 | 15 1/8 |
| Xerox Corp. | 77 3/4 | 76 |

## LONDRES, 27 avril ⬆ Petit sursaut

Dans la foulée de Wall Street, la Bourse de Londres s'est redressée mardi 27 avril en fin de séance après avoir passé la majorité de la journée en baisse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit en clôture en hausse de 10,4 points (0,3 %) à 2 832,7 points. Le volume des échanges s'est élevé à 593,9 millions de titres contre 488,1 millions la veille.

Une étude positive de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), montrant que la confiance des entreprises a augmenté le plus rapidement depuis dix ans au premier trimestre, a pourtant été ignorée par les investisseurs. Il a fallu que la Bourse de New-York se reprenne pour inverser la tendance au Stock Exchange.

Les fonds d'État ont gagné jusqu'à un demi-point dans l'espoir d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt allemands. Les banques et les compagnies d'assurance ont été plutôt fermes, mais les magasins ont été mitigés et les compagnies d'eau et d'électricité ont baissé.

| VALEURS | Cours du 26 avril | Cours du 27 avril |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 5,82 | 5,85 |
| B.P. | 2,83 | 2,83 |
| B.T.R. | 6,08 | 6,07 |
| Cadbury | 4,72 | 4,74 |
| De Beers | 10,50 | 10,62 |
| Glaxo | 5,75 | 5,95 |
| G.U.S. | 28,65 | 29,13 |
| I.C.I. | 12,35 | 12,32 |
| Reuters | 12,55 | 12,85 |
| RTZ | 6,53 | 6,49 |
| Shell | 5,81 | 5,82 |
| Unilever | 11,05 | 11,97 |

## TOKYO, 28 avril ⬆ Nouvelle hausse

La Bourse de Tokyo a fini la séance sur une nouvelle hausse importante mercredi 28 avril, mais des prises de bénéfice lui ont fait perdre un peu de terrain par rapport à ses plus hauts de la matinée. L'indice Nikkei a gagné 247,86 points, soit 1,23 %, à 20 454,57 points, après un plus haut à 20,716,39, dans un volume de 800 millions de titres.

Le repli du yen vis-à-vis du dollar a profité à la cote. Toutefois, la période de vacances, traditionnelle cette semaine au Japon, a poussé certains investisseurs à liquider leurs positions. Sur le fond, la tendance est jugée très positive malgré certaines inquiétudes sur les prochains résultats de sociétés pour l'année fiscale qui va du 1er avril 1992 au 31 mars 1993.

| VALEURS | Cours du 27 avril | Cours du 28 avril |
|---|---|---|
| Ajinomoto | 1 330 | 1 380 |
| Bridgestone | 1 340 | 1 380 |
| Canon | 1 490 | 1 420 |
| Fuji Bank | 2 070 | 2 080 |
| Honda Motors | 1 390 | 1 430 |
| Matsushita Electric | 1 350 | 1 370 |
| Mitsubishi Heavy | 678 | 688 |
| Sony Corp. | 4 900 | 4 990 |
| Toyota Motors | 1 680 | 1 720 |

### CHANGES

**Dollar : 5,37 F ⬆**

Le deutschemark est en très légère progression à 3,3754 francs mercredi 28 avril au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3730 francs dans les échanges interbancaires de mardi (il s'inscrivait à 3,3775 francs, selon le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar remonte à 5,37 francs, contre 5,3395 francs dans les échanges interbancaires de mardi soir (5,3195 francs au cours de la Banque de France).

| FRANCFORT | 27 avril | 28 avril |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,5750 | 1,5962 |
| **TOKYO** | 27 avril | 28 avril |
| Dollar (en yens) | 110,48 | 111,88 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE**

| | |
|---|---|
| Paris (28 avril) | 8 3/4-8 13/16 % |
| New-York (27 avril) | 2 % |

### BOURSES

| | 26 avril | 27 avril |
|---|---|---|
| (SBF, base 100 : 31-12-81) | | |
| Indice général CAC | 524,45 | 524,85 |
| (SBF, base 1000 : 31-12-87) | | |
| Indice CAC 40 | 1 911,62 | 1 927,41 |

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

| | 26 avril | 27 avril |
|---|---|---|
| Industrielles | 3 398,37 | 3 415,93 |

LONDRES (Indice « Financial Times »)

| | 26 avril | 27 avril |
|---|---|---|
| 100 valeurs | 2 822,30 | 2 832,70 |
| 30 valeurs | 2 222,60 | 2 231,50 |
| Mines d'or | 137 | 140,10 |
| Fonds d'État | 95,52 | 95,77 |

FRANCFORT

| | 26 avril | 27 avril |
|---|---|---|
| Dax | 1 649,81 | 1 646,78 |

TOKYO

| | 27 avril | 28 avril |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 20 206,71 | 20 454,57 |
| Indice général | 1 572,68 | 1 592,76 |

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS COMPTANT | | COURS TERME TROIS MOIS | |
|---|---|---|---|---|
| | Demandé | Offert | Demandé | Offert |
| $ E-U | 5,3830 | 5,3850 | 5,4460 | 5,4510 |
| Yen (100) | 4,8084 | 4,8145 | 4,8643 | 4,8740 |
| Ecu | 6,5960 | 6,5980 | 6,5866 | 6,5934 |
| Deutschemark | 3,3731 | 3,3736 | 3,3743 | 3,3775 |
| Franc suisse | 3,7447 | 3,7487 | 3,7704 | 3,7778 |
| Lire italienne (1000) | 3,6250 | 3,6300 | 3,5984 | 3,6060 |
| Livre sterling | 8,4520 | 8,4570 | 8,4886 | 8,5000 |
| Peseta (100) | 4,6282 | 4,6340 | 4,5552 | 4,5692 |

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

| | UN MOIS | | TROIS MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Demandé | Offert | Demandé | Offert | Demandé | Offert |
| $ E-U | 3 | 3 1/8 | 3 1/16 | 3 3/16 | 3 3/16 | 3 5/16 |
| Yen (100) | 3 1/8 | 3 1/4 | 3 1/8 | 3 1/4 | 3 1/8 | 3 1/4 |
| Ecu | 8 1/2 | 8 5/8 | 8 5/16 | 8 7/16 | 8 3/16 | 8 5/16 |
| Deutschemark | 7 5/8 | 7 7/8 | 7 7/16 | 7 11/16 | 7 1/4 | 7 1/2 |
| Franc suisse | 5 1/16 | 5 3/16 | 4 15/16 | 5 1/16 | 4 3/4 | 4 7/8 |
| Lire italienne (1000) | 10 13/16 | 11 1/16 | 10 5/8 | 10 7/8 | 10 5/8 | 10 7/8 |
| Livre sterling | 6 | 6 1/8 | 6 | 6 1/8 | 6 1/16 | 6 3/16 |
| Peseta (100) | 15 1/4 | 17 | 14 | 15 1/4 | 13 | 14 |
| Franc français | 8 1/16 | 8 1/2 | 7 7/8 | 8 3/16 | 7 5/8 | 7 15/16 |

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

# BOURSE DE PARIS DU 28 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30

## Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 5420 | C.N.E 3% | 5440 | 5430 | 5430 | -0 18 |
| 1040 | B.N.P. T.P. | 1020 | 1019 | 1019 | -0 10 |
| 917 | Cr.Lyon. T.P. | 915 | 905 | 906 | -0 98 |
| 1850 | Renault T.P. | 1880 | 1880 | 1856 | -1 28 |
| 1980 | Rhone Poul. T.P. | 1930 | 1938 | 1930 | .... |
| 1110 | Saint Gobain T.P. | 1092 | 1100 | 1100 | +0 73 |
| 890 | Thomson T.P. | 885 | 895 | 895 | +1 13 |
| 675 | ACCOR | 664 | 660 | 652 | -1 81 |
| 775 | Air Liquide | 751 | 754 | 751 | .... |
| 680 | Alcatel-Alsthom | 647 | 649 | 647 | .... |
| 2050 | Als.Superm. | 2030 | 2035 | 2060 | +1 48 |
| 345 | A.L.S.P.I. | 340 | 348 | 342 | +0 59 |
| 615 | AGF Sté Centrale | 613 | 616 | 612 | -0 16 |
| 1290 | Axa (ex Cie Midi) | 1250 | 1252 | 1255 | +0 40 |
| 165 | Bafip | 153 20 | 155 | 156 | +1 83 |
| 88 | Bail-Equipem. | 87 10 | .... | .... | .... |
| 940 | Bail Investiss. | 950 | 943 | 943 | -0 74 |
| 450 | Bancaire | 440 | 438 | 444 | +0 91 |
| 655 | Bazar H.-V. | 645 | 643 | 643 | -0 31 |
| 1200 | Berger (M) | 1168 | 1189 | 1164 | -0 34 |
| 435 | Bertrand Faure | 435 | 435 | 436 | +0 23 |
| 1090 | Bic | 1051 | 1059 | 1078 | +2 57 |
| 1120 | B.I.P. | 1130 | 1130 | 1130 | .... |
| 188 | BIS | 174 50 | 174 | 174 | -0 29 |
| 545 | B N P (CI) | 533 | 533 | 537 | +0 75 |
| 505 | Bollore Tech. | 488 | 490 | 500 | +2 46 |
| 2830 | Bongrain | 2800 | 2815 | 2840 | +1 43 |
| 580 | Bon-Marché | 560 | 561 | 555 | -0 89 |
| 680 | Bouygues | 669 | 669 | 668 | -0 15 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 1110 | Créd. Foncier | 1104 | 1110 | 1116 | +1 09 |
| 420 | Crédit Loc France | 422 | 419 | 419 | -0 71 |
| 615 | Cr Lyon.(CI) | 607 | 605 | 615 | +1 32 |
| 1270 | Credit Nat. | 1280 | 1275 | 1279 | -0 08 |
| 550 | CSEE | 576 | 583 | 589 | +2 28 |
| 3510 | Damart | 3600 | 3620 | 3620 | +0 56 |
| 480 | Dassault Aviation | 470 | 463 | 471 | +0 21 |
| 295 | Dassault Electr. | 293 90 | 292 | 296 | +0 71 |
| 1700 | De Dietrich | 1660 | 1658 | 1658 | -0 12 |
| 525 | Degremont | 511 | 516 | 515 | +0 78 |
| 45 | Dév.R.d.C.(Li) | 44 20 | 44 60 | 44 30 | +0 23 |
| 89 | Dév.R.Sud-Est | 90 | 92 | 92 | +2 22 |
| 280 | D M C | 273 | 272 10 | 275 | +0 73 |
| 470 | Docks France | 466 50 | 465 50 | 468 | +0 32 |
| 140 | Dynaction | 150 | 150 | 149 | -0 67 |
| 2280 | Eaux (Gle) | 2229 | 2250 | 2245 | +0 72 |
| 680 | E.B.F. | 670 | 675 | 676 | +0 90 |
| 440 | Ecco | 445 | 445 | 443 50 | -0 34 |
| 385 | Elf Aquitaine | 374 | 375 10 | 375 20 | +0 32 |
| 980 | EliSanofi(ExSanofi) | 970 | 975 | 960 | -1 03 |
| 295 | Esso-Elf (Certif.) | 301 40 | 303 | 311 | +3 19 |
| 705 | Eridania-Beghin | 710 | 710 | 708 | -0 28 |
| 445 | Essilor | 445 | 441 | 445 | .... |
| 230 | Essil.Inv.(DP) | 230 | 230 | 234 60 | +2 00 |
| 745 | Esso | 748 | 749 | 737 | -1 47 |

## Comptant (sélection)

## SICAV (sélection) 27/4

## Second marché (sélection)

## Marché des Changes

| COURS INDICATIFS | COURS préc. | COURS 28/4 | COURS DES BILLETS achat | COURS DES BILLETS vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats Unis (1 usd) | 5 319 | ....... | 5 | 5 5 |
| Ecu | 6 596 | ....... | ....... | ....... |
| Allemagne (100 dm) | 337 750 | ....... | 327 | 347 |
| Belgique (100 F) | 16 418 | ....... | 15 9 | 16 9 |
| Pays-Bas (100 fl) | 300 610 | ....... | 290 | 310 |
| Italie (1000 lires) | 3 633 | ....... | 3 3 | 3 8 |
| Danemark (100 krd) | 87 650 | ....... | 84 | 92 |
| Irlande (1 iep) | 8 234 | ....... | 7 9 | 8 6 |
| Gde-Bretagne (1 L) | 8 466 | ....... | 8 | 8 8 |
| Grèce (100 drachmes) | 2 483 | ....... | 2 5 | 3 1 |
| Suisse (100 f) | 375 280 | ....... | 361 | 381 |
| Suède (100 krs) | 73 730 | ....... | 69 | 78 |
| Norvège (100 k) | 79 920 | ....... | 75 | 84 |
| Autriche (100 sch) | 48 001 | ....... | 46 6 | 49 6 |
| Espagne (100 pes) | 4 573 | ....... | 4 3 | 4 9 |
| Portugal (100 esc) | 3 840 | ....... | 3 3 | 4 1 |
| Canada (1 $ can) | 4 201 | ....... | 4 | 4 4 |
| Japon (100 yens) | 4 862 | ....... | 4 7 | 4 9 |

## Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 28/4 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 60250 | 60300 |
| Or fin (en lingot) | 60350 | 60400 |
| Napoléon (20f) | 342 | 346 |
| Pièce Fr (10 f) | 365 | ..... |
| Pièce Suisse (20 f) | 345 | 349 |
| Pièce Latine (20 f) | 341 | 341 |
| Souverain | 433 | 436 |
| Pièce 20 dollars | 2200 | 2270 |
| Pièce 10 dollars | 1140 | 1135 |
| Pièce 5 dollars | 680 | ..... |
| Pièce 50 pesos | 2245 | 2255 |
| Pièce 10 florins | 356 | 360 |



## Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 27 avril 1993

**NOTIONNEL 10 %**
Nombre de contrats estimés : 167 759

| COURS | Juin 93 | Sept. 93 | Déc. 93 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 117,34 | 117,30 | 117 |
| Précédent | 117,34 | 117,26 | 117 |

**CAC 40 A TERME**
Volume : 32 000

| COURS | Avril 93 | Mai 93 | Juin 93 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 1 925 | 1 935,5 | 1 921 |
| Précédent | 1 911 | 1 921 | 1 906 |

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

# CULTURE

Deux disparitions

## La chanteuse Monique Morelli

**Monique Morelli, qui chanta Carco, Mac Orlan et Aragon, est morte à Paris le mardi 27 avril. Elle avait soixante-neuf ans.**

Aragon, préfaçant un album de Monique Morelli, consacré à douze de ses poèmes (*Louis Aragon*, au Chant du monde), évoquait *«ce moment quand elle chante, la tête renversée en arrière, non pus seulement pour libérer la gorge, mais chercher là-bas quelque chose qu'elle seule voit, ce geste soudain qui secoue les cheveux coupés, ce regard au-delà de nous»*.

Née le 13 décembre 1923 à Béthune, dans la Pas-de-Calais, Monique Morelli débuta au cabaret. Montée à Paris après l'échec de ses études de pharmacie, cette fille de fonctionnaire commence par faire du théâtre (au Vieux-Colombier), puis du cirque (au Cirque d'hiver), avant «d'entrer en chanson», s'inspirant des grandes dames du genre réaliste, Fréhel (à qui elle rendra hommage dans son premier disque) ou Lys Gauty. Découverte par le producteur Jacques Canetti, Monique Morelli s'oriente très rapidement, dans le sillage de Léo Ferré et de Catherine Sauvage, vers la chanson poétique. Francis Carco, Pierre Mac Orlan, Aragon lui fournissent l'essentiel de son répertoire.

Monique Morelli aimait Montmartre. Elle y avait débuté, puis fréquenté tout le circuit des cabarets de la Butte, avant d'y installer son propre établissement, chez Ubu, rue du Chevalier-de-la-Barre. Mais elle avait aussi passionnément aimé la rive gauche. En 1949, on la voit faire l'ouverture du cabaret La Rose rouge où défilent les enfants terribles de l'après-guerre : Juliette Gréco, les Frères Jacques, Francis Lemarque, et où sont présentées les premières pièces de Boris Vian. Abandonnant l'étroit Ubu, elle s'installera plus tard Au Temps perdu, à Saint-Germain-des-Prés.

A partir de 1958, Monique Morelli travaille avec le compositeur Lino Leonardi. De leur collaboration naîtront quelques beaux classiques de la chanson (*Un air d'octobre*, *Maintenant que la jeunesse*, sur des textes d'Aragon). Monique Morelli était une interprète, une vraie, qui savait mettre sentiment et exaltation dans un univers à cheval entre la vie rompue de la bohème montmartroise et le maniement intellectuel des mots. Chez Ubu, puis Au Temps perdu, Monique Morelli reçoit, et instruit, d'autres figures importantes de la chanson poétique, un genre resté en vogue jusqu'au début des années 70. Tandis que l'Olympia tient le haut du pavé sur la rive droite, en 1967, Bobino devient le symbole de la chanson rive gauche, nourri par les cabarets qui foisonnent depuis la fin des années 50, et d'où sont sortis les nouvelles figures emblématiques du temps, Barbara ou Colette Magny. En 1969, Monique Morelli y passe en première partie d'un grand pensionnaire à part entière, Georges Brassens, qui impose toujours des jeunes dans son programme, Pia Colombo, Roger Riffard, Jean Sommer ou Frida Boccara.

Monique Morelli s'est laissé ensuite oublier. Les temps désormais n'étaient plus à l'intimité d'un accordéon qui suffit à soutenir le souffle d'un poète, mais aux scènes grand format, aux grosses sonos, aux chansons en play-back à la télévision. Ce n'était pas pour elle, restée cependant fidèle du Déjazet, jusqu'à un temps récent où il était encore le libertaire TLP. Elle y était venue plusieurs fois ces dernières années pour y chanter Verlaine, Pierre Seghers ou Villon.

Officier des Arts et Lettres, elle avait reçu à plusieurs reprises le prix de l'Académie Charles-Cros et celui de l'Académie du disque.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► **Discographie :** ***Monique Morelli chante Aragon*, 1 CD EPM FDC1045. *Mac Orlan*, 1 CD EPM FDC1088. *Ronsard et Villon*, 1 CD FDC1101.**

## La cantatrice Suzanne Peignot

**La cantatrice Suzanne Peignot est morte le dimanche 25 avril à son domicile parisien. Elle était âgée de quatre-vingt-dix-sept ans.**

Elle aura connu l'ouverture (1913), la fermeture et la réouverture (1993) du Théâtre du Vieux-Colombier, elle aura entendu le récital que consacrait Felicity Lott, le 13 janvier dernier, aux mélodies de Poulenc, son ami de toujours. Et quelle émotion fut la sienne de réentendre, en cette année marquant les trente ans de la mort de Poulenc, ce *Bestiaire* dont elle donnait la première audition en 1919. Suzanne Peignot, que Satie surnommait *«ma très petite da-dame»* est morte paisiblement dimanche dernier.

Née le 25 septembre 1895 à Compiègne, Suzanne Peignot fut une récitaliste dévouée à la cause de la musique contemporaine (Auric, Milhaud, Poulenc...), que ses dons de musicienne lui faisaient aborder avec une grande facilité. Poulenc écrivit pour elle ses premiers cycles de mélodies (*Poèmes de Ronsard*, *Quatre Poèmes d'Apollinaire*, *Trois Poèmes de Louise Lalanne*), et elle chanta le *Socrate* d'Erik Satie, accompagnée par l'auteur, lors d'un mémorable concert, en 1923, où Satie s'était emporté en public contre Henri Sauguet qui lui avait mal tourné les pages ! Celle que Poulenc tenait pour la meilleure interprète de ses premiers cycles et que tous ses amis surnommaient «la Reine des mouettes» – alllusion à l'une des mélodies qu'elle chantait avec succès – aura gardé drôlerie, lucidité et appétit de vivre jusqu'à ses derniers jours.

R. M.

□ **Soutien aux Trottoirs de Buenos-Aires.** – L'existence des Trottoirs de Buenos-Aires, à Paris, est menacée par l'installation d'un restaurant (*le Monde* du 10 avril). Le mercredi 28 avril, à partir de 22 heures, aura lieu une fête de soutien au 37 rue des Lombards (premier arrondissement), avec les artistes et les amis des Trottoirs. Tél. : 40-26-28-58.

□ **Précision.** – L'article consacré aux dispositions prises pour éviter ou réduire les encombrements dans les salles du Musée du Louvre («Le Louvre victime de son succès», *le Monde* du 23 avril) pouvait laisser croire, estime la direction du Louvre, que les «touristes organisés» (agences et tours-opérateurs) sont dispensés du droit de réservation exigé. En réalité, un «dispositif spécial» leur est destiné. Il consiste à les orienter provisoirement vers un organisme sous-traitant, Musée-réservation, tandis que tous les autres groupes doivent dorénavant réserver directement auprès du musée (tél. : 40-20-57-60 ; fax : 40-20-58-24).

AUTOMOBILE

## 155 Alfa diesel, 2,5 litres : un cran de plus

On croyait avoir tout vu avec les moteurs Diesel de nouvelle génération qui, on le sait, ne font plus beaucoup de bruit (de castagnettes) pour peu que l'insonorisation n'ait pas été négligée, et sans que les performances en souffrent au passage. Il va falloir réviser ces jugements, car la 155 d'Alfa Romeo va être livrable d'ici deux semaines avec un quatre cylindres du genre tout simplement étonnant, qui laisse à la dérive bien des motorisations de la concurrence.

Pour être tout à fait complet il s'agit à vrai dire du groupe déjà monté sur la 164, le haut de gamme de la marque, un 2 500 $cm^3$ suralimenté qui a fait par ailleurs les beaux et moins beaux jours de la Range Rover, le distingué tout terrain britannique. Mais ici ce moteur, fabriqué par la firme transalpine VM et travaillé par Alfa, convient particulièrement bien à la 155, berline de 1 300 kg, sœur de lait de la Tempra (Fiat) et de la Dedra (Lancia) qui ne disposent, elles, que d'un 2 litres, certes brillant, mais lent à trouver son meilleur régime. Le 2,5 litres qui sort 125 chevaux (92 kW) à 4 200 tours au moteur en offrant au passage un couple (effort de traction) de 30 mkg dès les 2 000 tours est une autre mécanique, surprenante, convaincante, avec un cœur de marathonien.

Il découle de ce choix des performances record (0 à 100 km/h en 10,4 secondes) et surtout une utilisation sur longs itinéraires qui fait oublier les carburants plus volatiles et plus coûteux. Quatre roues indépendantes avec quatre freins à disque, barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière, direction assistée, position de conduite idéale, rien n'a été négligé dans cette Alfa qui a, certes, troqué le super pour du gazole mais qui ne trahit pas pour autant l'image sportive de la marque quelque peu bousculée depuis plusieurs années en dehors des circuits. A ce propos, il se murmure que Jaguar soi-même serait prêt à envisager un modèle de sa gamme qui fonctionnerait au gazole. Diable !

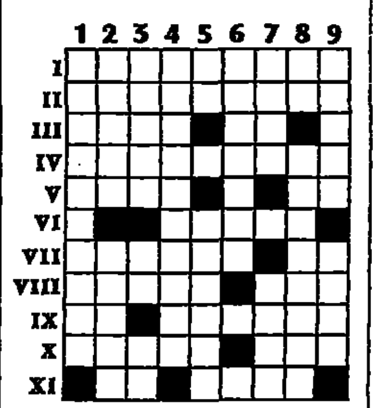
Pour ceux qui souhaiteraient une 155 en version diesel moins ambitieuse, la voiture peut être livrée avec le 2 litres (1 929 $cm^3$ à turbine également) qui anime les Lancia Dedra, les Tipo et Tempra des séries de Fiat (voir plus haut). La comparaison vaut la différence de prix demandée : 111 500 F pour pour la base, 129 000 F pour le gros moteur. On ne regrettera sûrement pas de faire l'effort, du moins tant que le gazole vaudra près de 2 francs de moins que le super au litre.

C. L.

*PS :* l'ABS est en option (9 600 F) tout comme l' «air bag» (2800 F).

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6029



HORIZONTALEMENT

I. Comme un cil qui parfois se comporte comme un pied. – II. Un homme dont on attend un peu de reconnaissance. – III. En Malaisie, fait un effet bœuf. Un vague sujet. – IV. Qui peut crever. – V. Récipients. Nappe. – VI. Des Egyptiens y reposent. – VII. C'est parfois l'assiette au beurre. Dieu. – VIII. On y atterrit au Japon. Elément d'un cercle. – IX. Deux points. Un endroit fermé. – X. Garde en Angleterre. Qui peut faire rougir. – XI. Qui n'a pas été répandu. Rayonne quand elle n'est pas naturelle.

VERTICALEMENT

1. Il renvoie les andouilles mais peut garder les cornichons. – 2. Une victime de la chaleur. Le plus fort est appelé maître. – 3. Est parfois traité de barbeau. D'un verbe actif. N'est parfois qu'un filet. – 4. Qu'on ne rencontre pas souvent. – 5. Un animal. Font apparaître les veines. – 6. Avoir une allure de bidet. – 7. En Allemagne. Qualité. – 8. Participe. Peut être classée avec les maladies professionnelles, puiqu'elle atteint des ouvrières. – 9. Muse. Un danger quand on est en grève.

**Solution du problème n° 6028**

*Horizontalement*

I. Triangle. – II. Eristale. – III. Tas. Osait. – IV. Eysines. – V. Ré. Réa. Je. – VI. Nuée. User. – VII. Est. Ars. – VIII. Léonin. – IX. Iodisme. – X. Euler. Air. – XI. Stèles. Ès.

*Verticalement*

1. Eternelles. – 2. Trayeuse. Ut. – 3. Riss. Étoile. – 4. Is. Ire. Noël. – 5. Atone. Cidre. – 6. Naseau. Ni. – 7. Glas. Sa. Se. – 8. Lei. Jérémie. – 9. Tiers. Ers.

GUY BROUTY

# CARNET DU Monde

### Naissances

Stéphane COSSON
et
Françoise JOSSERAND
sont heureux d'annoncer la naissance de

Marie,

le 19 avril 1993.

25, avenue de Béziers,
34290 Bassan.

### Décès

– Nous apprenons le décès, survenu le dimanche 25 avril 1993, à Paris, du

général d'armée (CR)
Michel BERTHIER,

dont les obsèques seront célébrées le jeudi 29 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris, et dont l'inhumation aura lieu le même jour à Troyes (Aube).

**[Né le 6 janvier 1928 à Troyes, ancien élève de Saint-Cyr, Michel Berthier est issu de l'arme de l'artillerie. Après 1950, il sert en Indochine, en Allemagne, puis dans divers postes d'état-major avant de commander, en 1972-1974, le 25e régiment d'artillerie à Thionville (Moselle). En 1975, il est adjoint au chef du cabinet militaire du ministre de la défense (Yvon Bourges) et, promu général de brigade en 1978, il sert à l'état-major de la 1re armée, puis comme sous-chef d'état-major de l'armée de terre. En 1982, promu général de division, il commande la 1re division blindée. Elevé au rang de général de corps d'armée en 1985, il est inspecteur de l'artillerie et, en 1987, avec le rang de général d'armée, Michel Berthier devient inspecteur général de l'armée de terre. C'est à ce titre qu'il sera chargé d'une enquête de commandement sur les conditions de l'assaut donné, par des forces spéciales, contre la grotte d'Ouvéa où s'étaient réfugiés des indépendantistes néo-calédoniens après le meurtre de gendarmes français. En 1989, le général Berthier est admis en deuxième section (réserve). Commandeur de l'ordre national du Mérite, il était grand officier de la Légion d'honneur.]**

– Ginette et Martial Coutant,
ses parents,
Thierry et Dominique Coutant,
son frère et sa belle-sœur,
Aurélien et Nicolas Coutant,
ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

Marc COUTANT-BRION.

Selon sa volonté, une prière sera dite, 22, rue Bruant, Paris-13e, le 29 avril 1993, à 9 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Vos témoignages d'amitié aideront le personnel médical de La Salpêtrière.

Pierre DUCROT,
officier de la Légion d'honneur,

est entré dans la plénitude de la vie de Dieu, le 16 avril 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

De la part de
Ses enfants,
M. et Mme Louis-Alain Ducrot,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Ariane Ducrot,
M. Norbert Ducrot,
M. et Mme François Braque-Hais
et leurs enfants,
Mlle Marie-Odile Ducrot,
Son frère Roger,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Et des familles parentes et alliées.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité à Levier (Doubs).

Une messe sera célébrée à sa mémoire le lundi 3 mai à 17 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Il souhaitait, pour ceux qui le voudraient, des dons aux Frères Jaccard, pour leur léproserie du Cameroun, où son fils Olivier, décédé, avait travaillé (CCP 24 35 50 S Dijon).

11, rue Jacques-Dulud,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– M. et Mme Noël Giudicelli,
Mme Hélène Giudicelli,
Mme Marie Merondon,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses amis et ses collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Armand GIUDICELLI,
ancien secrétaire général
des Laboratoires Roussel-Uclaf,
HEC 1932, licencié en droit,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris-16e, le 21 avril 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot 75016 Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière Saint-Pierre de Marseille, dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part,

10, rue Florac,
13008 Marseille
7, Grand-Rue,
93150 Villemomble.
58, avenue de Versailles,
75016 Paris.

– M. et Mme Patrick Faure
et leurs filles,
Mme Elisabeth Lamy
et sa fille,
ses enfants et petites-filles,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Anna LATASTE,

survenu le 24 avril 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile 9 ter, rue Paul-Féval, Paris-18e.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Saint-Dos (Pyrénées-Atlantiques) dans l'intimité familiale.

38, rue de Courcelles,
75008 Paris,
9 ter, rue Paul-Féval,
75018 Paris.

– L'Amicale de liaison des anciens résistants juifs,
L'Association des fils et filles des déportés juifs de France,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur compagnon

Jean LEMBERGER,
vice-président de l'AMILAR,
membre actif des FFDJF,
ancien résistant FTP-MOI,
ancien déporté aux camps du Struthof
et d'Auschwitz-Birkenau,
médaillé de la Résistance,
médaille militaire,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 26 avril 1993 dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 avril, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux (rendez-vous porte principale).

L'AMILAR et les FFDJF assurent de leur profonde affection son épouse, sa fille, ses petits-enfants, sa sœur, son frère rescapé d'Auschwitz, ainsi que tous ses proches.

**[Jean Lemberger, cadet d'une famille juive immigrée, résistant de la première heure, avait combattu avec ses deux frères et sa sœur au sein du 2e détachement juif FTP-MOI, aux côtés de Marcel Rajman dont il était l'ami et des fusillés de l'Affiche rouge. Il a été déporté résistant NN (Nuit et Brouillard) à dix-neuf ans, après avoir connu la torture à la prison de Fresnes par la police de Vichy et la famine du camp de Drancy lors d'une première incarcération à dix-sept ans. Son frère Nathan a été abattu alors qu'il tentait de s'évader d'un train de déportation. Jean Lemberger et sa famille figurent parmi les héros de l'ouvrage de Gérard Israël *Heureux comme Dieu en France*.]**

– M. Davide Mantin,
son époux,
Mme Elisa Mantin,
sa fille,
M. Gérard Perrin-Bonnet,
son frère,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Irène MANTIN,
née Perrin-Bonnet,
chercheur,
officier des Palmes académiques,

survenu le 19 avril 1993.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité au Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme E. Mantin,
50, rue Custine,
75018 Paris.

– Toulouse.

Mme Marcel Sergeant et ses enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel SERGEANT,
directeur honoraire
de l'administration pénitentiaire,

survenu à Toulouse à l'âge de soixante et onze ans.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

18, rue Baudrimont,
31400 Toulouse.
152, rue de la Roquette,
75011 Paris.

– Mme Antoinette Cottu,
sa fille,
Paul-Henri Cottu,
Cyril et Stéphanie Cottu,
Lionel Cottu,
ses petits-enfants,
Les familles parentes,
Et alliées,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Vivian YACOËL,

survenu le 23 avril 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées le 27 avril, dans la plus stricte intimité.

Ils rappellent le souvenir de

M. Maurice YACOËL,

décédé le 11 janvier 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59, rue Boissière,
75116 Paris.

– Le bureau d'état civil du service consulaire du Vietnam à Paris
a la profonde peine de faire part du décès de

M. TRAN DUC THAO,
ancien professeur de philosophie
à l'université de Hanoï,

survenu le 24 avril 1993, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

*(Le Monde du 27 avril.)*

### Remerciements

– Charles Demons
et son fils Vincent,
Les familles Demons et Baraton,
La fédération nationale CGT des personnels des organismes sociaux,
L'union fédérale CGT des ingénieurs, cadres et techniciens des organismes sociaux,
*Le journal Options*,
Le bureau national de l'UGICT-CGT,
Le bureau confédéral de la CGT,
dans l'impossibilité actuelle de répondre aux nombreux témoignages de sympathie manifestés lors du décès de

Maïté DEMONS,
directrice du journal *Options*,
secrétaire générale de l'UGICT-CGT,
secrétaire de la CGT,

remercient tous ceux qui ont pris part à leur chagrin.

### Anniversaires

– Il y a deux ans, disparaissait

Pierre NERSON.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui en ce triste anniversaire.

### Manifestations du souvenir

– L'Union départementale Force ouvrière de Paris,
Et la Société des amis de

Léon JOUHAUX,
(1879-1954)
fondateur de Force ouvrière,
prix Nobel de la paix,

déposeront une gerbe sur sa tombe et devant le mur des Fédérés, le vendredi 30 avril 1993, à 17 heures.

– Une plaque sera apposée sur la façade du 4, rue Froidevaux, Paris-14e, en hommage au peintre

Charles LAPICQUE,

qui vécut dans cet immeuble de 1927 à 1988.

Rendez-vous sur place jeudi 29 avril 1993, à midi.

Association La Mémoire des lieux,
9, avenue Albert-de-Mun,
75016 Paris.
Tél. : 45-05-14-74.

### Conférences

– Fondation Charles-de-Gaulle. Six conférences sur « Les problèmes de défense aujourd'hui : risques et actions ». Mardi 4 mai 1993, à 18 heures, hôtel Warwick, 5, rue de Berri, Paris-8e. « La fin de la guerre froide : un nouvel équilibre stratégique », par le général Henri Eyraud.

– « **Le libéralisme, une nouvelle religion ?** », Pierre Delaporte, président d'honneur d'EDF, Philippe Herzog, député au Parlement européen, Bertrand Vergniol, pasteur, mercredi 28 avril 1993, à 20 h 30, temple de l'Eglise réformée de l'Etoile, 56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e, métro Argentine, RER Etoile.

Libre participation aux frais.

– «**Médiatisation et évangélisation**». A l'invitation de l'Association française des journalistes catholiques, le Père Jean-François Six prononcera, le lundi 3 mai, à 15 heures, à la salle Clemenceau du Palais du Luxembourg (15, rue de Vaugirard, Paris-6e) une conférence sur le thème «Médiatisation et évangélisation». Elle sera suivie d'un débat animé par Alain Guichard, président de l'AFJC.

– « **La question de la nation : Etat ou diaspora ?** », avec Esther Benbassa et Alain Dieckhoff, mercredi 28 avril 1993, à 20 h 30, à l'Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris-9e.

### Communications diverses

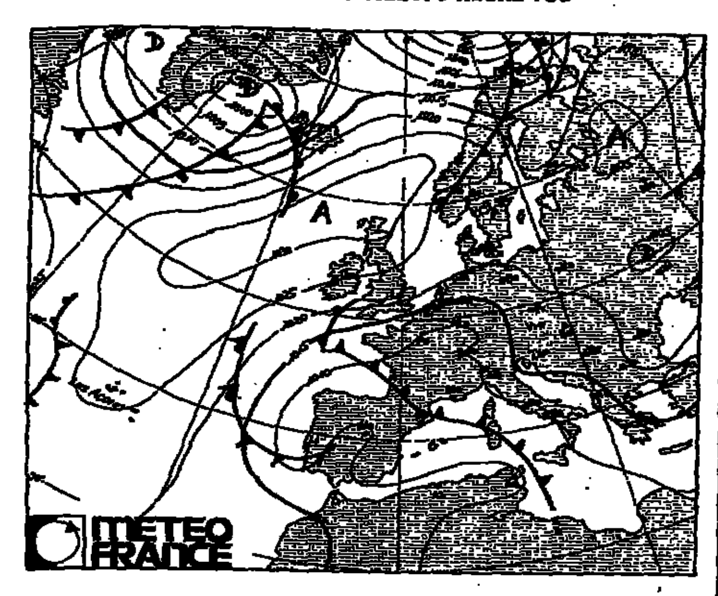
– A la suite d'une erreur matérielle, le nom du général commandant la division «Charlemagne» a été altéré dans le film *l'Œil de Vichy*, de Claude Chabrol. Il s'agissait du général Edgar Puaud, et non pas de Gabriel Puaux, ambassadeur de France révoqué par Vichy et nommé par de Gaulle, dès 1943, résident général au Maroc.

### Soutenances de thèses

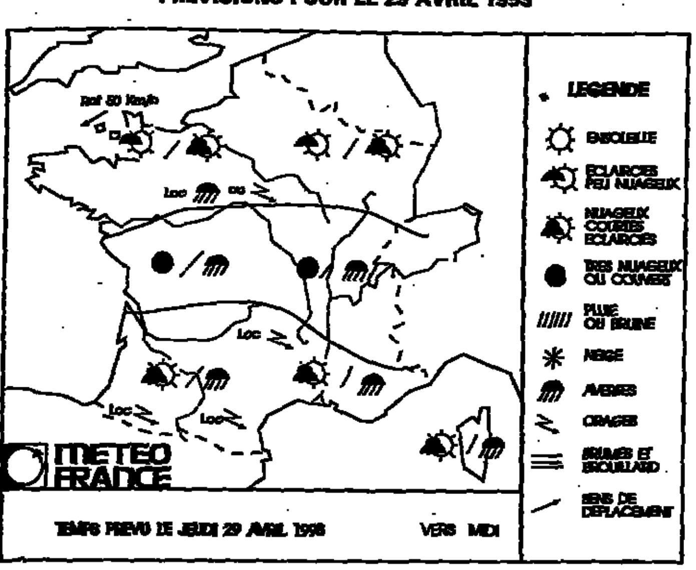
– Télécom-Paris, département économie, 46, rue Barrault, Paris-13e, le mercredi 5 mai 1993, à 14 h 30, salle F 900, Michel Rogy : «La structuration d'une industrie sous contrainte réglementaire, réseaux et services à valeur ajoutée en Europe», thèse pour le doctorat en économie sous la direction de M. le professeur Laurent Benzoni.

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 AVRIL A 0 HEURE TUC




PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1993




**Jeudi : début d'amélioration dans le Sud.** – Nuages et relative douceur dans l'ensemble ; des ondées parfois orageuses remonteront sur la moitié nord du pays, tandis que les pluies s'espaceront sur nos régions méridionales.

De l'Aquitaine et du Midi pyrénéen aux régions méditerranéennes et à la Corse, le ciel sera variable avec éclaircies et passages nuageux. Un risque d'averses et d'orages se produira dès la matinée, mais surtout l'après-midi.

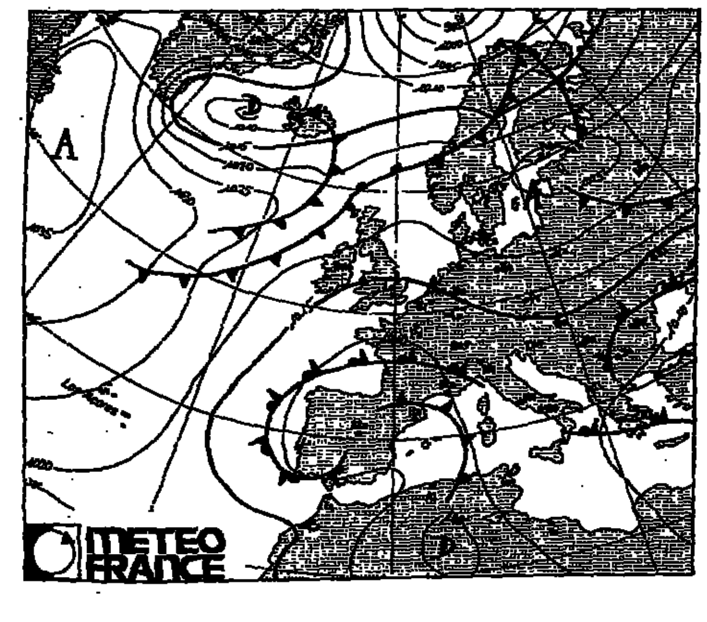
Des Alpes et de la Franche-Comté au Centre, Poitou-Charentes et Vendée, les nuages donneront des pluies intermittentes au fil de la journée.

Sur les régions au nord de la Loire et jusqu'à la Champagne et l'Alsace, l'impression sera assez agréable, mais le ciel se voilera de plus en plus ; quelques ondées ou petits orages remonteront de la Loire vers la Manche.

Les températures seront agréables avec des minimales de 9 à 13 degrés sur la moitié nord du pays et la Méditerranée, de 6 à 9 degrés ailleurs. Les maximales atteindront de 16 à 21 degrés du Sud-Ouest à la Méditerranée, ainsi que près de la Manche, de 21 à 24 degrés de la Loire à l'Ile-de-France et au Nord-Est.

Près des côtes de la Manche, le vent de nord-est sera sensible, jusqu'à 40 ou 50 kilomètres heure.

PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC




**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-4-93**

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-4-1993 à 18 heures TUC et le 28-4-1993 à 6 heures TUC

| FRANCE | | | |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 25 | 14 | P |
| BIARRITZ | 17 | 10 | C |
| BORDEAUX | 14 | 11 | C |
| BOURGES | 16 | 10 | O |
| BREST | 17 | 10 | N |
| CAEN | 14 | 10 | C |
| CHERBOURG | 15 | 9 | D |
| CLERMONT-FER. | 16 | 10 | C |
| DIJON | 21 | 10 | D |
| GRENOBLE | 23 | 12 | C |
| LILLE | 24 | 12 | B |
| LIMOGES | 11 | 10 | C |
| LYON | 18 | 11 | C |
| MARSEILLE | 17 | 12 | P |
| NANCY | 27 | 13 | D |
| NANTES | 15 | 11 | C |
| NICE | 21 | 17 | P |
| PARIS-MONTS. | 24 | 14 | D |
| PAU | 15 | 9 | P |
| PERPIGNAN | 11 | 9 | P |
| POINTE-A-PITRE | 30 | 24 | A |
| RENNES | 15 | 10 | D |
| ST-ETIENNE | 20 | 11 | C |
| STRASBOURG | 29 | 15 | N |
| TOULOUSE | 12 | 9 | P |
| TOURS | 15 | 9 | D |

| ÉTRANGER | | | |
|---|---|---|---|
| ALGER | 11 | 8 | C |
| AMSTERDAM | 22 | 10 | D |
| ATHÈNES | 23 | 14 | D |
| BANGKOK | 36 | 29 | N |
| BARCELONE | 16 | 10 | C |
| BELGRADE | 24 | 10 | D |
| BERLIN | 27 | 14 | D |
| BRUXELLES | 24 | 10 | N |
| COPENHAGUE | 21 | 8 | D |
| DAKAR | 25 | 20 | D |
| GENÈVE | 15 | 6 | N |
| ISTANBUL | 18 | 7 | D |
| JÉRUSALEM | 19 | 5 | D |
| LE CAIRE | 27 | 15 | D |
| LISBONNE | 14 | 9 | N |
| LONDRES | 21 | 7 | N |
| LOS ANGELES | 22 | 14 | D |
| LUXEMBOURG | 27 | 15 | D |
| MADRID | 16 | 6 | N |
| MARRAKECH | 19 | 10 | N |
| MEXICO | 27 | 13 | P |
| MILAN | 22 | 12 | N |
| MONTRÉAL | 8 | -1 | D |
| MOSCOU | 20 | 5 | D |
| NAIROBI | 26 | 13 | N |
| NEW-DELHI | 42 | 27 | D |
| NEW-YORK | 13 | 4 | D |
| PALMA | 17 | 5 | N |
| PÉKIN | 20 | 11 | C |
| RIO-DE-JANEIRO | 27 | 21 | N |
| ROME | 24 | 12 | C |
| HONGKONG | 29 | 24 | N |
| SÉVILLE | 20 | 10 | P |
| SINGAPOUR | 32 | 25 | O |
| STOCKHOLM | 27 | 11 | N |
| SYDNEY | 25 | 17 | N |
| TOKYO | 25 | 15 | C |
| TUNIS | 23 | 13 | P |
| VARSOVIE | 25 | 9 | D |
| VENISE | 22 | 15 | C |
| VIENNE | 24 | 10 | D |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brouillard | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

# RADIO-TÉLÉVISION

**IMAGES**

DANIEL SCHNEIDERMANN

## Stone-Dumas contre Stone-Durand

Au menu de « *Bas les masques* », Mireille Dumas annonça un reportage sur les ex-chanteurs Stone et Charden, qui avaient « *brisé leur couple en même temps que leur carrière* ». Au même instant, au hasard d'une petite incursion sur la chaîne d'en face, où Guillaume Durand discourait de chirurgie esthétique, on découvrit parmi ses invités... la même Stone, sans Charden toutefois, ce qui était logique puisqu'on venait précisément d'apprendre que leur couple était brisé. Quelle Stone allait intervenir la première ? Stone-Dumas, ou Stone-Durand ? Stone-Dumas l'emporta largement, permettant aux spectateurs de la Deux de vérifier que le titre n'avait pas été mensonger : Stone et Charden avaient bien brisé en même temps leur couple et leur carrière. Ils s'en expliquèrent, comme il se doit. Leur existence était devenue infernale, ils n'avaient plus de vie privée, « *et Eric était torturé par le côté d'où on vient, où on va, tout ça* ». Retour sur la Une, il fallut attendre jusqu'à près de minuit pour que Stone-Durand nous informe, en direct, *qu'elle s'était fait refaire le menton par liposuccion*, que tout s'était très bien passé, mais que cet événement « *s'accompagnait quand même d'une hygiène de vie* ». Si l'on peut comparer, Stone-Dumas apparut plus pimpante que Stone-Durand, laquelle, il est vrai, était coincée entre une danseuse – qui s'était fait refaire le nez – et une écrivaine – les rides du front.

Entre-temps, on avait brutalement été saisi par le mystère de la résurrection des visages oubliés. On ne les avait pas vus depuis dix ans, et tout d'un coup, en quelques jours, ils rebondissent de Foucault à Durand, de Nagui à Drucker. Ce stakhanovisme promotionnel correspond parfois avec l'édition de leur rétrospective, la publication de leurs souvenirs, mais pas toujours. Que s'est-il passé ? Existe-t-il – mais où ? – un bureau central, une agence générale, un office principal, dans lequel les impresarii des vedettes oubliées s'informent du programme des émissions des semaines à venir, et essaient d'y caser leurs protégés ? Un Closets sur les assurances dans trois semaines ? Très bien, ma vedette vient justement de subir un dégât des eaux. Un Durand sur les végétariens ? J'achète, elle ne mange que des corn-flakes. Une émission sur la parapsychologie ? Parfait, elle a été moniale dans une vie antérieure. Sur la jalousie ? Sur la chasse ? Sur les plombiers ? Sur les taxis ? Sur les frites ? Nous avons les invités qu'il vous faut. Voilà bien une des plus torturantes énigmes de la télévision, qui n'en est pourtant pas chiche...

**Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.**

## Mercredi 28 avril

### TF 1



20.40 **Sport : Football.** Match éliminatoire de la Coupe du monde, en direct du Parc des Princes : France-Suède ; A 21.30, Mi-temps et Loto ; A 21.45, 2e mi-temps.
22.45 **Magazine : A la Une.** Le président le plus menacé du monde ; Eugène Riguidel, le SDF de la mer ; Je suis un chippendale ; Les Réunionnais de la Creuse ; Femmes des cabanes.
0.00 **Divertissement : Le Bébête Show.**
0.05 **Journal et Météo.**

### FRANCE 2

20.50 **Téléfilm : Le Bœuf clandestin.** De Lazare Iglesis.
22.30 **Sport : Football.** Résumé du match Bulgarie-Finlande, et à 22.45, match éliminatoire pour la Coupe d'Europe : Angleterre-Pays-Bas.
0.20 **Journal et Météo.**
0.40 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Présenté par Michel Field.

### FRANCE 3

20.45 ▶ **La Marche du siècle.** Alcool, les raisons d'une gangrène sociale. Invités : Claude Got, professeur d'anatomie à la faculté de Paris-Ouest, chef de service à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne-Billancourt ; Jean Maisondieu, psychiatre à l'hôpital de Poissy ; Jean-Yvon Coquin, directeur du Centre départemental de prévention de l'alcoolisme du Morbihan...
22.25 **Journal et Météo.**
23.00 **Mercredi chez vous.** Programme des télévisions régionales.

### CANAL PLUS

21.00 **Cinéma : Après l'amour.** □ Film français de Diane Kurys (1992).
22.40 **Flash d'informations.**
22.45 **Cinéma : Weeds.** ■ Film américain de John Hancock (1987).
0.40 **Cinéma : Dingo, chien du désert.** ■ Film franco-australien de Rolf De Heer (1990) (v.o.).

### ARTE

20.40 **Opéra : La Couronne de l'épousée.** De Ture Rangström.
20.10 **Documentaire : Pistolets et sardines.** De Thomas Rau.
22.40 **Magazine : Musicarchives.** Andrès Segovia : Master Classes de guitare, de Philippe Truffaut.
23.15 **Magazine : Club de Strasbourg.**

### M 6

20.45 **Téléfilm : Les Danseurs du Mozambique.** De Philippe Lefebvre.
22.20 **Téléfilm : Une fille à croquer.** De Paul Schneider.
23.55 **Magazine : Vénus.**
0.25 **Six minutes première heure.**
0.35 **Magazine : Ecolo 6.**

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Antipodes.** Lettres belges : itinéraire de Dominique Rollin.
21.28 **Poésie sur parole.**
21.32 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.** Mémoires magnétiques d'Hubert Reeves (3).
22.40 **Les Nuits magnétiques.** La trilogie amoureuse. 2. Le Mariage de Figaro (1).
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 6 juin 1992 lors du Festival de musique ancienne de Ratisbonne) : Sonata prima en mi mineur pour deux violons et basse continue, Sonata duodecima en ré mineur pour violon et basse continue, de Isabella Leonarda ; Lamento pour soprano et basse continue, de Barbara Strozzi ; Trio-sonate en sol mineur pour flûte, violon et basse continue, d'Elisabeth Jacquet de La Guerre ; Terzetto en sol majeur pour deux violons et violoncelle, de Maddelena Lombardini ; Sonate pour flûte et basse continue en sol majeur, de Bon ; Sémélé cantate pour soprano, flûte, deux violons et basse continue, d'Elisabeth Jacquet de La Guerre, par le Concerto Amabile.
21.45 **Concert** (donné le 21 février à Radio-France) : Cinq poèmes de Paul Celan pour soprano et trio à cordes, de Devienne ; Quatuor à cordes, de Saguer ; Monomanies pour voix seule, d'Aperghis ; Quatre pièces pour quatuor à cordes, de Denisov, par l'Ensemble Consonances ; sol. : Valérie Philippin, Françoise Kubler, sopranos.
23.09 **Feuilleton : Ainsi la nuit.**
0.33 **L'Heure bleue.**

## Jeudi 29 avril

### TF 1

15.25 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
16.20 **Jeu : Une famille en or.**
16.50 **Club Dorothée vacances.**
17.50 **Série : Le Miel et les Abeilles.**
18.20 **Série : Hélène et les garçons.**
18.50 **Magazine : Coucou, c'est nous !** Invité : Romain Bouteille.
19.50 **Divertissement : Le Bébête Show** (et à 0.25).
20.00 **Journal, Tiercé et Météo.**
20.45 **Téléfilm : Chien et chat.** De Philippe Galland.
22.30 **Sport : Boxe.** Championnat d'Europe des poids légers, en direct du palais des sports de Levallois : Jean-Baptiste Mendy (France) - Carl Crook (Grande-Bretagne).
23.40 ▶ **Magazine : Télé-vision.** Invité : Nicolas Hulot.
0.30 **Journal et Météo.**
0.35 **Série : Les Enquêtes de Remington Steele.**

### FRANCE 2

15.30 **Variétés : La Chance aux chansons.** Emission présentée par Pascal Sevran. Les années phono.
16.20 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
16.45 **Feuilleton : Beaumanoir.**
17.10 **Magazine : Giga.**
19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.** Animé par Nagui.
20.00 **Journal, Journal des courses et Météo.**
20.50 **Magazine : Envoyé spécial.** Les jeunes et l'amour ; Régimes : en avez-vous besoin ? ; Gardiens de prison.
22.35 **Série : Un privé nommé Stryker.** L'Affaire Bonnie & Clyde, de Burt Reynolds.
0.10 **Journal et Météo.**
0.30 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Présenté par Michel Field. Spécial musique baroque.

### FRANCE 3

14.30 **Questions au gouvernement, en direct du Sénat.**
17.00 **Magazine : Zapper n'est pas jouer.** Présenté par François Perrot. Invitée : Michèle Torr.
18.00 **Magazine : Une pêche d'enfer.** Présenté par Pascal Sanchez.
18.25 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
18.50 **Un livre, un jour.** Présenté par Olivier Barrot. *Point de lendemain*, de Vivant Denon.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 **Jeu : Hugodélire** (et à 20.40).
20.15 **Divertissement : La Classe.**
20.45 **Cinéma : Black Sunday.** □ Film américain de John Frankenheimer (1976).
23.10 **Journal et Météo.**
23.40 **Magazine : Pégase.** Les Sentinelles du ciel, de Bernard Besnier.
0.35 **Continentales.** L'Eurojournal : l'info en v.o.

### CANAL PLUS

15.15 **Magazine : L'Œil du cyclone.**
15.40 **Magazine : BVP, Baffie vérifie la pub** (rediff.).
16.00 **Cinéma : Nous deux.** □ Film français d'Henri Graziani (1991).
17.30 **Le Journal du cinéma.**
18.00 **Canaille peluche.**

*En clair jusqu'à 20.35*

18.30 **Ça cartoon.**
18.50 **Le Top.** Arno.
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Gilbert Duclos-Lassalle.
20.30 **Le Journal du cinéma.** Présenté par Isabelle Giordano.
20.35 **Cinéma : Passion criminelle.** □ Film américano-canadien de James Kaufman (1990).
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Cinquante-huit minutes pour vivre.** ■ Film américain de Renny Harlin (1990) (v.o.).
0.05 **Téléfilm : Polly West est de retour.** De Jean Chapot

### ARTE

*Sur le câble jusqu'à 19.00*

17.00 **Cinéma : Alice's Restaurant.** ■ Film américain d'Arthur Penn (1969) (v.o., rediff.).
19.00 **Magazine : Rencontre.** Marina Picasso/Richard Berry.
19.30 **Documentaire : Il était une fois le travail.** De Jacques Baynac et Pierre-André Boutang.
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Soirée thématique : Vie risquée, le désir de catastrophe.** Soirée proposée par Bertold Runge.
20.45 **Moyen métrage : Jeu à risque.** De Peter Krieg. *Catastrophes et psychoses collectives.*
21.35 **Cinéma : Quand le vent souffle.** ■ Film anglais de Jimmy T. Murakami (1986).
23.05 **Documentaire : Lubies ludiques.** De Juliane Endres. *Les nouveaux loisirs sont de plus en plus dangereux. Portrait de personnes qui « s'éclatent » au seuil de la souffrance.*
23.50 **Moyen métrage : Petites catastrophes.** Film à épisodes réalisé par les étudiants de l'Académie du cinéma du Bade-Wurtemberg (1992, 45 min).

### M 6

14.15 **Magazine : Destination musique.** Liane Foly.
17.00 **Variétés : Multitop.**
17.30 **Série : L'Etalon noir.**
18.00 **Série : Le Joker.**
19.00 **Série : Les Rues de San-Francisco.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Cosby Show.**
20.35 **Météo 6.**
20.45 **Cinéma : Circulez, y a rien à voir.** ■■ Film français de Patrice Leconte (1983).
22.25 **Téléfilm : Une étrange baby-sitter.** De Rick Berger
0.00 **Informations : Six minutes première heure.**
0.10 **Magazine : Culture rock.** La saga des Who.
0.35 **Magazine : Fréquenstar.**

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Dramatique.** La Preuve et le Témoin (4), de Me Maurice Garçon, d'après le procès Kravchenko.
21.30 **Profils perdus.** Bernadotte (1).
22.40 **Les Nuits magnétiques.** La trilogie amoureuse. 3. Le Mariage de Figaro (2).
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Jean-Claude Emion (Ecoutant, songeant et racontant).
0.50 **Musique : Coda.**

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 2 avril salle Olivier-Messiaen) : Agon, de Stravinsky ; Neuf Lieder pour alto et orchestre, de Jolas, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Arturo Tamayo.
23.09 **Feuilleton : Ainsi la nuit.** Quatuor à cordes en ré mineur, Der Tod und das Madchen, de Schubert ; Sonate pour violon et piano no 1 en sol majeur op. 78, Regenlied, de Brahms.
0.33 **L'Heure bleue.**

Le Monde

Les travaux de l'Assemblée nationale

# M. Balladur souhaite que le texte du Sénat réformant le code de la nationalité ne soit pas modifié

Edouard Balladur a confirmé, mardi 27 avril, au cours du déjeuner de la majorité, à Matignon, qu'il ne souhaite pas que les députés amendent la proposition de loi réformant le code de la nationalité déjà adoptée par le Sénat et qui sera examinée en séance publique à partir du 11 mai.

Le vœu du premier ministre a été transmis aux députés UDF et RPR en début d'après-midi par leurs présidents de groupe respectifs, Charles Millon et Bernard Pons. Dans l'esprit du premier ministre, il s'agit avant tout d'éviter que le débat sur la réforme du code de la nationalité soit pollué par des considérations directement liées à la politique de l'immigration, comme la prévention des mariages blancs qui a été longuement évoquée à l'occasion de l'audition de Marceau Long par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le 22 avril.

Pierre Méhaignerie, président du CDS et garde des sceaux, a également expliqué, au cours d'une conférence de presse, que *« le code de la nationalité doit être bien séparé des autres textes »*, afin qu'il *« ne soit pas perçu comme un élément d'exclusion »*, ce qui serait *« fondamentalement contraire à la volonté du gouvernement »*.

A l'occasion de son audition bimensuelle par les députés UDF, M. Balladur, qui assistera jeudi matin à la conférence des présidents du Sénat, a précisé le programme législatif des prochaines semaines. Pendant que l'Assemblée nationale examinera, entre autres, la réforme du code de la nationalité, le collectif budgétaire et la réforme du statut de la Banque de France, le Sénat planchera sur la révision constitutionnelle, sur celle du code de la procédure pénale sur la base d'une proposition de loi déjà déposée par Jacques Larché (Rép. et ind.), président de la commission des lois du Sénat, ainsi que sur les projets de loi relatifs aux privatisations.

Le premier ministre a également annoncé l'organisation, au cours de la session de printemps, de deux débats, le premier sur la formation professionnelle et le second sur l'aménagement du territoire. Il a enfin confirmé que la proposition de loi déposée par le groupe UDF sur la formation professionnelle ne serait pas examinée avant le projet de loi quinquennal sur l'emploi prévu pour la session d'automne.

## La Bundesbank ramène de 8,09 % à 7,75 % le taux de ses pensions

La Banque fédérale d'Allemagne a ramené, mercredi 28 avril, de 8,09 % à 7,75 % le taux de ses pensions à très court terme (quatorze jours) après avoir, la semaine dernière, réduit son taux d'escompte (7,25 % contre 7,50 %) et son taux Lombard (8,50 % contre 9 %). Cette diminution de taux des pensions, considérée maintenant par la Bundesbank comme son véritable taux directeur, a surpris par son ampleur et témoigne du changement d'attitude des autorités monétaires de Francfort, conscientes de la dégradation de l'économie allemande.

Cette diminution va très probablement être suivie par celle des taux directeurs de la Banque de France, rassurée par la bonne tenue du franc par rapport au mark, dont le cours est retombé à 3,3730 francs. Edmond Alphandéry, ministre des finances, a déclaré, mardi, que les taux à court terme français, un peu inférieurs à 9 %, devaient passer en dessous des taux allemands.

Au conseil des ministres

## Luc Montagnier est chargé de la lutte contre le sida

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 28 avril sous la présidence de François Mitterrand. M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a présenté une communication relative au sida. Il a annoncé la nomination à ses côtés du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) pour l'aider dans la coordination de la lutte contre l'épidémie.

Philippe Douste-Blazy a rappelé que la France est le pays d'Europe dans lequel on observe le plus fort taux de contamination, le nombre des personnes infectées étant vraisemblablement compris entre 60 000 et 133 000. Le ministre délégué à la santé a décrit dans sa communication les différents problèmes soulevés par l'épidémie dans le domaine de la santé publique. Rendant hommage aux associations *« extrêmement actives pour le soutien des malades »* et soulignant la *« nécessaire coordination »* des organismes privés et publics en charge de la lutte contre le sida, le ministre délégué à la santé a insisté sur quatre points : *« renforcement de la prévention, accroissement de la solidarité, amélioration de la prise en charge, développement de la recherche. »*

M. Douste-Blazy a également souhaité mettre au point, avec le ministre de la coopération, un plan d'intervention sur le sida dans les pays d'Afrique. Pour sa part, le premier ministre a demandé, lors du conseil, à M. Sarkozy, ministre du budget, qu'un effort supplémentaire soit consacré dans le collectif budgétaire à la lutte contre le sida.

## Trois conventions internationales

Le conseil des ministres a approuvé trois projets de ratification de conventions internationales sur la protection des zones humides d'importance internationale servant d'abris aux oiseaux, sur les conditions d'extradition avec Monaco, et sur l'entraide avec la Mongolie. Le conseil, sur proposition de Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, a mis fin aux fonctions de Franck Terrier, directeur des affaires criminelles et des grâces, dont le successeur n'a pas encore été nommé. M. Méhaignerie avait retiré à M. Terrier, le 21 avril, sa délégation de signature, lui reprochant de lui avoir transmis tardivement le réquisitoire du procureur général de Rennes dans une affaire mettant en cause Georgina Dufoix (*le Monde* du 23 avril). *(Lire page 10.)*

Par ailleurs, Jean-Michel Roulet, administrateur civil, a été nommé directeur de la logistique de la police ; Richard Duque, conseiller des affaires étrangères, a été nommé directeur de la presse, de l'information et de la communication au ministère des affaires étrangères ; Jean-Claude Albouy, ingénieur général des ponts et chaussées, a été nommé directeur général d'Aéroports de Paris ; François Zahn, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, a été nommé directeur de l'administration et du financement de la recherche.

# Pour M. Méhaignerie (CDS), « il ne faudrait pas passer d'un extrême à l'autre » en matière de sécurité

Au cours d'une conférence de presse, mardi 27 avril, destinée à tirer un premier bilan d'un mois de gouvernement Balladur, Pierre Méhaignerie, président du CDS et ministre de la justice, a indiqué que son parti a désormais *« la volonté et la capacité d'agir »* et qu'il compte *« participer entièrement aux débats et aux décisions »* à l'intérieur du gouvernement comme au Parlement.

Dominique Baudis, président exécutif du CDS, s'est également félicité de *« la tonalité centriste et européenne du gouvernement »*. *« Nous n'avons aucune raison*, a ajouté Bernard Bosson, secrétaire général, *d'être des aigris ou des malgré-nous de cette majorité et de ce gouvernement. Si nous avons des exigences, ce n'est pas pour être des cactus mais pour faire réussir ce gouvernement auquel nous croyons. »*

M. Méhaignerie a précisé les *« priorités centristes »* : exigence d'éthique, indépendance et impartialité de la justice, chômage et formation professionnelle, aménagement du territoire et nécessité d'*« un pacte social (...) conciliant les préoccupations sociales avec la politique de lutte contre le chômage »*. Concernant l'Europe, M. Méhaignerie a insisté sur le fait que ses amis avaient toujours *« la même volonté de la construire »*, mais *« qu'une nouvelle lecture s'imposait compte tenu des problèmes du chômage et des délocalisations »*. Le président du CDS s'est *« félicité »* des récentes déclarations devant les préfets du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, intéressant les dossiers d'aménagement du territoire et de décentralisation. En matière de sécurité, il a cependant souhaité *« qu'on ne passe pas d'un extrême à l'autre »*.

Pour sa part, M. Baudis a expliqué que d'ores et déjà il *« accueille de façon très favorable »* le projet d'instaurer des contrôles d'identité à caractère préventif. M. Barrot, vice-président du groupe UDFC de l'Assemblée nationale, s'est montré plus réservé, redoutant qu'une telle disposition ne *« soit l'occasion de tracasseries pour le citoyen »* et attendant de connaître *« l'équilibre général du texte »*.

Enfin, compte tenu des consignes de discrétion imposées aux ministres, M. Méhaignerie a annoncé que M. Baudis devenait le porte-parole officiel du parti, M. Barrot ayant en charge l'expression centriste au niveau de l'Assemblée nationale. Celui-ci a rappelé le *« double objectif »* des députés centristes : *« être très présents »* dans un groupe UDFC dont il met en avant *« la structure confédérale »* et *« maintenir une très forte cohésion des 60 députés qui se réclament du CDS »*.

## SOMMAIRE



La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts et Spectacles » folioté 25 à 34

Le numéro du « Monde » daté 28 avril 1993 a été tiré à 481 151 exemplaires.

**Demain dans « le Monde »**

*« Le Monde des livres » : Claude Lévi-Strauss et Oscar Wilde*

Jeu subtil sur les correspondances des sens et de l'intelligence, le dernier livre de Claude Lévi-Strauss, *Regarder écouter lire*, analysé par Roger-Pol Droit, est une méditation sur la musique, la littérature et la peinture. Hector Bianciotti salue le premier volume des *Œuvres complètes* d'Oscar Wilde, ce « classique » qui vivait *« dans la terreur de ne pas être incompris »*.
Nicole Zand a lu l'anthologie de Rachel Ertel sur *la Poésie yiddish de l'anéantissement*. Écrite *« dans la langue de personne »*, selon l'expression terrible de Paul Celan, cette poésie témoigne de la souffrance et du désespoir d'une *« tribu exterminée »*.

## EN BREF

□ **La gendarmerie saisit 300 kilos de cocaïne pure en Guadeloupe.** – Les gendarmes guadeloupéens ont saisi 300 kilos de cocaïne, dimanche 25 avril, sur une plage de l'île de Saint-Martin. La drogue, d'une valeur estimée à 300 millions de francs à la revente au détail, était dissimulée dans des ballots enfouis dans le sable. Il s'agit, selon les gendarmes, d'une cocaïne *« pure à 100 % »*. Cette saisie est la plus importante jamais opérée par la gendarmerie nationale.

□ **81 % des Français favorables à des peines de substitution pour les consommateurs de drogues douces.** – Un sondage effectué par l'IFOP sur un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus, pour le magazine *Globe Hebdo* (numéro 12, du 28 avril au 4 mai), révèle que la grande majorité des Français est hostile à la prison pour les usagers de drogue douce et lui préfère des peines de substitution de type contraventions ou travaux d'intérêt collectif.

□ **Christian Van Geloven a été mis en examen pour une nouvelle affaire de mœurs.** – Déjà inculpé du viol et de l'assassinat de deux fillettes à Elne (Pyrénées-Orientales) en octobre 1991, Christian Van Geloven, un Néerlandais âgé de quarante-sept ans, a été mis en examen par un juge d'instruction de Châlons-sur-Marne pour une autre affaire de mœurs datant de 1990. Van Geloven, actuellement emprisonné à Mende (Lozère), a reçu un avis de mise en examen pour attentat à la pudeur avec viol sur mineurs et enlèvement. Le 20 août 1990, près d'Epernay, trois mineurs de moins de quinze ans avaient dû monter de force dans la voiture d'un inconnu qui s'était livré sur eux à des attouchements avant de les libérer à proximité du village.

Rédacteur en chef au « Monde »

## Yves Agnès est élu directeur général du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes

Le conseil d'administration du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), présidé par Louis-Guy Gayan, directeur général adjoint du groupe Sud-Ouest, a élu mardi 27 avril à une large majorité Yves Agnès comme nouveau directeur général. Rédacteur en chef au *Monde* où il est journaliste depuis vingt-trois ans, Yves Agnès succède à la tête du principal organisme de formation aux métiers du journalisme à un autre ancien du *Monde*, Daniel Junqua, nommé en 1985, qui a démissionné au mois de janvier et devient directeur de l'information de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente (*le Monde* du 14 janvier).

Le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), installé rue du Louvre à Paris (2e), comprend principalement le Centre de formation des journalistes (CFJ), pour la formation initiale, le Centre de perfectionnement des journalistes (CPJ), pour la formation permanente et le Centre d'information sur les médias (CIM), qui s'adresse aux entreprises, collectivités territoriales, administrations et associations ; il possède aussi un secteur édition et des activités internationales. Le CFPJ, organisme de la profession, est administré par un conseil d'administration où siègent des représentants des patrons d'entreprises de médias, des délégués des syndicats de journalistes et des universitaires, ainsi que des représentants de l'Association des anciens élèves du CFJ et du personnel du centre.

[Né le 29 septembre 1940 à Nantes, Yves Agnès est licencié ès sciences physiques. Journaliste à *Caen 7 jours* (1964-1967) puis chef de la rédaction locale de *Ouest-France* à Caen, il entre au *Monde* en mars 1970, à la rubrique éducation, qu'il dirigera à partir de 1974. Il collabore ensuite au *Monde de l'éducation*, puis est coresponsable du lancement en 1979 du « Monde dimanche ». En septembre 1982, il prend la tête du nouveau département communication du quotidien. En 1986, il est nommé éditeur délégué à la diversification. Rédacteur en chef adjoint en 1988, il prépare le lancement de la nouvelle formule du quotidien en cahiers. Rédacteur en chef depuis février 1992, après avoir supervisé les secteurs économie et communication, Yves Agnès était en charge de la gestion de la rédaction et de l'information régionale. Il a été administrateur, puis vice-président de la société des rédacteurs du *Monde*. Il est coauteur des ouvrages *les Nouveaux Parents* (Grasset, 1979, avec Frédéric Gaussen), *Lire le journal* (Le Monde-Lobies, 1979, avec Jean-Michel Croissandeau), et *l'Entreprise sous presse* (Dunod, 1992, avec Michel Durier).]



Président du Centre Georges-Pompidou à Paris

## Dominique Bozo est mort

**Le président du Centre Georges-Pompidou à Paris, Dominique Bozo est mort le 28 avril des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-huit ans.**

En dépit de ses coups d'éclat et de ses accès de « démissionnite », Dominique Bozo était l'archétype de ces grands serviteurs de l'Etat. D'une affabilité un peu distante, secret, souvent autoritaire mais bon stratège, il alliait l'érudition et le sens du service public à une belle élégance morale. Il fut pendant plus de deux décennies l'une des grandes figures de l'art contemporain en France.

C'est peu de dire que Dominique Bozo était lié au Centre Georges-Pompidou. Il en connaissait tous les rouages pour avoir suivi son élaboration à chacune de ses étapes, et avant même que le bâtiment de Piano et Rogers soit sorti de terre. Aussi en mesurait-il, mieux que quiconque tous les problèmes.

Dès 1969, alors jeune conservateur basé au Palais de Tokyo, il participe au programme du nouveau Musée national d'art moderne (MNAM) en gestation et le rejoint dès sa création et son installation dans ses nouveaux locaux. C'est du Centre Pompidou qu'il prépare la naissance du futur Musée Picasso. Dans cet ancien hôtel classique du Marais, il réussit un accrochage sans faute. En 1981, il prend la direction du MNAM, dont il va démissionner avec fracas, en 1986, pour protester contre les maigres subsides qui lui sont alloués, mais aussi parce qu'il ne s'entend pas avec le patron du Centre. Entre temps, il a supervisé le programme des expositions en s'efforçant de maintenir l'équilibre nécessaire entre l'histoire de l'art moderne et l'expérimentation contemporaine. C'est ainsi que Bonnard, Balthus, Pollock, De Kooning, Klein ou Matta, reçoivent l'hommage d'une rétrospective. Tandis que les artistes issus de la génération des années 60 – Pagès, Viallat, Buraglio, Boltanski, François Rouan ou Toni Grand – ne sont pas oubliés.

La délégation aux arts plastiques (DAP) du ministère de la culture, qu'il assume de 1986 à 1990, n'est pour lui qu'un intermède. Même s'il a le temps de concocter un rapport incendiaire sur la commande publique, si virulent qu'il ne sera jamais publié. Il quittera d'ailleurs la DAP, en 1990, avec la soudaineté qui lui est coutumière. Rappelé au Centre Pompidou, où la crise va s'aggravant, il entreprend la mutation – jamais achevée – de Beaubourg. Mutation qu'il n'aura pu mener à bien jusqu'au bout. Il s'agit pour lui de fédérer les volontés, de faire mieux travailler ensemble les départements qui constituent le centre (MNAM, CCI, BPI, IRCAM) et d'instituer une autorité qui permette de dégager des thématiques cohérentes pour l'ensemble de l'établissement. « Manifeste », vaste exposition multidisciplinaire qu'il organise au printemps de 1992, marque son retour à la direction du Centre et lui permet de montrer la richesse et la diversité de ses collections. Sa disparition intervient à l'heure où son action permettait d'espérer un redémarrage de l'institution quelque peu embourbée. Sa succession sera difficile à assumer, tant il était devenu l'homme de la situation.

EMMANUEL DE ROUX

[Dominique Bozo est né à Alençon (Orne) le 28 janvier en 1935. Diplômé de l'École du Louvre, de l'Institut d'art et d'archéologie et de l'École pratique des hautes études, il commence une carrière de chercheur à l'Inventaire général, avant d'être nommé conservateur des musées de France en 1968. Un an plus tard, il rallie le Musée national d'art moderne, alors installé au Palais de Tokyo, il reçoit de son « patron », Jean Leymarie, la mission de réaménager les collections et plus particulièrement celles du département des arts contemporains. On lui doit l'organisation de nombreuses expositions (Naum Gabo, Victor Brauner, Soutine, Rothko, Matisse, Henry Moore). Dominique Bozo était conservateur général des musés de France.]

## Des déportés demandent le jugement de Paul Touvier

Une cinquantaine de membres de l'Association des fils et filles des déportés de France et du Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAP) ont manifesté, mercredi matin 28 avril, devant la cour d'appel de Versailles pour demander que l'ancien chef milicien Paul Touvier soit jugé devant les assises. La chambre d'accusation de Versailles devait examiner à huis clos toute la journée le renvoi éventuel de Touvier devant une juridiction criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité. *« Touvier, tu as envoyé toute ma famille dans les chambres à gaz, tu dois payer »*, affirme une pancarte brandie par l'un des manifestants.

Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



MUSÉE D'ART DE LA CAROLINE-DU-NORD

Jacob Jordaens : « Sainte Famille Elisabeth et Johannes avec une cage à oiseau ».

## JACQUES RIVETTE TOURNE « JEANNE LA PUCELLE »

PAGE 27

Jeanne aura bientôt un nouveau visage, celui de Sandrine Bonnaire, qui a rejoint Jacques Rivette et sa poignée de fidèles pour relever un étrange défi, celui d'un film historique en deux parties, *les Batailles* et *les Solitudes*. Des difficultés du montage financier de cette production ambitieuse à l'ambiance du plateau où s'inventait le film, récit d'une aventure courageuse, risquée. *(Lire les articles de Jean-Michel Frodon page 27.)*

## IMAGES DE BEYROUTH À L'INSTITUT DU MONDE ARABE

PAGE 28

Jusqu'au 11 juillet, l'Institut du monde arabe à Paris présente une sélection de près de soixante films de tous genres et de toutes provenances tournés au Liban de 1933 à 1980. « Beyrouth, mille et une images » n'est pas un festival à proprement parler mais une manifestation de la mémoire imaginée par l'énergique réalisatrice libanaise Jocelyne Saab. *(Lire l'article d'Yves Thoraval page 28.)*

## LA RÉÉDITION DES DISQUES DE KAREL ANCERL

PAGE 28

Le chef d'orchestre tchèque Karel Ancerl fut l'une des principales figures de ce siècle, aimé des mélomanes s'il n'a jamais eu le statut de star. Rescapé du camp de Terezin, il fut directeur musical de l'Orchestre philharmonique tchèque avant de s'exiler au Canada en 1968, où il mourut cinq ans plus tard. De nombreuses maisons de disques rééditent aujourd'hui les principaux enregistrements d'un chef qui rendit tout le génie de Prokofiev, Stravinsky et Mahler. *(Lire l'article d'Alain Lompech page 28.)*

EXPOSITION · JACOB JORDAENS AU MUSÉE ROYAL D'ANVERS

# LE DINDON ET LE PERROQUET

ANVERS

de notre envoyé spécial

*Parce qu'Anvers a été choisie comme capitale culturelle de l'Europe en 1993 et parce que Jacob Jordaens naquit, vécut, peignit et mourut à Anvers, le Musée royal des beaux-arts de la ville lui consacre une rétrospective. La précédente avait eu lieu à Ottawa il y a un quart de siècle. En une centaine de tableaux, complétés par des dessins, des gravures et des tapisseries, l'exposition veut démontrer que Jordaens fut le digne héritier de Rubens, un grand peintre d'histoire et l'« expression de la sagesse populaire ». L'entreprise est ambitieuse.*

AVEC Jordaens, tout est simple, dit-on. On ne saurait espérer vie plus limpide, peinture moins énigmatique. La vie? De 1593 à 1678, elle s'est passée à Anvers. Le peintre y est né, s'y est marié, y a toujours vécu. Il y est mort, à un âge avancé, riche, célèbre, propriétaire d'une vaste maison qu'il avait méthodiquement agrandie et embellie à chacun de ses gains. On croirait même que ce fut sa principale préoccupation, à en juger par la quantité d'accords de ventes et de devis de maçonnerie que conservent les archives anversoises et que recopient minutieusement les historiens d'aujourd'hui. À les en croire, Jordaens avait, hors son art, deux passions plutôt ordinaires, la construction et la chicane juridique.

La peinture? Elle a été popularisée par la gravure, puis par la photographie, qui ont immanquablement préféré les mêmes tableaux, les beuveries, les ripailles familiales, une mythologie de la vie abondante et facile peuplée de femmes girondes et accortes, de buveurs hilares, de musiciens joufflus, de fumeurs de longues pipes blanches et de lévriers voleurs de rôtis. L'illustre, trop illustre *Roi boit* porte à son paroxysme cette imagerie. Un monarque pour rire trône à table, devant des gaufres et des tartines. Du côté gauche, un compagnon de beuverie lève en l'air son pichet d'étain, un autre, accroupi, vomit son trop plein de bière et deux beautés aux poitrines opulentes trinquent dans un coin. Du côté droit, un autre buveur lève son verre, un musicien souffle dans sa cornemuse, une vieille ricane et, au premier plan, une femme essuie avec sa serviette les fesses d'un enfant qui pleure. L'un des auteurs du catalogue reconnaît là, sans hésiter, *« une œuvre grandiose et noble, atteignant à la pure beauté »*. C'est son droit, chacun peut avoir sa conception de la beauté.

Des œuvres de cette espèce, l'exposition anversoise en contient un grand nombre. Jordaens avait coutume, quand un sujet plaisait aux amateurs, d'exécuter quelques copies, histoire sans doute d'embellir encore ses immeubles. Il a donc produit, avec la collaboration de son atelier, au moins trois *Roi boit* et d'innombrables variations sur un proverbe à la philosophie assez courte, qui enseigne que *« comme les vieux ont chanté, ainsi les jeunes jouent de la flûte »*. Dans chacune d'elles figurent les brioches, les verres de vin du Rhin, les pichets d'étain et d'argent, les chiens au beau pelage blond, les femmes aux larges gorges drapées de rouge ou de blanc. Il y a de la facilité dans ces tableaux, une peinture fluide et lustrée, parée de reflets dorés, et du trompe-l'œil à plaisir. Jordaens excelle à imiter l'osier des chaises, le poil des tapis et celui des barbes, les velours, les dentelles, les verres et les éclats de lumière qui s'arrondissent sur leurs flancs. Dans l'une des dernières versions de *Comme les vieux ont chanté, ainsi les jeunes jouent de la flûte*, datée des années 1640, il a multiplié les morceaux de bravoure, illusionniste au point de transformer un intérieur flamand en cabinet de curiosités. Outre quatre adultes et deux enfants, il s'y trouve un perroquet, une chouette, un chat de mauvaise humeur et un chien gourmand aux oreilles pointues qui fait assez songer au loup lubrique de Tex Avery. La table n'est pas moins chargée de fruits et de vaisselles, ni l'espace encombré de meubles, moulures, fauteuils et tentures – tout cela magnifiquement imité par une main de virtuose. Il y en a trop. Jordaens en fait trop.

C'est son défaut, sinon le seul, du moins le plus grave : il ne sait pas s'arrêter, il ne sait pas éviter le fatras et le désordre. Chaque tableau lui apparaît comme un espace qu'il faut à toute force occuper, remplir, boucher, colmater, saturer. Peint-il, vers 1635, le portrait d'une vieille dame digne nommée Magdalena de Cuyper? Il procède à l'inverse de Rembrandt, son contemporain Rembrandt dont la comparaison lui est fatale. Pour le Hollandais, un portrait se réduit à une tête fouillée par le pinceau jusqu'à l'os et au caractère. Pour Jordaens, un portrait se compose d'une figure, de quelques effets de tissus et de fourrure, d'un décor d'architecture baroque, d'une draperie écarlate à pompons, d'une colonne à chapiteau doré et d'une tulipe perroquet dans un vase à long col. Il ne manque qu'un poisson rouge dans son bocal. Le modèle finit par n'avoir guère plus d'intérêt et d'expression que la draperie ou la tulipe.

Peint-il une scène mythologique ou religieuse, il obéit à la même phobie du vide. Ainsi d'une toile ambitieuse de ses débuts sur un sujet antique, *les Filles de Cécrops trouvant l'enfant Erichtonios* – lequel Erichtonios, fils de Gaia, était mi-homme mi-serpent. Sur sa toile, de près de 3 mètres de long, Jordaens loge trois femmes nues désespérantes de cellulite, l'une d'entre elles confinant même à la monstruososité, très au-delà des imaginations les plus outrées de Renoir; plus un bambin portant une torche, le berceau d'Erichtonios à queue de serpent, deux colonnes, une duègne coiffée d'un voile à trois rangées de plis, un vase en or, une corbeille de raisin sur son piédestal de marbre, un perroquet, un caniche et un dindon. Pas un petit dindon à l'arrière-plan, non, un gigantesque dindon qui fait la roue, qui se rengorge, qui exhibe sa queue emplumée et la membrane rose-rouge qui orne son cou. Un vrai dindon en somme.

**PHILIPPE DAGEN**

*Lire la suite page 26*

EXPOSITIONS

« COBRA-POST-COBRA »

A LIÈGE

# LE REGARD ENTRE LES DENTS

*La « capitale » de la Wallonie expose les œuvres du groupe Cobra rassemblées par Karel Van Stuijvenberg, un collectionneur particulièrement avisé et courageux. Cobra, comme les premières lettres de Copenhague, Bruxelles et Amsterdam, collectif d'artistes surgi dans l'immédiat après-guerre et qui sera dissous par Pierre Alechinsky en 1951, turbulents enfants fâchés avec les surréalistes qui s'appellent Appel, Dotremont, Jorn, Bury ou Claus et qui puisent leur inspiration auprès de grands aînés, au carrefour de l'expressionnisme et de l'avant-gardisme.*

**Dotremont-Alechinsky : « Brassée séismographique », 1972.**

LIÈGE

*de notre envoyé spécial*

HOMME d'affaires hollandais établi à Caracas, Karel Van Stuijvenberg voulut faire plaisir à son épouse. C'était par un beau jour de septembre, en 1974, à New-York. Sa femme aimant les chevaux, quoi de plus naturel que de pousser la porte d'une galerie d'art pour quérir quelque image équestre? Au mur, il vit une œuvre étrange, pas totalement abstraite, mais sans aucun rapport avec la gent chevaline : un collage gouaché d'un de ses compatriotes, dont il n'avait jamais entendu parler, Karel Appel. Il l'acquit. M. Van Stuijvenberg venait de mettre la main sur un Cobra, et l'animal n'allait plus le lâcher.

Tout avait commencé un quart de siècle auparavant, dans un bar des bords de Seine. Le 8 novembre 1948, quai Saint-Michel, au café de l'Hôtel Notre-Dame où logeait Christian Dotremont; le poète belge avait réuni quelques amis; il y avait là un autre poète, Joseph Noiret, et des peintres : les Hollandais Karel Appel et Constant Anton Nieuwenhuis – dit Constant, – le Danois Asger Oluf Jorgensen – dit Jorn – et le Liégeois, né de parents néerlandais, Cornelis Beverloo – dit Corneille. Le groupe Cobra y vit le jour, baptisé d'un acronyme formé des premières lettres de Copenhague, Bruxelles et Amsterdam, les capitales des trois pays auxquels appartiennent ses fondateurs. Dotremont n'aimait pas trop ce nom et écrivit à Jorn quelques jours plus tard : *« Cobra est un peu genre Benelux et ensuite est limitatif; impossible par exemple d'ajouter Londres! »*

Il s'agissait en fait de ce que les autorités appellent un complot international : Dotremont et Noiret représentaient le Centre surréaliste révolutionnaire belge, Jorn, le Groupe expérimental danois, Constant, Appel et Corneille, le Groupe expérimental hollandais, fondé au début de 1948 à l'instigation de Constant et dont la revue *Reflex* fut le porte-parole. Comme il se doit, la réunion s'acheva par la rédaction d'un manifeste, dirigé contre André Breton et le tour mystique dans lequel s'engageait, selon eux, le surréalisme parisien. Asger Jorn disait n'avoir d'autre but que d'échapper au règne de la raison bourgeoise *« pour aboutir au règne de la vie. Mais, contrairement à Breton, nous pensons que derrière les fausses conceptions morales ou esthétiques,* métaphysiques, *qui ne correspondent pas aux intérêts vitaux de l'homme, existent la vraie morale et la vraie esthétique* matérialiste ». Le benjamin du groupe Cobra, Pierre Alechinsky, s'en est depuis expliqué : *« Ce qui nous a séparés de Breton, c'est surtout notre immense naïveté politique d'après-guerre. Nous avons cru qu'il était encore possible de collaborer avec le Parti communiste (...). Il y a de quoi être honteux. Mais, précisons-le, nous sommes néanmoins de ceux qui ont [illegible] avant la mort de Staline. En 1949, Dotremont et moi sortions du Parti communiste avec fracas... Petit fracas bien entendu, à notre mesure. »*

Cobra refusa donc le réalisme socialiste qui, écrivait Dotremont, *« propose de réduire* [l'univers] *au sordide et au grotesque qu'il prétend combattre »*. Il rejetait aussi l'école de Paris, jugée hégémonique, et l'abstraction géométrique, qui brillait alors de tous ses feux. Ainsi, en 1949, Jorn, puis Constant et Corneille, peignirent sur un tableau de Mortensen. Le geste est iconoclaste mais révèle également un goût pour le travail en commun, réminiscence des cadavres exquis chers au Breton honni. Les sources de Cobra sont à rechercher du côté du surréalisme, mais aussi de Kandinsky première manière, de Paul Klee, de Joan Miro, et dans l'archéologie et l'art populaire scandinaves. Expressionniste, l'art de Cobra pourrait se résumer par cette phrase de Corneille : *« Pas de bon tableau sans un gros plaisir »*; avant-gardiste, son rapport avec la culture officielle se définit par cette autre, de Dotremont : *« ... Je ne vais dans les musées que pour enlever les muselières. »*

C'est donc à de dangereux révolutionnaires que s'est accroché notre bon monsieur Van Stuijvenberg. Certes, ils ont depuis mis de l'eau dans leur vin ; certains se sont vu statufier de leur vivant. Tout de même, réunir en vingt ans, à un rythme variable, mais avec des pointes de deux tableaux par semaine, une collection de plus de quatre cents œuvres, cela dépasse largement l'amateurisme et peut même confiner à l'obsession. La passion de M. Van Stuijvenberg est telle qu'il va se documenter peu à peu, rencontrer les artistes pour le simple plaisir de l'information, passer du statut de client à celui d'ami : certains Cobra, sensibles à ses efforts, lui offriront quantités d'œuvres et d'archives. C'est que rien de ce qui touche Cobra ne le laisse indifférent : tous ceux qui ont, peu ou prou, approché le groupe, doivent être représentés dans sa collection, y compris un artiste zoulou! Et ils sont nombreux : en trois ans, de 1948 à 1951, date à laquelle Alechinsky saborde le mouvement de sa propre autorité, Cobra fit preuve d'une activité débordante.

La première exposition du groupe eut lieu à Copenhague, du 19 novembre au 2 décembre 1948, à l'occasion du Salon de la coopérative Höst. D'autre part, Dotremont fit paraître une revue, des fascicules plus modestes, et de nombreux tracts, à une époque où les publications artistiques demeuraient rarissimes. Le premier numéro de *Cobra* fut publié en mars 1949. Le second servit de catalogue pour l'exposition du groupe, à Bruxelles, intitulée « La fin et les moyens », qui eut lieu du 19 au 28 mars 1949 dans une salle du Palais des beaux-arts, et valut au groupe l'adhésion de Pol Bury et de Pierre Alechinsky.

Le musée d'art moderne le plus actif en Europe était alors le Stedelijk Museum d'Amsterdam, dirigé par Willem Sandberg. Il organisa une exposition Cobra, du 3 au 28 novembre 1949, qui faillit lui coûter sa place : Dotremont prononça un discours, que personne ne comprit, mais où le mot « soviétique » revenait comme un leitmotiv et provoqua une émeute. La presse hollandaise éreinta l'exposition, qui coïncidait avec un autre scandale : la décoration murale d'Appel à la cantine de l'hôtel de ville d'Amsterdam. *Les Enfants interrogateurs*, œuvre violente, inspirée par les gosses faméliques rencontrés dans l'Allemagne vaincue, sera recouverte, par décision du conseil municipal.

Liège eut l'honneur d'abriter la dernière grande manifestation Cobra, au Palais des beaux-arts, du 6 octobre au 6 novembre 1951. A cette occasion parut le dixième et dernier numéro de *Cobra*. Michel Ragon en a raconté la fin : *« C'est Alechinsky, demeuré seul à Bruxelles, qui enterrera Cobra. Il prit en effet l'initiative d'annoncer en quatrième page de couverture de* Cobra *10 qu'il s'agissait du* « dernier numéro de la revue ». *Puis il éteignit la lumière, prit sa valise d'une main, Mickie de l'autre, et vint rejoindre Corneille et Appel à Paris* (...). *Le groupe Cobra n'aura duré que trois ans (novembre 1948-octobre 1951).* » Ainsi se réalisait la prédiction de Doucet, excédé par l'antiparisianisme de Cobra : *« Un jour vous serez à Paris et tous fâchés les uns avec les autres. »* Les trop nombreux conflits, le plus souvent d'ordre privé, mais aussi une réelle misère personnelle (sous-alimentés, Dotremont et Jorn contracteront une tuberculose) avaient définitivement dispersé le groupe.

Liège a vu leur fin, Liège les réunit aujourd'hui, en montrant dans son Musée d'art moderne, joliment rénové pour l'occasion, la collection réunie par le fameux M. Van Stuijvenberg, très présent dans l'organisation de l'événement : la trentaine de toiles Cobra appartenant aux collections de la ville ont été exilées plus loin dans la cité, à la salle Saint-Georges, qui en profite pour faire sa petite exposition à elle – une quarantaine d'œuvre de plus, – autour du groupe liégois Réalité-Cobra (Pol Bury, Georges Collignon, Paul Franck, Maurice Léonard, Léopold Plomteux et Silvin). A la demande de Karel Van Stuijvenberg, le parcours de l'exposition du Musée d'art moderne s'ouvre sur les petits Cobra de tout pays (le Français Jacques Doucet, l'Écossais William Gear ou l'Américain d'origine japonaise Shinkichi Tajiri, et bien d'autres, dont le Zoulou Ernst Mancoba), puis s'oriente par groupes nationaux (Belges, Hollandais, Danois) où chaque artiste bénéficie d'une sorte de petite rétrospective personnelle.

L'une des nombreuses originalités de notre collectionneur consiste à montrer des ensembles représentatifs de l'œuvre de chacun des fondateurs jusque dans leurs développements actuels. Dans le cas d'Alechinsky, par exemple, l'idée est formidable, et les travaux des deux dernières décennies dépassent de loin ceux de sa jeunesse Cobra. Dans le cas de Constant, il a inclu une consternante toile de 1977, *De Bekering van Venus*, posée comme une escarbille dans une œuvre par ailleurs magnifique. C'est que M. Van Stuijvenberg a la passion redoutable, et un courage rare chez les amateurs (et souvent inexistant chez les professionnels) : aimer une œuvre, c'est la connaître entièrement, jusque dans ses errements. Voilà un homme qui n'hésite pas à acheter, consciemment, de mauvais tableaux lorsqu'ils existent : il sait que ce sont eux qui ont nourri les bons. Et que rien ne change plus vite que les critères du goût artistique...

L'exposition jaillit ainsi dans tous les sens, avec ses hauts et ses bas, montrant trois années d'un groupe fort et plein de vitalité, puis des parcours individuels passionnants souvent, pathétiques parfois, excitants toujours. Elle préfigure ce que sera la donation Van Stuijvenberg, prévue pour la constitution, en 1996, du Musée Cobra à Amstelveen.

**HARRY BELLET**

★ « Cobra-Post-Cobra », Musée d'art moderne, parc de la Boverie, 4020 Liège. Tél. (19) 32-41-42-46-04. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mai. Catalogue 200 pages, 1 500 FB.

★ « Cobra et Réalité-Cobra, Cobra dans les collections liégoises », salle Saint-Georges, Feronstrée 86, 4020 Liège. Du mardi au samedi de 13 heures à 18 heures. Dimanche de 11 heures à 16 h 30. Jusqu'au 15 mai.

★ On consultera également *Cobra, un art libre* (Editions du Chêne, 1983) par Jean-Clarence Lambert (qui vient de faire paraître un *Constant*, aux éditions Cercle d'art), et la réédition en fac-similé de la revue *Cobra* (Éditions J.-M. Place, 1980).

JORDAENS A ANVERS

# LE DINDON ET LE PERROQUET

*Suite de la page 25*

Et pourquoi « ce grand oiseau de basse-cour originaire d'Amérique » dans le tableau? Le catalogue n'en sait rien. Il croit savoir pour le perroquet, symbole de la fécondité, prétend-il. Mais pas pour le dindon. *« Une interprétation concluante ne peut être fournie dans ce contexte »*, doit-il avouer. C'est bien simple pourtant : le dindon est l'allégorie de la peinture. Il fait le beau, comme elle. Il parade. Il témoigne de la frénésie accumulatrice du peintre. Tout comme le perroquet, du reste, motif décoratif et coloré.

Ce dernier oiseau, il est vrai, pourrait symboliser Jordaens lui-même, qui a été, vingt ans durant, le perroquet de Rubens, autrement dit le perroquet du roi. A Anvers, jusqu'à sa mort en 1640, Pierre-Paul est le patron, le prince, le grand ordonnateur des fêtes, le familier des rois d'Europe, leur ambassadeur, le grand seigneur artiste. Il a son palais, sa cour, ses élèves. Jordaens l'imite. Il emprunte ses sujets, jusqu'aux *Filles de Cécrops*, que Rubens peint en 1615 et lui en 1617, jusqu'à l'histoire de *Méléagre et Atalante*, que Rubens met en peinture en 1616 et lui en 1617 ou 1618. Il veut aussi lui emprunter son style, ses gestes en boucles et volutes, le *fa presto* lyrique du maître, ses couleurs enflammées, le dynamisme de ses compositions en oblique et en tourbillon. Il veut, mais il n'y parvient pas. Quand il s'attaque aux grands sujets, aux grands formats, il s'en sort par l'entassement des figures et des accessoires inutiles. Quand il poursuit l'expression, il n'atteint que le stéréotype. Dure épreuve, parallèle cruel. Jordaens, ou le second Flamand, le gentilhomme ordinaire du prince Rubens – et son bouffon parfois.

Cette navrante histoire dure jusque dans les années 40. Rubens meurt, Van Dyck aussi. Pendant quelques années, Jordaens continue à peupler de nymphes obèses et de vaches rousses des surfaces de toile de plus en plus vastes. Les tableaux à proverbes ont assuré sa gloire. Il ose jusqu'à son *Enlèvement d'Europe* du Musée de Lille, devant lequel reviennent en mémoire les mots de Claudel devant le *Bain turc* d'Ingres – une *« galette d'asticots »*, disait l'aimable poète. Quand la composition pourrait être plus équilibrée et moins étouffante, le nu moins pesant, il faut encore qu'il gâche tout. *L'Amour de Cupidon et de Psyché* serait une belle frise de nymphes endormies, sans l'affreux Cupidon renfrogné et ventripotent qui les regarde, appuyé à son arc comme un jardinier à sa bêche.

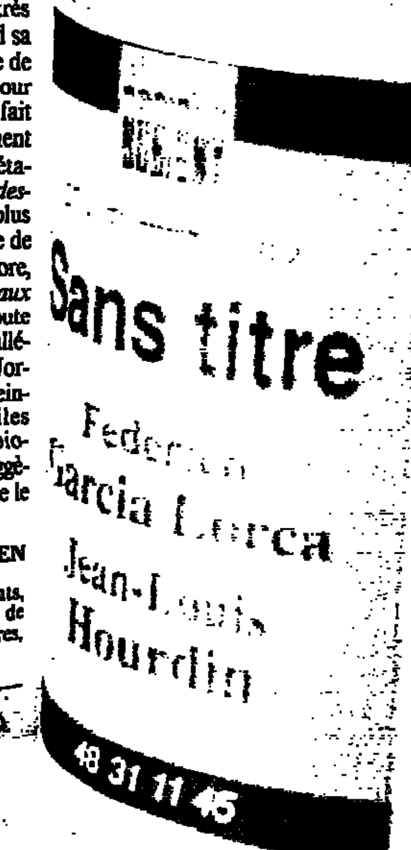
Quand ce système a-t-il cassé? Quand Jordaens a-t-il décidé que c'en était trop, enfin trop? A cette époque justement. Assez sèchement, aux alentours de 1646 ou 1647, il ose ce qu'il n'avait jamais osé – simplifier, aller à l'essentiel, ne plus peindre les sujets à la lettre. De l'épisode de *Caudaule faisant épier sa femme par Gygès*, il fait une scène d'alcôve graveleuse, avec pot de chambre et pantoufles au premier plan. De *Mercure tuant Argus*, il fait l'assassinat d'un vieillard podagre par un voyou dans une prairie des environs d'Anvers, au milieu d'un troupeau de vaches. *Le Banquet de Cléopâtre* tourne à la bambochade hystérique, sous l'œil d'un bouffon qui tient un perroquet à la main. Symbole à nouveau?

De *Suzanne et les vieillards*, Jordaens tire un parti plus indigne encore : les visages grotesques des vieillards expriment la concupiscence la plus grossière et celui de Suzanne trahit le calcul de la courtisane qui suppute quel bon prix tirer du commerce de ses charmes défraîchis. Jordaens ne plagie plus Rubens, il le compromet dans un frénésie de sous-entendus grivois. Il semble dire : *« Et bien voilà, ce n'était que ça. Pendant des années, Rubens vous a caché la pauvre vérité sous des rubans et des merveilles. Moi, il ne me reste plus qu'à dénoncer la tromperie, après en avoir été si longtemps complice. »*

Hasard? En 1650, Jordaens, le citoyen de la très catholique Anvers se convertit au calvinisme. Quand sa femme meurt, elle est inhumée en Hollande, en terre de Réforme. Lui-même est condamné à une amende pour prosélytisme hérétique. De 1674 jusqu'à sa mort, il fait célébrer des cènes calvinistes dans sa maison. Comment ne pas croire que la conversion religieuse et les métamorphoses de la peinture vont de pair? Le *Christ descendu de la croix*, de 1650, et *le Portement de croix*, plus tardif, révèlent brièvement un autre peintre, capable de sobriété et d'une certaine grandeur. Plus étrange encore, *la Sainte Famille avec des personnages et des animaux dans un bateau* associe le sujet religieux, épuré de toute gesticulation et de tout pathos, des portraits et des allégories de l'ivresse et de la démence. *In extremis*, Jordaens peint sa nef des fous. Il rachète une vie de peinture hâbleuse et hâtive par quelques toiles fantomatiques que ni ses contemporains ni ses biographes n'ont aimées – sans doute parce qu'elles suggèrent que Jacob Jordaens cessa d'être à la fin de sa vie le peintre simple que l'Histoire croit connaître.

**PHILIPPE DAGEN**

★ Musée royal des beaux-arts, Leopold-de-Waelplaats, Anvers. Tél. : (19) 32-3-238-78-09. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, le mercredi jusqu'à 21 heures, jusqu'au 27 juin.



JACQUES RIVETTE TOURNE « JEANNE LA PUCELLE »

**CINÉMA**

# UN MYTHE SAISI EN MOUVEMENT

*Le cinéaste de « l'Amour fou » face aux contraintes d'un film historique (en deux parties), c'est l'étrange défi relevé par Jacques Rivette et une poignée de fidèles. Dans le rôle de Jeanne d'Arc, celle avec qui il voulait tourner depuis longtemps, et qu'on attendait chez lui comme une évidence : Sandrine Bonnaire.*


MOUNE JAMET/SYGMA

Jacques Rivette.

IL ne crie pas «Action!». Il dit doucement : *«S'il te plaît».* Il semble encore plus petit que d'habitude sous sa grosse casquette, il se tient bizarrement déhanché, les bras tordus, il sourit tout le temps. Il est seul, au milieu. A mi-chemin entre deux groupes compacts, chacun portant les oripeaux et attributs de sa fonction. D'un côté les techniciens, avec parkas pleines de poches, grosses godasses, tabourets, gobelets de thé, outils, caméras, micros, projecteurs; de l'autre les acteurs, trognes fleuries ou blafardes, robes de bure ou armures, épées, casques et boucliers.

On ne comprend pas très bien ce qu'il fait, Jacques Rivette, pourquoi il bouge quand il bouge et s'arrête quand il s'arrête, mais on perçoit parfaitement ce qu'il cherche : créer un lien, à la fois logique et magique, entre la machine cinématographique et cette raideur médiévale. Réaliser *Jeanne la Pucelle*, donc, sur un scénario co-écrit avec Pascal Bonitzer et Christine Laurent (qui a également conçu les costumes), produit par Martine Marignac, avec Willy Lubtchansky à la lumière, Florent Eidenbetz au son, Lydie Mahias la scripte, Emmanuel de Chauvigny le décorateur, en attendant Nicole Lubtchansky au montage... tous des fidèles.

Il existe une «bande à Rivette», mais seulement dans le travail. Ici on ne se tape pas sur le ventre ni ne gueuletonne ensemble. On fait le film. Bulle Ogier, qui a été six fois au centre de son écran, disait en toute admiration, en toute connivence : *«Jacques n'est pas un copain.»*

Un tournage du réalisateur de *Paris nous appartient* et de *Out One*, de *Céline et Julie vont en bateau* et de *la Belle Noiseuse*, ce serait largement suffisant pour éveiller la curiosité. Mais ce projet-là est «spécial», encore plus spécial que les autres si on peut dire – même si Rivette a déjà tâté aux contraintes de la reconstitution, il y a plus de vingt-cinq ans, avec *la Religieuse*.

Rivette l'adepte des tournages légers, inventés dans le mouvement même de la réalisation, face à une grosse production historique? Rivette le solitaire saisi par la débauche de films en costume devenus la recette-miracle du cinéma français en quête de spectaculaire? Rivette le rebelle en chevalier servant d'une héroïne nationale, sinon nationaliste? Rivette l'organisateur de récits-gigognes, de complots ténébreux et joyeux, à la fois inventeur des règles du jeu et joueur disponible à tous les imprévus, s'enfermant dans le carcan d'une histoire archi-connue, gravée dans les chroniques et les procès-verbaux, racontée déjà par tant d'écrivains, filmée par tant de cinéastes (et non des moindres : Dreyer, Bresson, Rosselini, Fleming, Preminger...)?

Les vraies réponses à ces questions seront sur l'écran, sans doute seulement au début de l'année prochaine. Mais le texte de la «note d'intention» (publié par la revue *Trafic* dans son numéro 5) rappelle le penchant prononcé de Rivette pour l'œuvre de Péguy, grand admirateur de la Pucelle, et pour Brecht, qui en fit grand usage. Il prévoit que Jeanne ne sera pas montrée dans les habituelles postures héroïques ou pieuses des vignettes scolaires, mais saisie en mouvement, dans l'élan de cette course folle qui mena la gamine de Vaucouleurs, en moins de deux ans et demi (janvier 1429-mai 1431), de l'anonymat à la gloire et de la gloire à la mort.

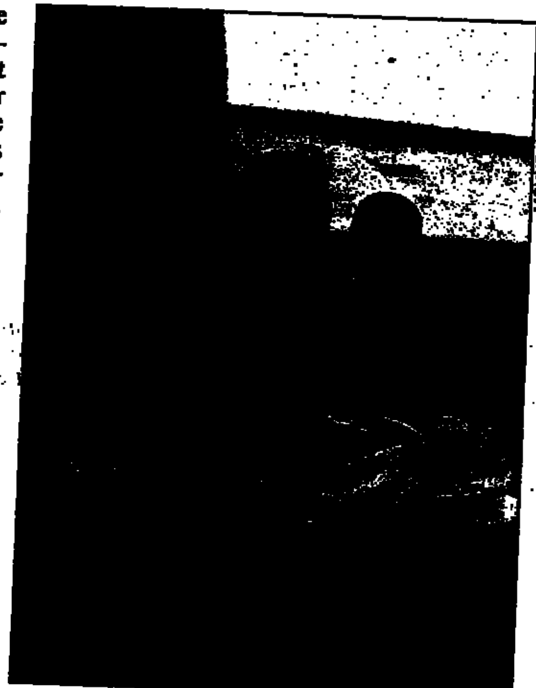
Cette «note» décrit aussi comment *Jeanne la Pucelle* sera constitué de deux films distincts : *les Batailles* (ou l'ascension de Jeanne, guidée par le destin, par ses voix, en tout cas par ce qui ressemble à un scénario préécrit, jusqu'au couronnement à Reims) et *les Solitudes*, lorsqu'elle semble abandonnée à elle-même, vaincue, captive, condamnée et tuée. Si ces deux mouvements symétriques de l'ascension et de la chute appartiennent à la conception du projet, le texte ne dit pas que la coupure en deux films n'est pas, à l'origine, le choix de l'auteur mais le diktat des financiers. Les financiers, pour un film comme celui-ci, ce sont les télévisions (*lire l'encadré ci-dessous*).

Le 3 août dernier, le budget était loin d'être bouclé lorsque, mis au pied du mur par le calendrier, les protagonistes du film ont dit «banco». Le 14 septembre, sans assurance de pouvoir arriver au bout, ils ont commencé à tourner... le plus difficile : les batailles. Au bout de trente jours de travail, le tournage s'est arrêté, pour refaire le plein d'énergie et de fonds (et attendre l'hiver), avant un second tournage, de trente-six jours. Mais les partenaires financiers n'ont pas voulu d'un film de cinq heures, il a fallu trancher.

Pareilles acrobaties compliqueraient la vie de n'importe quel film «classique», avec scénario écrit à l'avance et découpage en béton. Pour un film de Rivette, c'est pire, et moins grave, grâce à la souplesse de ses méthodes de travail. Chez lui, à l'inverse des usages de l'industrie du cinéma, le tournage commande au scénario. *«On ne demande pas à un musicien de jazz d'écrire une partition, ni à Jackson Pollock de faire une esquisse préparatoire»*, disait Pascal Bonitzer à propos du «système Rivette» (1).

A trente kilomètres du plateau, les co-scénaristes écrivent les scènes du lendemain. Bonitzer et Christine Laurent ont un numéro de chien et chat très au point, mais *la Bande des quatre* ou *la Belle Noiseuse* ont prouvé les mérites du croisement de ces deux espèces. Chaque soir, et jusque tard dans la nuit, le cinéaste découvre leur travail du jour, approuve, refuse, transforme. La déco suit et les costumiers s'adaptent, ils ont l'habitude. Et les comédiens apprennent leur texte quand ils peuvent : si le réalisateur discute beaucoup avec ses comédiens et les principaux techniciens, il n'est pas, mais alors pas du tout question d'improvisation.

Pour une des rares scènes de procès qui figureront à l'écran, la feuille de service indique : *«26e jour du deuxième tournage, horaire 8 heures-17 heures* – qui sera largement dépassé, – *action : 24 mai 1431; Jeanne et la cédule d'abjuration»*. Le plateau est installé au pied des imposantes murailles du château fort de Sedan, dans le rôle du cimetière de Rouen. Agréments du tournage en extérieur : à la fois trop de soleil et la pluie (et même un peu de neige), bruits d'avions et de vélomoteurs. Plus les miaulements d'un chat coincé en haut d'un arbre que les pompiers n'ont pu déloger (vif débat de tendances au sein de l'équipe : le courant SPA prône l'apprivoisement progressif, le courant «ça commence à bien faire» rivalise d'idées pour une solution plus expéditive). Faut-il préciser que le son direct est ici une règle d'or?


MOUNE JAMET/SYGMA

Sandrine Bonnaire.

On a connu pire, le barrage engagé pour jouer la forteresse d'Orléans s'est mis à fuir, la neige a bloqué la circulation, les pluies diluviennes (le jour de la catastrophe de Vaison-la-Romaine) ont enlisé tout le matériel. A Sedan, il fait seulement un froid de gueux, tous les membres de l'équipe vont à tour de rôle se réchauffer un instant, se reposer un peu. Sauf Rivette (et sa vaillante assistante, Dominique Arhex), toujours à proximité de la caméra, impavide et souriant.

*«Ce qui nous intéresse, c'est Jeanne en mouvement»*, disait la «note d'intention». La disposition des lieux, le choc frontal de la jeune femme et de ses juges semblent imposer la mise en scène figée du rituel judiciaire, et le lourd carcan cinématographique du champ-contrechamp. Pas à Rivette. A sa demande et sous le contrôle de Lubtchansky, flibustier de la lumière et artiste de la technique, à chaque plan on installe de nouveaux rails de travelling. La caméra bouge, saisit, furette, caresse ou fouaille. Ce n'est plus une machine d'enregistrement, mais un appareil de recherche.

Quelle Jeanne découvrira-t-elle? Ce jour-là, Sandrine Bonnaire est toute de terne vêtue. A bout de peur et d'incompréhension, à bout d'innocence, elle va céder, un moment, aux messieurs trop grands ou trop gros, trop vieux ou trop méchants, qui font bloc sur la grande estrade, face à la petite plate-forme où elle est juchée. *«Tu dois abjurer! Abjure! – Je ne sais pas ce que cela veut dire»*.

Aucun doute, du moins, sur l'exceptionnelle contribution de Sandrine Bonnaire. Il suffit d'avoir vu, peu avant, une autre Jeanne d'Arc, celle que présentait Jean-Claude Fall au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Une très bonne actrice, Sophie Mihran, y déclinait avec talent les différentes facettes du personnage, tour à tour gamine éperdue, loubarde, folle de dieu, guerrière, martyre sûre de son bon droit puis saisie par le doute et la peur. Dans le blizzard de Sedan et la terreur codifiée du procès, Sandrine Bonnaire donne tout cela *en même temps.*

Et quelque chose de plus encore, un ineffable mélange de joie et de souffrance, de délire et de simplicité terrienne. Rivette multiplie les prises, non par sécurité mais pour trouver une nouvelle tonalité. Sandrine Bonnaire est à chaque fois dans le même «état de grâce composite», et à chaque fois différente. C'est pour travailler avec elle, projet mûri depuis des années, que le réalisateur a décidé de faire ce film.

On ne parlera pas au metteur en scène et à la comédienne, pris dans une opération trop fragile pour risquer d'y semer la perturbation. Le sourire de Jacques Rivette et les éclats de rire de Sandrine Bonnaire réfugiée, entre deux prises, dans l'intimité joueuse de quelques complices, n'y changent rien. Dans le beau film-portrait consacré au cinéaste par Claire Denis et Serge Daney, *Jacques Rivette, le veilleur*, Jean-François Stevenin disait : *«Quand il tourne, il chevauche un mystère.»* Chaque jour, le cinéaste qui, jeune critique, intitula jadis son premier article *Nous ne sommes plus innocents*, tourne autour du mystère de la guerrière innocente.

**JEAN-MICHEL FRODON**

(1) Dans le dossier «Méthodes de tournage» des *Cahiers du cinéma* nº 364.

## La bataille de la production

PREMIÈRE *guerrière d'un film encore dans les limbes, Martine Marignac la productrice dut batailler ferme (le Monde du 7 mai 1992) contre ceux qui disaient qu'un Jacques Rivette pouvait bien s'enfermer dans une salle de théâtre et filmer tout son content de variations sur la scène et la vie, mais que le souffle de l'Histoire et des grands espaces n'était pas pour lui. Il fallut des intrigues jusque dans de modernes châteaux, des efforts et des négociations plus que de raison, pour réunir l'argent, malgré le renfort inespéré d'acheteurs étrangers, investissant sans barguigner sur la tierce Rivette-Bonnaire-Jeanne d'Arc.*

*Non que le devis soit extravagant : 40 millions de francs pour deux films de plus de deux heures, c'est moins que le coût moyen d'une production française. Alors, avec des armures, des chevaux, des batailles, des figurants, et en vadrouille par les quatre chemins de France pour retrouver des décors plausibles... Martine Marignac, productrice de Rivette depuis l'Amour par terre (1984) dit «je n'ai jamais perdu d'argent avec un film de Jacques» et s'est donc bagarrée.*

*Canal Plus a misé gros (7 millions) et ARTE aussi (3,5 millions), le distributeur, Bec Film, s'est mouillé de 1,4 million et l'avance sur recette a fait un bel effort à 4,5 millions. Ce sont les chaînes généralistes du service public (aucun espoir du côté de TF 1) qui se sont fait tirer l'oreille, avant que France 3 n'allonge 4,5 millions. Ce qui fait au total... «un risque financier beaucoup trop élevé pour une petite société comme la notre», dit Martine Marignac. Elle n'a d'ailleurs pas renoncé à trouver de nouveaux partenaires.*

**J.-M. F.**

## CINÉMA

### « BEYROUTH, MILLE ET UNE IMAGES » A L'INSTITUT DU MONDE ARABE

# AU TEMPS DE LA DOUCEUR DE VIVRE

*Contrairement à ce que son titre suggère, « Beyrouth, mille et une images » n'est pas un festival du film libanais ou arabe ni même un festival de cinéma. C'est une manifestation de la mémoire, un appel à témoin du cinéma, qui réunit des films tournés au Liban, principalement à Beyrouth, pendant un demi-siècle, de 1933 à 1980. Treize documentaires réalisés par des Libanais, quarante films de fiction libanais, arabes et occidentaux et trois grandes œuvres égyptiennes sont présentés à l'Institut du monde arabe, à Paris, jusqu'au 11 juillet, avant de l'être à Beyrouth plus tard et de préfigurer une nouvelle cinémathèque libanaise.*

On peut se demander s'il est juste de confronter à l'histoire brûlante des productions *a priori* dénuées de message idéologique ou culturel, ou même esthétique. On peut se demander si une cohorte de réalisateurs qui chantent un hédonisme sans limites, magnifient des Don Juan roucoulants, des nymphettes court-vêtues, de (merveilleux) chanteurs et chanteuses, des malfrats levantins et des « James Bond » bodybuildés, sur fond de piscines, de grands hôtels, de casinos et de sites touristiques convertis en décors de romance ou de péripéties policières, méritent qu'on s'y arrête.

Certainement, car ces films sont le miroir d'un mode de vie, d'un espace de liberté individuelle qui transcende les tabous religieux et sociaux, et particulièrement les rapports hommes-femmes, fait unique en son temps dans le monde arabe. Et beaucoup de menaces prémonitoires sont patentes dans certains films occidentaux du programme « Beyrouth mille et une images », présenté la semaine passée à la Cinémathèque française et jusqu'au mois de juillet à l'Institut du monde arabe à Paris. La guerre froide : *Passeport pour l'oubli* (1965), avec David Niven et Françoise Dorléac, et *Baraka à Beyrouth* (1972), avec Max Von Sidow. Les trafics : *24 heures à tuer* (1966), avec Mickey Rooney. Les menaces de criminels fanatiques relayés par des agents locaux. *Ombres sur le Liban* (1967), série B italo-espagnole, ou *Baroud à Beyrouth* (1965), haletant « proto-James Bond . Les fantasmes de l'Occident sur la ville du crime et du sexe, fantasmes qui démolissent le mythe d'une possible « rencontre » à Beyrouth entre un Orient caricaturé et l'Occident... Les films arabes de ce panorama présentent un splendide aperçu de la chanson arabe et de ses interprètes – les Libanaises Nour El Hoda (*Jawhara* et *Berlanti*, 1943 et 1944, de l'Egyptien Youssef Wahbi), Sabah (*Ma sœur Stétia* 1950, de Hussein Faouzi), Feyrouz, Samira Taoufic. Ils portent eux aussi les signes des tempêtes à venir.

L'idée de cette manifestation est venue à l'énergique réalisatrice libanaise Jocelyne Saab, installée à Paris. Courageux auteur, elle a d'abord voulu témoigner de la guerre par ses documentaires : *le Liban dans la tourmente* (1975, projeté à l'IMA), *les Enfants de la guerre*, *Beyrouth, plus jamais* (1976), *Lettre de Beyrouth* (1979), *Beyrouth, ma ville* (1982), et son superbe film de fiction allégorique, *la Vie suspendue* (1985). Elle a conçu son projet pour les Libanais de sa génération et pour ceux qui ont vingt ans aujourd'hui et n'ont connu que la terreur clanique, la guerre ou l'exil.

Plutôt que de réaliser un documentaire supplémentaire, Jocelyne Saab s'est lancée dans une entreprise originale, la réalisation d'un film de fiction qu'elle a elle-même réalisé, *Il était une fois Beyrouth*, reprenant des séquences des films de ses prédécesseurs ayant travaillé à Beyrouth. Il sortira cet automne et a servi de point de départ pour « Beyrouth, mille et une images ». Pendant deux ans, au Liban, elle a fait le tour des professionnels rescapés de la guerre – réalisateurs, techniciens, acteurs, collectionneurs, – dont certains exercent aujourd'hui des métiers absolument différents ou vivotent.

La production libanaise (vingt longs-métrages par an dans les années 60 auxquels il faut ajouter la diffusion de quatre cents à cinq cents films étrangers) a disparu des trente-six chaînes actuelles de télévision et est exclue du « boum » de la vidéo. Mais les prolixes studios Baalbek et Haroun ont conservé des copies de nombreux films dans leurs caves. Jocelyne Saab a mené un travail de bénédictin, avec Michèle Tyan, jeune femme de vingt ans, représentante de la nouvelle cinéphilie libanaise. Elles ont pu réunir copies et vidéos disponibles des films tournés au Liban depuis les années 40. La Cinémathèque française a lancé un appel à ses homologues du monde entier et l'ADEC (Association pour le dialogue entre les cultures) a fourni un soutien logistique.

Ces efforts ont abouti à la création d'un répertoire informatisé de 250 films de fiction, principalement libanais et arabes, tournés au Liban entre 1932 et 1992, ainsi que des bandes d'actualités occidentales (UCPA, Gaumont, Pathé, INA, Visnews), de spots publicitaires (1950-1975) et d'une trentaine de documentaires du Conseil national du tourisme libanais (1960-1975). La question s'est alors posée de la reconstitution d'une Cinémathèque libanaise, en cessation d'activité depuis 1975. Henri Langlois – entre autres – l'avait créée en 1961. Une copie neuve ou restaurée de trente films sera remise à la Cinémathèque libanaise lorsque la manifestation sera présentée à Beyrouth, à la fin de cette année ou au début de 1994.

Que verra-t-on à l'IMA ? D'abord quelques perles rares, françaises et arabes. *La Châtelaine du Liban*, film de Richard Pottier (1965), met en scène l'ensorceleuse « orientale » de Pierre Benoit sur fond de rivalités franco-anglaises, avec Jean-Claude Pascal, Juliette Greco et Omar Charif. L'étonnant *Yamilé sous les cèdres* (1939) de Charles d'Espinay, avec Denise Bosc et Charles Vanel, est la poignante et séduisante histoire d'une belle maronite, qui refuse d'épouser son cousin et se lie secrètement avec un chevaleresque musulman... Interdite au Liban dès sa sortie, cette histoire de fusion islamo-maronite risque de le demeurer, au moins sous le prétexte de sous-entendus passablement colonialistes !

Deux témoignages d'un cinéma « sérieux » libanais sont à l'affiche : avant tout le superbe *Garo* (1965) de l'Arménien Beyrouthin Gary Garabedian, le seul vrai film néoréaliste et « noir » de la cinématographie nationale, décrivant la dérive délinquante d'un jeune homme pauvre de la banlieue arménienne de Beyrouth. Dès 1957, Georges Nasser, dans *Vers l'inconnu*, tentait de sortir des sentiers battus en traitant de l'émigration des montagnards libanais pauvres au Brésil dans les années 30. Par son sujet, inédit dans le cinéma arabe, poignant également malgré son pathos, il faut retenir *la Religieuse* (1965), de l'Egyptien Hassan Imam, histoire d'une Libanaise chrétienne fervente (interprétée par Hind Rostom, la « bombe sexuelle » égyptienne des années 50-70 !) qui, après une déception sentimentale, devient la reine des nuits beyrouthines, puis entre au couvent !

En apparence plus légers sont les films des prolixes maîtres libanais du comique, Mohamed Selmane et Reda Myassar. Du premier, *les Aventures de Chouchou* (1966) met en scène un véritable phénomène du comique libanais, que l'on retrouve dirigé par l'Egyptien Imam dans une satire chapelinesque, *l'Amour et l'argent* (1972). Toujours de Selmane, *le Liban la nuit* (1962) est une comédie musicale où s'illustrent les grandes Sabah et Samira Taoufic et la superbe danseuse orientale cairote Nagwa Fouad. De Selmane, on retiendra encore son désopilant *Une Bédouine à Paris* (1964), avec la grande chanteuse Samira Taoufic et l'excellent acteur égyptien d'origine libanaise Abdessalam Naboulsi. Dans son policier aux faibles moyens, *la Jaguar noire* (1965), il attire l'attention sur le problème de la drogue, à une époque où le Liban, de producteur et de courtier, devient consommateur. Un problème sur lequel reviendra Zafer Oglo, dans un mélodrame sirupeux, *l'Aveugle* (1968). Gravité avec *Adieu Liban* (1966) de Hikmat Labib, qui décrit l'impossibilité de la communication entre un Oriental et une Occidentale.

Tous ces films ont l'immense qualité de montrer le Beyrouth et le Liban de l'époque où ils ont été tournés. Il en est de même pour les nombreux films égyptiens présentés dans ce panorama, signés par de grands réalisateurs. Dans les années 60-70, le Liban constitua une terre de liberté pour les cinéastes cairotes : le critique égyptien Samir Farid (1) a dénombré 75 films de fiction égyptiens tournés dans ce pays entre 1936 et 1980. De Henry Barakat, il faut voir *Safarbarlek* (1967), une histoire d'amour, chantée par la merveilleuse Feyrouz, qui se passe dans la montagne libanaise sous l'occupation ottomane. Barakat donne également une charmante *Fille du gardien* (1968), toujours avec Feyrouz, et *le Grand Amour*, qui réunit une éblouissante distribution (Youssef Wahbi, Faten Hamama, Farid El Atrache, A. Naboulsi) dans un Beyrouth choisi pour la liberté de ses mœurs. Même le grand Youssef Chahine, dont certains ancêtres sont de la région, s'est laissé séduire par le Liban, au temps des rigueurs (financières) du nassérisme. Son *Vendeur de bagues* (1965) est une peinture tout en chansons, avec Feyrouz, de la douceur de vivre dans la montagne libanaise.

Une large partie du public libanais et arabe d'aujourd'hui ne souscrirait plus, en raison d'un rigorisme de plus en plus imposé – et accepté, – à une peinture des mœurs dans le monde arabe telles qu'elles sont dépeintes dans la plupart de ces films. Pourtant, il paraît absolument nécessaire de les voir aujourd'hui.

**YVES THORAVAL**

(1) Dans une étude à paraître en octobre 1993 dans l'ouvrage collectif *Beyrouth, mille et une images, polyphonie d'une ville*, éd. ADEC/IMA.

★ Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Jusqu'au 11 juillet. Renseignements : 40-51-39-91.

## MUSIQUE

### LA RÉÉDITION DES DISQUES DE KAREL ANCERL

# DESTIN DE CHEF

*Bien qu'il n'ait jamais été une star de la direction d'orchestre, Karel Ancerl est l'un des musiciens les plus aimés des mélomanes. Si sa carrière l'a conduit à la tête des plus célèbres orchestres, son association avec la Philharmonie tchèque reste l'un des plus beaux exemples de communion musicale. Son nom n'aurait pourtant dû nous parvenir que gravé dans la pierre d'un monument aux morts.*

« *QUAND Karel Ancerl vint à Terezin, il avait déjà une belle carrière derrière lui. Né à Tucapy, en Bohême, le 11 avril 1908, il avait suivi les cours du lycée puis du Conservatoire de musique de Prague, où il avait reçu des distinctions dans les classes de composition et de direction d'orchestre. Dans la décennie qui s'écoula entre sa sortie du Conservatoire en 1929 et l'occupation allemande, Ancerl fut l'assistant d'Hermann Scherchen à l'Opéra de Munich et dirigea l'Orchestre du Théâtre libéré de Prague. De 1933 à 1938, il fut ingénieur du son et chef d'orchestre à la Radio d'Etat de Prague* (1). »

Le camp de Terezin était installé dans une ville de garnison fortifiée, édifiée à la fin du XVIIIe siècle par l'empereur Joseph II, à une soixantaine de kilomètres au nord de Prague. Elle était conçue pour abriter 7 000 personnes. Les nazis l'utilisèrent comme centre de tri. 136 000 juifs résidèrent à Terezin. Tous les corps de métiers y étaient représentés, mais de nombreux musiciens tchèques, slovaques, néerlandais et autrichiens y vécurent. 20 000 échappèrent à la mort. 116 000, dont 14 000 enfants, moururent de faim, de maladie, furent exécutés sur place ou périrent dans les chambres à gaz d'Auschwitz. Rapidement, la propagande nazie comprit le parti qu'elle pouvait tirer des compositeurs, interprètes, musiciens, écrivains, peintres réunis à Terezin. Les nazis les laissèrent organiser des concerts, des représentations d'opéras ou de pièces de théâtre, des conférences sur la culture, la philosophie, etc. Ceux qui pouvaient se produire sur scène voyaient leurs chances d'échapper à la mort décupler. Terezin devint une sorte de vitrine montrant à l'Europe la figure d'une ville agréable conçue pour les juifs et administrée par eux. En juin 1944, puis en mars 1945, une délégation de la Croix-Rouge fut invitée à constater leur sort enviable. Un film fut même tourné. Son titre ? *Le Führer offre une ville aux juifs.* Pour l'occasion, les maisons avaient été repeintes, les fenêtres fleuries, et un kiosque à musique installé sur une place plantée d'arbres. Dans ce film, on voit des gens guillerets applaudir à tout rompre un concert dirigé par Ancerl (2).

Karel Ancerl fut l'un des principaux acteurs de la vie musicale à Terezin. Pendant sa journée de travail, il aidait aux cuisines, le soir il faisait répéter l'orchestre à cordes qu'il avait créé : seize premiers violons, douze seconds, huit altos, six violoncelles et une contrebasse jouée par la seule femme de la formation, « *une blonde très aguichante.* » Karel Ancerl fut l'un des rescapés de Terezin. Mais sa femme et son fils périrent à Auschwitz. Après la guerre, il se remaria, resta en Tchécoslovaquie. De 1950 à 1968, il fut le directeur musical de l'Orchestre philharmonique tchèque. Après la chute du « printemps de Prague », dont il avait été la personnalité musicale la plus remarquée (il était très versé dans la musique contemporaine), il s'exila au Canada, où il devint le patron de l'Orchestre symphonique de Toronto. C'est là que Karel Ancerl est mort, d'un cancer, le 3 juillet 1973.



*Karel Ancerl dessiné au camp de Terezin par Petr Kien.*

Karel Ancerl jouissait pourtant d'une réputation enviable dans le monde musical. Les musiciens reconnaissaient en lui un bâtisseur d'orchestre exceptionnel (sous son règne, la Philharmonie tchèque s'était hissée sur des sommets dont elle est redescendue depuis). Les mélomanes et la critique en avaient fait l'un de leurs héros. Vingt ans après sa mort, l'astre d'Ancerl n'a pas pâli. La réédition par Supraphon de ses enregistrements de studio et l'édition par Praga de bandes de concerts captées par la radio tchèque témoignent de cet attachement indéfectible.

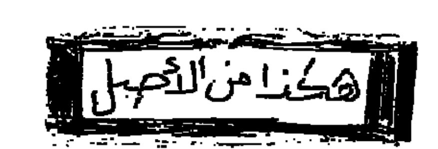
Ancerl est un chef qui aura compté dans ce siècle. S'il fallait le situer parmi ses pairs, il serait possible de dire : si Bruno Walter invitait ses musiciens à faire de la musique de chambre, si Toscanini dirigeait avec un fouet génial en imposant avec une évidence parfois terrible le mouvement et l'architecture d'une œuvre, si Furtwangler avait passé un pacte avec on ne sait trop quelles forces invisibles et entraînait ses musiciens dans un maelström duquel le public ne sortait pas indemne, Ancerl (et en cela il était proche de Pierre Monteux, George Szell, Raphael Kubelik, Otto Klemperer, Karl Böhm, Erich Kleiber ou Pierre Boulez) était avant tout soucieux de rendre compréhensibles à tous les textes qu'il servait. Cette rigueur n'est pas une qualité, c'est la condition *sine qua non* d'une bonne exécution. Passé par où il était passé, Ancerl ne tirait aucune vanité de l'exercice de son art. Il devait au hasard d'avoir survécu. Ce musicien admirable a passé sa vie à affiner son art, jusqu'à le rendre transparent, au point qu'il n'agissait plus que comme un jeu de miroirs, débarrassant les chefs-d'œuvre des scories de la tradition. Ancerl dirigeait avec limpidité. Il serait dommage de le cantonner aux compositeurs slaves, même s'il les dirige de façon insurpassable. Il était chez lui dans tous les répertoires. A côté de *Roméo et Juliette* et d'*Alexandre Nevsky* de Prokofiev, sa plus belle interprétation demeure peut-être la *Neuvième Symphonie* de Mahler (non encore rééditée, malheureusement). Nous ne connaissons pas d'interprétation dans laquelle les timbres des vents ont une telle densité minérale, dont les cordes expriment avec tant de détresse le désespoir d'un adieu au monde.

**ALAIN LOMPECH**

(1) Cette citation est extraite de *Music in Terezin 1941-1945*, de Joza Karas, éditions Pendragon, New-York. Les éditions Gallimard vont publier ce livre en octobre, dans une traduction française de George Schneider.

(2) Vingt minutes de ce film ont été retrouvées et diffusées, en 1981, dans « Apostrophes ». Bernard Pivot avait invité Patrick Cauvin. Ce dernier venait de publier un roman intitulé *Nous allions vers les beaux jours*, qui s'inspire de cet épisode particulièrement cynique du génocide juif.

★ Discographie. – Sur la vingtaine d'enregistrements d'Ancerl actuellement disponibles, on retiendra tout particulièrement chez Supraphon-BMG : *Alexandre Nevsky* (11 1948-2), la *Symphonie classique* et *Roméo et Juliette* de Prokofiev (11 1949-2) ; la *Cinquième Symphonie*, *les Paraboles*, le *Mémorial à Lidice* et *les Fresques de Piero della Francesca* de Martinu (11 1931-2), la *Première Symphonie* de Brahms (11 0671-2 011) et *Petrouchka* de Stravinsky (11 1945-2 001). Ces disques sont, de plus, superbement enregistrés. Parmi les bandes radio éditées par Praga-Harmonia Mundi, on retiendra l'album de 2 disques compacts, où Ancerl accompagne les pianistes Ivan Moravec, Wilhelm Kempff, Sviatoslav Richter, Jan Panenka et Emil Guilels dans quelques grands concertos romantiques (PR 254 000/01), la *Cinquième Symphonie* et le *Concerto pour violon* (avec Henryk Szeryng, en soliste) de Beethoven (PR 254 007) et l'album français avec *Shéhérazade* de Ravel (chanté par Suzanne Danco), le *Concerto pour deux pianos* de Poulenc et la *Première Suite de Bacchus et Ariane* de Roussel (PR 254 008). Le son de ce dernier disque est assez bruneux.



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

# CINEMA

## Tous les films nouveaux

### Le Cahier volé

de Christine Lipinska,
avec Elodie Bouchez, Edwige Navarro, Benoît Magimel, Malcolm Conrath, Serge Avedikian, Marie Rivière.
Français (1 h 50).

Une jeune fille découvre que trois amis (dont une amie) sont amoureux d'elle. Et si ces êtres si dissemblables n'en avaient formé qu'un pour un premier amour idéal ?

Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-65-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88).

### Intimes confessions

de Christopher Crowe,
avec Annabella Sciorra, Jamey Sheridan, Anthony LaPaglia, Jill Clayburgh, John Leguizamo, Deborah Unger.
Américain (1 h 42).
Interdit - 12 ans.

Les rapports d'une psychanalyste avec sa patiente dépassent peu à peu le cadre de la thérapie et dérivent vers le drame.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George-V, dolby, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, handicapés, 14e (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).

### Jerico

de Luis Alberto Lamata,
avec Cosme Cortazar, Francis Rueda, Doris Diaz, Alexander Milic, Luis Pardi.
Vénézuélien (1 h 30).

Dans la forêt amazonienne, au début du XVIe siècle, des soldats espagnols capturent un Indien blanc : un moine, seul survivant d'une tragique et meurtrière incursion, qui se voit bientôt accusé d'hérésie et livré à l'implacable discipline de son ordre.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, handicapés, 14e (45-43-41-63).

### Rapid Fire

de Dwight H. Little,
avec Brandon Lee, Powers Boothe, Nick Mancuso, Raymond J. Barry.
Américain (1 h 40).

Appelé à témoigner contre un truand, un surdoué en arts martiaux devient la cible de la Mafia.

VO : George-V, dolby, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

### Schtonk!

de Helmut Dietl,
avec Götz George, Uwe Ochsenknecht, Christiane Hörbiger, Rolf Hoppe, Dagmar Manzel, Veronica Ferres.
Allemand (1 h 50).

Une comédie inspirée de la découverte du prétendu journal intime de Hitler par un nostalgique de la période nazie, qui sans trop de mal avait roulé dans la farine, il y a une dizaine d'années, le magazine *Stern*.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).
VF : Gaumont Gobelins, 13e (47-07-55-88) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

### Singles

de Cameron Crowe,
avec Bridget Fonda, Campbell Scott, Kyra Sedgwick, Sheila Kelley, Jim True, Bill Pullman.
Américain (1 h 40).

A Seattle et sur fond de rock *grunge*, les amours de jeunes célibataires vivant dans le même immeuble.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39).

### Toys

de Barry Levinson,
avec Robin Williams, Michael Gambon, Joan Cusack, Robin Wright, Li Cool J.
Américain (2 h).

Un général hérite d'une usine de jouets délirante et se lance dans d'étranges expériences bien éloignées des plaisirs enfantins.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Français, 9e (47-70-33-88).

## Reprises

### Au-delà du bien et du mal

de Liliana Cavani,
avec Dominique Sanda, Erland Josephson, Robert Powell.
Franco-italo-allemand, 1977 (2 h 10).

Accusée d'avoir trahi Nietzche et d'avoir donné une fausse image de ses rapports avec Lou Salomé, Liliana Cavani rétorqua que malgré la reconstitution soignée de l'ambiance de l'époque elle n'avait pas voulu faire une biographie mais un film sur la liberté sexuelle, qui devient franchement baroque lorsque sont évoquées les hallucinations du philosophe sombrant dans la folie.

VO : Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

### Lola

de Jacques Demy,
avec Anouk Aimée, Marc Michel, Elina Labourdette, Alan Scott, Annie Dupeyroux, Jacques Harden.
Français, 1961, noir et blanc (1 h 30).

Sous l'égide d'Ophuls, le premier film enchanté de Demy, et Anouk Aimée, comme un rêve.

Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

### Macbeth

d'Orson Welles,
avec Orson Welles, Jeanette Nolan, Roddy MacDowall.
Américain, 1947-1950, noir et blanc (1 h 47).

Shakespeare non pas adapté à l'écran mais transfiguré par le cinéma, sous la baguette de ce grand homme de théâtre qu'était, aussi, Orson Welles.

VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63).

### Quand la ville dort

de John Huston,
avec Sterling Hayden, Louis Calhern, Jean Hagen, Marilyn Monroe.
Américain, 1950, noir et blanc (1 h 55).

Le chef-d'œuvre du film noir, souvent copié, jamais égalé. John Huston réussit tout à la perfection, une direction d'acteurs qui donne une dimension terriblement humaine, des images nocturnes admirables, une ambiance lourde d'angoisse et de souffrance, et le choix des interprètes, Sam Jaffe pour le rôle du Doc sera récompensé du Prix d'interprétation du Festival de Venise, et l'on peut voir dans une courte mais charmante apparition une débutante, Marylin Monroe.

VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

## Sélection

### L'Adversaire

de Satyajit Ray,
avec Dhritiman Chatterjee, Indira Devi, Debraj Roy, Krishna Bose, Kalyan Chowdhury, Joyaree Roy.
Indien, noir et blanc (1 h 50).

Un récit enfiévré du passage au monde adulte, de l'apprentissage dans la douleur de ses limites et des compromis, du tiraillement entre les rêves de jeunesse et les réalités de l'existence.

VO : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

### De force avec d'autres

de Simon Reggiani,
avec Serge Reggiani, Simon Reggiani, Elsa Zylberstein, Ferruccio Soleri, Pascale Vignal, Antoine Chappey.
Français (1 h 35).

Simon Reggiani reconstitue le miroir soigneusement éclaté d'un spécimen d'humanité parfaitement généreux et insupportable, émouvant et marrant, résolument irréductible à un quelconque cliché : son frère.

L'Arlequin, 6e (45-44-28-80).

### Des jours et des nuits dans la forêt

de Satyajit Ray,
avec Sumitra Chatterjee, Subhendu Chatterjee, Samit Banja, Robi Ghose, Sharmila Tagore, Kaberi Bose.
Indien (1 h 55).

Ray construit avec les outils de la comédie et la légèreté de la chronique un petit monde complexe et contrasté soudainement épicé de critiques sociales virulentes, ménage des plages de douceur, presque magiques, entre une pitrerie et un coup de griffe.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

### Le Jeune Werther

de Jacques Doillon,
avec Ismaël Jolé-Ménébhi, Mirabelle Rousseau, Thomas Brémond, Miren Capello, Faye Anastasia, Pierre Mezerette.
Français (1 h 35).

Une peinture de l'univers des pré-adolescents qui ne se veut pas réaliste mais qui trouve cependant un naturel et une justesse stupéfiants, et permet, comme rarement au cinéma, une adaptation pleine d'échos subtils et étranges du livre de Goethe.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

### Le Jour du désespoir

de Manuel de Oliveira,
avec Teresa Madruga, Mario Barroso, Luis Miguel Cintra, Diogo Doria.
Portugais (1 h 15).

Apre et douteux combat contre et avec la mort d'un écrivain portugais du XIXe siècle, qui aurait pu devenir anecdotique ou sordide, s'il n'était magnifié par plus que de l'habileté ou de l'esthétique, quelque chose comme un sens de l'honneur du cinéma.

VO : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

### Light Sleeper

de Paul Schrader,
avec Willem Dafoe, Susan Sarandon, Dana Delany, David Clennon, Marie Beth Hurt, Victor Garber.
Américain (1 h 43).
Interdit – 16 ans.

Obsessionnel, Paul Schrader, le scénariste de *Taxi Driver*, remet en scène ses tourments, ceux d'un équilibriste terriblement commun et transparent perché au-dessus du chaos social et mental, qui, pris de vertige, s'accroche d'un coup à une tâche, sans se soucier ni du sang ni d'aucune espèce de justice.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

### Louis, enfant roi

de Roger Planchon,
avec Carmen Maura, Maxime Mansion, Paolo Graziosi, Jocelyne Quivrin, Hervé Briaux, Brigitte Catillon.
Français (2 h 40).

Evitant le fatras d'antiquaire qui encombre les films historiques, cette chronique frénétique, pleine de chair et de pulsions, est un tourbillon qui a pour centre l'hystérie et le vertige du pouvoir.

Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, dolby, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Gaumont Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

### Samba Traoré

d'Idrissa Ouédraogo,
avec Bakary Sangaré, Mariam Kaba, Abdoulaye Komboudri, Irène Tassembedo, Moumouni Compaoré, Krin Casimir Traoré.
Franco-suisse-burkinabé (1 h 25).

Un étonnant tour de force qui place un polar s'inscrivant dans la grande lignée des films noirs américains dans la chair de l'Afrique.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

### Sommersby

de Jon Amiel,
avec Richard Gere, Jodie Foster, Lanny Flaherty, Wendell Wellman, Bill Pullman, Brett Kelley.
Américain (1 h 55).

Un remake réussi du *Retour de Martin Guerre* transposé dans le Sud exsangue et reconstruit dans l'amertume. Spectaculaire et plaisant.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, handicapés, 13e (45-80-77-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, handicapés, dolby, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61).
VF : Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Rex, handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, handicapés, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-65-75-14) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

## Festivals

### Straub et Huillet à la Cinémathèque

Combattant l'obscénité publicitaire et le leurre médiatique, Jean-Marie Straub et Danièle Huillet ont cherché chez Bach, Heinrich Böll, Hölderlin, Corneille, Kafka, Brecht, Duras ou Mallarmé des compagnons de route pour leur démarche exigeante, inventive et rebelle. Une rétrospective intégrale est proposée, de *Machorka-Muff* (1962) à *Antigone* (1992), avec les « classiques » *(Chronique d'Anna Magdalena Bach, Moïse et Aaron, Amerika/Rapports de classes*), mais aussi les moins connus, et tout aussi nécessaires *Trop tôt trop tard* ou *Toute révolution est un coup de dé*. Le programme est complété par une carte blanche au couple cinéaste, qui a choisi des films de Strobeim, Bresson, Dreyer, Tati...

Jusqu'au 7 mai. Cinémathèque française, Palais de Tokyo, 7, avenue Albert-de-Mun 75016. Tél. : 47-04-24-24.

### Tim Burton à Marseille

Premier hommage rendu en France au cas singulier de ce véritable « auteur de cinéma » dans le cadre hollywoodien, ce festival consacré à l'auteur d'*Edward aux mains d'argent* réunit, outre les films de Tim Burton, le chef-d'œuvre de Tod Browning, *Freaks*, qu'il reconnaît comme une de ses grandes sources d'inspiration, et la collection de monstres du jeune réalisateur : homme-pingouin de *Batman 2*, corps acéphales et têtes sans corps dans *Beetlejuice*, etc.

Jusqu'au 4 mai, Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. Tél. : 91-56-08-09.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Christophe Montaucieux

## Les entrées à Paris

Quatre nouveaux films américains se disputaient les faveurs du public cette semaine. Opération réussie pour *Monsieur le député*, avec plus de 90 000 spectateurs dans 29 salles, et plus encore pour *Sommersby*, avec quelque 115 000 entrées, mais dans quarante cinémas. En revanche, *la Loi de la nuit* connaît un réveil difficile, à 14 000 sur dix écrans, et *les Survivants* n'ont guère la forme, avec à peine plus de 27 000 apprentis cannibales dans leurs 24 salles. Face à cette déferlante hollywoodienne, *Louis enfant roi* fait honorable figure, en régnant sur plus de 50 000 sujets du haut de ses vingt écrans.

La fin des congés scolaires risque de mettre un terme à quelques carrières : pas de problème pour *le Livre de la jungle* qui, avec 400 000 entrées en quatre semaines, a fait son plein de têtes blondes. Mais *Forever Young* vieillit vite, perdant quasiment la moitié de son public de la semaine précédente, pour totaliser quelque 250 000 billets vendus en trois semaines. La même mésaventure est au bout de *Cavale sans issue*, qui atteint seulement 175 000 sur la même période.

Toujours exemplaires restent *les Nuits fauves*, qui ont réuni 550 000 spectateurs en vingt-six semaines. Et *Arizona Dream* vient de parvenir au total très satisfaisant de 300 000 entrées à Paris. Sans oublier la chronique hebdomadaire du triomphe des *Visiteurs* : le grand succès de la saison a atteint le million et demi d'entrées à Paris en treizième semaine (et près 6,5 millions pour la France entière).

J.-M. F.

★ Chiffres : *le Film français*.

# GRAND CONCOURS

LE MONDE, FRANCE INTER, COMÉDIE-FRANÇAISE
POUR LA RÉOUVERTURE PAR LA COMÉDIE-FRANÇAISE DU THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

# PLEINS FEUX SUR LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

## LES LAURÉATS DU CONCOURS

Tous les gagnants ont donné les dix bonnes réponses aux questions du concours.
Les trois premiers gagnants ont été choisis sur leur réponse à la question subsidiaire : *en 50 mots maximum, imaginez ce que dirait Molière aux Comédiens Français traversant la Seine pour aller jouer rive gauche, au Théâtre du Vieux-Colombier, leur seconde salle. La forme, le fond de ce "billet" sont libres. Originalité, pertinence, humour seront des critères retenus par le jury.*

1er prix. Claude Gresset, de Paris, a gagné la statuette de Molière en Sganarelle, réalisée sous la direction des ateliers de la Comédie-Française, ainsi qu'une invitation pour deux personnes aux Générales de la Comédie-Française, saison 1993-1994, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier.
*Molière à Comédiens Français. Opération Vieux-Colombier démarre Stop Copeau Jouvet Baty Dullin avec vous Stop Les ai vus hier partagent ma joie Stop Osez théâtre neuf dérangeant provocateur non consensuel Stop Aimerais que spectateurs se battent en sortant Stop Vous dis cinq lettres Stop Et vous aime Molière.*

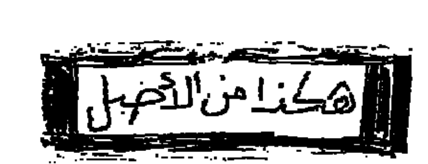
2e prix. Jean-Pierre Fischmann, de Feucherolles, a gagné une invitation pour deux personnes au Festival d'Avignon 1993 à la Première de *Dom Juan* de Molière par la Comédie-Française.
*Ma foi, quel mariage ! Jean-Baptiste et Copeau ! / L'aventure a pour moi des parfums de tréteaux ! / Emboîtant votre pas, j'enjamberai la Seine, / Surplombant à la fois l'une et l'autre scène, / L'œil droit toujours fidèle à mon cher poulailler / Quand le gauche s'installe au Vieux-Colombier.*

3e prix. Catherine Weil, de Franconville, a gagné une invitation pour deux personnes à six spectacles de la Comédie-Française, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier, pendant la saison 1993-1994.
*Frappons le brigadier / Ouvrons une autre scène / Pour le Vieux-Colombier / Amis passons la Seine / Soyez sûrs quel bonheur / En ce lieu écarté / Que d'être homme d'honneur / On a la liberté / Rendez-vous à chacun / Aux grands soirs de Première / Adieu les grues Poclain / Voici venir Molière.*

Les gagnants du 4e au 50e prix ont été tirés au sort, et ont gagné une cassette de l'Avare de Molière dans la collection vidéo de la Comédie-Française.

Laurence Labatut, Morangis - Renaud Fabri, Longjumeau - Jean-Marie Contal, Toulouse - Maryline Puech, Montpellier - Raymond Daage, Trilport - Miette Romeas, Lyon - Mme E. G. Franceschi, Nogent-sur-Marne - Philippe Martinet, Tours - Gérard Nocella, Monteux - Odette Videau, Aix-en-Provence - Françoise Bouchereau, Carquefou - Michèle Méjean, Nîmes - Michel Hacquin, Bordeaux - René Meneust, Ergue-Gaberic - Ghiana Adamo, Ferney-Voltaire - Gérard Prugnaud, Guéret - René Motte, Beauvais - Jacques Faucon, Saint-Michel - Jacqueline Goudin, Evreux - Guy Piccoz, Mérignac - Liliane Perthuis, Amboise - Fernande Ravachol, Lyon - M. Rayer, Gavray - Josette Bergès, Crespières - Pierre Tabari, Douai - Françoise Banet, Nanterre - Claude Albarades, Yerres - Jacques Dupin, Versailles - André Vicario, Cormeilles-en-Parisis - Claudine Vuillermet, Paris - Christine Théry, Paris - Maurice Delarue, Paris - André Fonnet, Noisy-le-Sec - Maurice Mercier, Saint-Cézaire-sur-Siagne - Joseph Sans, Chaleite-sur-Loing - Mme M. F. Le Ray, Riantec - Jacques Agi, Bonsmoulin - Dominique Moret, Coussainville - Micheline Richez, Lorques - Elisabeth Hardy, Marseille - Catherine Rioult, Dieppe - Jean-Louis Richelet, Grenoble - Micheline Duronsoy, Anvaing, Belgique - Florence Gicquel, Saint-Maur - Christine Blanchet, Conflans-Sainte-Honorine - Jean Préaux, Fontaine-lès-Dijon - Françoise Le Bail, Tourrettes-sur-Loup.



# LA SÉLECTION

# THEATRE

## Spectacles nouveaux

### Da Capo

d'Enzo Corman et Jean-Marc Padovani, mise en scène de Philippe Delaigue, avec Enzo Corman et Jean-Marc Padovani.

Un pianiste aveugle et un saxophoniste muet qui communiquent par l'intermédiaire d'une ardoise magique se rencontrent après dix ans, à l'occasion d'un prochain suicide...

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du 28 avril au 1er mai, à 21 heures, le 2 mai à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36.

### La Descente d'Orphée

de Tennessee Williams, mise en scène de Jérôme Bonnenfant, avec Sophie Deschaumes, Eric Chantry, Marie-Noëlle Kauffmann, Sophie Guille des Buttes, Ary Auberger, Laurence Wistourky, Sophie Tamin, Jean-Dominique Brest et Marlène Schwartz.

Portrait d'une femme frustrée, troublée par l'arrivée d'un ange. Tous les fantasmes de Tennessee Williams.

Théâtre Daniel-Sorano, 16, rue Charles-Pathé, 94000 Vincennes. A partir du 28 avril. Les lundi, mercredi, jeudi et vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 43-74-73-74. De 60 F à 90 F.

### Dramen ou De l'aube à minuit

d'après Georg Kaiser, mise en scène de Patrice Bigel, avec Jacques Allaire Jean-Christophe Clair, Julie Boute, Chantal Galiana, Philippe Gaulé, Tanguy Goasdoué, Christophe Grégoire, Christophe Pinon, Bettina Kühlke, Jocelyne Ricci, Christine Roux et Brigitte Seth.

C'est l'histoire d'un employé de banque fasciné par une belle joueuse qui n'a rien à faire de lui. C'est la ronde « inexorable » des aiguilles du temps. C'est un beau spectacle acerbe et ironique.

Théâtre Paul-Eluard, 4, av. Villeneuve-Saint-Georges, 94000 Choisy-le-Roi. A partir du 30 avril. Les lundi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-90-89-79. De 30 F à 85 F.

### Etiam Peccata (Même les péchés)

d'après saint Augustin et saint Ignace de Loyola, mise en scène de Marc Baylet, avec Philippe Hérisson, Paula Meauret et Marc Soriano.

Variations sur les œuvres d'Ignace de Loyola et de saint Augustin.

Fondation Deutsch-de-La-Meurthe, 37, bd Jourdan, 14e. A partir du 4 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-57-44-11. 70 F et 130 F.

### Eux seuls le savent

de Jean Tardieu, mise en scène de Gérard Rauber, avec Anne Bonfils, Christian Chartier, Sylvie Malissard, Gérard Rauber et Marika Ruffenach.

La logique de l'absurde met des couleurs et de la musique sur les mots, y compris les mots d'amour.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14e. A partir du 4 mai. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 10. De 70 F à 100 F.

### Jeunes filles seules avec peu d'expériences...

d'Enzo Moscato, mise en scène d'Arturo Armone Caruso et Andrea de Luca, avec Arturo Armone Caruso, Andrea de Luca, Miglen Mirtchev et Francesco Tuzio.

A Naples, être travesti, comme être truand, c'est exercer une profession reconnue. Et voilà pourquoi deux truands se réfugient chez deux travestis.

Théâtre de la Main-d'or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11e. A partir du 4 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. De 80 F à 100 F.

### Mercedes

de Thomas Brasch, mise en scène de Jean Maisonneve, avec Christine Joly, Philippe Lebas et Pascal Daguinot.

Deux adolescents sur une autoroute regardent les Mercedes filer à toute allure, et dans leur sillage s'effilochent les rêves.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 4 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

### La Ronde

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Bruno de Saint-Riquier, avec Antoine Baldassari, Dominique Bourdin, Suzanne Dubois, Georges Dupuis, Liliane Hasson, Geneviève Hervier, Jean-Michel Mouttė, Françoise Neyrolles et Aurélie Vervueren.

La ronde des dragues, de l'amour sans amour, de la désillusion des sens.

Théâtre du Nickelodéon, 50, rue du Muguet, 78000 Rambouillet. Le 29 avril et le 1er mai, 21 heures ; le 2 mai, 16 heures (et les 8, 9, 15 et 16 mai). Tél. : 30-41-82-77. 70 F et 90 F.

### Staline

de Gaston Salvatore, mise en scène d'Alain Maratrat, avec Claude Evrard et Jean Benguigui.

Staline convoque un vieil acteur du Théâtre juif de Moscou, spécialisé dans le personnage de Lear, l'oblige à tenir le rôle du Fou, tandis que lui s'improvise vieux roi déchu.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. A partir du 4 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

### Les Trois Sœurs

*(en russe et en français)* d'Anton Tchekhov, mise en scène de Nika Kossenkova et Pascal Larue, avec Annick Augis, Irina Borisienko, Vladimir Douchine, Jacques Gouin, Serguei Grousdev, Pascal Hatton, Bruno Melocco, Nathalia Orekhova, Valérie Pourroy, Pierre Sarzacq, Serguei Semeniouk, Franck Trillot, Maylis Verseils, Christophe Virlogeux et Jean-Paul Dubois.

L'originalité annoncée de ce spectacle est que la distribution est moitié russe, moitié française et que chacun joue dans sa langue.

Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Le 4 mai mai, 21 heures (et les 5, 6, 7, 8 et 9). Tél. : 43-28-97-04. Durée : 2 heures. 80 F et 110 F.

### Yzz-Yzz tout Shakespeare

d'après William Shakespeare, mise en scène de Charlie Degotte, avec Patrick Beckers, Amid Chakir, François Sikivie et Alexandra von Sivers.

Trente-six pièces en vingt séquences qui en tout durent quatre-vingts minutes. L'essentiel de Shakesepare, paraît-il.

Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. A partir du 4 mai. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-55-43-45. Durée : 1 h 20. 80 F et 100 F.

## Paris

### L'Avare

de Molière, mise en scène de René Loyon, avec Réjane Bajard, Christophe Chatelain, Aristide Demonico, Michel Didym, Jacques Fornier, Philippe Guillard, Jean-François Lapalus, Claude Monnoyeur, Ghislain Montiel, Chantal Mutel et Muriel Racine.

Molière avec des comédiens plutôt connus dans la dramaturgie contemporaine.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 43-64-80-80. 80 F et 130 F.

### Le Banc

d'Hervé Lebeau, mise en scène de Tara Depré, avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Lebeau.

Le jeune couple qui danse ses câlins et bagarres fait le tour de Paris. Après Hebertot et l'Européen, il passe rive gauche et ne perd rien de son charme.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e. A partir du 28 avril. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-44-57-34. De 98 F à 140 F.

### Figaro divorce

d'Odön von Horvath, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Georges Bigot, Serge Valletti, Anne Sée, Isabelle Candelier, Louis Merino, Paul Allio, Patrice Bornand, Eric Jacquet, Dominique Guilhard, Véronique Alain, Andrée Tainsy et Pierre Allio (musicien).

Par fidélité à la comtesse, Suzanne suit le couple Almaviva en exil. Par amour, Figaro la suit. Ils traverseront toutes les révolutions, dans un irrésistible mouvement de gaieté épique.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4e. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 65 F à 130 F.

### L'Homme qui

de Peter Brook, d'après Oliver Sacks, avec Maurice Benichou, David Bennent, Sotigui Kouyate, Yoshi Oida et Mahmoud Tabrizi-Zadeh.

Quand un neurologue observe avec tendresse et humour les comportements aberrants. Quand les comédiens s'immergent dans les mystères de leur art.

Bouffes du Nord, 37 *bis*, bd de la Chapelle, 10e. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 46-07-34-50. De 80 F à 50 F.

### John Gabriel Borkman

d'Henrik Ibsen, mise en scène de Luc Bondy, avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Nada Strancar, Roland Amstutz, Bernard Nissille, Catherine Frot et Christine Vouilloz.

Michel Piccoli est Borkman, visionnaire enfermé dans ses rêves de grandeur, de puissance, de réhabilitation. Un géant rongé, à qui la vie et la réalité échappent. Un très grand spectacle.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 3 heures. De 150 F à 30 F.

### Lenny Bruce

de Didier Grebot, d'après Bob Fosse, mise en scène de Didier Grebot, avec Etienne Grebot.

Lenny Bruce était une sorte de Coluche américain. De sa vie, Bob Fosse a tiré un film où Dustin Hoffman était magnifique.

Bateau-théâtre Ouragan, face 3, quai Malaquais, 6e. Du mardi au vendredi à 21 heures. Tél. : 40-51-84-53- (salle Mistral). De 150 F à 80 F.

### La Mégère apprivoisée

de William Shakespeare, mise en scène de Jérôme Savary, avec Jacques Weber, Christine Boisson, Marc Dudicourt, Fred Personne, Pablo Amaro, Eugène Berthier, Marco Bisson, François Boryssa, André Chaumeau, Katy Grandi, Jacques Herlin, Philippe Khorsand, Sandrine Kiberlain, Samuel Le Bihan, Patrick Lizana, Francisco Orozco, Vincent Schmitt et Xavier Thiam.

Jacques Weber et Jérôme Savary s'étaient réunis une première fois et cela avait donné *Cyrano de Bergerac*. Ce n'était pas si mal. Ils recommencent, et aujourd'hui Jacques Weber est chargé d'apprivoiser Christine Boisson.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 140 F.

### Mortadela

d'Alfredo Arias, mise en scène de l'auteur, avec Haydee Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lepage, Oscar Sisto, Frédérico et Andréa.

Le vrai Buenos-Aires, le plus beau, en tout cas, le plus enchanteur, c'est celui dont Arias et ses complices nous font rêver.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures et 21 h 15. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

### Personne n'est parfait

de Joël Cote, mise en scène de l'auteur, avec Thierry Devaye, Nathalie Kent, Ariane Dalet, Bénédicte Berthier et Joël Cote.

Il arrive que le cinéma s'empare d'un succès de théâtre, qui retourne ensuite sur scène, dans une adaptation nouvelle. c'est ce qui s'est passé pour cette pièce qui avait inspiré un film, *Torch Song Trilogy*, la vie d'un travesti chantant.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14e. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 15. De 70 F à 100 F.

### Le Roi Lear

de William Shakespeare, mise en scène de Chantal Morel, avec Denis Bernet-Rollande, Valère Bertrand, Monique Brun, Véronique Dahuron, Roland De Pauw, Maurice Deschamps, Bernard Gulgon, Marcel Houde, Dominique Laidet, Juan Martinez, Christian Mazzuchini, Gérard Morel, Frédéric Poller, Rémi Rauzier et Claire Truche.

La vie convulsive et la mort dramatique d'un vieux roi trahi par lui-même plus encore que par ses filles ingrates. Une mise en scène forte, des comédiens pleins de vitalité. En même temps que son beau spectacle, Chantal Morel présente deux pièces de Serge Valletti, *Mary's à minuit* et *la Conférence de Brooklyn sur les galaxies*, du 28 avril au 1er mai, du 6 au 8 mai.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-99-61. 80 F et 100 F.

### Sans titre

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Jean-Louis Hourdin, avec Philippe Berodot, Françoise Chavaillaz, Franck Colini, Anne Cuneo, Caroline Gasser, Jean-Louis Hourdin, Doris Ittig, François Margot, Sylvie Moussier, Maria Pettoello, Bruno Ricci, Michel Toman et Claude Vuillemin.

Quel théâtre faire quand à l'extérieur gronde la haine. La question reste actuelle, reste posée.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

### Le Silence ; Elle est là

de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Françoise Seigner, Bérangère Dautun, Gérard Giroudon, Martine Chevallier, Sylvia Bergé, Jean-Baptiste Malartre, Olivier Dautrey, François Beaulieu, Christine Fersen, Roland Bertin et Jean Dautremay.

Toute neuve et hantée de souvenirs, la salle légendaire, enfin, est réouverte. Le langage aigu, l'humour de Nathalie Sarraute y sont parfaitement à l'aise.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6e. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-22-79-22. De 55 F à 130 F.

### Le Temps turbulent

de Catherine Anne, mise en scène de l'auteur, avec Pascale Caemerbeke, Thierry de Carbonnières, Philippe Crubezy, Damien Dodane, Xavier de Guillebon, Fabienne Luchetti, Anne Maranco, Philippe Polet, Claire Ruppli, Emmanuelle Tertipis et en alternance Pol Raguenes et Eliaz Tirot.

Quelques individus dans la foule. Quelques moments de vie. Portrait d'une époque.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F à 130 F.

## Strasbourg

### Le Misanthrope

*(en hongrois avec sous-titres français)* de Molière, mise en scène de Tamas Asher.

Molière vu par l'un des metteurs en scène hongrois les plus forts, les plus aigus. On se souvient de son *Platonov*, brutal et bouleversant.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 125 F à 65 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

# DANSE

### Hommage à George Balanchine

*Concerto Barocco ; Tzigane ; le Fils prodigue ; les Quatre Tempéraments*

Vingt-quatre ballets de Balanchine sont entrés au répertoire de l'Opéra de Paris depuis 1947 : en choisir quelques-uns pour célébrer le dixième anniversaire de sa mort était ardu. Les quatre ballets, fort variés, qui composent ce programme sont des chefs-d'œuvre.

Opéra Garnier, les 28, 29, 30 avril, 3, 4 et 5 mai, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 160 F.

### « La danse c'est ma drogue »

*Par les Etoiles de l'Opéra de Paris et la Compagnie Preljocaj*

Un gala donné au bénéfice de SOS Drogue International, avec Isabelle Guérin et Patrick Dupond (dans l'époustouflant *Grand Pas* de Twyla Tharp), Piollet et Guizerix, d'autres solistes de l'Opéra, la Compagnie Preljocaj dans *Noces*, et en première partie des élèves de l'Académie internationale de la danse.

Palais des Congrès, le 6 mai, 20 h 30. Tél. : 40-68-22-22. De 150 F à 300 F.

### Compagnie Castafiore

*4 Log Volapük*

Les princes du loufoque, Marcia Barcellos et Karl Biscuit, proposent un spectacle en trois dimensions. A suivre, chaussé de lunettes stéréoscopiques...

Centre Pompidou, les 5, 6 et 7 mai, 20 h 30 ; le 8 à 16 heures. Tél. : 42-74-42-19. 90 F. Et le 14 mai ; à Strasbourg. Pôle Sud ; le 18, à Istres.

### Danses d'avril

Des créations et des reprises proposées par huit jeunes chorégraphes : Hervé Robbe, Bernardo Montet, Christian Bourigault, Andreas Schmid et Nathalie Pernette, Joao Fiadeiro, Angels Margarit. Plus une soirée cinéma (*Dix Anges* de Bagouet, *Rosa* de de Keersmaeker, etc.), un colloque « Les relations entre l'art contemporain et la danse », et une exposition.

La Ferme du Buisson, Noisiel-Marne-la-Vallée, les 29 et 30 avril ; les 4, 6 et 8 mai. Tél. : 64-62-77-77. 100 F.

### Compagnie Camargo

*Chorégraphies et contes*

Des chorégraphies de Dominique Rebaud sur des contes célèbres, mais aussi, toujours sur le thème du conte, une conférence d'André Miquel, des films de Méliès et une exposition de photos sur l'œuvre de Larionov.

Fontenay-aux-Roses, Théâtre des Sources, maison de la culture et cinéma Le Scarron, du 3 au 9 mai. Tél. : 43-50-54-08.

## Toulon

### Compagnie Preljocaj

*Hommage aux Ballets russes*

Trois ballets mythiques « revisités » : *Parade* est gentil, sans plus, mais *le Spectre de la rose* possède un charme pervers et *Noces*, malgré l'absence en scène des chœurs et des instrumentistes qui avaient magnifié la création, reste une saisissante évocation de ce « rituel du rapt » qu'est un mariage dans certaines sociétés.

Opéra de Toulon, les 4 et 5 mai, 20 h 30. Tél. : 94-24-11-76. 130 F.

## Tournée

### Compagnie Maguy Marin

*May Be*

La pièce championne de la danse contemporaine française (elle fêtait récemment sa 300e représentation !) continue sa tournée en France avant de venir à Paris, au mois de juin.

Poitiers, Centre de Beaulieu, le 4 mai, 21 heures. Tél. : 49-61-44-50. Et à Dunkerque, Théâtre municipal, le 7 ; à Angoulême, Les Plateaux, le 11 ; à Mérignac, Espace Le Pin galant, le 13 (la veille, la compagnie y présente *Cortex*) ; au Mans, Palais des congrès, le 15.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

# MUSIQUE

## Classique

### Mercredi 28 avril

**Scelsi**
*I Presagi*
**Vinao**
*Algebra on Fire*
**Qigang Chen**
*D'un rêve solitaire, création*
**Grisey**
*Le Temps et l'Ecume*
Ensemble InterContemporain,
Mark Foster (direction).

Pas une note de musique contemporaine pendant des semaines, et puis la saison de l'InterContemporain se heurte, mercredi, à l'hommage que le Théâtre de la Bastille offre à Pascal Dusapin (21heures). Le programme éclectique du bras séculier de l'IRCAM est heureusement redonné jeudi. On y trouve, aux côtés d'une œuvre ancienne (1986) de l'Italien Scelsi, une création d'un Chinois de Taïwan qui, pour y avoir suivi des stages d'informatique musicale, a reçu une commande de l'institut. Vinao est un Argentin qui joue ici avec le feu : avec une algébrique rythmique assistée par l'électroacoustique. Grisey, lui, joue comme souvent avec le temps dans une pièce de vingt et une minutes qui est un *remake* de recherches anciennes (1975).

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30 (+ le 29). Tél. : 44-78-13-15.

**Bartok**
*Le Château de Barbe-Bleue*
Csaba Airizer (Barbe-Bleue),
Eva Marton (Judith),
Orchestre national de France,
Charles Dutoit (direction),
Stéphane Braunschweig (mise en scène).

Combien de *Barbe-bleue* avons-nous vus, sur scène ou sur le petit écran ? Combien constituaient un possible équivalent visuel au projet fantastico-symbolico-mystique de Bartok et de son librettiste Balazs, capable d'évoquer en une heure de spectacle tous les aspects, toutes les horreurs de la solitude humaine, de l'incommunicabilité ? Le jeune metteur en scène, venu du théâtre, a eu cette fois la bonne idée de s'adjoindre un décorateur qui est aussi un peintre, une jeune éclairagiste habile et inspirée. Il a fait de la lumière, et d'elle seule, une alliée. Eva Marton et son comparse, admirablement hiératique, s'intègrent de façon inespérée à ce monde d'un autre type, à cet univers abstrait.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (+ le 30). Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 465 F.

### Jeudi 29

**Mélodies de Turina, Falla, Rodrigo, Ravel, Granados**
Maria Bayo (soprano),
Juan Antonio Alvarez-Parejo (piano).

Nous avions découvert Maria Bayo en délicieuse Callisto à Bruxelles (*le Monde* du 9 avril). Et voici que le Musée d'Orsay l'avait découverte avant nous grâce, peut-être, à un disque paru chez Claves et qui reprend le plan de ce récital, exactement.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Tél. : 40-49-48-27. 50 F.

**Aperghis**
*Encore une heure si courte*
Claude Bokhobza,
Yves Marc,
Lucas Thiéry (comédiens),
Claire Heggen (mise en scène).

Sur des textes-musiques de Georges Aperghis (*« Conversations, Solos, Récitations »*), le Théâtre du Mouvement composé de trois hommes, tente de « raconter des choses », corporellement.

Théâtre du Lierre (jusqu'au 29 mai, les jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h, relâche exceptionnelle jeudi 6 mai). Tél. : 45-86-55-83. Location FNAC, Virgin, CROUS. 120 F, tarif réduit 90 F.

**Roussel**
*Concert*
**Berio**
*Corale*
**Yoshida**
*Fantasia*
**Weill**
*Concerto pour violon et instruments à vent*
**Britten**
*Simple Symphony*
Laurent Korcia (violon),
Ensemble orchestral de Paris,
Louis Langrée (direction).

Le *Concerto pour violon et instruments à vent* de Kurt Weill est son œuvre instrumentale la plus souvent enregistrée. Ce qui ne signifie pas que des interprètes s'y frottent souvent sur scène ! Programme très appétissant, vraiment.

Auditorium Saint-Germain, 20 h 30. Tél. : 46-33-87-03. 180 F.

### Dimanche 2 mai

**Beethoven**
*Sonate pour violoncelle et piano op. 102 n° 2*
**Schubert**
*Sonate pour arpeggione et piano D 821*
Matt Haimovitz (violoncelle),
Bruno Canino (piano).

Matt Haimowitz a travaillé des heures durant avec le pianiste Bruno Canino, sur la colline de Marlboro. Le violoncelliste était alors presque un enfant ; la plus grande marque de disques (DG) ne l'avait pas encore inscrit dans son écurie. Il jouait déjà avec une ferveur déconcertante et juste, divinement.

Théâtre des Champs-Elysées, 11 heures. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

### Lundi 3

**Mahler**
*Das Lied von der Erde*
Birgit Remmert (contralto),
Hans Peter Blochwitz (ténor),
Ensemble Musique oblique,
Philippe Herreweghe (direction).

Encore du Mahler... Encore *le Chant de la terre*... Se méfier de ces réflexes conditionnés. Sous la baguette de Philippe Herreweghe, le recueil rebâché pourrait bien constituer une découverte. Rappelez-vous ce que ce chef formé au baroque avait fait, avec le même Ensemble, du *Requiem* de Fauré (1 CD Harmonia Mundi).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

**Adam**
*Le Toréador*
Yves Coudray (ténor),
Lionel Peintre (baryton),
Edwige Bourdy (soprano),
Frédéric Chatoux (flûte),
Erika Guiomar (piano),
Mireille Laroche (mise en scène).

Bluette inconnue d'un compositeur français dédaigné, ce *Toréador* n'est pas une nouveauté de la Péniche Opéra. De jeunes chanteurs s'y essaient sans prétention à l'art difficile de la comédie chantée. Une reprise jusqu'au 16 mai et puis le bovin chantant s'en va en tournée.

Péniche Opéra, 21 heures (jusqu'au 16 mai). Tél. : 42-45-18-20. 120 F.

**Aperghis**
*Sextuor*
Françoise Degeorges,
Donatienne Michel-Dansac,
Emmanuelle Zoll (sopranos),
Valérie Joly (mezzo-soprano),
Frédérique Wolf-Michaux (contralto),
Elena Andreyev (violoncelle),
Georges Aperghis (mise en scène).

*« Cinq voix de femmes venues d'horizons différents et réunies autour d'une sixième dans un spectacle musical qui conjugue virtuosité et espièglerie »* : le nouvel Aperghis est arrivé. Aperghis et ses femmes : tout un programme.

Nanterre. Théâtre des Amandiers, 20 h 30 (jusqu'au 29 mai). Tél. : 46-14-70-00. 130 F.

### Mardi 4

**Verdi**
*Aïda*
Wilhelmenia Fernandez,
Maria Bravo,
Galina Kalinina,
Sylvie Brunet (Aïda),
Kristjan Johannsson,
Carlo Cossirta,
Mario Malagnini,
Giuseppe Giacomini (Radamès),
Ballet de l'Opéra d'Erevan,
Chœur de l'armée française,
Chœur et orchestre symphonique de la ville de Vérone,
Enrico de Mori (direction),
Vittorio Rossi (mise en scène).

Le temps n'est plus où l'on ne s'aventurait qu'à reculons à Bercy pour le grand opéra. Désormais, les chanteurs n'ont plus besoin de hurler. Un dispositif de sonorisation ultra-sophistiqué a rendu l'acoustique de Bercy aux dimensions humaines. Enrico de Mori osera-t-il pour autant les pianissimos éthérés qu'exige le style de l'ouvrage, souvent massacré.

Palais omnisports Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-60-20. Location FNAC, Virgin. De 90 F à 430 F.



Georges Aperghis travaillant avec Jean-Pierre Drouet au Théâtre des Amandiers à Nanterre. Son « Sextuor » y est créé le 3 mai prochain.

AGENCE DE PRESSE BERNAND

## Jazz

**Alain Brunet Quartet**

Interprète de Gainsbourg, ce qui est une vraie bonne idée, trompettiste de talent et haut fonctionnaire par vocation, Alain Brunet présente son disque *(Gainsbourg)* en quartet (Olivier Hutman au piano, Thomas Bramerie, le bassiste le plus en vue de la dernière génération). D'abord au Petit-Opportun (les 28 et 29 avril), ensuite au New-Morning (le 3 avril).

Les 28 et 29. Petit Opportun, 22 h 45. Tél. : 42-36-01-36.

**Raphaël Fays Trio**
**Quoi de neuf docteur ?**

Quoi de neuf Raphaël Fays ? Toujours cette idée nerveuse, jetée, de la guitare sur fond de rêverie manouche ? Pourquoi pas ? Le trio oblige. *Quoi de neuf docteur ?* est un big band solide, mingusien, allègre, bien mené, mélangeant finement les amateurs et les pros, garants d'une bonne soirée. Autant en prendre deux : le jeudi, ils sont à Radio-France, la veille (le 28 avril) au Sunset.

Le 29. Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16.

**Le Mans**
**Europa Jazz Festival**

On ne plaisante plus. Le 29, Christian Vander (« Les voix de Magma ») succède à Claude Barthélémy en octet. Sur le papier, c'est nettement plus proche de la dynamite que du planant. Mais ce serait oublier que Barthé comme Vander sont des énergumènes, mal à l'aise dans le complet croisé du jazz, trop baraqués pour les débardeurs du rock, pas prévus au programme. Leur taille n'existe pas en prêt-à-porter. Ils sont ailleurs, poètes, inventeurs, détonateurs. On les craint. Ils se battent avec la musique. On les aime. Après quoi, les Italiens débarquent, c'est le sens et la mission de cette édition du Mans. Créations, inventions, croisements avec ceux qu'on suit, Lazro, Bourde, Machado, Padovani (côté transalpin : Trovesi, Colombo, Carvallanti, Schiaffini). Sommet le soir des travailleurs : Enrico Rava, « Rava l'opera va... ». Une vie qui se confond avec les meilleurs moments musicaux de ces trente ans. Cher Enrico !

Jusqu'au 2 mai, Europa Jazz Festival du Mans, 5, rue de la Reine-Bérangère, 72000 Le Mans. Tél. : 43-24-81-78.

## Rock

**Calvin Russell**

Conte de fée pour quinquagénaire rudement marqué par la vie : il y a trois ans, Calvin Russell ne serait pas arrivé à se faire arrêter dans sa ville natale d'Austin (Texas). Aujourd'hui, il remplit l'Olympia. Les Français aiment ce genre d'adoption, il en fut de plus absurdes.

Le 28. Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 130 F.

**Trash Corporation**

Leur nom prête à confusion. Rien d'ordurier ou de violent dans la musique de ce groupe qui réunit des musiciens de jazz et des amoureux du funk. Longues improvisations et rigueur garanties.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

**Ned's Atomic Dustbin**
**Senseless Things**

Deux groupes britanniques correspondants insulaires de la vague grunge. Senseless Things doit encore faire ses preuves, démontrer que les décibels ne sont pas seulement un cache-misère musicale. En revanche, Ned's Atomic Dustbin s'est affirmé en trois ans comme un excellent groupe furieux et intelligent.

Le 29. Elysée-Montmartre, 19 h 30.

**Joan Asherton**

C'est un de ces Français à qui la vie a joué un mauvais tour : Johann Asherton n'est pas né du bon côté de la Manche. Sinon, il serait devenu Nick Drake peut-être, Peter Astor au moins. Un de ces balladins un peu neurasthéniques mais très élégants dont on raffole à Paris. Allez, Paris, encore un effort.

Le 29. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

**Human Spirit**

Human Spirit a grandi aux côtés d'autres familles du funk et du reggae parisiens, mais le groupe ne s'aventure que maintenant hors cette petite scène, familiale et chaleureuse. Comment son reggae riche en cuivres, en énergie, mais aussi en clichés, en facilités, résistera à cette émergence, c'est ce qu'on saura très vite.

Le 30. Espace Reuilly, 23 heures. Tél. : 42-63-00-92. Location Fnac, Virgin. 80 F.

**Sade**

Sade a renoué avec le succès commercial, mais les doutes sur sa capacité à communier avec le public, à émouvoir, ne sont toujours pas levés. On n'est pas sûr que l'atmosphère et l'architecture du Zénith l'y aideront.

Les 3 et 4 mai. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00.

**Tournées**
**Les Wampas**

Le meilleur groupe de rock français actuellement en activité arrive pour triompher à l'Olympia. Décibels, grands sentiments, énergie, vérité.

Le 29 avril, Paris, l'Olympia. Le 30, Davignac (Corrèze), dans le cadre du Festival de Printemps. Le 4 mai, Strasbourg, la Bourse.

**Roy Rogers**

Guitariste ultra-virtuose, encyclopédie ambulante du blues, mais avant tout musicien (artiste, poète), Roy Rogers se produit dans toute la France, on lui en est reconnaissant.

Le 29 avril, Bordeaux, le Cricketers. Le 30, Toulouse, Centre culturel A. Minville. Le 1er mai, Ris-Orangis, le Plan. Le 3, Strasbourg, le Cheval blanc. Le 4, Lyon, le Globe. Le 5, Saint-Flour, Salle des Jacobins.

**Peter Gabriel**

Cet amoureux de la scène toujours à l'affût de nouvelles manières de chanter le rock en public devrait réserver d'excellentes surprises. Sinon, on peut se consoler avec les premières parties, artistes du label Real World.

Le 1er mai, Liévin, au stade couvert. Le 2, Caen, Hall des expositions. Le 4, Bordeaux, à la patinoire.

**Fabulous Trobadors**

La parole occitane rencontre le Bronx et la Jamaïque.

Le 29 avril, Mâcon, la Cave à musique. Le 30, Delemont (Suisse), Salle du Château. Le 1er mai, Mulhouse, le Noumatrouff.

**Bon Jovi**

C'est le rock dur tel que l'aiment les gens soucieux de leur confort, à l'image des mises en plis raffinées de Jon Bon Jovi, le chanteur, qui lui donnent l'air sauvage sans effaroucher d'hypothétiques belles-mamans.

Toulouse, le 4 mai, Palais des sports. Le 5, Bordeaux, à la patinoire. Le 7, Paris, le Zénith.

**Festival**
**Le rock dans tous ses Etats à Evreux**

Cet excellent festival fête sa dixième édition avec un programme extrêmement alléchant, qui culmine pendant le week-end : vendredi, Road Runners, les Américaines de Zulu Petals, Pigalle et les vieux Buzzcocks. Samedi, Ned's Atomic Dustbin, Arno et Kevin Coyne. Programmation de bon goût, audacieuse sans être déroutante.

Du 4 au 8 mai, Evreux. Renseignements : 32-39-16-24.

## Chanson

**Les Romantiques**

Catherine Lara a décidemment beaucoup travaillé son opéra-rock dédié à la mémoire de George Sand et de ses compagnons. Nouvelle version plus épurée après la formule concert des Francofolies de La Rochelle cet été, puis la version automnale et luxuriante au Châtelet (avec Alfredo Arias à la mise en scène). Nouveaux chanteurs, nouvelle rigueur. Le livret (Luc Plamondon) est toujours le même.

Les 28, 29 et 30 avril et les 1er et 4 mai. Gymnase Marie-Bell, 20 h 45. Tél. : 42-46-79-79. Location Fnac, Virgin. De 80 F à 180 F.

**Paolo Conte**

Monsieur « l'avocat » (qui ne l'est plus) prend des risques. Nouveaux musiciens, arrangements rebâtis autour de l'idée qu'il se fait du swing - une question centrale et philosophique dans la vie de Paolo Conte. Fini les choristes ghanéennes, voici un soupçon de jazz latino qui fait son entrée dans le vingtième siècle vu par Conte, installé à Paris pour un mois complet.

Les 28, 29 et 30, 20 h 30 ; le 2 mai, 15 heures. Théâtre des Champs-Elysées. Tél. : 47-20-36-37. De 120 F à 380 F.

**Isabelle Aubret**

Elle fête ses trente ans de chanson, à l'Olympia naturellement. La voix claire d'Isabelle Aubret n'a pas vraiment quitté le paysage musical français depuis tout ce temps. Sa dernière incursion dans le répertoire américain (des standards autrement réservés aux crooners de la génération cool) était un bonheur (1 CD Meys 174428, distribué p. [illegible]

Le 4 mai. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 130 F à 150 F.

## Musiques du monde

**Touré Kunda**

Les deux frères Touré restant essaient de maintenir le cap, sans perdre leur Casamance natale de vue. Mais la Ziguinchor colorée qu'ils nous proposaient il y a dix ans a pris des allures d'Afrique bon-enfant. Pourtant, les Touré Kunda sont toujours bien vivants. Leur nouveau spectacle signera leur bulletin de santé, après un Palais des congrès touristique il y a un peu plus de deux ans. L'espoir est permis, puisque leur dernier album *Sih Beto* (Trema) avait laissé entrevoir des lueurs bien africaines.

Les 29 et 30. Bataclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

**Donnisulana**
**Chjami Aghjalesi**

Deux groupes très significatifs du chant traditionnel corse d'aujourd'hui. Donnisulana marque l'évolution d'un genre vers des horizons plus ouverts : le groupe est composé de cinq femmes (du jamais vu), dont Jackie Michaelli, à la voix remarquable. Chjami Aghjalesi fait partie des purs et durs de l'univers polyphonique de l'île. Sans concession dans leur répertoire habituel, ces hommes nés au pays viennent pourtant d'enregistrer un disque très méditerranéen, à venir dans les semaines prochaines, chez Ricordu.

Le 30. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49.

**Malavoi**

Il y a quelques mois, mourait prématurément Paul Rosine, pianiste et leader du groupe martiniquais Malavoi. On lui devait d'avoir libéré la musique antillaise de ses contraintes de terroir, en l'ouvrant sur le monde caraïbe sans la couper de ses racines. Le violon, les mazurkas, les valses et la biguine bien composée ont donné leur style à Malavoi. Aujourd'hui le groupe existe toujours, et tous ceux qui y sont passés de près ou de loin (Edith Lefel, Jocelyne Béroard, Ralph Tamar, Kali, Dédé Saint-Prix) ou qui ont prolongé le mouvement initié par le groupe phare des années 80 viendront rendre hommage à Paul Rosine, et souligner que la vie continue, Malavoi aussi.

Le 30. Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 44-68-69-70. 170 F.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

# LA SÉLECTION

# ARTS

## Nouvelles expositions

### Jean-Michel Alberola

Première exposition de l'ensemble des dessins et gravures réalisés par Alberola sur le thème la Crucifixion et plus généralement le cycle entier de la Passion. Un thème pas tout à fait aussi ancien que l'art lui même, par un des artistes les plus sensibles et les plus nuancés de sa génération.

**Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 28 avril au 28 juin.**

**Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Tél. : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Du 28 avril au 29 mai.**

### « Copier/créer », de Turner à Picasso

D'aucuns crieront au pléonasme, Delacroix le premier, qui pensait que le génie consistait à comprendre que ce qui avait été dit ne l'avait pas été assez. « Copier/créer » montre tout ce que Turner, Degas, Cézanne, mais aussi Paolini ou Lüpertz ont su prendre à leurs aînés accrochés au Louvre, mais aussi tout ce qu'ils ont pu, *post-mortem*, leur apporter.

**Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Conférences lundi 3 mai : Rubens copiste par Michael Jaffé. Fermé les 1er et 30 mai. Du 30 avril au 26 juillet. 36 F.**

### Claudio Parmiggiani

Aniello Placido a eu l'excellente idée de persuader onze galeries parisiennes et le Centre culturel italien de consacrer les deux prochains mois à la présentation d'une douzaine d'artistes, pas toujours connus en France, mais actifs dans la péninsule. Coup d'envoi avec Claudio Parmiggiani en attendant les autres : rive droite le 6 mai, rive gauche le 13. A suivre...

**Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne, Paris 7e. Tél. : 44-39-49-39. Tous les jours sauf dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Du 28 avril au 28 mai.**

### Jean-Pierre Pincemin

En dehors d'une sélection d'œuvres des trois dernières années, on découvrira en avant-première les travaux récents de Pincemin dans ce petit village de l'Essonne proche de celui où il a passé son enfance. Un but agréable de promenade et une occasion de vérifier si les nouvelles tendances qui se faisaient jour dans son travail de cet hiver se confirment au printemps.

**Espace Jean-Montaru, parc des Célestins, Marcoussis, 91460. Tél. : 69-01-01-57. Tous les jours de 17 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 11 heures à 20 heures. Du 30 avril au 9 mai.**



## Paris

### Aménophis III

Pacifique, et par là moins connu que d'autres pharaons plus belliqueux, Aménophis III anima son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition splendide soutenue par un catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

**Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 42 F.**

### Tadao Ando

Tout l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présenté en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'allure piranésienne.

**Centre Georges-Pompidou, galerie du Cci, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.**

### Lewis Baltz

Parfaitement mise en scène par l'équipe de Jean Nouvel, cette rétrospective permet de découvrir un des plus grands photographes d'aujourd'hui. Lewis Baltz, un Californien de quarante-huit ans, travaille dans le style documentaire tout en rompant radicalement avec tous les codes du paysage. Ses photos banales et dépouillées, en marge des villes, dressent un inquiétant portrait du monde post-industriel.

**Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 mai. 35 F.**

### Dominique Gauthier

Si Dominique Gauthier semble être un homme discret, il a la peinture véhémente, mais aussi cultivée, maîtrisée pour tout dire. Lorsqu'il la contient de son pinceau, c'est superbe, et l'exposition recèle deux ou trois tableaux magnifiques ; lorsqu'il lui cherche les béquilles d'une logorrhée, l'ennui ne parvient quand même pas à s'installer. De 1987 à aujourd'hui, un parcours exemplaire et prometteur.

**Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-60-25-06. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai. Egalement au Musée Bossuet de Meaux jusqu'au 24 mai, tél. : 64.34.84.45.**

### Eva Hesse, Thierry Kuntzel

Après Valence, Paris présente les œuvres d'Eva Hesse, une élève de Joseph Albers décédée il y a maintenant vingt-trois ans. En pleine période du minimalisme triomphant, les sculptures de corde et de textile de Hesse tranchaient par leur aspect organique, mais savaient jouer de l'intérêt américain pour le *all-over* et l'expansion des formes. Ses dernières œuvres montrent une singulière attention au processus d'élaboration des formes, qui fera ensuite école. A voir également au même endroit les vidéos fragiles et lumineuses de Thierry Kuntzel, éblouissantes.

**Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 20 juin. 35 F.**

### Le siècle de Titien

Cent cinquante tableaux par ceux qui, de Bellini au Tintoret en passant par Giorgione, Véronèse et Titien, infléchirent la peinture dans le sens de la couleur : le XVIe siècle, âge d'or de la peinture vénitienne déploie ses feux au Grand Palais.

**Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin. 45 F, lun. 31 F.**

### Richard Long

Un beau et grand souffle d'air frais par un artiste aux semelles de vent : Richard Long a déposé aux murs des cercles de limon de l'Avon ou de boue d' Old Man River, au sol des alignements d'ardoises de Cornouailles, et dans la tête du spectateur des furieuses envies de promenade. Du grand art né d'une merveilleuse simplicité.

**Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30, visite commentée chaque jeudi à 15 heures. Jusqu'au 29 mai. 35 F.**



Exposition Raoul Dufy à Honfleur : Cape-manteau de Poiret, dessins de Dufy, 1926.

LIPNITZKI-VIOLLET

### Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture culottée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nu en 130 tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bousculade prévisible.

**Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, vendredi jusqu'à minuit (achat des billets jusqu'à 22 h 30), samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.**

### 1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. Où il est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la circulation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

**Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 23 mai. 35 F, billet jumelé musée-exposition : 50 F.**

### Moisan

Les lecteurs du *Canard enchaîné* connaissent le couple infernal Moisan-de Gaulle, devenu légendaire. Moisan fut aussi merveilleusement féroce avec ses successeurs, et un moderne et monumental miniaturiste des petits ou grands événements de l'histoire mondiale. Par-delà le caricaturiste, les planches originales révèlent un amoureux du trait, auquel Yvan Audouard a su rendre hommage par un beau : « Moisan, il faut le voir pour le croire. » Pour les dessins, c'est aussi vrai.

**Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mai. 25 F.**

### Otto Freundlich et ses amis

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le Musée de Pontoise rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

**Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, Pontoise, 95300. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.**

### Picasso : Toros y Toreros

Il y avait, dès son plus jeune âge, du minotaure en lui. Excellente idée donc que de rassembler les œuvres majeures exécutées sur le thème de la tauromachie, depuis les dessins d'enfant – mais Picasso fut-il jamais enfant ? – jusqu'aux derniers *Matadors* des années 70. Une exposition nullement réservée aux seuls « aficionados ».

**Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (group. scol. et adult. sur réserv.) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche et vacances de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 33 F, 24 F dim.**

## Galeries

### John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américains de ces trente dernières années, l'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des monotypes et des photographies. Une occasion rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

**Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.**

### Corneille

Au moment où s'ouvre à Liège une grande rétrospective consacrée au groupe Cobra, voici à Paris une exposition des travaux récents de Corneille, qui délaisse les matériaux habituels du peintre pour leur préférer les bois polychromes découpés. A soixante-dix ans, Corneille continue de tracer sa route avec la même jubilation.

**Galerie Dionne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6e. Tél. : 49-26-03-06. Tous les jours sauf dimanche, lundi de10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 juin.**

### De Chirico

Réunis par la curiosité gourmande de Jean Clair, huit artistes contemporains clament leur reconnaissance envers l'œuvre de Giorgio de Chirico. De la nouvelle subjectivité à la peinture post-métaphysique, une exposition très « fin de siècle », cultivée et un brin décadente, qui ne laissera personne indifférent.

**Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris 8e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.**

### Julio Gonzalez

Plus de 200 dessins inédits de Julio Gonzalez, échelonnés de 1917 à 1941. Paysages, figures, projets pour des sculptures, réunis sur les murs et dans les vitrines de la galerie, et répertoriés dans un joli petit ouvrage qui vient compléter les 9 volumes du catalogue raisonné. Là où l'on pouvait craindre le fonds d'atelier, on découvre au contraire quelques moments de bonheur absolu.

**Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai.**

### Pascal Kern

Pascal Kern présente ses nouvelles « sculptures » avec des diptyques et triptyques réalisés, à la laiterie de Srasbourg, à partir de « boites à noyaux » : des matrices en bois utilisées pour créer des vides à l'intérieur des pièces industrielles ou des sculptures. Ce photographe plasticien poursuit ainsi une des plus belles réflexions sur la matière et le volume, la noblesse de l'objet utilitaire et sa fonction artistique.

**Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris 4e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 mai.**

### Konrad Klapheck, Jan Voss

Dans une vingtaine de peintures récentes, parfois de grand format, l'allemand Konrad Klapheck continue d'égrener la litanie de ses drôles de machines à coudre ou à écrire, de ses canifs ou de chaussures qu'il dote, comme par magie, d'une émotion qu'on ne leur associe habituellement qu'en cas de panne. Un des rares aujourd'hui à sortir, sans pathos ni anecdote, l'objet de sa banalité.

**Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 7 mai.**

### Ivan Messac

Le Messac nouveau est arrivé. Tout part d'un relief de carton, morceau en forme de poire qui affecte petit à petit, à travers les dessins à la sanguine ou les sculptures sillonnées par la scie circulaire dans du marbre de Carrare, le profil d'un visage sans cesse répété. Synthèse magistrale entre sculpture et dessin, les très modestes cartons découpés et peints sont réellement impressionnants.

**Galerie 15, 15, rue Guénégaud, Paris 6e. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai.**

### 9e Bourse d'art monumental d'Ivry

Six artistes retenus sur près de 500 dossiers reçus, les sélectionneurs de la Bourse d'art monumental d'Ivry n'ont pas eu la tâche facile. Le choix cette année est ironique parfois, comme chez Erik Jan Deykman, plus technicien mais tout aussi ludique chez Gereon Lepper, d'une merveilleuse fragilité chez Francisco Ruiz de Infante ; Eric Colpaert, Luc Deleu et Danielle Vallet Kleiner se tirent également à merveille du difficile exercice de l'installation dans une exposition collective.

**Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-60-25-06. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.**

## Régions

### Honfleur

### Raoul Dufy

Excitante et irritante, parce que trop soyeuse, une passionnante exposition des tissus créés par Raoul Dufy pour Paul Poiret et une maison de Lyon, qui rappelle une facette ignorée mais fondamentale du peintre chéri des côtes de la baie de Seine.

**Grenier à sel, entrée quai de la Tour, 14600. Tél. : 31-89-02-30. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 mai.**

### Marseille

### D'un art à l'autre

Bernard Blistène a lâché un nuage de poètes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les Happenings, chez Fluxus et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutte parfois. Ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

**Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.**

### Montbéliard

### John Franklin Kœnig

Deuxième étape de la rétrospective itinérante d'un peintre américain de Paris devenu globe-trotter. Cofondateur avec Jean-Robert Arnaud de la revue *Cimaise*, Kœnig est intimement lié à toutes les aventures de l'art depuis les années 50, et son œuvre témoigne de la richesse d'une époque où l'art savait encore avoir l'élégance de la nuance.

**Centre d'art contemporain, château des ducs de Wurtemberg, 25200. Tél. : 81-99-22-61. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.**

### Mouans-Sartoux

### L'esprit Dada, hommage à Marcelle Cahn

L'espace de l'art concret rend hommage à Marcelle Cahn avec une trentaine d'œuvres, et aux artistes, constructivistes ou pas, qui ont su intégrer comme elle « l'esprit Dada ». De Jean Arp à Robert Watts en passant par Arman, Beuys, Merz, Ben, Venet et bien d'autres, une exposition qui remet l'imagination au pouvoir.

**Château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 23 mai.**

### Nice

### Eugène Leroy

Aux âmes bien nées, la valeur attend parfois le nombre des années : à part les néo-expressionnistes allemands, Baselitz en tête, qui collectionnent ses œuvres depuis les années 70, rares sont ceux qui avaient il y a dix ans entendu prononcer le nom d'Eugène Leroy, plus rares encore ceux qui connaissaient sa peinture. Aujourd'hui, on adule cet excellent peintre né en 1910, et le musée de Nice montre une rétrospective (depuis 1945) d'un des derniers hommes tranquilles.

**Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin.**

### Saint-Herblain

### Bertrand Dorny

Une association angevine effectue depuis plusieurs années un remarquable travail de fond sur quelques artistes pas toujours à leur juste place : Dorny est de ceux là, plus apprécié de ses pairs que du grand public, et « Présence de l'art contemporain » lui a mitonné une exposition itinérante qui démarre ces jours-ci pour un long tour de France. On éprouve une tendresse particulière pour ses assemblages de bois flottés, mais les 65 œuvres de l'exposition devraient montrer toutes les facettes du travail de ce grand monsieur.

**Hôtel de ville, 44800. Tél. : 40-38-10-00. Tous les jours de 9 heures à 18 heures, samedi de 9 heures à 12 heures. En septembre à la Médiathèque de Sète, en novembre au Musée de Chaumont, en décembre au NT d'Angers. Jusqu'au 8 mai.**

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Edelmann
« Photo » : Michel Guerrin.

# DISQUES

## « San Francisco Days » de Chris Isaak

# Le risque de sourire


RENAUD MONFOURNY

CHRIS Isaak avait fait profession d'être malheureux. Il y mettait un talent, une conviction, un charme qui lui permettaient de partager ce malheur avec le monde entier. Aujourd'hui, Chris Isaak prend le risque de sourire, dès la couverture de ce nouveau CD, et par intermittence, au long de ces douze chansons.

Le titre-clé de *San Francisco Days* s'appelle *Two Hearts*, qui commence comme un de ces lamentos qui ont fait si souvent comparer Isaak à Roy Orbison, pour s'enlever sur un rythme déhanché, emporté par une guitare tellement liquide qu'on la croirait sortie d'une rumba zaïroise. Isaak passe de l'imploration à l'exigence, du regret au désir. Cette réussite parfaite (jusqu'à ce petit orgue électrique exaspérant) résume bien le nouveau Chris Isaak.

Autour de ce morceau, l'album s'organise ainsi : *San Francisco Days*, ballade avec arrangement de cordes dégoulinant de nostalgie ; *Beautiful Homes*, accélération brutale (le texte montre Isaak coincé en un point équidistant à Orbison et David Byrne) qui conduit à *Round'n'Round*, rock énervé, composition de peu de substance sauvée par une belle partie de *slide guitar*. Après *Two Hearts* arrive l'une des rares faiblesses de l'album, *Can't Do a Thing*, qui sonne comme un pastiche de l'ancien Chris Isaak. Heureusement, *Except the New Girl*, titre country enluminé par une *pedal steel guitar* (Kenny Aronof) exquise, relance le disque jusqu'à sa conclusion, la reprise de *Solitary Man* de Neil Diamond, précédé de *Move Along* (blues à la Hank Williams), *I Want Your Love* (rockabilly allègre) ou *5 : 15* (ballade fantomatique). Le tout est porté par une production exemplaire, qui fourmille de références aux années 50 sans renoncer aux plaisirs de la technologie, à l'image de cette pochette, pastiche parfait des premiers LP's en couleur, avec leur couverture en carton lourd, parfaitement adapté aux contraintes du CD, de son échelle réduite.

Juste avant *Solitary Man*, titre emblématique du personnage qu'avait imposé Chris Isaak, mais écrit par un faiseur, Chris Isaak joue à Elvis Presley sur *Lonely With a Broken Heart*, pastiche pervers, percé en son milieu par un solo d'orgue tellement ringard qu'il en devient parfait. C'est une espèce d'aveu. Celui d'un personnage ambigu, qui refuse de s'enfermer tout à fait dans le pathos, d'aller jusqu'au bout de son amour de la mélancolie. Chris Isaak a renoncé à tirer des larmes, il a découvert l'art de la pirouette, sans rien perdre de son charme.

THOMAS SOTINEL

1 ★ Reprise WEA 9362-45116-2.

## Classique

**Francis Poulenc**

*La musique de chambre : Sonate pour violon et piano, pour hautbois et piano, pour deux clarinettes, pour violoncelle et piano, pour flûte et piano, pour clarinette et piano, pour clarinette et basson, pour cor, trompette et trombone ; Trio pour piano, hautbois et basson ; Elégie pour cor et piano ; Villanelle pour pipeau et piano ; Sextuor pour piano, flûte, hautbois, clarinette, basson et cor.*

*Les solistes de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Jean-Pierre Armengaud (piano)*

Leurs noms, à tous, n'auraient pu tenir sur la couverture de cet album de deux disques, ils sont donc imprimés en tout petit sur le revers. Réparons cette modestie imposée par la typographie : Jacques Prat est au violon, Jean-Louis Capezzali et Jacques Vandeville sont au hautbois, Jean-Jacques Justafré, Hervé Joulain et Paul Minck au cor, Robert Fontaine et Francis Gauthier à la clarinette, Daniel Raclot est au violoncelle, Geneviève Amar et Thomas Prévost sont à la flûte, Chantal Carry-Colas et Alain Randon au basson, Bruno Nouvion est à la trompette et Alain Manfrin au trombone. Ces musiciens sont, entre autres, les gloires de cet Orchestre philharmonique de Radio-France dont Marek Janowski a fait l'une des meilleures formations françaises.

Regroupés autour du piano de Jean-Pierre Armengaud, ces quinzes interprètes ont enregistré la musique de chambre de Poulenc comme autrefois quelques grands solistes (Menuhin, Fournier, Portal, Debost, etc.) avaient mis en boîte les mêmes pièces avec le pianiste Jacques Février pour EMI. La nouvelle intégrale vaut l'ancienne, et elle est bien mieux enregistrée. On ne se lasse pas d'écouter cette musique pimpante, parfois dépressive, toujours inspirée et captivante, terriblement humaine, une musique dont les alliages de timbres sont si splendides. Nous ne distinguerons aucun de ces interprètes, tant ils sont dignes d'avoir leur nom en haut de l'affiche. Seul le pianiste nous a paru parfois en retrait. Sa sonorité est assez quelconque, son jeu manque de délié, d'esprit, sans que cela porte vraiment à conséquence puisque la prise de son ne le met pas au premier plan.

1 coffret de 2 CD Accord 202 022.

**Aaron Copland**
**Jean Françaix**
**Carl Nielsen**

*Concertos pour clarinette et orchestre.*
*Philippe Cuper (clarinette), Orchestre de Bretagne, Claude Schnitzler et Jean Françaix (direction)*

Trois œuvres qui ne sont certes pas impérissables mais trois concertos écrits pour magnifier la clarinette du grave au suraigu, la capacité qu'a cet instrument de chanter les phrases les plus sinueuses, d'émouvoir par la seule vertu de sa sonorité. Le concerto de Copland est pour clarinette, harpe et piano. Son premier mouvement est rêveur, lyrique (assez proche du Mahler de l'adagietto de la *Cinquième*), le second est virtuose, assez endiablé et marqué par la musique populaire brésilienne. Celui de Jean Françaix est en cinq mouvements. Il a été composé en 1968. Il aurait pu l'être en 1928, tant il sonne « français » de cette époque – dans le style d'Auric ou de Sauguet plutôt que dans celui de Roussel ou de Ravel. Le concerto de Nielsen est plus ambitieux, plus « sérieux ». Il fait presque le tour des possibilités expressives de la clarinette et son langage est plus travaillé, plus consistant.

Philippe Cuper déconcerte par la facilité avec laquelle il franchit les obstacles accumulés par les compositeurs. Sa sonorité est claire, veloutée, puissante sans être trop droite, son expression élégante, jamais mièvre. Cuper est si simple, si direct que plus d'une fois, il nous a fait penser à François Etienne, interprète mille fois couronné du concerto de Mozart (1 CD EMI « Références »). L'Orchestre de Bretagne est presque impeccable. Prise de son splendide.

1 CD Adda 812 947.

A. Lo.

## Jazz

**Tony Hymas**

*Winter's Tale*

Rare est ce disque. Le monde déborde de disques. Rare est ce disque parce que Tony Hymas, pianiste rare et incisif, sort rarement de sa réserve. Il n'enregistre pas comme on respire. C'est bien. J.-F. Jenny-Clark, d'une énorme présence en scène, reste rare en disques. Son goût, sa légèreté ici sont précieuses. Enfin Thollot, Jacques Thollot, un des plus fins percussionnistes de l'époque où les batteurs savaient jouer sur le contre-temps, Thollot joue avec une fraîcheur, une aisance, qui laissent abasourdi devant son silence. Il dit chaque thème, se lie, se fond et fait à lui seul que ce disque, qui pourrait être un trio de plus, soit un moment d'entente, de grâce et d'avancée. Bien. On voudrait dire ceci : on n'est pas là pour promouvoir des compacts. Quand il se trouve simplement une trace, modeste ou magnifique, d'un de ces instants où les passagers de la planète ont su se trouver pour faire une fois de plus chanter, résonner et pleurer la musique même, on le signale. C'est tout. Le reste n'a plus le moindre intérêt.

1 CD NATO DK 018 53017-2. Distribué par Mélodie.

**Christian Escoudé**

*Holidays*

Question guitare, ils sont venus, ils sont tous là : Escoudé, Gitan d'Angoulême, Frédéric Sylvestre, Challain Ferret (de la tribu), Babik Reinhardt (le fils), Bireli Lagrene (le seul, l'unique), avec Marcel Azzola en prime. On va dire ce qu'on en pense : les thèmes sont heureux, aériens, graves, l'interprétation exquise (Django comme pierre de touche et repère). Voyons : ce pays ne manque pas de musiciens, la preuve. Ni de promoteurs : ils se pressent au portillon. Alors quoi ? Comment les seconds n'ont-ils pas voulu faire des premiers ce qu'ils méritent vraiment ? C'est une bonne question. A elle seule, elle résume un état politique de ce pays. Ce disque est un bonheur.

1 CD Gitanes Emarcy 514 304-2. Distribué par Polygram.

F.M.

## Rock

**Sugar**

*Beaster*

Bob Mould obtint, il y a quelques mois, succès critique et commercial avec *Copper Blue*, premier album de Sugar, son nouveau groupe. La puissance de ce trio s'appuyait alors sur de brillantes mélodies oxygénées par une production qui canalisait leur violence avec éclat. L'ex-Husker Dü ne s'était jamais ouvert avec autant d'entrain. Pourtant, à peine cet enregistrement terminé, il s'enfermait encore en studio, poussé par une impérieuse réaction. Comme blessé par trop de lumière, il retournait broyer du noir. *Beaster* expose aujourd'hui cette part d'ombre. Façonnés par une rage « claustrophile », rongés par des démons intérieurs, six morceaux s'articulent comme un cérémonial religieux avec ses rites et ses supplices. Naissance *(Come Around)*, souffrances terrestres *(Tilted)*, persécution et torture *(Judas Cradle)*, crucifixion *(JC Auto, soit Jesus Christ Autobiography)*, résurrection *(Feeling Better)*, ascension *(Walking Away)*. On pourrait craindre la mégalomanie et le grand-guignol, mais Bob Mould, rocker janséniste, impressionne surtout par l'intensité de son combat. Ces murs de guitares suintent le tourment avec l'énergie du désespoir, une voix se débat sous un déluge électrique. Au bout de l'exorcisme, une âme finit par sourdre, pour s'apaiser enfin, accompagnée de chœurs célestes et d'orgues sépulcraux *(Walking Away)*.

1 CD Creation, CRECD 153, distribué par Virgin.

**The Underbeat Station**

*What's Your Dream Today?*

Longtemps, Thierry Duvigneau s'est fait appeler Kid Pharaon. Sous ce nom, le Bordelais a signé une poignée d'albums, manifestes d'un rock anglophone, partagé entre rigueur puriste et enthousiasme juvénile. Héritier des Dogs, faux frère d'Eric et Gilles Tandy, il aura lui-même suscité quelques vocations et produit au Studio du Chalet, près de Bordeaux, plusieurs de ses émules (Mister Moonlight, Shredded Ermines, Shifters). Mais l'étroitesse du format avait émoussé sa vivacité. Etouffant dans son costume de gosse, le Kid change de peau, ouvre portes et fenêtres. Rebaptisé Underbeat Station, il respire enfin. Au groupe de rock définitivement structuré, Thierry et son éternel complice Philippe Charpentier ont préféré cette fois la convivialité des rencontres. Leur album s'enrichit ainsi des apports de musiciens venus du jazz (le Kakal Band) et du reggae (les sœurs Astar). Mélodiste souvent remarquable, Thierry Duvigneau s'épanouit sur ces tempos plus lents, baignés de soul, magnifiquements parés de cuivres et de chœurs féminins. Loin du son étriqué des débuts, la production se déploie moelleusement. Dans cette manière de pétrir les genres sans s'inféoder à aucun, on pense à Joe Jackson, Southside Johnny ou Elvis Costello (période *Punch the Clock*). Des réussites, comme *My Only Shelter*, *Made of China* ou *Carry On*, hissent ce disque au rang des meilleurs.

Danceteria DAN 9 305 CD. Distribué par New Rose.

S. D.

## Chanson

**Jérôme Dahan**

*Sexe faible*

*Sexe faible* est un très bel album, tout en souplesse et en harmonie, qui se promène entre underground chic (Bowie ?) folk de cinéma (Wenders ?). Jérôme Dahan pose une voix tranquille sur des textes limpides, les cuivres suscitent de désirables langueurs. Chacun des onze titres de l'album crée son concentré d'atmosphère, fin de nuit (*Mozart*) ou désordre provocateur (*Arrête le speed*, pris à contre-pied, en ballade bluesy). Au chant, aux claviers et à la guitare, Jérôme Dahan dirige son monde. Tony Visconti, qui produisit *The Rise and Fall of Ziggy Stardust* a remixé le tout, et Mme de Sorquainville, peinte par Jean-Baptiste Perroneau au dix-huitième siècle, trône, masquée, sur la pochette. *Sexe faible* mérite son titre : il est de fait plein de cette féminité intuitive et diabolique qui cache ses forces sous de chastes atours.

1 CD Phonogram 514 584.

**Richard Gilly**

*Rêves d'éléphant*

Il aura fallu des années de patience à Richard Gilly, et la complicité d'une maison de disques encore en gestation, pour réaliser un album achevé dans sa forme, mais prétentieux sur le fond. Pénétré de sa propre importance, *Rêves d'éléphant* contient des tubes en puissance : *Rousse de secours* (qui sauve l'album), ou encore *Captain* (contre le massacre des baleines), ballades glissantes à souhait. Richard Gilly a quelque chose d'Yves Simon, dans la voix, dans son parler sérieux, ses aptitudes à diversifier ses modes d'expressions artistiques (peinture, dessin, collage...). Mais ici on écrit avec un grand E, ce qui lasse vite quant il s'agit de chanson. D'autant que Richard Gilly n'a pas les moyens de ses ambitions. Quand le chanteur triste décline son amour au quotidien, cela donne : *« Comment l'imaginer, ma reine, une main dans l'évier, l'autre sur ta traine. »* Autant, comme il le chante plus loin, *« essuyer sur ma bouche le mot qui jaillit »*.

1 CD Fnac Music 592 185.

V. Mo.

## Musiques du monde

**Raul Barboza**

Miracle : un album de l'accordéoniste argentin Raul Barboza, que l'on rencontrait partout où il y avait de la bonne musique à jouer, de l'imagination à montrer, de la virtuosité à affirmer. Depuis quelques années Barboza, à l'égal de Richard Galliano ou de Marc Perrone dans des registres différents, a beaucoup fait pour la réhabilitation de l'accordéon dans l'Hexagone. D'abord en étant argentin et en ne jouant pas que du tango, genre aussi enfermant que la valse musette pour un instrument universellement utilisé. Raul Barboza joue du *chamame*, un condensé de rythmes à trois temps, hérité des valses, des mazurkas et des polkas transportées dans le nord-est argentin par les immigrés tchèques, polonais et autrichiens. A cela, il convient d'ajouter une large dose de culture indienne guarani. Barboza est un homme fort. Un doux, un tendre, un spirituel. Sur cet album, Richard Galliano vient lui prêter main forte, ainsi que quatre musiciens délicats (guitare, harpe, contrebasse, percussions). Que la paix soit sur la forêt, les jésuites, le pays natal et le colibri !

V. Mo.

1 CD La Lichère LLL167. Distribué par Night and Day.

**PHOTO**

UNE EXPOSITION ET DEUX LIVRES CONSACRÉS A SEBASTIAO SALGADO

# LA SUEUR ET L'ODEUR DU SANG

*Le photographe brésilien Sebastiao Salgado présente à Paris son œuvre-fleuve sur l'homme au travail. Depuis la cueillette du thé au Rwanda jusqu'aux casseurs de bateaux au Bangladesh, un des plus importants photojournalistes d'aujourd'hui a fixé sur pellicule des activités manuelles qu'il juge menacées. Une exposition au Palais de Tokyo à Paris et deux livres complémentaires présentent cet humaniste passionné.*



SEBASTIAO SALGADO/MAGNUM



**Ci-contre : « Extinction des puits de pétrole en feu », Koweït, 1991. Ci-dessous : « Cueillette du thé », Rwanda, 1991.**

## *Auteur et photojournaliste*

SEBASTIAO SALGADO rappelle à sa façon que les grands photojournalistes ont toujours été des grands communicateurs. Rapidement reconnu après ses reportages sur la famine au Sahel (1984), le photographe a convaincu une dizaine de sponsors de l'accompagner dans sa nouvelle aventure. Kodak fut le premier séduit et a investi un million de dollars sur le projet (touchée par la récession, la multinationale américaine a recentré son mécénat culturel sur deux signatures : Richard Avedon et Sebastiao Salgado).

De nombreux journaux dont les plus prestigieux (*Life, Stern, The New York Times, Sunday Times Magazine, El Pais*) ont publié chacun des reportages réalisés au cours de ces six années : *« Ces milliers de photos publiées, dont deux cents pour le seul* El Pais, *m'ont permis de repartir chaque fois sur de nouveaux sujets. »* Ils lui ont par exemple permis d'attendre vingt deux jours en Sicile pour la pêche traditionnelle de la *matanza*. En France, « La main de l'homme » a été achetée plusieurs centaines de milliers de francs par *Paris-Match* et *Libération*, mais, curieusement, n'a jamais été publiée.

Le livre qui accompagne l'exposition est épais, lourd, soigné, extraordinairement bien imprimé : 40 000 tirages de lecture, 4 000 formats 24 x 36 ont été nécessaires pour un choix final de 400 photos. Le livre a été imprimé chez Jean Genoud, en Suisse, le meilleur du genre, chacune des planches étant scrupuleusement contrôlée par Lelia Salgado, la femme du photographe. 30 000 exemplaires ont été mis en vente dans six pays (quand un livre photo se tire en moyenne à 2 000 exemplaires) et l'exposition va tourner dans plusieurs grands musées américains, au Japon, à Taïwan, en Espagne, au Brésil, en Suisse et en France.

Sebastiao Salgado n'a jamais fait les choses à moitié. Ancien reporter à Sygma et Gamma, membre de l'agence Magnum depuis 1984, il contrôle tous les tirages qui sortent du vaste appartement-atelier qu'il occupe derrière l'église Saint-Ambroise, dans le 11e arrondissement de Paris. Il a deux assistantes, et sa femme, d'un caractère bien trempé, joue un rôle déterminant dans le phénomène Salgado. Car il s'agit bien d'un phénomène. Quand la profession annonce la mort d'un photojournalisme d'auteur, la fin des reportages de fond, en noir et blanc, sur des sujets peu spectaculaires, réalisés sur plusieurs mois voire plusieurs années, il se trouve toujours quelqu'un pour rappeler : *« Oui, mais il y a Salgado »*. Salgado, caution culturelle ? Certainement, tant il a rouvert les portes d'un photojournalisme qu'on croyait à jamais perdu.

Salgado est partout. La presse bien sûr, mais aussi le livre, la commande institutionnelle et l'exposition. Ce bouillonnement agace le milieu du marché de l'art (photographique) où il joue les trouble-fêtes. Il est un des photographes qui vendent le plus de photos au monde, notamment aux Etats-Unis.

**M. G.**

S'IL existe un photographe de la démesure, Sebastiao Salgado est celui-là. Pendant huit ans, ce Brésilien de Paris a sillonné le monde, ramenant des centaines de milliers de photos, construisant son grand projet, celui dont on dit qu'il embrasse toute une vie mais que ce quadragénaire bouillonnant vient de ficeler pour passer librement à autre chose. Un projet fou donc : photographier aux quatre coins de la planète les derniers travailleurs qui produisent de leurs mains une richesse. D'où le titre français de l'ouvrage imposant qui accompagne l'exposition du Palais de Tokyo : *la Main de l'homme*, auquel nous préférons le titre de l'édition anglaise, *Workers*, qui sonne mieux et juste.

Démesure de l'homme. Salgado est intarissable quand il parle football et course automobile ou quand il veut convaincre son auditoire, d'une voix chaude, que la politique américaine en Amérique latine est catastrophique. Démesure du projet photographique, quand on passe en revue la trentaine de reportages qui forment « La main de l'homme » : chercheurs d'or au Brésil, casseurs de bateaux au Bangladesh, sidérurgistes et cheminots en France, porteurs de soufre à Java, mineurs de charbon en Inde, pêcheurs traditionnels en Sicile, récolte du cacao au Brésil, cueillette du thé au Rwanda, abattoirs aux Etats-Unis, pétrole en ex-URSS, chantiers navals en Pologne, etc. Il n'y a que Salgado pour dénicher, au cœur de la mine de Serra-Pelada, un chercheur d'or homosexuel et syndicaliste qui rêve de trouver le métal rare pour aller à Paris se faire implanter des seins. Il n'y a qu'un Salgado pour suivre l'incroyable marche de 54 kilomètres des porteurs de souffre : 75 kilos sur le dos, un chiffon sur le visage et dans la bouche pour se protéger, un salaire de 1,20 dollar par jour.



SEBASTIÃO SALGADO/MAGNUM

Pour comprendre « La main de l'homme », il faut se pencher sur le parcours du photographe. *« Ce sujet, c'est ma thèse »*, dit ce Brésilien, né en 1944, économiste de formation, ancien fonctionnaire de l'Organisation internationale du café et tiers-mondiste passionné. Sebastiao Salgado a constaté la fracture de plus en plus grande entre pays pauvres et pays riches, la faillite des États du Sud à cause de la dégradation du cours des matières premières et la mutation des sociétés, notamment la domination écrasante du secteur des services sur celui de la production.

Or c'est la production qui passionne Salgado. A force de bourlinguer, de discuter, de lire – *Tout ce qui est solide disparaît dans l'air*, de Marshall Berman, l'a beaucoup marqué, – il a mûri son projet : *« J'ai voulu rendre hommage à tous ceux qui produisent de leur main et que l'on a tendance à oublier. Cette forme de travail manuel est en train de disparaître. J'aurais pu montrer les machines, les produits ou les dirigeants. J'ai choisi les travailleurs. Ça vient de mon militantisme de gauche, de mon passé au Brésil. »*

Deux exemples : il y avait, en 1948, trente groupes de pêcheurs en Sicile qui pratiquaient la *matanza*, une pêche traditionnelle. Il en reste deux. Une autre forme de pêche, plus proche de la cueillette – Salgado appelle les ouvrières *« les moissonneuses de la mer »* – est menacée en Galice (Espagne). A cause de la pollution, mais surtout de l'industrie du surgelé qui vient concurrencer la conserve. *« On ne pêche plus pour la Galice, on pêche pour le monde »*, écrit Sebastiao Salgado, dont les images sont aussi une réflexion sur la chaîne économique verticale, du producteur au consommateur. Dans son incroyable reportage sur les abattoirs près de Chicago – *« Tous les matins, je vomissais tant l'odeur était insupportable »*, – il montre comment le cochon finit en conserve de saucisse en un tour de main. Mieux que dans *Tintin en Amérique*, de Hergé. *« Le producteur ne consomme jamais le fruit de son travail. La chair blanche des thons siciliens part tout entière pour le Japon. Ne restent en Italie que la tête, les viscères, la queue et l'odeur du sang. »*

Il n'y a que Salgado pour réussir à vous faire culpabiliser quand vous mangez un yaourt. A chaque cuillerée, il vous explique d'où vient le fruit, comment il a été cueilli, l'évolution du salaire de l'ouvrier, le conditionnement du pot, la pollution qu'il occasionne. *« Tout est si abstrait que le consommateur croit qu'il a été fabriqué dans la remise du supermarché. »* Salgado sait désormais comment on fabrique un vélo ou une voiture, comment on éteint un puits de pétrole en feu (Koweït), comment on construit en Inde un des plus gros barrages au monde. Il n'a pas son pareil pour raconter la naissance, la vie, la mort et le recyclage d'un cargo. Il est même devenu un spécialiste du cacao. Comment ces arbres ont besoin *« d'autres gros arbres fruitiers pour leur fournir l'ombre, l'humidité nécessaire et pour alimenter les hommes et femmes du cacao, tant leur salaire est misérable »*.

Saisir le monde qui bouge signifie le penser dans sa globalité : *« Rien n'est plus proche d'un cueilleur de tabac cubain qu'un cueilleur de tabac brésilien. Deux ouvriers sidérurgistes, français et ukrainiens, se ressemblent comme deux gouttes d'eau »*. Est-ce un travail documentaire ? *« Oui »*, répond Salgado qui renoue avec une façon fort classique de raconter une histoire en images : son livre est rythmé par des pages en « triptyque » qui se déroulent comme un dépliant sur lesquelles une multitude de petites images forment un récit. Ses images fourmillent de détails comme le fond des paniers qui est fourré de coton pour protéger les fragiles feuilles de tabac. Elles nous disent beaucoup sur le thon pris au piège dans la « chambre de la mort ». Salgado fait découvrir *« l'homme-rat »*, chargé de *« flairer »* les fuites de gaz sous les chaudières. Il montre qu'il y a encore des activités sales : les images sont pleines d'huile, de boue, de suie, de pétrole. Et quelle différence dans les vêtements des ouvriers français et anglais qui creusent le tunnel sous la Manche : *« Le Français est toujours impeccable, fier de sa tâche ; l'Anglais est débraillé, conscient que c'est un peu de son identité qu'il contribue à détruire. »*

Mais la raison de l'énorme succès de Salgado – bien plus fort aux Etats-Unis qu'en France – est ailleurs. Dans la beauté de son travail. Que signifie cette beauté ? Bien plus qu'un simple document bourré d'informations, les images sont une réhabilitation de l'esthétique des années 50 dans le reportage avec un classicisme (académisme, diraient certains), qui n'est plus vraiment au goût du jour : compositions élégantes et dynamiques, atmosphères graves sans humour aucun ni anecdotes, portraits frontaux, noirs et blancs picturaux, voire lyriques, tirages magnifiés. L'ensemble est plus proche de Goya que de Cartier-Bresson.

On retrouve *grosso modo* trois influences chez Salgado : « The Family of Man » pour le discours universel, Eugene Smith pour la foi en l'homme, Werner Bischof pour ses cadrages. « The Family of Man » est le titre d'une exposition-fleuve, mythique, organisée en 1955 au Musée d'art moderne (MoMA) de New-York et dont l'objectif – fort ambitieux – était de présenter un portrait de l'espèce humaine en cinq cents clichés. Il se dégageait de cette exposition la volonté de montrer que l'homme – dans ses gestes et ses sentiments – est le même partout. Salgado a été impressionné par cette exposition. Il le sera encore plus par Eugene Smith, dont il a gardé la même foi en l'homme, la même pugnacité, une volonté de bouger l'ordre établi par la photographie. Salgado a enfin beaucoup regardé les photos de Werner Bischof (un ancien de Magnum, mort dans un accident au Pérou en 1954), dont il apprécie les cadrages fins et élaborés sur des sujets sociaux.

La beauté vient aussi de la force symbolique qui se dégage des images bien plus que de leur aspect documentaire : images idéales pour se faire une idée de la souffrance, de la dignité, de la dureté du travail. Des images quasi religieuses pour certaines. Le photographe lui-même fait preuve d'une conviction dans son travail qui frise le sacerdoce, voire la mission divine. Il y a du mysticisme en Salgado : *« La fabrication de l'acier demeure pour moi une activité religieuse. Une usine sidérurgique est une cathédrale du feu où le travailleur revêt le costume de son office. »* Et l'on ne compte plus dans ses images les attitudes religieuses, les « saints », « martyrs » et autres figures de l'iconographie judéo-chrétienne, béatifiés par la lumière.

A-t-on le droit de faire de belles images sur la douleur ? Ingrid Sischy a posé la question dans le magazine américain *The New Yorker*, en septembre 1991. Sa réponse, sous le titre « Bonnes intentions », est sévère pour Salgado : *« Esthétiser la tragédie est la façon la plus rapide d'anesthésier les sentiments de ceux qui en sont témoins. La beauté appelle l'admiration, pas l'action. »* Ingrid Sischy oublie une chose : l'importance de l'imaginaire sud-américain qui façonne le photographe. Salgado n'a aucune intention de changer le monde, mais veut juste rappeler qu'il existe.

**MICHEL GUERRIN**

★ « La main de l'homme », de Sebastiao Salgado. Exposition au Centre national de la photographie (CNP), Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016, Paris. Du 30 avril au 29 juin. Livre aux éditions de La Martinière (coll. « Terre humaine »/Plon), 346 photos, 424 pages, 595 F. Le 55e volume de la collection « Photo poche » du CNP est consacré à Sebastiao Salgado. Préface de Jorge Amado, texte de Christian Caujolle, 50 F.

